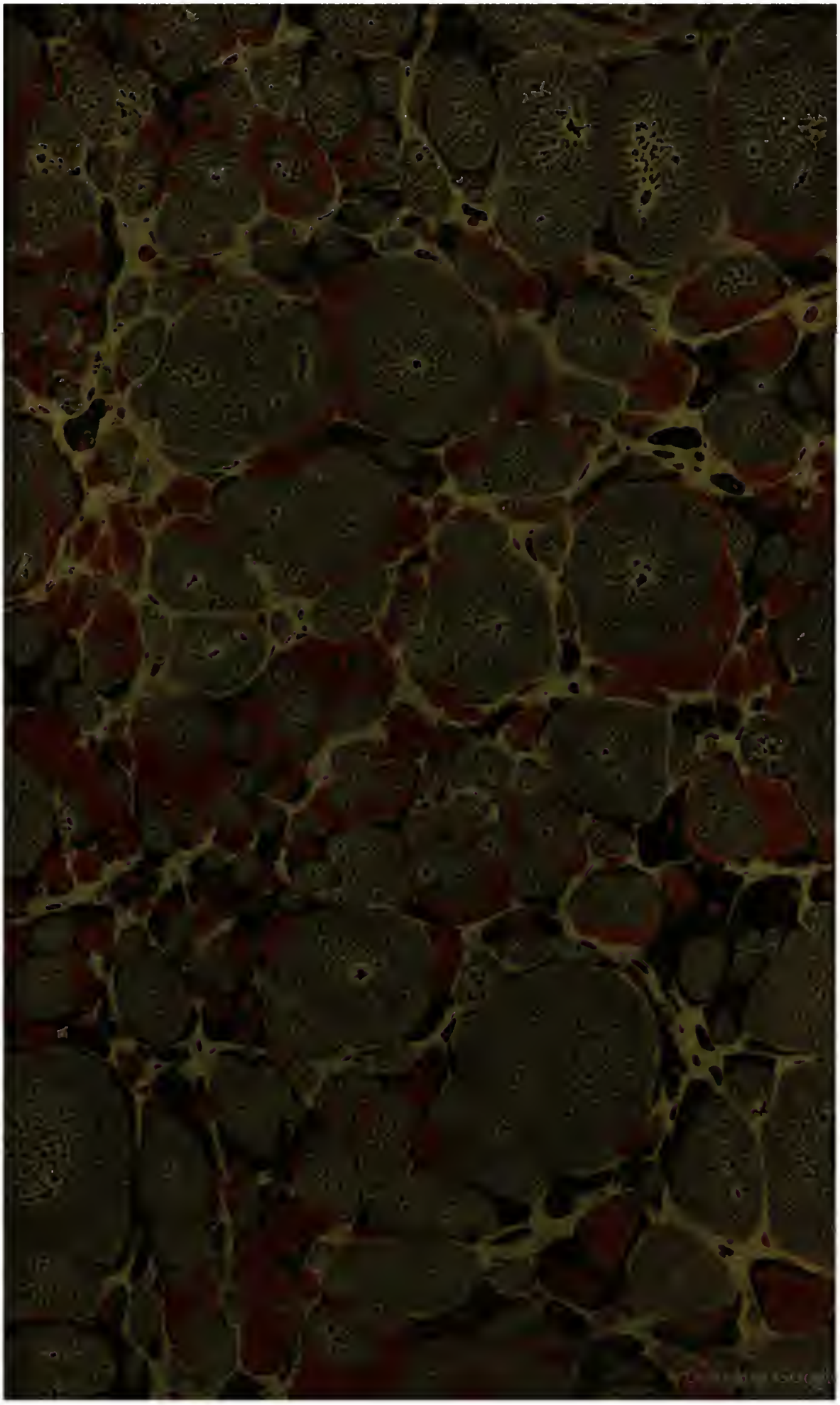


BIBLIOTECA DELLA R. CASA
IN NAPOLI
N.° d'inventario 2156 1962
Sala Grande
Scansia 30 32 Palchetto 2 1
N.° d'ord. 2 14

~~24. 6. 21.~~
1ª Sala XXXII. 2. 14.

Digitized by Google

Palat-XXX-18hs (8

Digitized by Google

Digitized by Google

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS.

Digitized by Google

IMPRIMERIE DE C. L. F. PANCKOUCKE.

Le Tome huitième est accompagné de sept planches, dont quatre doubles; ce qui forme onze planches.

Digitized by Google

582806

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE GENS DE LETTRES.

Suum cuique decus posteritas rependit.
TACITE, *Annales*, liv. IV, 35.

TOME HUITIÈME.

PARIS,

C. L. F. PANCKOUCKE, ÉDITEUR,
Rue et hôtel Serpente, n°. 16.

1818.

Digitized by Google

EXTRAITS

DES JOURNAUX

SUR LE TOME SEPTIÈME.

(*Journal du Commerce, du* 17 *mars* 1818.)

L'Italie, ce beau pays dont le sort fut de commander ou d'obéir à tous les peuples; cette contrée d'où la tiare étendit son empire plus loin que les consuls n'avaient porté leurs faisceaux; qui, dans les temps modernes, remplaça les vertus guerrières par l'art profond de la politique, et où nos aïeux, toujours appelés et toujours trahis, trouvèrent si long-temps leur tombeau, allait devenir à son tour le théâtre de nos exploits. La baïonnette de nos grenadiers n'y paraîtra pas moins redoutable que la lance des chevaliers de Charles VIII, de Louis XII et de François Ier; mais les Français, dans ces nouveaux combats, égaleront la gloire de Ravenne et de Marignan sans éprouver les désastres de Pavie. Les monts de la Savoie, les champs de la Lombardie, les rives du Pô et de l'Adige, qui, à des époques plus récentes, servaient de champs de bataille aux Eugène et aux Catinat, verront de nouveaux capitaines, successeurs et rivaux de ces grands hommes, tenter les mêmes hasards, et s'immortaliser par d'aussi beaux faits d'armes. Des traités heureux suivront d'éclatantes victoires : peut-être l'épée de Brennus pèsera-t-elle encore dans la balance; mais le Capitole n'aura plus de Coriolan, ni l'Italie de Camille.

Le conseil de guerre à qui la France avait été redevable des glorieux succès de 1794, dirigeait encore les opérations de la campagne qui s'ouvrit pour nous sous les plus heureux auspices. Cependant, s'il est permis de juger du mérite des plans adoptés par les résultats qu'ils obtinrent, peut-être avaient-ils été conçus avec plus de hardiesse et de grandeur que de solidité. Les deux armées qui marchaient en Allemagne sous le commandement de Moreau et sous les ordres

de Jourdan, rivalisèrent d'abord de succès avec l'armée d'Italie. Le combat d'Altenkirchen, le passage du Rhin, la prise de Kehl, les inexpugnables positions de Renchen forcées, les barrières qu'opposaient la Lahn et le Mein franchies, l'occupation de Fribourg, de Francfort et du Brisgaw, sont des actions que les armées d'Allemagne pouvaient compter comme autant de triomphes. Mais si l'attaque était vive, la défense était habile et courageuse. Calculant de sang-froid leurs périls et leur résistance, cédant souvent, mais combattant toujours, les Autrichiens supportèrent des revers sans éprouver de désastres, jusqu'au moment où les inconvéniens d'un plan trop vaste firent changer la fortune, et leur rendirent, pour un moment, sur les bords du Rhin, la supériorité qu'ils venaient de perdre au-delà des Alpes.

L'armée d'Italie avait aidé les armées d'Allemagne dans leurs succès : sa course victorieuse ne fut point arrêtée par leurs désastres. L'ardeur des soldats, l'activité des chefs, le génie qui conçoit des plans, et la valeur qui les exécute, avaient enfanté des prodiges. A Montenotte, pressés par quinze mille hommes, quinze cents Français font le serment de mourir dans la redoute dont la défense est confiée à leur bravoure; leur dévouement devient le gage de la victoire; les Autrichiens fuient en désordre, séparés des Piémontais. Bientôt les uns sont vaincus une seconde fois dans les gorges de Millesimo, et les autres sous les murs de Mondovi. L'armée française entre triomphante à Turin, franchit le Pô, s'immortalise par sa vaillance au *terrible* passage de Lodi, et, précipitant sa marche à travers les plaines de la Lombardie, vient menacer les remparts de Mantoue.

Ici l'attendaient de nouveaux périls et de nouveaux triomphes. Surpris à Lonato et défait à Castiglione, Wurmser court cacher sa honte et chercher un asile dans les montagnes du Tyrol. Les Français donnent aux soins de la politique des instans de repos que leur laisse la guerre. D'habiles négociations leur assurent les fruits de la victoire. La paix, dont leur général vainqueur dicte les conditions aux souverains de l'Italie, grossit les trésors de la France; les monumens de l'ancienne Rome et les chefs-d'œuvre de l'Italie moderne quittent les bords du Tibre pour enrichir les rives de la Seine. Un peuple aussi rempli d'enthousiasme pour les arts que passionné pour la gloire, les reçut avec transport dans ses murs : ces précieuses conquêtes ne furent pas des dépouilles arrachées par l'abus de la force, mais des tributs dus à la foi des traités.

Telle est l'esquisse rapide du tableau vaste et brillant que présente le sixième volume des *Victoires et Conquêtes*. Peu

d'événemens offrent autant d'intérêt, peu d'opérations militaires pourraient fournir de plus grandes leçons. Quelquefois l'ouvrage réunit à la gravité de l'histoire le piquant des mémoires particuliers. C'est ainsi qu'on y trouve des détails singuliers sur un de nos meilleurs généraux, mort au champ d'honneur, qui mêlait à l'amour de la gloire une passion plus douce, mais non pas plus vive, combattait avec la bravoure d'un soldat, aimait avec la galanterie d'un chevalier, cherchait les aventures autant que les périls, et faisait servir souvent les entreprises hasardeuses de l'amour aux soins et aux succès de la guerre. Nous citerons encore, comme un morceau curieux, la lettre où le général autrichien Beaulieu se plaint au conseil aulique des généraux que l'influence de la cour lui donnait pour seconds, et dont l'impéritie occasionait ses défaites : elle montre à combien de désastres peuvent exposer les armées, ces choix où la naissance, l'intrigue et la faveur ont plus de part que le mérite. « Je vous avais demandé un « général, dit Beaulieu, et vous m'avez envoyé Argenteau (1). « *Je sais qu'il est grand seigneur, et qu'en récompense des « arrêts que je lui ai ordonnés, on va le faire feld-maréchal « de l'empire.* Mais je vous préviens que je n'ai plus que « vingt mille hommes, et que les Français en ont soixante « mille ; que je fuirai demain, après demain, tous les jours, « *jusqu'en Sibérie, s'il prend envie à ces diables de m'y poursuivre.* Mon âge me donne le droit de tout vous dire : en « un mot, dépêchez-vous de faire la paix, à quelque condi- « tion que ce soit. »

Ce recueil, consacré aux exploits des vétérans de la gloire française, ainsi qu'à l'instruction de leurs émules, acquiert chaque jour une célébrité qui doit être pour l'éditeur le plus doux prix de ses travaux. Nous lui devions déjà le *Dictionnaire des Sciences médicales ;* ces deux grandes entreprises, qu'il poursuit concurremment, se rattachent à ce qu'il y a de plus honorable pour la nation, de plus intéressant pour les sciences. Elles ont obtenu un succès qu'il est aujourd'hui plus aisé d'envier que de contester. Leur objet, leur importance, leur ont depuis long-temps concilié les suffrages des hommes qui, placés au-dessus des petits calculs de l'intérêt ou des misérables préventions de l'esprit de parti, applaudissent tout ce qui est bien, encouragent tout ce qu'ils trouvent utile. Y.

(1) Il avait été vaincu à Montenotte.

(*Journal du Commerce, du 3 mai 1818.*)

Si *la Quotidienne* n'était pas infectée d'un esprit antinational qui perce partout, et qui rend cette feuille insupportable à tous ceux dont le cœur palpite au nom de patrie, on se laisserait quelquefois surprendre à ses concessions hypocrites. Aujourd'hui, par exemple, elle applaudit à des éphémérides militaires qui vont paraître, et dont personne ne peut juger encore. Elle leur applaudit, parce que cet ouvrage contiendra l'éloge des royalistes de l'ouest en même temps que les hauts faits des Lannes, des Kléber et des Hoche. Vous croyez que cela est sincère, et vous ne soupçonnez dans cette proposition qui a un faux air d'impartialité, aucun esprit de parti. Vous vous trompez; vous ne connaissez pas *la Quotidienne*, cette feuille si fidèle à certaines intentions et à certains intérêts qu'elle dissimule et cache avec soin. Une seule réflexion suffira pour mettre au jour la bonne foi de ses rédacteurs. Tout Paris a lu, entre autres ouvrages, les *Victoires et Conquêtes* publiées par M. Panckoucke, et tout Paris y a vu que justice complette était rendue aux exploits des Français, alors même qu'ils ont eu le malheur de combattre les uns contre les autres, au lieu d'employer leur courage contre l'ennemi; les faits sont rapportés avec une religieuse exactitude, et les faits sont la meilleure manière de louer les braves de tous les partis. *La Quotidienne* ne peut nier l'impartialité du recueil que nous citons; et au lieu de reconnaître un fait évident, et honorable pour les écrivains qui consacrent leurs veilles à sa publication, elle comprend l'ouvrage des *Victoires et Conquêtes* dans la proscription générale, qu'elle prononce de son autorité privée contre toutes les compilations du même genre que *les Ephémérides*, et dans lesquelles on ne trouve que l'*esprit de parti à la place de l'impartialité*, *la jactance à celle de la bravoure*, *et l'hypocrisie à celle de la vérité* (1).

N'est-il pas à craindre, d'après cette injustice volontaire et calculée, que *la Quotidienne* n'ait le mot d'ordre, et qu'instruite de l'esprit du recueil qu'elle loue en diffamant les autres, elle ne veuille élever aux nues un ouvrage conçu dans des principes au moins très-équivoques, et plutôt destiné à affaiblir l'éclat de la gloire nationale qu'à lui rendre un hommage solennel?

1 Expressions de *la Quotidienne*.

PLANS

CONTENUS DANS LE TOME HUITIÈME [1].

Pages.

PLAN du siége de Kehl (planche double). 1
Plan de la bataille de Rivoli. 33
Plan de Mantoue. 50
Plan des attaques de la tête de pont d'Huningue. . . 54
Plan de la bataille de Neuwied (planche double). . . . 131
Carte d'une partie de la Suisse (planche double). . . . 195
Plan de Rome (planche double). 200

[1] Toutes ces Cartes sont dressées par M. Ambroise TARDIEU, d'après le texte même, et d'après les meilleurs matériaux.

Digitized by Google

TABLE

DES

CHAPITRES DU HUITIÈME VOLUME.

CHAPITRE XXI.

1797-an V. Pages.

Janvier Nivose

10 2 Opérations sur le Rhin, Kehl assiégé et pris par les Autrichiens. 2

19 27 Affaires intérieures de l'Italie; l'armée autrichienne reprend l'offensive; bataille de Rivoli, combat d'Anghiari et de la Favorite, etc. 24

Février. Pluviose.

5 17 Siége et reddition de la tête de pont d'Huningue. 54

Ventose.

16 1er Suite de la bataille de Rivoli; combats de Carpenedolo et de Derumbano; capitulation de Mantoue, les Français marchent sur Rome; traité de Tolentino, etc. 63

CHAPITRE XXII.

Mars. Germ.

23 3 Le prince Charles commande l'armée autrichienne en Italie; ouverture de la campagne de 1797; combats sur le Tagliamento, à Gradisca, à Tarvis, etc. 78

Avril.

15 26 Opérations du général Joubert dans le Tyrol; combats de Cembra, de Neumarck et de Clausen; combats de Dirnstein, de Hunds-

1797-an v.
Avril. Germinal.
marck, etc. Préliminaires de paix signés à Leoben. 93
Floréal.
22 3 Ouverture de la campagne sur le Rhin par l'armée de Moreau; passage de ce fleuve à Diersheim; combats jusqu'à la notification des préliminaires de Leoben. 109
27 8 L'armée de Sambre-et-Meuse entre en campagne; passage du Rhin à Neuwied; combats de Neuwied, de Dierdorf, d'Uckerad, de Wetzlar, etc.; cessation des hostilités.
Mai.
16 28 Insurrection des états de Venise en terre ferme; fin de cette république aristocratique. 144
Traité de Campo-Formio. 156
Août-Sept. Fruct
Mouvement révolutionnaire du 18 fructidor (4 septembre). 165
An VI
Décemb. Frim.
10 20 Mort du général Hoche; pompe funèbre en l'honneur de ce général. Présentation du général Bonaparte au directoire, etc. 177

LIVRE SECOND.

CHAPITRE PREMIER.

1798-an VI. Pages.
Janvier. Pluviose.
28 9 Insurrection du pays de Vaud contre les cantons de Berne et de Fribourg; entrée des troupes françaises en Suisse. 195
Fév.-Mars. Vent.-Germ.
Troubles à Rome; assassinat du général Duphot; l'ambassadeur Joseph Bonaparte quitte cette ville. Insurrection du peuple romain contre le pape. Le général Berthier entre dans Rome; abolition du gouvernement pontifical, et création d'une nouvelle république romaine, etc. 200
Février. Ventose.
28 10 Présentation au directoire des drapeaux des

1798-an VI. Pages.
Février. Ventose.
armées du Nord et de Rhin-et-Moselle, par les généraux Macdonald et Duhesme. 229
Avril. Floréal.
30 11 Suite des opérations des troupes françaises en Suisse, combat de Neuenek; occupation des villes de Soleure, Fribourg, Berne, etc., etc. 235
Relation des principaux événemens maritimes jusque vers le milieu de 1798. Beaux faits d'armes de quelques corsaires; enlèvement d'un vaisseau anglais de la compagnie des Indes, par huit prisonniers de guerre français; brillante conduite d'une poignée de marins français lors de l'attaque de Ténériffe par Nelson; suite des opérations de l'escadre de Sercey; capture totale d'un corps d'Anglais débarqué près d'Ostende, etc., etc. 246
Précis des événemens militaires arrivés dans les colonies depuis le commencement de 1797 jusque vers le milieu de 1798. 304

FIN DE LA TABLE DU TOME HUITIÈME.

TABLE

ALPHABÉTIQUE

De tous les noms de Français ou étrangers, et de tous les corps désignés dans le huitième volume.

A

Abattuci, 56, 58, 60.
Acton, 201.
Albani, 70, 212.
Ali, pacha de Janina, 273.
Aloys-Reding, 244.
Alvinzi, 7, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 37, 40, 43, 46, 47, 48, 49, 63, 64, 72, 79.
Ambert, 10.
Amédée, 209.
Andréossi, 88, 185, 187, 189, 229, 273.
Angiolini, 210, 211.
Antraigues (le comte d'), 169.
Argool, 54.
Arrighi, 207, 208.
Augereau, 28, 30, 31, 35, 49, 52, 53, 65, 67, 69, 81, 83, 84, 154, 168, 170, 179.
Autier, 198, 199.
Azara, 204, 210.

B

Babouville, 175.
Balland, 150, 151, 152.
Baraguay-d'Hilliers, 27, 46, 47, 48, 82, 94, 168.
Barbé, 238, 239.
Barberi, 212.
Barras, 166, 185.
Barrère, 282.
Barthélemy (le chef de bataillon), 83.
Barthélemi (le directeur), 166, 172, 174.
Basseville, 77, 209, 211.
Bastoul, 153.
Baudot, 122.
Bayalitsch, 31, 32, 35, 36, 65, 67, 90, 91, 92.
Beauharnais (Eugène), 207, 208, 273.
Bellegarde, 207.
Belliard, 66, 83, 94, 95, 96, 97.
Bernadotte, 4, 7, 82, 85, 86, 87, 88, 90, 92, 107, 108, 168, 179, 189.
Berthier, 38, 39, 40, 42, 168, 170, 191, 200, 214, 215, 216, 218, 219, 220, 222, 223.
Beurnonville, 3, 5, 6, 7, 125.
Boisgerard, 11, 122.
Bon, 49, 54, 86, 92.

Bonaparte, 3, 7, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 64, 65, 68, 69, 70, 71, 73, 74, 75, 76, 77, 79, 80, 82, 84, 85, 86, 87, 89, 90, 92, 93, 94, 97, 98, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 129, 145, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 157, 164, 166, 167, 177, 181, 182, 183, 184, 185, 187, 194, 201, 214, 216, 219, 238, 239, 272, 273, 274, 275, 279, 281.
Bonaparte (Joseph), 191, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 213.
Bonnier, 181, 192, 193.
Bourcier, 121.
Bourdé, 273.
Braschi (le cardinal), 212, 214.
Braschi (le duc de Ludovico), 76.
Brémont, 42.
Bridport (le lord), 256.
Brueys, 272, 273, 274.
Bruix, 283, 284.
Brune, 29, 31, 36, 44, 54, 168, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 243.
Busca, 70, 212.

C

Cacault, 70, 211.
Campredon, 89.
Carnot, 172.
Carrière, 106.
Carry, 251, 252, 254.
Casa-Bianca, 279.
Cassagne, 58, 120.
Cervoni, 220, 228.
Chabot, 273.
Chabran, 86.
Chambarlhac, 11.
Championnet, 4, 128, 129, 130, 131, 134, 139, 140, 143, 144.
Chapman, 279.
Chapuis, 301.
Charles (l'archiduc), 2, 4, 5, 6, 7, 10, 12, 14, 23, 25, 56, 78, 79, 80, 81, 82, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 99, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 109, 110, 111, 129, 151, 162.
Charrier, 228.
Chénier, 179, 180.
Chérin, 126.
Cherubini, 179.
Cheslat, 239.
Clarke, 25, 78.
Clary (Marius), 208.
Cobenzel (Louis de), 157.
Collaud, 128.
Collaud-la-Salcette, 28, 272.
Colli, 70, 74.
Condé (le prince de), 174.
Couroux (les deux frères), 89.
Consalvi, 212.
Coot, 286, 287, 288, 289.
Cordova (don Joseph de), 253, 254.
Cornillon, 67.
Crancé, 132.
Cretin, 11.
Croisier, 85.

D

Daendels, 269.
Dallemagne, 28, 226, 227, 228.

Davidowich, 26, 29.
Davin, 28.
Davoust, 10, 113, 115, 116, 118, 120, 123.
Daunou, 180, 222.
Debay, 296.
Debelle, 128.
Debry (Jean), 178.
Decaen, 10, 13.
Decrès, 279.
Dedou, 11, 17.
Degelmann (le baron de), 157.
Delmas, 7, 82, 94, 168.
Demont, 113, 122.
Dermoncourt, 96.
Desaix, 2, 3, 6, 10, 11, 13, 22, 23, 111, 114, 116, 122, 123, 176, 278.
Desfourneaux, 308, 309.
Destain, 54.
Devins, 187.
Dewinter, 248, 269, 271.
Dona, 154.
Doria (Pamphili), 210, 211, 212, 213, 228.
Drouet (le conventionnel), 263.
Dronet (le général), 118.
Dubuc, 301, 302.
Duchesne, 275, 276.
Dufour, 60, 62, 119, 121, 122, 123.
Dugua, 82, 84, 86, 87, 93.
Dubesme, 10, 113, 115, 122, 191, 229, 230, 232.
Dumanoir, 279.
Dumas (Alexandre), 28, 51, 52, 95, 96, 97.
Dumonlin, 239.
Dumuy, 5.
Duncan, 256, 271.
Duphot, 30, 48, 83, 86, 191, 200, 207, 208, 209, 211, 212, 215, 221.
Duroc, 89.
Duverne de Presle, 169.
Duvivier, 50.
Eberle (le général Gaspard), 97, 98.

E

Eblé, 11.
Eckmayer, 11.
Ecolier (l'), 290.
Elsnitz, 137, 139, 140, 141.
Empereur d'Allemagne (l'), 70, 71, 73, 78, 103, 104, 107, 108, 109, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 184.
Enghien (le duc d'), 174.

F

Faustino-Gagliaffi, 221.
Ferino, 5, 56, 62.
Fioravanti, 101, 148, 151 152.
Florent, 223.
Forfait, 279.
Fourmentin, 275, 276.
Fournesy, 54.
Foy, 57, 120.
Frère, 280.
Friant, 89.
Fugière, 239.
Furstenberg (le prince de), 6, 55, 56, 57, 62.

G

Galeppi, 76, 212.
Gallo (le marquis de), 157.
Ganteaume, 255, 279.
Gentili, 272, 273.
Giustiniani, 154.
Gobretch, 113.
Gontreuil, 90, 91.
Goulu, 136.

Grenier, 128, 131, 132, 133, 134, 136, 140, 143.
Gross, 236.
Guillemardet, 310.
Guyeux, 28, 29, 49, 81, 84, 85, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 106, 108.

H

Hautpoul (d'), 128, 131, 134.
Hédouville, 179, 313.
Hegel, 119, 123.
Henin, 114.
Heudelet, 113, 115, 118.
Hoche, 110, 111, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 138, 139, 140, 141, 143, 144, 166, 168, 169, 177, 178, 179, 180, 181, 247, 249, 250, 269, 313.
Hoche, père, 180.
Hohenzollern (le prince), 30, 81, 84, 269.
Hotze, 2.
Hugues (Victor), 307, 308.
Humbert, 136.

I

Immeus, 119, 121, 122.

J

Jarry, 113.
Jean-François, 308.
Jervis (sir John), 253, 254.
Jordy, 113, 116, 118, 122, 243.
Joubert, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 38, 40, 41, 42, 43, 45, 46, 47, 48, 51, 65, 66, 67, 82, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 104, 107, 108, 149, 153, 168, 185, 186, 187, 188, 229.
Jourdan, 3, 4, 89.
Junot, 73.

K

Kaim, 105.
Keller, 288.
Kellermann, 83, 86, 87.
Kerpen, 81, 82, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 104, 106.
Kilmaine, 82, 101, 151, 152, 153, 281.
Klein, 127, 140.
Klinglin, 119, 174.
Koblos, 32, 33, 35, 37, 38, 39, 43, 47, 65.
Kray, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135.

L

Labretêche, 289, 290.
Lacretelle, 171, 172, 181.
Lacrosse, 279, 280, 281, 284, 285, 289.
Lafond-Ladebat, 171.
Laharpe, 196.
Lahoz, 72, 148, 149, 151, 152.
Lahure, 89.
Lambert, 67, 97.
Landrieux, 80, 145.
Lannes, 49, 69, 72, 167.
Largier, 239.
Lareveillère-Lépaux, 166.
Lasalle, 42, 43, 83.
Latour, 13, 110, 124.
Laudon, 64, 65, 66, 81, 82, 93, 95, 96, 98, 99, 149, 150, 151.
Laveaux, 308, 312.

Lebley, 29.
Lecchi, 147, 149.
Leclerc, adjudant-général, 83.
Leclerc, aide-de-camp, 29, 36, 41, 42.
Lecourbe, 11, 13, 14, 19, 121, 123, 124.
Lefebvre, 128, 131, 132, 133, 136, 137, 139, 142, 143, 144.
Lemoine, 131, 139, 142.
Letourneur, 166.
Lhermite, 294, 299, 301, 303, 304.
Lindeneau, 105.
Liptay, 32, 33, 34, 37, 38, 43, 47.
Lorge, 245.
Lucas, 293, 294.
Lusignan (le prince de), 32, 33, 34, 37, 40, 42, 44, 45, 81, 84.

M

Macdonald, 191, 229, 230, 231.
Magon, 299.
Maillot, 000.
Malartic, 000.
Malibran, 178.
Malmesbury (le lord), 192, 193.
Man, 313.
Mangourit, 000.
Marceau, 58, 181.
Marescot, 2, 122.
Maret, 192.
Marin, 89.
Marion, 113.
Marmont, 74.
Marquis, 54.
Massaredo, 254.
Massena, 29, 31, 36, 37, 39, 42, 43, 46, 51, 52, 53, 54, 65, 66, 67, 81, 83, 84, 85, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 98, 101, 105, 106, 108, 155, 158, 222, 223, 224, 225, 226, 227.
Massimi (le marquis Camille de), 76, 213.
Mastrili (D. Martins), 157.
Mattei, 76.
Maury, 221.
Maximilien (comte de Meerfelds), 157.
Mayer, 29.
Ménard, 65, 66, 197, 198, 199, 200, 236.
Mercantin, 92, 101, 105, 106.
Merlin, 233.
Merveld, 107.
Mescire, 21.
Milins, 143.
Miollis, 28, 51.
Mireur, adjudant-général, 86.
Mireur, chef de brigade, 89.
Mitrowski, 65.
Mocenigo, 154.
Monge, 222.
Monnier, 29, 44, 45.
Montferrat, 000.
Montleau, 28.
Montrichard, 11, 114.
Moreau, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 12, 13, 14, 22, 56, 89, 97, 109, 110, 111, 112, 114, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 173, 174, 176.
Murat, 47, 48, 66, 83, 86, 89, 229.
Muscar, 288.
Muskein, 279, 280, 281, 283, 285, 291.

N

Nelson, 246, 247, 250, 253, 254, 259, 260, 261, 262, 263, 264.

Ney, 127, 131, 133, 134, 136, 138, 139, 141.

O

Ocskay, 32, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 43, 47, 91, 92.
Olivier Wallis, 122.
Olivier, général, 131, 133, 137, 140, 143.
Orange (le prince d'), 105.
O'Relly, 119, 122.

P

Fâris, 255.
Parker, 253.
Pellew (sir Edward), 255.
Perroud, 312.
Pévrieux, 290, 291.
Pléville, ministre de la marine, 280.
Pléville-Lepeley, 192, 270.
Pichegru, 169, 170, 171, 173, 175.
Pie VI, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 79, 185, 191, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 209, 210, 212, 213, 214, 216, 217, 218, 219, 220.
Pie VII, 74.
Pigeon, 237, 239.
Pinière, 283.
Point, 28, 49, 280.
Popham (Home), 286, 287, 296.
Provera, 29, 30, 31, 35, 45, 46, 48, 49, 51, 52, 53, 202, 203.

Q

Quasdanowich, 32, 35, 37, 38, 41, 42, 43, 45.

R

Ramel, 171.
Rampon, 198, 238, 27
Rapinat, 246.
Reignier, 176.
René, 45.
Reuss (le prince de), 32, 90, 93.
Rewbell, 166.
Rey, 29, 36, 37, 44, 45, 46, 168.
Ribes (de), 60.
Richery, 249, 313.
Richepanse, 128, 131, 132, 137.
Ripaud, 296, 297.
Robespierre, 178, 195.
Roget, 121, 122.
Rouvray (le comte de), 309.

S

Santhonax, 308, 309, 310, 311, 312, 313.
Saint-Vincent, 259.
Saint-Dizier, 117.
Savary, aide-de-camp, 113.
Savary, adjudant-général, 62.
Sandoz, 29, 43.
Samson, 51.
Saint-Suzanne, 10.
Saint-Cyr, 11, 20, 22, 23, 133, 228.
Schawembourg, 236, 237, 240, 241, 243, 245.
Schulz, 87.
Sciebeck, 84.
Sélis, 264, 266, 267, 268.
Sercey, 264, 292, 293, 294, 295, 296, 299, 304.
Serrurier, 28, 31, 52, 81, 83, 85, 86, 88, 90, 92, 106, 108, 154, 168.

Serviez, 28.
Sherlock, 207, 208.
Simpchen, 111, 137, 140, 142.
Soult, 140.
Sparziani, 212.
Sporch, 106.
Staader, 18.
Starray, 110, 117, 118, 119, 121, 122, 124.
Surcouf, 251.
Suchet, 241.

T

Tack, 275.
Talleyrand-Périgord, 182, 184.
Tarreau, 11.
Thierry, 264, 266, 267, 268.
Thilorier, 276.
Thouvenot, 117.
Tilly, 179.
Tioche, 259.
Tippoo (le sultan), 248, 249, 292, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 304, 305.
Tourneur de la Manche, 192.
Toussaint-Louverture, 308, 311, 312, 313.
Trébouarts, 295.
Treilhard, 181, 192, 193.
Truguet, 247, 248, 250, 268, 269, 270, 272, 274, 275.

V

Vandamme, 113, 115, 116, 118, 120, 121, 122, 123.
Vandergraaff, 292, 293.
Vandezande, 257, 258, 259.
Vaublanc, 311.
Vaudeling, 122.
Vaux, 46, 47, 54.
Verdier, 28, 92.
Vial, 29, 36, 38, 41, 43, 46, 47, 48, 54, 66, 67, 95.
Victor, 51, 52, 53, 54, 69, 70, 72, 73, 74, 82, 101, 153, 154, 168.
Villaret, 248, 249.
Villeneuve, 249.

W

Walther, 28, 83.
Waren (sir John Borlasse), 255.
Watrin, 131, 133, 135, 136, 140, 142.
Weiss (de), 197, 198.
Werneck, 4, 5, 110, 129, 130, 131, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144.
Wickam, 174.
Williams, 4.
Willot, 170.
Wukasowich, 32, 37, 41.
Wurmser, 7, 28, 29, 52, 53, 64, 68, 69, 79.

Z

Zaillot, 89.
Zayonscheck, 92.
Zeman-Schah, prince des Agshaunes, 296.
Zicogna, 148.

Armées françaises et étrangères [1].

BATAILLON, — sixième de sapeurs, 272, 280.
DEMI-BRIGADES LÉGÈRES, — deuxième, 105, 106, — troi-

[1] Tous les corps étrangers sont désignés par un astérisque.

sième, 56, 120, — quatrième, 34, 36, 41, 46, 66, — neuvième, 133, — dixième, 239. — douzième, 47, — quatorzième, 240, — seizième, 113, 116, 240, 246, — dix-septième, 34, 36, 41, 46, 66, 120, — vingt-unième, 83, 86, — vingt-deuxième, 34, 36, 41, 46, — vingt-septième, 86, — vingt-neuvième, 34, 36, 38, 39, 43, 46, 67.

Demi-brigades de ligne, — — troisième, 10. — * troisième cisalpine, 272, — quatrième, 92, 280, — dixième, 10, 21, — onzième, 96, — quatorzième, 34, 36, 38, 39, 40, 67, 272, — dix-septième, 113, 116, 118, — dix-huitième, 37, 40, 41, 44, 43, 51, 52, 53, 54, 89, 105, 238, — vingt-quatrième, 119, — vingt-cinquième, 65, — trente-unième, 10, 113, 118, 120, — trente-deuxième, 37, 39, 40, 42, 51, 52, 53, 54, 91, 105, — trente-troisième, 34, 40, 41, 43, 46, 96, — trente-septième, 133, — trente-neuvième, 34, 36, 37, 41, 42, 46, — quarante-troisième, 92, — quarante-quatrième, 10, — quarante-sixième, 288, 289, — cinquante-sixième, 56, — cinquante-septième. 37, 44, 45, 51, 52, 53, 54, cinquante-huitième, 29, 46, — soixante-deuxième, 21, — soixante-troisième, 10, — soixante-huitième, 11, — soixante-quatorzième, 61, — soixante-quinzième, 31, 37, 42, 44, 51, 52, 53, 54, 91, 198, — soixante-seizième 11, 113, 115, 117, 120, — soixante-dix-neuvième, 272, — quatre-vingt-quatrième, 11, 121, — quatre-vingt-cinquième, 34, 36, 38, 39, 43, 46, 95, 97, — quatre-vingt-neuvième, 56, 58, 60, 120, 240, — quatre-vingt-treizième, 11, — quatre-vingt-quatorzième, 289, — quatre-vingt-dix-septième, 11, — centième, 11, 113, 115, 116, 118, — cent troisième, 11, — cent sixième, 11, — cent septième, 305, — cent huitième, 305, — cent neuvième, 11, 113, 116, 120.

Canonniers des quatorzième et soixante-dix-neuvième demi-brigades de ligne, 272, — septième compagnie sédentaire, 272.

Carabiniers à cheval, 121.

Cavalerie, — premier régiment, 37, 51, 132, — deuxième, 119, 120.

Chasseurs, — seizième régiment, 140, — vingt-deuxième, 37, — vingt-troisième, 142, — vingt-cinquième, 50.

* Chasseurs tyroliens, 94.

* Corps francs de Michalowitz, 116, 124

* Cuirassiers d'Albert, 142, — * de Nassau, 142.

Dragons, — quatrième, 119, 120, — neuvième, 50, — treizième, 121, — quinzième, 37, — dix-septième, 117, 122, — dix-huitième, 50, — * de Latour, 132, — — de Cobourg, 143.

*Grenadiers lombards, 72, 73.
*Hulans, 141.
Hussards, — deuxième, 138, 139, — troisième et quatrième, 138, 139, — septième, 73, 241, — huitième, 241, 243, 245, — neuvième, 117, 120, — * de Blankenstein, 141, — * de l'Empereur, 124, — * d'Erdody, 50, — * de Ferdinand, 123, — * des Frontières, 123, — de Wecsay, 140.
Légions, — *lombarde, 72, 101, — *polonaise, 101.
Régimens, — quatrième d'artillerie à pied, 272, — sixième, 280, — * d'Alton, 116, 121, — * de Gemminen, 132.

Marine française et étrangère [1].

Le vaisseau l'Arrogant, 292.
Le vaisseau rasé le Brave, 255.
La corvette la Bonne-Citoyenne, 264, — la Confiante, 289, 290, 291.
La frégate la Coquille, 255.
* Le vaisseau le Culloden, 253.
La frégate la Cybèle, 295.
Le bâtiment l'Espiègle, 275.
La frégate la Forte, 295.
* Le cutter le Fox, 261, 262.
La corvette le Brûle-Gueule, 292, 304.
Le vaisseau l'Hercule, 282, 283.
La frégate l'Immortalité, 255.
* Le bâtiment Lady-Shore, 265, 268.
La corvette la Levrette, 255.
* Le vaisseau le Mars, 283.
* La frégate la Minerve, 253.
Le vaisseau la Montagne, 294, — le Mont-Blanc, 255.
La corvette la Mutine, 263.
La frégate la Pomone, 290, — la Précieuse, 255, — la Preneuse, 295, 299, 301, 302, 303.
Le corsaire le Prodige, 257, 258, 259.
La corvette la Proserpine, 290.
Le vaisseau le Quatorze-Juillet, 282.
* Le vaisseau le Raymond, 303, 304.
La frégate la Régénérée, 229, — la Romaine, 255.
Le bâtiment le Rusé, 275.
La frégate la Seine, 305, 307.
* Le cutter le Swan, 252.
La frégate la Tamise, 294.
Le corsaire l'Urbanité, 251, 252.
La frégate la Vertu, 292, 294, 299.
La corvette le Vésuve, 289, 290, 291.
Le vaisseau le Victorieux, 292. — * le Woodcott, 303, 304.

[1] Tous les vaisseaux étrangers sont désignés par un astérisque.

FIN DE LA TABLE DES NOMS DU SEPTIÈME VOLUME.

ANNALES

DES FAITS ET DES SCIENCES MILITAIRES,

Faisant suite aux Victoires et Conquêtes des Français, de 1792 à 1815.

Extrait du *Journal du Commerce*, du 3 mai 1818.

Pour servir de suite ou plutôt de complément aux *Victoires et Conquêtes*, le même libraire publie, sous le titre d'*Annales militaires*, un ouvrage qui paraît périodiquement, dont l'idée est nouvelle, le plan bien conçu, le sujet instructif et varié. Ce recueil traitera de l'art de la guerre dans toutes ses parties, en mêlant au récit des événemens l'histoire de la science et celle des hommes qui l'ont agrandie et perfectionnée. La plupart des écrivains qui concourent aux *Annales*, administrateurs, gens de lettres, officiers distingués, ou praticiens célèbres, ont passé leur vie dans les camps. Ils racontent ce que leurs yeux ont vu; ils parlent d'après leurs souvenirs et expérience; et, devenus historiens fidèles, après avoir été spectateurs attentifs, ils ont de justes droits à l'application de ces paroles de Salluste : *Pulchrum est benè facere reipublicæ, etiam benè dicere haud absurdum est : vel pace, vel bello, clarum fieri licet. Et qui fecêre, et qui facta aliorum scripsêre, multi laudantur.* Y.

(Le *Moniteur*, le *Journal Général* et le *Journal de Paris* ont, dans le mois de mai, annoncé avec éloge les quatre premiers numéros qui forment le premier volume de cette collection, qui doit être le premier livre d'une bibliothèque militaire.)

Le premier numéro contient :

Le Prospectus :

Une Carte in-4°. de la capitainerie de Carracas et du royaume de Grenade;

Le Précis historique de la révolution de l'Amérique espagnole, par M. le général Beauvais;

Le Précis de l'histoire de l'Art militaire, par M. de Carrion-Nisas, depuis Homère jusqu'à Alexandre, avec l'analyse de la retraite des dix mille par Xénophon, l'origine de l'Art de la guerre, l'établissement de la phalange, la vérité des descriptions des batailles d'Homère; les progrès de la phalange, de la cavalerie dans les premiers temps; l'histoire ultérieure de la phalange, ses modifications, son ordre de marche; emploi de la cavalerie et des armés à la légère chez les Grecs; usage de la musique militaire chez les anciens;

Analyse du naufrage de *la Méduse*, par M. Parisot, officier de marine;
Du Recrutement, et de l'ouvrage de M. de Carrion-Nisas à ce sujet, par M. le baron colonel Bardin;
Examen de la discussion sur la loi du recrutement dans la chambre des députés;
Nouvelles et Annonces.

Le second numéro contient :

Le plan de la bataille de Mantinée, d'après Xénophon;
La suite de la révolution de l'Amérique espagnole, par le général Beauvais; la révolution de la Nouvelle-Grenade, et celle de la vice-royauté de Buenos-Ayres;
La suite de l'histoire de l'Art militaire, la retraite des dix mille, par M. de Carrion-Nisas;
Observations sur la bataille de Mantinée dont nul écrivain, parmi les modernes, n'a fait mention, par J.-B. Gail;
Relation de l'expédition du Portugal, par le lieutenant-général Thiébault, et observations sur cette campagne;
Du recrutement, par M. colonel baron Bardin;
Notice sur la manière de lever les troupes en Russie, par M. Bernhard;
Matériaux pour l'histoire du temps;
Variétés. — État militaire du royaume de Suède. — Documens sur des ordonnances militaires des rois de Naples, d'Espagne, des Pays-Bas et de Bavière, etc., etc, etc. — Nouvelles littéraires et Annonces.

Le troisième numéro contient :

Un portrait de Thaddée Kosciuszko.
L'Histoire de la révolution de Buenos-Ayres, par M. le général Beauvais;
L'Histoire de l'Art militaire et de la légion, de Polybe, du serment légionnaire, des auxiliaires et des alliés; armes des Romains, de la cavalerie des Romains, par M. de Carrion-Nisas;
Notice biographique sur le général polonais Kosciuszko, par M. A. Jullien;
De la Calenture ou délire ardent des gens de mer, par M. le docteur Fournier;
De la bureaucratie maritime, par M. Parisot;
De la discussion sur la loi de recrutement à la chambre des pairs, par M. de Carrion-Nisas;
Texte de la loi du recrutement;
Lettre sur M. le comte de Saint-André;
Nécrologie;
Notice sur M. Étienne Willaumez, capitaine de vaisseau de première classe;
Variétés. — Anecdotes. — Des officiers et militaires à demi-solde, etc.

Le quatrième numéro contient :

Une carte d'une partie de l'Amérique méridionale;
Suite de la révolution de Buenos-Ayres, par M. le général Beauvais;
Histoire de l'Art militaire; de la légion; remarques de Folard, commentateur de Polybe; comparaison de la phalange et de la légion par Machiavel, par M. de Carrion-Nisas;
Suite de la Notice biographique sur le général polonais Kosciuszko, par M. A. Jullien;
Rapport de M. le maréchal duc de Raguse sur le voyage de M. Dupin

en Angleterre, et ses observations sur les progrès de l'artillerie et de l'art militaire en général dans la Grande-Bretagne;
De la réorganisation des états-majors des armées, par M. le lieutenant-général baron Thiébault;
Des armées mercenaires, par M. B.....;
Du service des subsistances militaires, par M. V...
Ordonnances du Roi relatives aux militaires;
Correspondance relative à la journée d'Oberkamlack; rapport du général Ferino; extraits des principes de stratégie du prince Charles;
Lettre du lieutenant-colonel....., sur le pamphlet anonyme intitulé : *Aperçu nouveau sur les campagnes des Français en Portugal en* 1807, 1808, 1809, 1810 et 1811.
Lettre de M. G***, lieutenant d'infanterie, sur l'habillement militaire;
Variétés. — Marine anglaise. — Annonces. — Réponse au général Canuel, par M. le général Max. Lamarque. — Essai sur le personnel militaire de la marine française. — Histoire de l'insurrection des esclaves dans le nord de Saint-Domingue, etc.

Ce quatrième cahier complette le tome premier.

Prix de l'abonnement : 8 fr. pour trois mois, 15 fr. pour six mois, 30 fr. pour l'année.

Il paraît un cahier de 96 pages à la fin de chaque mois.

Le Prospectus et l'annonce de la Galerie des portraits des GUERRIERS FRANÇAIS portent le prix de chaque cahier de quatre portraits à TROIS FRANCS CINQUANTE CENTIMES. Ce prix sera maintenu pour toutes les personnes qui n'ont pas souscrit aux *Victoires*, mais les souscripteurs de cet ouvrage obtiendront chaque cahier à DEUX FRANCS CINQUANTE CENTIMES.

MM. les libraires ne peuvent en exiger un prix plus élevé; toutefois les journaux continueront d'annoncer le prix de trois francs cinquante centimes. Nous avons cru devoir le diminuer en faveur des nombreux souscripteurs d'un ouvrage qui, par leur intérêt et la richesse des matériaux précieux qui nous parviennent chaque jour, s'étendra au-dela du nombre de volumes que le prospectus annoncait, sans prendre cependant aucun engagement formel à cet égard.

Si, pour borner le nombre des volumes, nous avions négligé ces matériaux, qui feront un vrai monument de cette collection, nous aurions été obligés de créer une nouvelle entreprise, où ces documens, qui, par leur importance, ne peuvent rester inédits, auraient trouvé place : cette nouvelle entreprise aurait ôté toute valeur à la première; nous avons préféré en enrichir celle-ci, et la rendre par-là, en tout, digne des intentions honorables qui nous ont inspiré.

C. L. F. PANCKOUCKE.

Digitized by Google

Digitized by Google

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815.

LIVRE PREMIER.

PREMIÈRE COALITION.

CHAPITRE XXI.

ANNÉE 1797.

Opérations sur le Rhin ; Kehl assiégé et pris par les Autrichiens. — Affaires intérieures de l'Italie ; l'armée autrichienne reprend l'offensive ; bataille de Rivoli. Combats d'Anghiari et de la Favorite, etc. — Siége et reddition de la tête de pont d'Huningue. — Suite de la bataille de Rivoli ; combats de Carpenedolo et de Derombano. Capitulation de Mantoue. Les Français marchent sur Rome ; traité de Tolentino, etc., etc., etc.

L'ARMÉE française d'Italie avait suivi la glorieuse impulsion qui lui était donnée par son général en chef ; mais, tandis que d'éclatans triomphes signalaient l'ardeur et le dévoue- 1797—an V.

1797—an v. ment de ses braves, les armées d'Allemagne, ramenées sur les bords du Rhin, étaient condamnées aux exploits obscurs d'une guerre défensive. Près de cent quarante mille soldats rassemblés sur cette partie des frontières de la France, disputaient aux troupes impériales la possession de deux forts, Kehl et la tête du pont d'Huningue, seuls points qui restassent à la république sur le territoire allemand au-delà du Rhin.

10 janvier. (2 nivose) Allemagne.

Opérations sur le Rhin; Kehl assiégé et pris par les Autrichiens[1]. — On a vu dans le volume précédent que le général Moreau, avant de passer le Rhin à Huningue, avait ordonné au général Desaix de traverser ce fleuve à Brisach, avec l'aile gauche de l'armée, et de s'avancer rapidement sur Kehl, afin de défendre ce passage important, et de manœuvrer même, s'il en trouvait la facilité, sur les derrières de l'armée de l'archiduc. Le général en chef ayant été forcé d'effectuer son passage à Huningue plus tôt qu'il ne le pensait, il ne fut plus loisible à Desaix d'exécuter la dernière partie des instructions qu'il avait reçues. Nous avons dit que le général Hotze avait passé sur la rive gauche par ordre de l'archiduc, quelque temps avant que ce général ne marchât sur Moreau, et que les troupes autrichiennes avaient été rejetées au-delà du Rhin par le général Marescot, qui se trouvait alors sur le point envahi par elles. Toutefois, le général Hotze avait encore conservé quelques postes près de Schweigenheim, sur la rive gauche, à deux lieues environ de la ville de Spire. Desaix fit marcher trois demi-brigades pour chasser ce reste du corps de Hotze. Les postes furent évacués

[1] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Campagnes de Moreau, — Histoire de France, — Coup d'œil impartial sur les opérations des deux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, etc. — Précis historique de Dedon, — Jomini, — Mémoires du prince Charles, — Notes et Documens communiqués, etc.

ainsi que Spire, et les Français menacèrent quelques momens la tête de pont de Manheim. Vers la fin d'octobre 1796, l'actif général avait réussi à rétablir toutes les communications de l'armée de Moreau avec celle de Sambre-et-Meuse, qui, ayant reçu des renforts, se trouvait non-seulement en mesure de prendre une attitude offensive, mais encore en état d'entreprendre les opérations les plus décisives. 1797—an V. Allemagne.

Cette dernière armée était, depuis le 24 septembre, commandée par le général Beurnonville, qui avait succédé à Jourdan. Nous dirons, avec notre impartialité ordinaire, que ce nouveau général en chef ne déploya pas les moyens qui pouvaient faire justifier le choix du directoire. Faut-il en attribuer la cause à ce gouvernement, ou bien la rejeter sur le peu d'habitude de la guerre en grand, sur l'irrésolution et l'extrême timidité du général? Cette question délicate nous semble résolue par la latitude accordée par le directoire au général Bonaparte, pour le développement des combinaisons de son génie en trepreuant. On doit croire, d'après cet exemple, qu'il dépendait du général Beurnonville de tenter les hautes opérations qui donnaient tant de renommée au général de l'armée d'Italie, et que, s'il ne fit aucun essai dans ce genre, c'est qu'il n'avait pas l'expérience et le génie qui constituent le grand capitaine. Ce jugement ne paraîtra point trop sévère quand on suivra les détails de cette campagne sur le Rhin, où le général Beurnonville borna le rôle qu'il y pouvait jouer à faire des proclamations illusoires à son armée, et des rapports oiseux au directoire [1].

[1] On a vu, dans le premier volume de cet ouvrage, que Beurnonville, alors ministre de la guerre, envoyé par la Convention avec quatre commissaires pris dans le sein de cette assemblée, pour arrêter Dumouriez, avait été lui-même livré, ainsi que ses collègues, aux Autrichiens. Rentré en France après l'échange opéré contre MADAME, fille de Louis XVI, aujourd'hui duchesse d'Angoulême, Beurnonville dut à l'éclat de cette circonstance la faveur d'être nommé

1797--an v. Allemagne. L'archiduc, après la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse sur la rive gauche du Rhin, et quand il prit la résolution de marcher contre Moreau, avait laissé en présence de cette armée trente ou trente-cinq mille hommes, chargés de couvrir la ligne depuis le Necker jusques à la Sieg, et il en confia le commandement au général Werneck.

Jourdan avait ordonné la construction d'une tête de pont à Neuwied, après le passage effectué sur ce point en 1796, et l'on s'était occupé de ces ouvrages avec assez d'activité pendant la marche victorieuse de l'armée en Allemagne; mais les travaux n'étaient point encore terminés vers la fin d'octobre. Le général autrichien, connaissant toute l'importance de ces fortifications, si elles s'achevaient, fit attaquer la tête de pont dans les journées du 20 et 21, tandis qu'une flottille, commandée par le capitaine anglais Williams, jetait des détachemens sur la rive gauche du fleuve, au-dessous de Baccarach, à l'effet d'inquiéter Coblentz et de détruire les ponts sur la Moselle. Ces deux entreprises auraient peut-être réussi, si le général ennemi eût apporté plus d'ensemble dans ses mesures, et eût pris plus de précautions pour dérober la connaissance de son dessein à ses adversaires. Les Français, avertis à temps, accoururent sur les deux points menacés avec des forces supérieures.

Les généraux Bernadotte et Championnet rassemblèrent leurs divisions sur la Nahe; et, le 27 octobre, attaquèrent les brigades Simbschen et Rosenberg, qui couvraient cette ligne. Les Français traversèrent la Nahe à Grolsheim près Bingen, après un engagement assez vif; et les Autrichiens, ainsi battus sur leur gauche, furent contraints à se replier sous Mayence. L'armée de Sambre-et-Meuse s'étendit alors par sa droite

au commandement de l'armée d'observation que la république entretenait en Hollande. Il devint général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse par l'effet de la démission de Jourdan.

vers Kaiserslautern, pour appuyer la défensive de l'armée de Rhin-et-Moselle. Le général Beurnonville envoya à cet effet la division du général Dumuy [1] prendre position dans les gorges d'Anweiller et dans la vallée très-resserrée que forme la Queich en cet endroit. 1797 — an v. Allemagne.

Au surplus, ce dernier mouvement n'était qu'une démonstration à peu près infructueuse. Beurnonville avait d'autres moyens à sa disposition pour seconder plus efficacement le général Moreau dans ses opérations défensives. Il pouvait, après avoir laissé devant Werneck un corps d'observation, réunir partie de ses troupes à l'armée du Rhin, ou bien essayer une diversion puissante, en effectuant le passage du fleuve à Dusseldorf et à Neuwied. Les troupes autrichiennes, disséminées comme elles l'étaient, n'auraient pas pu défendre le passage de la Lahn; et Beurnouville, sans se compromettre, fût arrivé sur le Mayn, et même jusques au Necker: car la lenteur ordinaire des Autrichiens peut faire présumer que les renforts envoyés ou conduits par l'archiduc à l'effet de s'opposer à la marche des Français, ne seraient pas arrivés assez à temps pour atteindre ce but. Une entreprise aussi décisive, et dont la conception paraît si naturelle, n'entra point dans les combinaisons du général Beurnonville. Soixante-dix mille hommes pleins d'ardeur et d'enthousiasme demeurèrent oisifs sur le Rhin, quand on pouvait obtenir un si grand résultat des bonnes dispositions où se trouvaient tant de braves, commandés par des chefs aussi actifs qu'expérimentés.

Après avoir laissé, ainsi que nous l'avons dit, le général Férino près d'Huningue pour défendre la tête du pont de cette ville, Moreau s'était dirigé vers Strasbourg, avec le centre et la réserve de l'armée, pour soutenir l'aile gauche,

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, comte et pair de France, etc.

1797—an v Allemagne.

chargée, comme on l'a vu, de garder le fort de Kehl. De son côté, l'archiduc s'était dirigé sur Kehl, dont préalablement il avait fait renforcer le corps de blocus lors de la marche de Desaix sur Strasbourg; le prince de Furstenberg fut laissé, avec treize bataillons et douze escadrons, à Altingen, pour les opérations sur la tête de pont d'Huningue.

L'arrivée du prince Charles devant Kehl porta le corps autrichien destiné à agir contre ce fort à trente-quatre mille neuf cents hommes, dont cinq mille neuf cents de cavalerie. Dans le mois de décembre, de nouveaux renforts tirés du Bas-Rhin, furent destinés à compenser les pertes que les opérations du siége devaient nécessairement entraîner.

En toute autre circonstance, on aurait pu croire la longue campagne de 1796 terminée L'hiver avait, depuis le mois d'octobre, signalé son approche par des pluies froides et continuelles qui avaient causé de fortes inondations. Les deux partis se trouvaient presque également affaiblis par les fatigues de la retraite et de la poursuite; néanmoins, ils restaient toujours dans une attitude éminemment hostile. Le prince et Moreau passèrent plusieurs jours dans une espèce d'incertitude de ce qu'ils devaient faire. Le général français, contrarié dans ses vues par l'indécision du général Beurnonville, fit proposer à l'archiduc un armistice, aux conditions que le Rhin servant de limite aux deux armées, les Français conserveraient Kehl et la tête de pont d'Huningue. Par cette suspension d'armes, Moreau procurait à ses troupes le repos dont elles avaient besoin, complétait les fortifications des deux têtes de pont, et se flattait d'être en mesure de recommencer, au printemps, les hostilités avec quelque succès. Mais nous devons cependant faire remarquer qu'en stipulant ainsi dans les intérêts de son armée, le général Moreau semblait perdre un moment de vue la situation des choses en Italie. N'était-il pas à craindre que l'Autriche, mettant à profit l'armistice sur le

Rhin, ne portât rapidement des troupes sur le théâtre où ses armes n'étaient plus victorieuses, pour renforcer Alvinzi, et donner à ce général les moyens de débloquer Mantoue, en poussant avec vigueur son redoutable adversaire? La chance, il est vrai, se trouvait la même pour les Français; mais, à juger de la prévoyance du directoire par l'apathique indifférence ou la trop grande facilité de ce gouvernement à croire les rapports craintifs que le général Beurnonville lui transmettait pour justifier l'inaction de l'armée de Sambre-et-Meuse, on peut présumer que les renforts de l'armée de l'archiduc seraient parvenus à leur destination en temps assez utile pour amener le résultat dont nous venons de parler. 1797 — an V. Allemagne.

Quoi qu'il en soit, le cabinet autrichien, auquel l'archiduc soumit les propositions de Moreau, refusa d'y souscrire : il crut l'armée d'Alvinzi assez forte, non-seulement pour tenir tête à Bonaparte, mais encore pour battre ce général et réussir à débloquer Wurmser dans Mantoue. Ceci avait lieu quelque temps avant les dernières opérations en Italie que nous avons rapportées dans le volume précédent. Le prince reçut l'ordre de presser le siége de Kehl, de s'emparer de ce fort à tout prix, et de rappeler de suite les bataillons qu'il avait déjà fait filer sur le Tyrol, dans la persuasion où il était que la cour de Vienne agréérait la proposition d'armistice.

D'un autre côté, le refus de cette proposition ouvrit les yeux au directoire sur ce qu'il était convenable de faire dans les intérêts de la république. Pendant que l'archiduc employait ainsi des forces considérables devant Kehl, un nombreux détachement d'infanterie et de cavalerie, tiré des deux armées sur le Rhin, et conduit par les généraux Bernadotte et Delmas, partit pour l'Italie, et contribua puissamment aux succès qui firent dicter les préliminaires de Leoben et la paix de Campo-Formio.

Le bourg et fort de Kehl est situé dans la vallée du Rhin,

1797 — an V. Allemagne.

au confluent de la Kintzig, vis-à-vis Strasbourg, dans une plaine basse et marécageuse en certains endroits. Le fleuve, dans cette partie, forme deux coudes saillans vers la rive gauche : le premier tourne à l'ouest d'Auenheim, jusques au dessous des îles qu'on nomme de l'*Estacade*, et remonte ensuite douze cents toises vers le nord, à peu de distance des ouvrages extérieurs du bourg, où commence le second coude. Celui-ci, moins ouvert, s'étend jusques au confluent de la Kintzig. Le Rhin est bordé de prairies semées de petits bois. En avant de Kehl, le terrain se trouve coupé par la Kintzig, qui se réunit à la Schutten à trois cent cinquante toises de la naissance du second coude du Rhin. La Kintzig, après avoir couru, parallèlement au fleuve, l'espace de trois cents toises environ, va s'y jeter par plusieurs bouches au-dessous du village d'Auenheim. Kehl est assis entre les deux coudes dont nous venons de parler; il y appuie ses flancs, et son front n'en est pas moins bien défendu.

Nous avons déjà dit [1] que le fort, bâti en 1668 sur les dessins de Vauban, était tombé en ruines depuis la paix de 1697, époque où il échut en partage au duc de Bade, et qu'aussitôt après le premier passage du Rhin par Moreau, considéré comme tête de pont de Strasbourg, il fut mis en état de défense. Les anciens ouvrages furent réparés, et on y en ajouta de nouveaux.

Le fort de Kehl proprement dit était un carré bastionné, avec deux ouvrages à cornes, enveloppé d'une fausse palissade de vingt pieds de largeur sur douze de profondeur. Le premier des ouvrages à cornes de l'ancien tracé, en remontant le Rhin, défendait les approches des ponts, et battait d'un côté le rentrant de la Kintzig, et de l'autre la plaine et le front du camp. Le second couvrait les approches du côté

[1] *Voyez* tome VI, page 64, et tome VII, page 90.

des îles de la Kintzig en aval; une lunette, avec chemin couvert, glacis et fougasses, avait été élevée entre ces deux ouvrages, dans l'angle rentrant que forme la Kintzig vis-à-vis le bastion principal. Cette lunette communiquait avec le fort au moyen d'un pont de pilotis sur la rivière. L'ouvrage à cornes supérieur entre la Kintzig et le Rhin, se rattachait au glacis du fort par une redoute palissadée. Il était revêtu en fascines, ainsi que l'ouvrage à cornes inférieur, et garni de doubles palissades; une coupure dans la branche gauche couvrait le passage principal vers le Rhin. Du glacis, en avant de l'angle aigu de la gauche, partait une espèce de tranchée qui menait à cinq flèches construites en arrière du bourg, et destinées à couvrir les avant-postes. A droite du glacis se trouvait aussi une flèche armée et fraisée, et en avant de celle-ci la redoute dite *du Cimetière*, où venaient aboutir deux retranchemens avancés pour couvrir ce point et la communication du fort au pont du Rhin. A l'extrême droite se trouvait un troisième ouvrage à cornes et plusieurs flèches pour la défense de l'île d'Ehrlen-Rhin, qui formait en quelque sorte le bastion de droite du camp, qu'elle flanquait de ce côté : le fort couvrait la gauche.

1797—an v. Allemagne.

Le camp retranché se composait d'une ligne appuyant sa droite au bras d'Ehrlen-Rhin, sa gauche vers l'ouvrage à cornes supérieur, près du village de Kehl, qu'on avait rasé. Le centre était formé par une redoute avec des fougasses : cette redoute, appelée *des Trous de loups*, existait déjà, comme on l'a vu, avant le passage du 24 juin. On l'avait rattachée par d'autres ouvrages au système de défense de la ligne. La maison de poste et le cimetière, en avant de cette ligne, se trouvaient également retranchés comme postes détachés. Des retranchemens liaient la redoute des Trous de loups avec celle du Cimetière; et les approches de l'île d'Ehrlen-Rhin, sur la gauche, étaient défendues par une redoute nom-

1797—an v. Allemagne.

mée *le Bonnet de prêtre*, à cause de sa forme bizarre. Cette redoute ne fut point terminée, par l'effet des inondations.

Un pont sur pilotis et un de bateaux, rapprochés l'un de l'autre, assuraient la communication de Strasbourg avec le fort; et l'on avait construit une estacade vis-à-vis de l'ouvrage à cornes d'Ehrlen-Rhin, afin de mettre ces ponts à l'abri des moyens de destruction que l'ennemi pouvait employer. La communication de la rive gauche du Rhin avec l'île d'Erlen-Rhin, à la droite du camp retranché, se faisait par un pont volant couvert d'un réduit pour protéger l'embarquement.

Ces ouvrages, dont la marche victorieuse des armées françaises en Allemagne avait retardé la construction, furent continués avec la plus grande activité par les soins du général Desaix, quand il eut repassé le Rhin à Brisach. Les Autrichiens étaient alors trop faibles pour empêcher ces travaux, protégés d'ailleurs par les inondations qui eurent lieu à cette époque; et lorsque le prince Charles arriva devant Kehl, l'infatigable général français avait terminé presque toutes les fortifications. Nous devons toutefois signaler une faute qui fut commise dans ces préparatifs redoutables de défense; c'est celle d'avoir négligé d'établir un pont de bateaux de la rive gauche à l'île d'Ehrlen-Rhin, à la place du pont volant dont nous avons parlé plus haut, et qui ne facilitait point le débouché des troupes qu'on pouvait être dans le cas de faire passer promptement sur cette partie de la rive droite: les deux ponts sur pilotis et de bateaux placés vers l'extrémité gauche ne suffisaient pas, d'ailleurs, pour l'objet dont nous parlons.

Pour défendre Kehl et les ouvrages qui environnaient ce fort, le général Moreau employa les divisions Ambert, Duhesme et Sainte-Suzanne. La première se composait des troisième, dixième, trente-unième demi-brigades de ligne, aux ordres du général Davoust; quarante-quatrième et soixante-troisième, sous ceux du général Decaen; la seconde était

formée par les soixante-huitième et soixante-seizième, commandées par le général Eckmayer, quatre-vingt-quatrième et quatre-vingt-treizième, par le général Lecourbe; enfin, dans la troisième division, le général Montrichard commandait les quatre-vingt-dix-septième et centième, et le général Tarreau les cent-troisième, cent-sixième et cent-neuvième. Ces quatorze demi-brigades offraient quarante bataillons, dont quinze étaient ordinairement de service, savoir : six dans le fort de Kehl, trois dans le camp retranché trois dans l'île d'Ehrlen-Rhin, et trois à gauche, dans les îles formées à l'embouchure de la Kintzig. Une réserve de six bataillons campait vers la rive gauche dans l'île du Rhin, dite *des Fascines*. Ces troupes se relevaient par tiers tous les jours, afin que la moitié du corps de siége qui n'était pas de service pût cantonner quelques jours en repos.

1797 — an V. Allemagne.

Le général Desaix commandait en chef les troupes de siége; le général Saint-Cyr lui fut adjoint vers le milieu de décembre, et ces deux chefs se relevèrent alors tous les cinq jours; le général de division Eblé commandait l'artillerie; le général Chambarlhac, ayant sous ses ordres le général de brigade Boisgerard et le chef de bataillon Cretin, commandait en chef le génie; le chef de bataillon Dédon [1] avait la direction des équipages de pont.

Une partie du mois de novembre fut employée de part et d'autre à achever ou élever les ouvrages qui devaient servir, aux Français de défense, aux Autrichiens de moyens d'attaque. Ceux-ci commencèrent le 10 les lignes de circonvallation le plus rapprochées que possible des ouvrages français, afin de laisser moins d'espace pour le développement des troupes assiégées. Ces lignes consistaient en quinze redans liés par des courtines; la droite s'appuyait au Rhin, vis-à-vis

[1] Auteur du *Précis historique* souvent cité dans cet ouvrage.

1797—an v. Allemagne.

l'île qui est devant Auenheim; de là elles passaient près de la Kintzig, par Neumühl, au village de Mudheim, qui était retranché; elles continuaient, partant de la Schutter, vers le Haut-Rhin, sur la gauche de l'île de Sable; l'Auenheimkopf et la forêt de Katzenwald, sur la droite, furent occupés et retranchés; plus loin, en arrière, huit autres redans, et quelques digues réparées, formèrent une seconde ligne, dont la construction commença immédiatement après l'arrivée de l'archiduc devant Kehl. Les troupes autrichiennes étaient établies derrière les retranchemens, sur plusieurs lignes; le gros, derrière le point central de Neumühl et Sundheim; le parc d'artillerie, au hameau de Rapenhof près de Sundheim, et au village d'Eckertsweyer.

La tranchée fut ouverte, dans la nuit du 21 au 22 novembre, sur la rive droite de la Kintzig, afin de former la première parallèle en la faisant communiquer avec les lignes de circonvallation. Les travaux furent poussés avec tant de vivacité, que deux mille six cents toises de tranchées furent creusées pendant cette même nuit. Mais dans le même temps, les Français combinaient, avec tout le secret nécessaire, une sortie générale, pour attaquer et détruire les ouvrages des assiégeans.

On s'étonnera peut-être de ce que le général Moreau ait attendu pour détruire la circonvallation de l'ennemi le moment même où elle était achevée, et assez forte pour augmenter les moyens de résistance. Le même motif qui avait d'abord retardé les opérations des Autrichiens nous paraît avoir empêché les Français d'agir plus tôt. Les deux armées étaient également fatiguées; toutes deux attendaient le résultat de la démarche faite par Moreau, et soumise par l'archiduc à la cour de Vienne, pour obtenir un armistice. Le général français avait regardé jusques alors une attaque sur les Autrichiens comme intempestive, avant de connaître la décision du

cabinet autrichien. Quoi qu'il en soit, le général Desaix se présenta le 22 à la pointe du jour, et à la faveur d'un brouillard épais, sur la gauche de la ligne de circonvallation qui liait la Schutter au Rhin. Les troupes françaises, fortes de quinze à seize mille hommes, débouchèrent à cet effet de l'île d'Ehrlen-Rhin, et de la gauche du camp retranché de Kehl, sur deux colonnes. La première, commandée par le général Lecourbe, longea le fleuve, emporta les redans nos 4 et 5, pénétra dans les redoutes 1 et 2 en seconde ligne, et s'avança contre le hameau de Rapenhof. La seconde colonne, aux ordres du général Decaen, marcha droit sur Sundheim, dont elle s'empara, ainsi que des redans 9 et 11 de la ligne de circonvallation; mais les redans 6, 7, 8, 9 et 12, résistèrent aux attaques, et le reste des troupes destinées à soutenir ces deux attaques n'ayant pu arriver ni se déployer assez à temps, les Français furent obligés de se retirer, après avoir enlevé neuf pièces de canon à l'ennemi. Une des causes principales de cette retraite fut l'arrivée de six bataillons autrichiens au village de Neumühl, dans le moment où celui de Sundheim était emporté par la colonne du général Decaen. Ces troupes, et quatre autres bataillons qui étaient en réserve sur la route de Wilstadt, attaquèrent les Français et les repoussèrent. La colonne du général Lecourbe éprouva le même sort. Les troupes qui arrivaient du camp autrichien pour relever celles de service dans la tranchée, forcèrent les Français à rétrograder, reprirent les redoutes et redans enlevés, et délivrèrent les autres. L'action fut sérieuse et meurtrière. Le général en chef, qui avait voulu la diriger lui-même, y reçut dans son chapeau, une balle qui lui effleura la tête; un de ses aides-de-camp eut le bas de la jambe emporté par un boulet; le général Desaix eut son cheval tué sous lui, et une forte contusion à la jambe. La perte fut à peu près égale de part et d'autre en hommes tués ou blessés. Le général Latour,

1797 — an V.
Allemagne.

1797—an v. Allemagne. qui commandait sous l'archiduc les troupes employées au siége, eût aussi un cheval tué sous lui.

Nous ferons remarquer que si le général Moreau, au lieu de faire partir immédiatement ses troupes de la rive gauche et de traverser les ponts, les eût rassemblées la veille et pendant la nuit dans le camp retranché, abordant alors l'ennemi avec toutes ses forces ensemble, le succès aurait probablement couronné ses combinaisons. En effet, on vient de voir que le général Lecourbe, après avoir enlevé les redans et les redoutes de l'extrême gauche, s'était avancé vers Rapenhof. Les Autrichiens avaient dans ce hameau le laboratoire de leur artillerie, et par conséquent une grande quantité de munitions rassemblées avec beaucoup de peines et de frais; si le hameau eût été emporté, les Autrichiens, privés de ces ressources, eussent immanquablement levé le siége.

La portion de tranchée ouverte dans la nuit du 21 au 22 n'était qu'une attaque secondaire, dont l'objet était de diviser le feu des Français, et de protéger la véritable, qui devait s'étendre, vers leur gauche, de la Schutter au Rhin. Ils avaient en outre avancé deux boyaux, l'un partant du village de Neumühl, l'autre, de celui de Sundheim, qui se réunissaient à une amorce de première parallèle à l'extrémité du village rasé de Kehl; cette parallèle fut prolongée ensuite sur la gauche jusqu'à l'ancienne chaussée : quatre batteries furent élevées dans cette première parallèle. Le 24 novembre, trois nouvelles batteries furent commencées, ainsi que deux boyaux qui gagnaient la Kintzig et la route de Neumühl.

Du côté des Français, l'artillerie se trouvait entièrement placée dans les ouvrages, qui étaient assez avancés ou perfectionnés pour n'avoir rien à craindre d'une attaque de vive force. Le 25, les batteries françaises commencèrent à tirer sur les travaux des assiégeans; quoique le feu fût assez vif le jour et la nuit, les Autrichiens n'y répondirent que le 28,

jour où ils démasquèrent à la fois toutes les batteries déjà construites. Le village de Kehl fut canonné avec vivacité; des obus lancés en grande quantité endommagèrent quelques bateaux du pont militaire, et submergèrent entièrement un de ceux qui suppléaient au manque de pilotis dans le grand pont, qui devint impraticable par cet accident. Sa réparation fut constamment empêchée, pendant la durée du siége, par le feu d'une batterie que l'ennemi avait élevée dans ce but. 1797 — an V. Allemagne.

Le même jour, vers le soir, deux bataillons protégés par le feu des batteries assiégeantes, tentèrent de se loger dans la partie du village en avant de la maison de poste. Les avant-gardes françaises qui y étaient placées se défendirent avec opiniâtreté; mais l'ennemi réussit à les en débusquer et à s'y maintenir.

Les Autrichiens continuèrent leurs travaux, et les batteries ne cessèrent point de tirer de part et d'autre jusques au 6 décembre, mais sans aucun événement remarquable. Dans cet intervalle, les assiégés avaient fait quelque sorties partielles sur les travaux des assiégeans au-delà de la Kintzig, mais sans autre succès que celui de déloger ces derniers de la tête des ouvrages. Les réserves, qui se trouvaient toujours à portée des tranchées, forçaient les Français à se retirer avant qu'ils eussent le temps d'emmener ou enclouer les canons, et de détruire les travaux.

Au 6 décembre, les assiégeans avaient achevé une grande parallèle qui liait leur logement dans les ruines du village de Kehl au flanc gauche de la contrevallation, vers le bras d'Ehrlen-Rhin, et six nouvelles batteries étaient élevées dans cette tranchée. Trois autres batteries furent armées à la fausse attaque sur les bords de la Kintzig; et les lignes de l'une et l'autre rive de cette rivière étaient liées par plusieurs boyaux qui traversaient la presqu'île entre la Schutter et la Kintzig.

1797—an v. Allemagne. Le matin de ce même jour, 6 décembre, les Autrichiens démasquèrent leurs nouvelles batteries; ils amenèrent même derrière une digue en face de l'île boisée, de l'artillerie de campagne, et tirèrent sur ce point pendant toute la journée. Vers les quatre heures après midi, plusieurs bataillons d'élite attaquèrent l'île, défendue par trois cents hommes, qu'on ne pouvait secourir qu'au moyen d'un bateau qui servait de communication, tandis que l'ennemi y arrivait par un gué presque à sec. Ce poste fut donc enlevé avec assez de facilité. Les Autrichiens y firent quelques prisonniers et s'y établirent. Ils avaient attaqué dans le même temps la redoute dite *Bonnet de prêtre*, où les Français n'avaient qu'un poste de vingt hommes, qui se retira. L'ennemi s'établit dans les fossés, qu'il lia ensuite à ses autres ouvrages.

A partir de cette époque, le feu de la fausse attaque des Autrichiens à la rive droite de la Kintzig se ralentit considérablement; ils portèrent dès-lors tous leurs moyens sur la gauche de cette rivière, entre la Schutter et le Rhin, et trois cheminemens de tranchées furent dirigés autour de l'île d'Ehrlen-Rhin et du camp. Ces attaques des ingénieurs ennemis étaient multipliées en pure perte, car lorsque le camp retranché fut pris, ils ne se trouvèrent pas plus avancés qu'auparavant contre le fort. Les Français s'aperçurent bientôt du projet qu'avait l'ennemi de s'emparer d'abord de l'île et de la droite du camp, afin d'être maître de la rive du Rhin, et de se trouver en mesure de battre plus activement le pont de bateaux; mais malheureusement ils n'avaient pas tous les moyens de s'opposer aux efforts tentés.

Dans la nuit du 9 au 10, l'ennemi déboucha du logement fait dans la queue d'hironde précédemment enlevée aux Français le 5 décembre, et située vis-à-vis l'île d'Erlen-Rhin, pour se lier avec les tranchées du village de Kehl par une parallèle qui passa à deux cents toises environ des ouvrages

du camp retranché. Les Français, fortifiés dans les masures de la maison de poste et de l'église du Vieux-Kehl, apportaient un obstacle aux progrès des Autrichiens sur ce point, parce que les travaux dirigés par ces derniers contre le camp se trouvaient pris en flanc par le feu des premiers. Cette circonstance détermina les Autrichiens à attaquer la maison de poste ainsi que les flèches qui l'environnaient. Les assiégés s'y défendirent avec opiniâtreté, et repoussèrent même les assaillans jusqu'à trois fois; mais, après une dernière attaque qui se fit sous la protection des batteries et des tranchées qui se rapprochaient de plus en plus, ces postes furent emportés. L'attaque des Autrichiens, dirigée par l'archiduc en personne, leur coûta trois cents hommes et un officier de marque.

1797—an v. Allemagne.

Le 20 décembre, au point du jour, l'ennemi lança deux brûlots, destinés à incendier les ponts [1]; mais l'estacade dont nous avons parlé plus haut mit obstacle à ces moyens de destruction, ainsi que l'exacte surveillance des pontonniers du commandant Dédon. L'ennemi renouvela plusieurs fois cette tentative par la suite, mais sans obtenir plus de succès.

Quoique les ouvrages des Français n'eussent pas tous également reçu la perfection nécessaire, on a pu déjà remarquer que les Autrichiens, renonçant à les enlever la plupart de vive force, marchèrent à la sape sur les masures du Vieux-Kehl, la redoute des Trous de loup, et l'île d'Ehrlen-Rhin, et qu'ils firent à ces postes, qui n'étaient guère tenables,

[1] Ces brûlots étaient des nacelles remplies de poudre et de bombes chargées; ils avaient un mât dont le choc devait faire partir deux platines de fusil disposées pour mettre le feu à la poudre. Ils furent arrêtés et conduits à terre, bien au-dessus des ponts. S'ils eussent fait leur effet, l'explosion eût été terrible. Depuis, les Autrichiens envoyèrent des radeaux, ou trains de bois de différentes formes, en losange, en triangle, en étoile, chargés d'artifice, de pétards, et de toute sorte de matières incendiaires; mais, quoique ces ma-

1797 - an v. Allemagne.

l'honneur de les cerner d'une multitude de batteries, en déployant, pour ainsi dire, sur chacun, l'appareil d'un siége [1].

Toutefois, la saison était également peu favorable pour les assiégeans et pour les assiégés : des pluies continuelles délayaient le terrain sur ces rives basses et marécageuses. Les tranchées se trouvèrent inondées durant une partie du mois de décembre : du 20 au 26, elles se remplirent tellement d'eau, que l'ennemi craignit non-seulement d'être contraint de lever le siége, mais encore d'abandonner le matériel de son artillerie. Les eaux baissèrent un peu le 27; mais il fallut réparer les ouvrages endommagés par l'inondation. On y travailla avec assez d'activité pour que les batteries de l'île des Bois, celles contre la redoute des Trous de loup, de la maison de poste, et plusieurs autres, fussent dans le meilleur état possible au commencement de l'année 1797. Le premier janvier, vers les quatre heures après midi, douze bataillons conduits par le général Staader, attaquèrent la redoute des Trous de loup et la partie droite du camp retranché. Les Français cédèrent après une courte résistance. Les Autrichiens se logèrent dans les fossés, après avoir pris cinq pièces de canon et un obusier. Les réserves s'avançaient pour reprendre ces ouvrages; mais par malheur deux bateaux du pont ayant été coulés bas par le feu des batteries ennemies, au moment de l'attaque, ce pont ne put être réparé assez à temps, et les renforts n'arrivèrent que lorsque l'ennemi était trop bien établi pour qu'on pût espérer de le déloger. Nous avons dit que des fougasses étaient préparées devant les ouvrages à corne du haut et du bas Rhin, devant la lunette de la Kintzig et la redoute des Trous de loup; mais la retraite des

chines fussent énormes, et construites avec des bois du plus grand échantillon, aucun ne put parvenir jusqu'aux ponts, et l'ennemi en fut pour ses frais.

[1] On peut juger de ce que nous avançons ici en jetant les yeux sur le plan de Kehl, qui se trouve dans ce volume.

Français de cette dernière s'était effectuée avec tant de précipitation, que le mineur n'eut pas le temps de mettre le feu. 1797—an V. Allemagne.

Dans la nuit du 1er au 2, l'ennemi, fier de ses avantages du matin, attaqua l'île d'Ehrlen-Rhin : tous les petits ouvrages avancés furent emportés, et les assiégeans pénétrèrent jusque dans l'ouvrage à corne. L'île entière était au moment de tomber au pouvoir de l'ennemi sans le sang-froid et l'intrépidité du général Lecourbe, qui commandait dans cette partie : il rallie les soldats en désordre, se met à la tête d'un fort peloton, fait retirer le pont-volant sur la rive opposée, pour annoncer à sa troupe qu'il n'y a point de retraite pour les lâches, et marche sur l'ennemi avec rapidité. Les Autrichiens, d'abord étonnés par ce mouvement brusque et inattendu, s'arrêtent et n'opposent point une résistance proportionnée à la vigueur de l'attaque ; ils sont repoussés jusque sur la ligne des avant-postes, qui restent en leur possession, parce qu'étant pris à revers par les batteries ennemies, les Français ne peuvent plus les occuper.

Ainsi les ennemis avaient un pied dans cette île, objet de leur ambition, et contre laquelle ils avaient dirigé une artillerie formidable. Toutefois, l'ouvrage à corne que le général Lecourbe avait repris si glorieusement, tout imparfait qu'il était d'ailleurs, contint l'ennemi pendant quelques jours ; et quoique les troupes chargées de sa défense n'eussent pas d'autre passage que le pont-volant, et que la communication avec le fort fût coupée par la perte d'une partie du camp retranché, l'ennemi, toujours circonspect, s'avança à la sape contre un ouvrage qui n'avait point été achevé, et dont le dégel et les coups de canon avaient presque effacé le relief.

A cette époque, la tête de ces sapes et de tous les travaux poussés avec tant de méthode par les Autrichiens, n'était éloignée que de quelques mètres des ouvrages conservés encore par les Français. L'ennemi redoublait la vivacité de son feu,

1797—an v. Allemagne.

et s'appliquait surtout à le diriger sur les communications, qui, partout, jusque dans l'île du Rhin, étaient très-dangereuses. Un obusier à longue portée et trois mortiers à la Gomère étaient même dirigés sur la citadelle de Strasbourg. Plusieurs bombes et obus ayant traversé le bras Mabile, étaient tombés sur les glacis, et la route qui conduit au pont du Rhin était enfilée et fort inquiétée par une batterie de quatre pièces de gros calibre, placée près de la maison de poste du Vieux-Kehl.

Le 4 janvier, l'ennemi emporta encore une branche du camp retranché, et employa la journée suivante à se loger dans la partie dont il était maître, à la lier avec ses tranchées du Vieux-Kehl, et à construire de nouvelles batteries.

D'après le rapport unanime des déserteurs, le général Saint-Cyr s'attendait à une attaque générale vers le 6 ou le 7 janvier. L'ouvrage à corne et la lunette d'Ehrlen-Rhin, ne pouvaient plus être secourus convenablement, parce qu'ils étaient sans communication avec le fort; le pont volant était insuffisant pour le passage des troupes venant de la rive gauche, et se trouvait dans un tel état de délabrement, qu'il aurait été imprudent de vouloir garder plus long-temps ces postes. En conséquence, le général ordonna que l'île fût évacuée le 5, à l'exception du réduit, dans lequel on laissa deux cents grenadiers pour y passer la nuit et inquiéter l'ennemi. On enleva toutes les bouches à feu, à l'exception de trois pièces de 4; mais, par un malentendu dans les instructions, les grenadiers se retirèrent le matin avec le pont volant : on voulut réparer cette faute, mais l'ennemi était déjà maître de l'ouvrage abandonné. Il ne restait plus, à la droite de la ligne de défense des Français, que les deux îles des Escargots et de l'Estacade, avec lesquelles on communiquait avec des bateaux.

Enfin, le 6 janvier, à six heures du soir, les assiégeans, qui avaient poussé leurs travaux très-près de l'ouvrage à

corne du Haut-Rhin, et de la partie gauche du camp retranché encore occupée par les Français, attaquèrent vivement cette partie gauche, la redoute du cimetière et l'ouvrage à corne dont les assiégés avaient retiré la grosse artillerie pour y substituer des pièces de petit calibre. La gauche du camp retranché fut emportée, ainsi que la redoute du cimetière, et les Autrichiens pénétrèrent même dans la place d'armes et jusqu'à la barrière de l'ouvrage à corne; mais ici l'ennemi éprouva une résistance très-opiniâtre. Les dixième et soixante-deuxième demi-brigades l'arrêtèrent et le repoussèrent avec une perte immense; il abandonna la place d'armes et la redoute du cimetière. Mescire, chef de la dixième demi-brigade, s'étant avancé trop imprudemment, reçut une balle dans la tête et tomba roide mort. C'était un officier très-distingué, et dont la perte fut vivement ressentie. Les Autrichiens perdirent de sept à huit cents hommes dans cette attaque; mais ils réussirent à se loger dans la partie gauche du camp retranché, que les seuls progrès des travaux eussent toujours forcé d'évacuer.

1797—an V. Allemagne.

Le 7 et le 8, les assaillans continuèrent d'avancer leurs ouvrages et perfectionnèrent les batteries déjà commencées et destinées à détruire le pont de bateaux. Dès le 8 au soir, deux bateaux furent endommagés par des coups perdus; mais ces accidens furent réparés pendant la nuit. Le lendemain, au point du jour, le feu recommença et fut si bien dirigé, qu'avant neuf heures, cinq bateaux avaient coulé bas, et les autres étaient fort maltraités. Il devint impossible de réparer le pont dans une partie, avant que le feu du canon ne l'eût détruit dans une autre, et l'on dut dès-lors regarder cette communication comme nulle et impraticable.

On voulut établir un pont-volant au-dessous du pont de bateaux détruit; mais comme il n'y avait aucun moyen de

1797—an v. Allemagne. garantir ce nouveau point de communication du feu des assiégeans, ce projet ne reçut point son exécution.

Dans la nuit du 8 au 9, les Autrichiens ouvrirent une nouvelle parallèle sur les glacis de l'ouvrage à corne, qu'ils lièrent par la gauche avec la précédente, et la prolongèrent à droite jusqu'au grand pont de la Kintzig.

Le fort de Kehl n'était plus en état de résister à une attaque de vive force un peu soutenue. Presque toutes les palissades étaient renversées, les fossés comblés en partie par les éboulemens des parapets, et les communications comme détruites. Les ouvrages des assiégeans étaient, au contraire, dans le meilleur état qu'ils pussent désirer. Depuis l'ouverture de la tranchée, quarante-trois batteries avaient été construites, près de cent mille coups de canon, et vingt-cinq mille bombes ou obus avaient sillonné les défenses des Français. Maîtres du camp retranché, les Autrichiens embrassaient le fort par trois attaques. Les batteries de celle de gauche enfilaient déjà les derniers ponts de communication. Une résistance plus prolongée eût exposé les troupes et l'artillerie qui servaient encore à la défense à être enlevées en pure perte, puisque la retraite n'aurait plus été praticable. Le but du général Moreau était atteint. La résolution d'évacuer Kehl fut donc prise par lui et adoptée par les généraux à l'unanimité. Le général Desaix, qui venait d'ajouter à sa réputation par la belle défense de ce fort, gloire qu'il partageait, au surplus, avec le général Saint-Cyr, se chargea d'aller lui-même proposer la capitulation au général ennemi; elle fut conclue le 9 janvier pendant qu'on reprenait la construction du pont-volant inférieur.

Il fut arrêté que les troupes impériales entreraient dans le fort le 10 janvier à six heures du soir : on n'avait donc que vingt-quatre heures à peu près pour établir le pont et enlever tout ce que le fort renfermait; car, par les conditions sti-

pulées par Desaix, il lui était accordé d'emmener avec lui tout ce qu'il pouvait emporter. On travailla avec tant d'ardeur, qu'on ne laissa pas à l'ennemi une seule palissade; tout fut ramené sur la rive gauche, jusqu'aux éclats de bombe et au bois des plates-formes. Le lendemain, à quatre heures du soir, l'évacuation était complète, et lorsque les Autrichiens prirent possession du fort, à la vue d'une foule de curieux des deux nations que ce spectacle avait attirés sur les rives du fleuve, ils ne trouvèrent que des remparts renversés, des palissades brisées, des amas de décombres, un poste, enfin, à peu près inutile pour eux.

Ainsi se termina le siége de Kehl, qui ne fut pas l'événement le moins remarquable d'une campagne qui sera toujours citée comme une des plus extraordinaires de la guerre moderne. Les vainqueurs et les vaincus s'y couvrirent d'une gloire pareille. Les Français, guidés par Desaix et Saint-Cyr, y montrèrent souvent qu'ils savent, dans l'occasion, opposer une résistance aussi opiniâtre que leur attaque est impétueuse.

Lorsqu'après les combats sur l'Elz et de Schliengen, l'armée autrichienne se trouva rassemblée devant Kehl, sous le commandement d'un prince victorieux, dont la haute naissance exerçait encore une influence plus prononcée sur les soldats; on vit sa marche triomphale arrêtée tout à coup par des retranchemens élevés à la hâte et devant lesquels il lui fallut déployer tout l'appareil d'un siége régulier. Un seul coin de terre restait encore à enlever pour affranchir l'Allemagne de la présence de ses ennemis, et il fallut, pour cette entreprise, presque autant d'efforts que l'Autriche en avait mis à faire évacuer la Franconie et la Bavière. Chaque ouvrage à emporter ne s'obtenait que par un assaut, et tel mauvais retranchement en coûta plus de deux. Enfin, après cinquante jours de fatigues et de travaux que la rigueur de la saison

1797 — an v. Allemagne. rendaient plus intolérables encore; après avoir perdu plus de six mille hommes, employé autant d'artillerie et consommé autant de munitions qu'en eût exigé une place du premier ordre, cette armée s'établit sur des ruines. Triste conquête! bien faible dédommagement de la pere d'un temps précieux, des sacrifices de tout genre qu'elle venait de faire, et surtout des revers humilians que l'Autriche essuyait à la même époque, en Italie!

16 janvier. (27 nivose.) Italie. *Affaires intérieures de l'Italie; l'armée autrichienne reprend l'offensive; bataille de Rivoli; combats d'Anghiari et de la Favorite, etc.*[1]. — Deux mois s'étaient presque écoulés depuis la bataille d'Arcole, et le succès de cette triple journée, acheté par une perte trop grande pour une armée faible, n'avait eu pour résultat positif que la retraite des Autrichiens dans la vallée de la Brenta, à quelques marches de distance de la forteresse de Mantoue, but principal des efforts du général Alvinzi.

La situation de Bonaparte n'était guère moins critique qu'avant d'avoir forcé son adversaire à s'appuyer aux montagnes du Frioul et du Tyrol; et si les fatigues et la saison avaient amené momentanément un repos nécessaire, les chances à venir n'étaient pas tout à fait les mêmes pour les deux armées. En effet, tandis que le général autrichien recevait de son gouvernement tous les secours que sa position exigeait, Bonaparte était laissé, pour ainsi dire, dans l'abandon par le sien, peu empressé de lui envoyer des renforts qui pussent le mettre à même de continuer ses opérations en les rendant aussi décisives que brillantes.

Le directoire s'était spécialement occupé d'une expédition

[1] Journaux du temps, — Histoire des campagnes de Bonaparte, — Siéges et batailles, — Vie du maréchal Lannes, — Siége de Mantoue, — Jomini, — Desjardins, — Jubé et Servan, — Lacretelle, — Histoire de France, — Notes et Manuscrits divers, etc.

maritime, dont le plan, fortement conçu à la vérité, était soumis toutefois aux chances d'une exécution bien hasardeuse, comme on a pu s'en convaincre par le récit que nous avons fait de la tentative sur l'Irlande, dans le volume précédent. 1797—an v. Italie.

D'un autre côté, la haute renommée et le génie entreprenant de l'homme qui commandait à des troupes aussi vaillantes et aussi dévouées que celles de l'armée d'Italie, inspirant peut-être une jalouse inquiétude au gouvernement républicain, celui-ci avait pu concevoir l'idée de chercher à tirer parti des dernières victoires de cette armée, pour négocier avec l'Autriche une paix qui pût lui permettre la réunion des partis dans l'intérieur, et de consolider sa propre existence. C'était du moins dans ce but apparent que le général Clarke avait été envoyé à l'armée d'Italie, vers la fin de 1796 [1]. Les négociations, faiblement entamées, furent rompues au moment où les succès du prince Charles en Allemagne relevèrent les prétentions du cabinet autrichien.

Ainsi, tandis que le maréchal Alvinzi organisait aux versans du Tyrol les moyens d'une nouvelle attaque, l'armée française, négligée par son gouvernement, ne recevait dans ses rangs que quelques bataillons fournis par le patriotisme reconnaissant des deux républiques cispadane et transpadane : cette faible compensation des pertes dernièrement éprouvées, suffisait-elle au général Bonaparte pour lui faire éviter le péril dont il était menacé ? On en jugera par l'esquisse que nous allons présenter de la situation des choses en Italie à la fin de 1796.

Nous avons déjà dit que les tentatives faites par l'Autriche

[1] On supposa, dans le temps, que cet agent du directoire républicain avait la mission secrète de surveiller Bonaparte, et qu'il était même muni des pouvoirs nécessaires pour le remplacer, s'il croyait pouvoir effectuer cette opération délicate sans courir de grands risques. Rien, jusqu'à présent, n'a justifié cette supposition, sur laquelle, au surplus, il n'y a pas eu de récrimination.

1797 — an v. Italie. pour délivrer Mantoue, et recouvrer ses possessions en Italie, avaient été appuyées par des manœuvres secrètes, tendantes à entraîner dans de nouvelles hostilités contre les Français les États de Venise, de Rome et de Naples, qui n'étaient retenus que par des traités imposés par la force ou par la crainte. La cour de Naples, plus éloignée du danger commun, ne parut pas disposée à vouloir se déclarer d'abord : mais Venise et Rome n'avaient pas même attendu les premières opérations d'Alvinzi pour démontrer leur bonne volonté. Différens actes, assez imprudemment arrachés au cabinet du Vatican, apprirent à Bonaparte qu'il devait peu compter sur la foi d'un pontife faible, sans cesse influencé par les événemens et par les hommes qui se disputaient sa confiance, ne sachant se fixer à aucun parti, et le jouet continuel de l'ambition et de l'intrigue. Toujours dirigée par cette politique cauteleuse, qui faisait, comme nous l'avons déjà dit, depuis tant de siècles, la force de son gouvernement, Venise n'avait négligé aucun moyen d'être utile à la cause de l'Autriche : on sait que le sénat de cette république avait ouvert au général autrichien ses arsenaux et ses magasins. En agissant ainsi, le gouvernement vénitien ne prévoyait pas qu'il préparait sa ruine, et que ses États deviendraient dans peu la proie de cette même puissance dont il embrassait si chaleureusement les intérêts.

Toutefois ces dispositions de Rome et de Venise avaient été un des obstacles qui avaient empêché le général français de tirer un plus grand parti de la victoire d'Arcole et de ses succès sur Davidowich. En se portant à la poursuite des Autrichiens, il avait craint de s'éloigner trop de Mantoue, et surtout de donner le temps aux puissances malintentionnées de l'Italie, de se jeter tout à coup sur ses derrières, et de compromettre ses communications. La conduite hostile des Vénitiens força bientôt Bonaparte à se mettre en mesure de châtier la séré-

nissime république, pour faire cesser, au moins pendant quelque temps, l'inquiétude qu'elle pouvait lui donner. 1797—an v. Italie.

Indépendamment des secours fournis secrètement aux Autrichiens, le gouvernement vénitien avait permis l'organisation de différentes bandes de partisans chargées d'intercepter les communications françaises de l'Adda à l'Adige : les bords de la première de ces rivières en étaient infestés, et ne pouvaient plus être parcourus sans une escorte assez forte pour résister à leurs attaques. Un grand nombre de soldats marchant isolément dans cette contrée étaient massacrés par ces brigands, dont le château de Bergame, en assez bon état de défense, était le repaire. Bonaparte chargea le général Baraguay-d'Hilliers de s'emparer de cette espèce de fort, où les Vénitiens paraissaient disposés à résister. Il fallut combattre : le succès, quoique disputé, ne fut pas long-tems indécis. Les partisans furent presque tous passés au fil de l'épée. Le château et la ville de Bergame reçurent, le 27 octobre 1796, une garnison française ; les bords de l'Adda furent nettoyés, et il devint plus facile de s'opposer aux incursions des bandits.

Sur ces entrefaites, Bonaparte s'était rendu à Bologne pour y préparer une démonstration qui pût faire cesser les intrigues et les armemens cachés, qu'il n'ignorait pas être faits dans les États de l'Église. La conduite précédente du successeur de S. Pierre avait fait connaître au général français qu'il suffisait de diriger sur Rome une faible colonne, pour que les espérances conçues par le sacré collége se changeassent en de vives alarmes. En conséquence, vers le milieu de décembre, Bonaparte tira de la Lombardie et des différentes divisions de l'armée, quelques détachemens dont la réunion formait un corps de deux à trois mille hommes, suffisant pour remplir l'objet proposé.

Cette colonne allait entrer sur le territoire papal, lorsque Bonaparte apprit que l'armée autrichienne reprenait l'offen-

1797—an v Italie.

sive. Il sentit alors que sa présence à Verone était indispensable ; et il rémit, comme il l'avait déjà fait dans une circonstance à peu près pareille, l'exécution de ses desseins, à un temps plus opportun.

En effet, le maréchal Alvinzi, renforcé par de nouvelles troupes, allait se mettre en marche pour attaquer l'armée française. Des bataillons détachés de l'Allemagne, des corps de milice organisés à Vicence, des Croates et plusieurs compagnies de chasseurs tyroliens, faisaient monter l'armée autrichienne à plus de quarante-cinq mille hommes, sans compter les troupes renfermées avec Wurmser dans Mantoue.

Les divisions françaises étaient encore, au 1er janvier 1797, dans les mêmes positions à peu près où elles se trouvaient après la bataille d'Arcole. Quelques corps avaient seulement été jetés en avant-garde, afin d'éclairer le cours de l'Adige, et de surveiller les mouvemens de l'ennemi. Ces précautions étaient nécessaires pour que Bonaparte eût le temps de rassembler ses forces lorsqu'il connaîtrait le point sur lequel son adversaire voulait agir.

Le général Serrurier commandait alors le corps de blocus de Mantoue, fort d'à peu près dix mille hommes et composé de deux divisions aux ordres des généraux Dumas (Alexandre) et Dallemagne, dont les quartiers-généraux étaient à Marmirolo et à Pradella. Les troupes étaient réparties à Goïto, Prada, San-Antonio, la Favorite, Marmirolo, Cerese, Pradella et Chiesa-Nova, et commandées par les généraux de brigade Davin, Miollis, Montléau, Serviez, et Collaud de la Salcette.

Le général Augereau avait son quartier-général à Verone, et ses brigades, commandées par les généraux Guyeux, Point, Verdier et Walther occupaient Verone, Legnago, Castagnaro, Rovigo, Anghiari, Ronco, Zevio et Bevilaqua. La force de cette division était de huit mille et quelques cents hommes.

La division Masséna, dont les généraux de brigade étaient Brune, Monnier et Leclerc, occupait San-Michele, Bussolengo, la citadelle de Verone, etc., et présentait un total de huit mille cinq cents hommes. Le général Masséna avait son quartier-général à Verone. 1797—an v. Italie.

Le général Joubert commandait une division formée des brigades des généraux Vial, Mayer, Lebley et Sandoz, et cantonnée à Caprino, Pazzone, la Corona, Rivoli, Castillo, San-Martino, Bussolengo. Sa force était de neuf mille huit cents et quelques hommes.

Une réserve commandée par le général Rey occupait Dezenzano, Brescia, Peschiera, Lonato et Salo. A l'exception de la cinquante-huitième demi-brigade, forte à elle seule de deux mille huit cents hommes, les autres troupes de cette réserve n'étaient que des détachemens formant garnison dans les postes que nous venons d'indiquer; et le total s'élevait à quatre mille cent cinquante hommes.

Éclairé par l'expérience des combats précédens, le maréchal Alvinzi avait voulu éviter, dans sa première agression, de placer le lac de Garda entre ses colonnes; mais, fidèle encore au funeste système de morcèlemens, il avait commis une faute à peu près pareille à celle de Wurmser, lorsque, marchant de Bassano sur Verone, il avait dirigé le général Davidowich par Trente sur Roveredo, mettant ainsi entre ses deux corps une chaîne de montagnes difficiles, et laissant les positions centrales à son adversaire. Maintenant qu'il connaissait le vice de cette dernière combinaison, le général autrichien résolut de porter le gros de ses troupes entre l'Adige et le lac de Garda, afin d'occuper l'armée française vers Rivoli, tandis que le général Provera, filant avec un corps de huit à neuf mille hommes, chercherait à gagner Mantoue par Padoue et Legnago Ce plan, sans présenter d'abord des inconvéniens aussi graves, n'était guère moins mal calculé que les précédens.

1797 — an v. Italie.

En effet, en admettant que le gros de l'armée autrichienne, conduit par Alvinzi lui-même, battît les Français à Rivoli, Mantoue se trouvait dégagée de fait, et le mouvement de Provera sur cette ville était superflu : dans le cas contraire, Provera se trouvait pris entre l'armée victorieuse et le corps de blocus; et si l'on suppose encore qu'il parvînt à se faire jour, forcé à se jeter dans la place, sa présence eût augmenté les embarras de la garnison sans résultat avantageux pour les opérations. Ces considérations échappèrent au général en chef autrichien.

L'armée d'Alvinzi commença son mouvement le 7 janvier. Le centre partit de Bassano, traversa les gorges de la Brenta pour se réunir à la droite vers Roveredo, et descendre ensuite avec elle la vallée de l'Adige. La gauche, commandée par Provera, partit de Padoue, et s'avança le 8 janvier vers la rivière de Fratta. Son avant-garde, aux ordres du comte de Hohenzollern, rencontra vers Bevilacqua un corps avancé de la division Augereau, commandé par l'adjudant-général Duphot, et eut, avec ce dernier, un engagement assez vif, à la suite duquel les Français se retirèrent sur San-Zenone, et de là sur Legnago. Duphot combattit avec une grande résolution et fut bien secondé par ses troupes, mais il n'atteignit point Legnago sans avoir éprouvé quelque perte. Toutefois, sa courageuse résistance à des troupes supérieures donna le temps au général Augereau de faire de bonnes dispositions pour recevoir les Autrichiens sur les bords de l'Adige.

Nous avons dit plus haut que Bonaparte était à Bologne quand il reçut la nouvelle de cette attaque, le 10 janvier. Il donna sur-le-champ l'ordre à deux mille hommes de la colonne qu'il avait formée pour marcher sur Rome, de se porter à marches forcées au secours de la division Augereau, et lui-

même partit de suite pour se rendre à son quartier-général de Verone. Il s'arrêta quelques heures chez le général Serrurier devant Mantoue, pour ordonner les dispositions à prendre dans le cas où les troupes d'Alvinzi s'avanceraient vers la place. Il arriva le 12 à Verone, point central de ses positions, et pivot des mouvemens de l'armée. 1797—an V. Italie.

Sur ces entrefaites, Provera avait continué sa marche vers l'Adige; Alvinzi avait joint l'aile droite de ses troupes à Roveredo, et s'avançait avec trente-six bataillons sur Ala, pour accabler la division Joubert. Une colonne de six bataillons et de quelques chevaux, aux ordres du général Bayalitsch, avait débouché de Bassano et menaçait Verone. Le 12 même, à six heures du matin, cette dernière colonne avait attaqué les avant-postes français au village de San-Michele, distant de trois quarts de lieue de Verone. Masséna était sorti de la ville avec une partie de sa division, avait repoussé l'ennemi, fait quelques centaines de prisonniers, et pris trois pièces de canon. Le général Brune s'était particulièrement distingué, dans cette affaire, à la tête des grenadiers de la soixante-quinzième demi-brigade. Les détails que nous venons de donner prouvent combien la présence de Bonaparte était nécessaire sur la ligne française.

Les attaques de Provera et de Bayalitsch n'étaient que des démonstrations servant de préludes aux attaques plus sérieuses préparées par Alvinzi contre la gauche de l'armée française dans la vallée de l'Adige, et dont le but était l'enlèvement de la division Joubert dans ses positions.

Attaquer le Monte-Baldo, suivre le chemin d'Incanale sur la rive droite de l'Adige, pour déboucher ensuite sur le plateau de Rivoli, tel était le projet du général autrichien. Croyant, ainsi que nous venons de le dire, les divisions Augereau et Masséna retenues par les démonstrations de Provera

1797 — an v. Italie.

et de Bayalitsch, le feld-maréchal espérait n'avoir à combattre que les seules troupes de Joubert : peut-être aussi comptait-il sur l'absence de Bonaparte, dont il avait connu sans doute le voyage à Bologne. Les événemens vont démoutrer l'erreur de ses calculs.

L'attaque avait été fixée au 12 janvier, et l'armée autrichienne, réunie sur le Haut Adige, fut divisée en six colonnes; la première à droite, commandée par le prince de Lusignan, et forte de six bataillons, partant le 11 du village de Brentonico, à deux lieues et demie en deçà de Roveredo, devait tourner le revers occidental du Monte-Baldo, marchant par les hauteurs qui bordent le lac de Garda, dans le but de couper la retraite de Joubert, et de prendre sa ligne à revers : ce mouvement était hasardé et dangereux.

Le général Liptay, à la tête d'une seconde colonne de cinq bataillons, partant d'Avio, gravissait le col de Campione, et devait communiquer avec le prince de Lusignan par les crêtes du Monte-Baldo.

La troisième colonne, aux ordres du général Koblos, formée par six bataillons, après avoir quitté Belluno, attaquait de front la position de la Coroua par Ferrara, et se liait avec la deuxième colonne.

Les quatrième et cinquième colonnes, s'avançant au-delà de Belluno par Rivalta, sous les ordres des généraux Ocskay et Quasdanowich, étaient composées, l'une de cinq bataillons, l'autre de neuf, et treize escadrons dirigés par le prince de Reuss. Leur mouvement avait pour objet de longer la rive droite de l'Adige, et de déboucher sur Rivoli : elles devaient aussi soutenir, au besoin, les attaques du Monte-Baldo.

La grande route de Trente à Verone par Dolce, sur la rive gauche de l'Adige, devait être occupée et balayée par la sixième colonne, commandée par le général Wukasowich, et forte de cinq bataillons et un escadron.

Digitized by Google

BATAILLE DE RIVOLI.

Tome 8, Pag 55.

Le 12 au matin, les colonnes de Liptay et de Koblos arrivèrent en face de l'avant-garde de Joubert, au village de la Ferrara, sur le Monte-Albaro; mais celle du prince Lusignan, retardée dans sa marche par des chemins difficiles et obstrués par la neige, qui tombait depuis le 10 en abondance, ne put occuper ce jour-là le revers du Monte-Baldo. 1797-an IV. Italie.

Les troupes de Liptay et Koblos étaient assez nombreuses pour chasser les Français de leur position, s'il y avait eu plus d'accord entre ces deux généraux. Koblos attaqua le village de Ferrara; mais Liptay ne voulant point transgresser l'ordre qu'il avait reçu de ne s'engager que quand il serait informé de la réussite du mouvement du prince Lusignan, Liptay, disons-nous, fit échouer la tentative de la troisième colonne, en refusant de prêter secours à son collègue. Les canons des retranchemens d'Olivetti et de Castelli foudroyèrent la tête de colonne de Koblos, qui n'avait pour artillerie que des pièces de montagne. Le général autrichien se vit alors contraint de tourner la montagne par les Dossi et la chapelle de Ferrara. La nuit mit fin aux mouvemens de l'ennemi; et les Français furent avertis de la présence d'une grande partie de ses forces, par l'aspect des feux qui couronnèrent tout à coup les crêtes glacées du Monte-Baldo.

Cependant le prince Lusignan, après la marche la plus pénible, avait réussi, vers le soir, à gagner la gauche de Joubert par le versant occidental du Monte-Baldo. Informé de cette circonstance, le général français, bien que préparé à soutenir vigoureusement le choc de l'ennemi, jugea sagement qu'il ne lui convenait point de recevoir une attaque dans une telle position, et il ordonna la retraite, qui s'effectua avant le jour, dans le meilleur ordre et le silence le plus profond. Les ponts sur l'Adige furent levés, et Joubert fit prévenir le général en chef de ce qui se passait.

Lorsque les Autrichiens s'aperçurent, à la faible lueur des

1797—an v. Italie.

feux des Français que ceux-ci s'étaient retirés, ils voulurent les poursuivre ; mais ils ne purent pas même entamer l'arrière-garde. Joubert s'établit d'abord le 13, vers midi, en arrière du vallon de Caprino, sur les hauteurs de Trombalora, pour y attendre des nouvelles de Bonaparte. Mais cette position, tournée sur la droite et sur la gauche, était trop hasardée pour que la division pût y séjourner plus longtemps ; et, vers les dix heures du soir, le général se remit en marche pour gagner Compara, et de là Castel-Novo. Chemin faisant, un officier d'état-major apporta à Joubert la nouvelle de la prochaine arrivée du général en chef, avec l'ordre de ce dernier de tenir ferme en avant du plateau de Rivoli. Joubert fit aussitôt marcher les trente-troisième, trente-neuvième, quatorzième et quatre-vingt-cinquième demi-brigades pour prendre position en avant de Rivoli, la droite sur la direction de la redoute du Monte Castello, et la gauche au pied des hauteurs de Magone : une avant-garde occupait les hauteurs du hameau de Zoane, où passe un petit chemin qui conduit à Ceredolo. Les quatrième et vingt-deuxième légères, réparties dans les retranchemens et en avant d'Osteria, avaient des postes entre Serpole et l'extrémité du Monte-Magone ; la dix-septième légère s'étendait jusqu'à Zoane, Brenzone, Montalto, Beticelli ; la vingt-neuvième légère était placée en seconde ligne sur les hauteurs de Zoane : les avant-postes se tiraillèrent toute la nuit.

Dans la soirée du 13, et après l'établissement de la division française sur les hauteurs de Trombolaro, Alvinzi, supposant au général Joubert l'intention de se défendre dans cette dernière position, avait ordonné de nouveaux mouvemens pour envelopper les troupes françaises. Le prince Lusignan devait continuer à s'avancer le long du lac de Garda, afin de tourner la gauche des Français, et de déboucher sur leurs derrières. Liptay, qui était alors vers Caprino, avait ordre

de se lier avec la première colonne, au moyen de petits détachemens prolongés à droite, tout en coopérant à l'attaque des hauteurs de Trombolaro. Ocskay rétrograda par le ravin de Belluno, pour gravir le Monte-Baldo et se réunir au général Koblos, chargé d'attaquer San-Martino et d'occuper la chapelle de San-Marco, sur la crête du Monte-Magone. Quasdanowich, avec la cinquième colonne, dut déboucher par Osteria della Dugana, sur le flanc droit des Français, tandis que la sixième colonne, s'avançant par la rive gauche de l'Adige sur l'important défilé de la Chiusa, devait s'en emparer, y établir des batteries, pour empêcher les colonnes françaises qui en auraient le dessein de se retirer ou d'occuper des positions sur la rive opposée. 1797—an V. Italie.

C'était dans l'après-midi du 13 que Bonaparte, arrivé la veille à Verone, avait reçu la dépêche du général Joubert qui lui rendait compte du mouvement de l'ennemi et de ce qui s'était passé dans la journée du 12. Déjà il attendait avec impatience le moment où l'ennemi lui ferait connaître le véritable point de son attaque; car les démonstrations de Provera et de Bayalitsch ne lui avaient point encore présenté les erremens nécessaires. Il jugea alors, par les détails que lui donnait Joubert, que le gros de l'armée autrichienne était sur Rivoli. S'inquiétant peu des succès que les colonnes de gauche de l'ennemi pourraient momentanément obtenir, presque certain même de revenir assez à temps pour leur faire payer cher des avantages qui devaient les affaiblir et les compromettre, Bonaparte ne balança pas un seul instant dans la résolution de marcher droit sur Alvinzi; et il connaissait trop bien le terrain sur lequel il allait combattre, pour ne pas espérer que toutes les chances de succès fussent pour lui.

Augereau dut rester dans sa position, avec ordre de se borner à harceler l'ennemi, et de ne point s'engager sérieusement s'il avait affaire à des forces trop considérables. La

1797—an v. Italie. meilleure partie de la division Masséna se mit en marche pour Rivoli, ne laissant sous Verone qu'un détachement chargé d'observer le corps de Bayalitsch, battu la veille à San-Michele, et poursuivi assez vivement par le géuéral Leclerc, qui lui avait fait aussi quelques prisouniers, indépendamment de ceux qu'avait faits le général Brune. Le général Rey reçut l'ordre de se porter, par une seule marche forcée, de Dezenzano à Rivoli, par Peschiera, avec tout ce qu'il avait de disponible de sa réserve.

Le général en chef partit lui-même, dans la soirée du 13, de Verone, pour se rendre également à Rivoli, où il arriva à minuit. Lorsque le général Joubert lui eut donné connaissance de l'état des choses, et qu'il eut reconnu les positions de l'ennemi, il ordonna sur-le-champ un mouvement en avant, afin d'empêcher les Autrichiens de déboucher sur le plateau de Rivoli, seul point où il fût permis à Alvinzi de réunir ses colonnes, de les déployer et de faire usage des treize escadrons qu'il avait avec lui. Ainsi donc, sans attendre l'arrivée de Masséna et de la réserve de Rey, Joubert eut ordre de resserrer sa position, de déloger les avant-gardes ennemies, et surtout de reprendre le poste de San-Marco, point si essentiel, par où l'ennemi pouvait faire arriver son artillerie et sa cavalerie.

En conséquence le général Vial, à la tête des qnatrième, dix-septième et vingt-deuxième demi-brigades légères, soutenues par l'infanterie de ligne, attaqua vivement l'avant-garde des Autrichiens, le 14 avant le jour, et la força à se replier sur San-Giovani et Gambaron; en même temps la brigade de gauche de la division, composée de la vingt-neuvième légère, des quatorzième et quatre-vingt-cinquième de ligne, s'était dirigée sur les hauteurs de Trombolaro, d'où elle chassa les postes ennemis. Bonaparte établit son quartier-général sur les hauteurs de Zoane; la trente-neuvième resta dans les re-

doutes d'Osteria, pour garder ce point décisif. Les retranchemens de Monte-Castello, le fort de Chiusa et le Monte-Rocca, furent gardés par des détachemens. 1797 — an v. Italie.

Pendant que ces dispositions préliminaires s'exécutaient, le général Masséna approchait de Rivoli avec les trente-deuxième et soixante-quinzième demi-brigades de ligne, le vingt-deuxième de chasseurs, le quinzième de dragons, et le premier régiment de cavalerie. La dix-huitième de ligne se dirigeait sur Garda pour défendre ce débouché, et arrêter la marche de l'ennemi sur Peschiera; le général Rey, avec la cinquante-septième, qu'il amenait de Dezenzano, se trouvait déjà à la hauteur de Compara et de Calmisino.

Les Autrichiens, inquiets du mouvement extraordinaire des Français, se préparaient aussi de leur côté. Quasdanowich avait pris position à Incanale, dans la vallée de l'Adige; Alvinzi avait son quartier-général à Dolce, et une brigade était placée en avant de ce village; Wukassowich, avec sa colonne, était, comme nous l'avons déjà dit, sur la rive gauche de l'Adige; Lusignan était en marche pour déboucher sur le village de Pezzena, à la droite de la ligne autrichienne.

Bonaparte voulut profiter de sa position centrale pour écraser d'abord les troupes de Liptay, de Koblos et d'Ocskay, qui formaient le corps principal des Autrichiens vers Caprino et San-Martino. Il avait jugé que la trente-neuvième de ligne suffisait pour contenir la colonne de Quasdanowich, débouchant sur Osteria, d'autant mieux que ces troupes ennemies avaient à gravir une hauteur garnie de redoutes, dont les feux plongeaient sur le défilé par où il fallait passer pour arriver sur le plateau de Rivoli; et sur la gauche, la marche de la dix-huitième sur Garda rassurait assez le général en chef pour ne pas lui faire craindre que la colonne du prince Lusignan pût achever son mouvement sur les derrières de l'armée française avant que le général Rey, qui s'avançait par Orza,

1797—an v Italie.

ne fût en mesure de l'attaquer avec avantage. L'événement va démontrer la rectitude des combinaisons de Bonaparte.

Cependant le général Joubert, après avoir fait repousser les avant-gardes autrichiennes sur San-Giovani et Gambaron par la brigade Vial, se trouvait, vers les six heures du matin, engagé avec les généraux Koblos et Ocskay, dont ce dernier formait la gauche du principal corps ennemi. La brigade française de droite défendait vigoureusement les hauteurs de San-Marco, que l'ennemi s'efforçait de reprendre. Joubert avait formé les vingt-neuvième et quatre-vingt-cinquième sur les hauteurs de Trombolaro et Zoro, à gauche, et la quatorzième sur celles de Rovina, au centre. Déjà un bataillon de cette dernière demi-brigade s'avançait pour emporter le village de San-Giovani, lorsque la colonne de Liptay attaqua la gauche des Français avec des forces supérieures. La quatre-vingt-cinquième, après des efforts honorables, se voyant prise en flanc à la faveur d'un ravin où les Autrichiens s'étaient glissés, fut contrainte de faire un mouvement en arrière pour éviter d'être coupée. N'étant plus soutenue et voyant également ses flancs menacés, la vingt-neuvième suivit le mouvement de la quatre-vingt-cinquième. La quatorzième, se trouvant débordée, fut obligée de soutenir à elle seule le choc de l'ennemi. Elle se jeta dans les haies et dans les maisons en avant de San-Giovani, et, par son héroïque résistance, arrêta les Autrichiens assez de temps pour que Bonaparte, qui vit d'abord ce que le mouvement de Liptay pouvait entraîner de conséquences funestes, prît les mesures les plus propres à prévenir le mal. L'ennemi, en débouchant sur le plateau de Rivoli, eût favorisé le déploiement de la colonne de l'Adige (celle de Quasdanowich), et la gauche de Joubert aurait été prévenue à Rivoli et rejetée sur la rivière. Laissant le général Berthier, chef de l'état-major-général, pour maintenir les positions du centre, Bonaparte se rendit précipitamment à la gauche. La

trente-deuxième demi-brigade, après avoir marché toute la nuit, arrivait alors sur ce point : Bonaparte lui donna de suite l'ordre de charger. La vue de l'ennemi donne à cette intrépide demi-brigade un courage surnaturel ; elle a oublié les fatigues de sa marche de nuit : « Masséna, *enfant gâté de la victoire*, dit Bonaparte, dont nous ne croyons pas devoir changer les expressions, Masséna s'élance à la tête des braves qui la composent : l'aspect de l'ennemi a redoublé leur ardeur ; ils se précipitent au pas de charge sur les bataillons autrichiens, et soutenus par les vingt-neuvième et quatre-vingt-cinquième demi-brigades, qui se sont ralliées derrière eux, ils culbutent leurs adversaires, reprennent les positions, et dégagent les flancs de la quatorzième. » Le général Berthier, resté avec cette digne troupe, l'avait encouragée par ses discours et son exemple. Elle avait continué sa brillante résistance, et couvrait le chemin qui conduit de Lubiara à Rivoli, le seul par lequel les troupes de la droite, fortement engagées, pouvaient se retirer. S'étant aperçu du mouvement rétrograde de la gauche, cette aile droite commençait en effet à se replier à la hauteur du centre, et, pressée par l'ennemi, elle allait prendre le chemin dont nous venons de parler. On a vu plus haut qu'un bataillon de la quatorzième avait déjà pénétré dans le village de San-Giovani et s'était jeté dans les haies qui sont entre ce village et celui de San-Martino. Berthier avait envoyé un autre bataillon pour soutenir le premier, et lui-même, avec le troisième, occupait une hauteur au centre. Ce dernier bataillon, se trouvant entouré par les troupes de Koblos et une partie de celles d'Ocskay, en reçut le choc avec la plus grande intrépidité : il tint plus d'un quart d'heure dans cette position, sans que l'ennemi pût l'en chasser. Des pièces de campagne étaient sur le front de sa ligne, et les Autrichiens redoublaient d'efforts pour enlever ces canons, dont le feu les abîmait. Déjà quelques chevaux d'attelage avaient été

1797—an V. Italie.

1797—an v. Italie.

saisis, lorsqu'un capitaine, dont le nom est malheureusement resté dans l'oubli, s'écria, en s'adressant au premier rang du bataillon : « Quatorzième, laisserez-vous prendre vos pièces ? » Le feu violent de l'ennemi empêchait les plus intrépides de s'avancer jusqu'à elles ; mais Berthier fit tirer avec tant de vivacité sur ceux des ennemis qui se disposaient à emmener les pièces, que ces derniers furent presque tous tués, ainsi que les chevaux : les canons restèrent au pouvoir des Français. C'était à ce moment même que la trente-deuxième, exécutant sa charge impétueuse, débarrassait les flancs de la quatorzième, et la tirait du péril dont elle était si instamment menacée. Le général Joubert, à la tête de la trente-troisième demi-brigade, était passé en première ligne des troupes de la droite, qui se retiraient en désordre, et avait protégé leur ralliement en soutenant les efforts de la colonne d'Ocskay.

La matinée s'avançait, et il était plus de neuf heures lorsque la colonne de l'extrême droite des Autrichiens (celle du prince Lusignan) parut vers le village de Pezzena, après avoir franchi Sperane, le Monte-Gazo, et le col de Lavalet. Un bataillon marchant sur Costerman flanquait à droite le gros de cette colonne, qui, après avoir dépassé Pezzena, s'avançait, en longeant la rivière de Tasso, dans la direction du village d'Affi. Jusqu'alors cette troupe n'ayant éprouvé aucun obstacle de la part des Français, Lusignan se flattait d'atteindre son but, quoique la dix-huitième eût occupé, de son côté, le passage important de la Rocca-di-Garda. Mais Bonaparte, connaissant actuellement le véritable point des attaques d'Alvinzi, envoya, vers dix heures, au chef de cette demi-brigade, l'ordre de marcher avec deux de ses bataillons contre le prince Lusignan. Les deux partis se rencontrèrent vers Calcina. La dix-huitième culbuta le bataillon des flanqueurs autrichiens, et se rabattit ensuite sur Rivoli.

Tandis que tout ceci se passait au centre et à l'extrême gauche des Français, examinons les mouvemens des cinquième et sixième colonnes autrichiennes dans la vallée de l'Adige. Celle de Quasdanowich avait attaqué les retranchemens d'Osteria. La trente-neuvième demi-brigade, qui les défendait, opposait la résistance la plus vigoureuse; mais le général Wukassovich continuant sa marche sur la rive gauche de l'Adige, avait atteint Somano, et disposé, suivant les instructions qu'il avait reçues, l'artillerie destinée à foudroyer l'autre rive. Ecrasée par cette artillerie en même temps qu'elle était pressée vigoureusement de front par la cinquième colonne, la trente-neuvième céda les retranchemens. Quasdanowich marchait directement sur le plateau de Rivoli, de la possession duquel dépendait tout le succès de la bataille. D'un autre côté Ocskay, après avoir repoussé le général Vial, comme nous l'avons rapporté, prenait le revers du Monte-Magone au-delà de San-Marco. Le moment était éminemment critique, et tout autre général qui aurait eu moins de sang-froid que Bonaparte, se serait bien difficilement tiré du pas où celui-ci se trouvait engagé; mais le coup d'œil inspirateur du général en chef lui suggéra sur-le-champ ce qu'il avait à faire.

1797 — an V. Italie.

Nous avons dit que le général Joubert avait passé en première ligne de la brigade Vial, avec la trente-troisième de ligne, pour donner à ces troupes le temps de se rallier, en arrêtant les progrès de la colonne d'Ocskay. Bonaparte ordonna à Joubert de faire faire un changement de front à cette infanterie légère (quatrième, dix-septième et vingt-deuxième demi-brigades), pour qu'elle marchât au soutien de la trente-neuvième, en même temps qu'il ordonna aux escadrons du général Leclerc de se porter sur le même point; et comme sa vue active embrassait à la fois toutes les parties de sa ligne, sentant l'insuffisance de la dix-huitième demi-brigade pour

1797—an v. Italie.

s'opposer à la marche de Lusignan sur la gauche, il envoya la soixante-quinzième sur les hauteurs de Fiffaro.

Un prompt succès fut le résultat de ces dispositions si bien calculées. La colonne de Quasdanowich débouchait à peine du ravin d'Osteria, et la tête seule, formée par les dragons du quartier-général et par un bataillon de Gemmingen, était parvenue sur le plateau de Rivoli. Le reste étant encore en masse dans le défilé, les Autrichiens furent bientôt assaillis de toutes parts. L'infanterie légère du général Joubert les attaqua sur leur flanc droit, tandis que la cavalerie, conduite par le général Berthier, chargeait de front la tête de colonne, et que la trente-neuvième la menaçait sur sa gauche. Le combat devint sanglant. Joubert, ayant eu son cheval tué sous lui, s'élança, un fusil à la main, à la tête des grenadiers, et acheva de répandre l'épouvante dans les rangs autrichiens, déjà ébranlés par une première charge, où s'étaient particulièrement distingués le général Leclerc et le chef d'escadron Lasalle. La tête de colonne ainsi pressée abandonne le plateau et se rejette dans le défilé avec toute la confusion d'une déroute. Le général Quasdanowich fait de vains efforts pour réparer le désordre que cette poussée met dans sa colonne. Ce désordre est d'autant plus grand, que la cavalerie et l'artillerie sont encombrées dans le ravin, où la route, quoique très-praticable, se trouve fort resserrée. Les vainqueurs, continuant d'avancer, font un carnage épouvantable : une partie de l'artillerie tombe entre leurs mains. Le capitaine-adjoint à l'état-major, Brémont, à la tête de quelques braves, prend quatre pièces de canon. Quasdanowich regagne avec peine les bords de l'Adige; et l'avantage remporté sur lui est un coup décisif qui assure la victoire aux Français.

Tandis que ces événemens se passaient sur le plateau de Rivoli et dans le ravin d'Osteria, Masséna, avec la trente-deuxième demi-brigade et les troupes du général de brigade

Sandoz (les vingt-neuvième légère et quatre-vingt-cinquième de ligne), se maintenait glorieusement sur les hauteurs de Trombolaro. Les colonnes de Koblos et d'Ocskay, qui débouchaient déjà vers Mutole, se trouvaient ainsi dépassées. Le général Joubert, après la défaite de Quasdanowich, laissant à la cavalerie le soin de pousuivre les fuyards, était revenu, avec son infanterie légère, sur le général Ocskay, dont l'infanterie se trouvait un peu rompue par l'effet de la marche qu'elle venait de faire dans un terrain coupé, d'abord sur la brigade Vial, et ensuite sur la treute-troisième demi-brigade, qui était restée, comme on l'a vu, devant elle. D'un autre côté, le vigilant Bonaparte venait d'envoyer le chef d'escadron Lasalle, avec cent cinquante chevaux, pour soutenir et protéger le ralliement des Français sur la droite. La subite apparition de Joubert d'un côté, et celle de Lasalle de l'autre, fit sur ces troupes dispersées une impression terrible. La terreur se communiqua rapidement de proche en proche, et redoubla lorsque, forcés de faire un mouvement rétrograde, les Autrichiens s'aperçurent de la position de Masséna en arrière de leur flanc droit. Ce dernier général, témoin de la confusion qui régnait déjà dans les rangs ennemis, descendit en toute hâte des hauteurs qu'il occupait, se jeta de son côté sur des troupes à demi-vaincues, et acheva leur déroute. Tout s'enfuit jusqu'à San-Giovanni, et, malgré tous les efforts d'Alvinzi, accouru lui-même pour rétablir l'ordre, il ne réussit à contenir les fuyards et à les rallier que derriere le Tasso. Le général Liptay, qui pouvait, par suite du mouvement que venait de faire Masséna, porter quelque remède à cet état de choses en attaquant avec vigueur, craignit pour la sûreté de sa colonne, et rétrograda sur Caprino. Les Français firent huit cents prisonniers dans cette dernière occasion.

1797—an v. Ital.

Toutefois, la fortune n'était pas aussi favorable aux Français à l'extrême gauche et sur les derrières de leur armée. La

1797 — an v. Italie.

colonne du prince Lusignan avait débouché à gauche du village d'Affi, et s'était avancée sur la soixante-quinzième vers Fiffaro. Celle-ci s'était repliée; mais, avant de commencer sa retraite, elle avait chargé, avec sa valeur ordinaire, la gauche de la colonne autrichienne, et lui avait fait quelques prisonniers. Les deux bataillons de la dix-huitième n'ayant point tardé à rejoindre cette troupe, les deux demi-brigades se portèrent vers Rivoli.

Lusignan ne trouvant plus d'obstacles, continua sa marche, gravit le Monte-Brunisi, et s'avança par le Monte-Pipolo sur les derrières de l'armée française, comptant lui couper la retraite et la forcer à mettre bas les armes. Bonaparte avait calculé que la colonne du général Rey devait bientôt arriver par Orza, derrière la colonne qui menaçait ainsi l'armée, et jugeant que les deux bataillons de la dix-huitième et un seul de la soixante-quinzième suffisaient pour contenir Lusignan, il les fit marcher à la rencontre de ce dernier, en même temps qu'une batterie de pièces de 12, placée sur la hauteur de Campana, prenait en écharpe la droite de cette colonne ennemie. Le général Monnier, qui commandait les trois bataillons français, en forma trois petites colonnes d'attaque, qu'il dirigea par Montidone, sur la grande route et par le chemin de la Cosatta. Lusignan, qui s'était avancé sans artillerie, fut écrasé par la batterie de Campana, et fut contraint de se replier sur le Monte-Brunisi. Un bataillon, qui voulut tenir ferme à la croix de Pipolo, fut culbuté avec perte. Le général Rey déboucha d'Orza sur ces entrefaites avec la cinquante-septième demi-brigade, qu'il forma, malgré les tirailleurs de Lusignan, sur la rive droite du Tasso. Cette circonstance favorisa singulièrement le mouvement du général Monnier.

Bonaparte, instruit de la présence du général Rey sur le champ de bataille, fit marcher le général Brune avec les deux autres bataillons de la soixante-quinzième, pour joindre le

général Monnier. Ces deux généraux attaquèrent alors Lusignan de front dans sa position du Monte-Brunisi, pendant que Rey, traversant le Tasso avec la cinquante-septième, chargeait à revers. Pressée de la manière la plus vigoureuse, la colonne autrichienne fut en peu d'instans culbutée, mise en déroute; la plupart des fuyards furent faits prisonniers. Douze à quinze cents hommes cherchant à se retirer sur Garda, rencontrèrent dans les défilés une compagnie de la dix-huitième, dont un bataillon gardait, comme nous l'avons dit, ce point important. Le capitaine René [1], qui n'avait pas plus de cinquante hommes avec lui, somma la colonne ennemie de mettre bas les armes, déclarant qu'il n'était lui-même que l'avant-garde d'une troupe bien plus nombreuse. La terreur des Autrichiens, et peut-être aussi la disposition du terrain, qui ne leur permettait pas de s'assurer du nombre des Français auxquels ils avaient affaire, les détermina à déposer leurs armes et à se rendre prisonniers.

1797 – an V. Italie.

La colonne de Quasdanowich avait été trop maltraitée pour que ce général pût conserver l'espoir d'entreprendre quelque nouvelle attaque, et sa position actuelle étant même trop hasardée, il se mit en marche pour se retirer, en remontant l'Adige, sur Rivalta et sur Peri. Le centre des Autrichiens se trouva, par ce mouvement, abandonné à ses propres forces derrière le Tasso.

Bonaparte allait faire attaquer ce débris de l'armée autrichienne, lorsque, dans l'après-midi, il fut informé que le corps du général Provera avait passé l'Adige vers Anghiari et se dirigeait sur Mantoue. Préparé en quelque sorte à ce dernier événement, le général en chef calcula avec raison qu'en laissant la division Joubert, soutenue par la réserve du

[1] Assassiné par les *guerillas* dans la campagne de 1808, en Espagne; il était alors général de brigade.

1797 — an v. Italie. général Rey, pour achever la défaite d'Alvinzi, il pouvait lui-même se porter, avec la rapidité de la foudre, sur cette colonne de Provera, et arriver assez à temps pour empêcher le général autrichien de débloquer Mantoue, de ravitailler cette place, et de faire sortir la portion de la garnison qui n'était pas nécessaire à sa défense. En conséquence, il partit sur-le-champ avec la division Masséna. Si l'on se rappelle que ces admirables troupes, ayant marché toute la nuit du 13 au 14, n'avaient point cessé de combattre toute la journée avec la plus grande vigueur, où trouver des expressions pour leur payer le tribut d'éloges qu'elles ont mérités pour leur zèle infatigable? Conduite par son digne chef, l'illustre Masséna, cette division se dirige sur Roverbella, emmenant avec elle cinq mille prisonniers; mais avant de faire le récit de la nouvelle opération de Bonaparte, non moins brillante que celle qu'on vient de lire, nous allons suivre les mouvemens de la division Joubert.

Le général en chef, avant de partir pour aller combattre Provera, avait ordonné à Joubert de faire reposer ses troupes pendant quelques heures, et d'attaquer ensuite Alvinzi dans sa position vers Pazzone. En exécution de cet ordre, le général Vial, avec sa brigade d'infanterie légère (quatrième et dix-septième demi-brigades), longea les crêtes du Monte-Magone pour tourner l'ennemi. Les trente-troisième et trente-neuvième de ligne, sous les ordres du général Baraguey-d'Hilliers, s'avancèrent sous San-Martino, tandis que la vingt-neuvième légère et la quatre-vingt-cinquième de ligne, sous les ordres de l'adjudant-général Vaux, devaient filer par le revers du Monte-Magone, pour accabler la droite des Autrichiens en retraite, et la prévenir à la Corona. Une petite colonne, formée de deux bataillons de la vingt-deuxième légère et d'un bataillon de la cinquante-huitième, fut dirigée par le Monte-Baldo sur Ferrara, pour couper la retraite à l'ennemi.

Cette retraite ne pouvait s'effectuer que par un chemin fort étroit passant sur les hauteurs escarpées de la Corona. Le mouvement des colonnes des généraux Vial et Vaux, ne laissait à Alvinzi d'autre parti à prendre que celui de se rendre avec les colonnes de Liptay, Koblos et Ocskay, ou à les laisser se disperser ou se précipiter des montagnes, si le passage leur était fermé soit à la Corona, soit à Ferrara. Toutefois, les colonnes françaises que nous avons nommées plus haut (Vial et Vaux) avaient un chemin pénible et long à parcourir pour atteindre leur but respectif; et le général Joubert devait craindre que l'ennemi, qui se trouvait, comme on l'a vu tout à l'heure, à Pazzone, ayant une ligne plus courte et plus directe à suivre, ne prévînt ces mêmes colonnes. Mais Bonaparte pensant à tout, avait, dès la veille, envoyé le général Murat s'embarquer à Salo avec partie de la douzième demi-brigade d'infanterie légère, pour venir descendre à Torre, gagner ensuite Montagna et les crêtes du Monte-Baldo.

1797 — an V. Italie.

Murat avait débarqué le 14 au point indiqué, vers le soir, continué sa marche pendant la nuit, et était arrivé à minuit à Montagna; s'avançant ensuite jusqu'à la Posella, il y fit faire halte à sa troupe et la laissa reposer quelques heures. Le 15, à la pointe du jour, il était sur la crête du Monte-Baldo, au lieu dit Pozza-Lagune. Il prit ensuite la direction de la Corona par les Colonelli.

Dans cet intervalle les troupes de Joubert avaient engagé le combat. L'ennemi avait commencé sa retraite de fort bonne heure; mais il fut attaqué par la colonne de Baraguey-d'Hilliers, qui entra dans San-Martino, prit deux pièces et fit quelques centaines de prisonniers. Déjà la colonne du général Vial suivait les crêtes du Monte-Manone depuis cinq heures du matin, et s'était avancée autant que l'obscurité, la lassitude des soldats, et la difficulté du terrain avaient pu le lui permettre. La colonne de gauche (celle de Vaux) s'avançait

1797—an v. Italie. aussi par le Monte-Baldo sur Pravassar, où elle se lia avec la troupe de Murat, pendant que le général Vial s'appprochait de Spiazo et de la Corona. Le général Joubert, qui se trouvait au centre avec la colonne de Baraguey-d'Hilliers, suivait l'ennemi et ne lui donnait point de relâche. Les Autrichiens ainsi pressés se retiraient en grand désordre : quelques bataillons voulant gagner la route qui conduit à Rivalta, se précipitèrent des hauteurs ou des rochers escarpés qui longent la vallée de l'Adige. Le plus grand nombre voulut s'échapper par Pravassar et le sentier qu'on nomme l'escalier de la Madona; mais ce défilé était déjà occupé par les Français : les Autrichiens ne purent le percer, et vinrent s'y entasser comme dans un gouffre, au nombre de cinq mille hommes, qui mirent bas les armes et se rendirent à discrétion. Les Français s'emparèrent de plusieurs centaines de chevaux d'officiers et de bagages, qui n'avaient pas peu contribué à la confusion de la colonne ennemie.

Nous allons maintenant parler de la marche du général Provera sur Mantoue, et fixer l'attention de nos lecteurs sur le terrain où le génie de Bonaparte va développer de nouvelles combinaisons.

On a vu que l'adjudant-général Duphot, attaqué à Bevilacqua par l'avant-garde de Provera, s'était retiré avec quelque perte sur Legnago. Le général autrichien, après cet avantage, s'avança sur l'Adige pour en tenter le passage. On ne connaît pas bien les motifs qui le firent séjourner trois jours sur la rive gauche de ce fleuve sans le traverser. Il serait difficile de croire qu'un mouvement qui devait rester inconnu aux Français, celui d'Alvinzi, fût la cause du retard indiscret de Provera, qui aurait attendu ainsi que son général en chef eût réussi dans son entreprise sur Joubert pour commencer la sienne. Il vaut mieux penser que la réunion des moyens de passage entraîna cette perte de temps; et dans ce

dernier cas, l'imprévoyance du général en chef autrichien ou de son chef d'état-major est bien remarquable, puisque l'on sait que l'armée avait de nombreux équipages de ponts à sa suite qui pouvaient être mis à la disposition de la colonne marchant sur Mantoue. 1797—an v. Italie.

Quoi qu'il en soit, ce ne fut que le 13 au soir que le général Provera se mit en devoir de passer l'Adige vers le village d'Anghiari, à une lieue environ sur la droite de Leguago; il fit jeter quelques bateaux à Nichesola, afin de donner le change aux Français, et porta quelques troupes à Bonarigo, pour observer les postes qui se trouvaient vers Ronco. Une petite avant-garde traversa d'abord la rivière, s'empara d'Anghiari, afin de protéger la construction du pont, auquel on travailla de suite et avec beaucoup d'activité pendant toute la nuit. Le détachement français qui occupait le village d'Anghiari avant l'attaque des Autrichiens, appartenait à la brigade du général Guyeux, qui accourut au secours de ses postes menacés, et voulut disputer le passage avec douze à quinze cents hommes qu'il avait réunis; mais il ne put que tirailler avec l'ennemi, trop nombreux pour lui. Il fut même obligé de céder après l'achèvement du pont, et de se retirer vers Ronco. Provera se mit en marche avec toute sa colonne sur Cerca. Le 14, au soir, il atteignit Nogara, où il fit bivouaquer ses troupes.

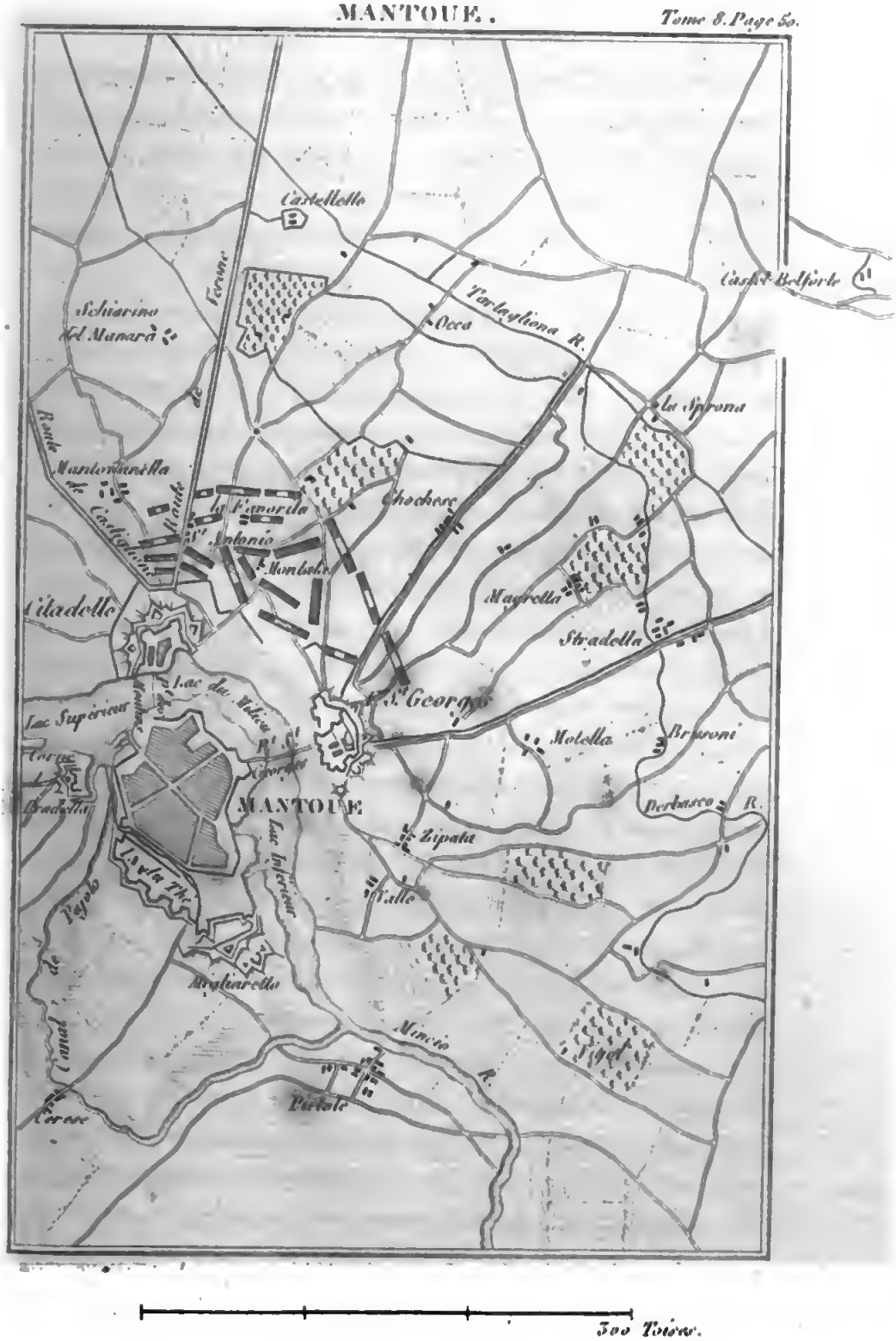
Ce passage de l'Adige par les Autrichiens avait donné l'éveil au général Augereau, qui rassembla sur-le-champ ses forces, espérant attaquer Provera vers Anghiari. Mais on vient de voir que le général ennemi, ne songeant qu'à gagner Mantoue, avait déjà filé : Augereau ne put atteindre que l'arrière-garde; il fit aussitôt ses dispositions d'attaque sur trois colonnes. Celle de gauche était commandée par le général Point, la droite par le général Lannes; et les généraux Guyeux et Bon arrivant de Ronco, devaient prendre l'ennemi à revers.

1797 — an V. Italie. Le succès fut d'autant plus complet, que Provera ne fit rien pour soutenir son arrière-garde, qui fut complettement détruite. On lui prit deux mille hommes et quatorze pièces de canon : le pont sur l'Adige fut brûlé. Le gros de la colonne continua sa marche sur Mantoue par Castellaro et Saint-Georges, devant lequel elle arriva le 15.

Les neuvième, dix-huitième de dragons, et vingt-cinquième régiment de chasseurs à cheval, s'étaient particulièrement distingués dans l'action avec l'arrière-garde de Provera. Le combat avait d'abord commencé par une espèce de duel héroïque entre le commandant d'un escadron des hussards d'Erdody et le chef d'escadron Duvivier, du neuvième de dragons. La cavalerie ennemie avait fait volte-face pour repousser les Français, et le commandant des hussards s'étant présenté sur le front des dragons, leur avait crié de se rendre, en s'adressant plus particulièrement au commandant Duvivier. Celui-ci arrêta les dragons, qui se mettaient en devoir d'envelopper le provocateur fanfaron; et apostrophant ce dernier : « Viens donc toi-même me prendre, lui dit-il, si tu l'oses. » Par un mouvement spontané les deux troupes s'écartent pour laisser un libre champ aux deux champions, qui donnent pendant quelques minutes le spectacle de l'un de ces combats *dont on lit l'agréable description dans le Tasse*, pour nous servir des propres expressions de Bonaparte dans son rapport au directoire. Le commandant des hussards fut grièvement blessé de deux coups de sabre, et Duvivier continua de charger à la tête de ses dragons.

Provera, en arrivant devant Saint-Georges, espérait trouver cette position dégarnie, et pouvoir entrer assez facilement dans Mantoue. Il connaissait bien peu l'active prévoyance du général de l'armée d'Italie. Lorsque les grandes opérations que méditait Bonaparte l'eurent forcé à diminuer sensiblement la force des troupes employées au blocus, il avait donné

MANTOUE.


Castellello
Ferme
Sciarino del Mamarà
Porta Mantovanella de Castiglione
Mirabile
la Favorita
St Antonio
St Montbelo
Chochere
Occa
Tartagliana R.
Castel Belforte
la Sprona
Citadelle
Lac Supérieur
Lac des Vieux
Cerese
Citadelle
MANTOUE
St Georges
Magrella
Stradella
Motella
Brisoni
Perlasco R.
Zipata
Valle
Lac Intérieur
la Vela Th.
Pagolo
Moglinarello
Mincio R.
Pietole
Cerese
300 Toises.

PALESTINE

l'ordre d'augmenter encore les retranchemens déjà existans de ce poste, et surtout de faire élever des ouvrages fermés, pour arrêter les sorties de la garnison. Le chef de bataillon du génie, Samson, avait été chargé de l'exécution de ces travaux, et s'en était acquitté avec l'intelligence et l'exactitude qui distinguent presque tous les officiers français de cette arme. Indépendamment des ouvrages construits du côté de la ville, d'autres travaux avaient été entrepris et achevés pour mettre ce faubourg fortifié à l'abri de toute surprise de la part d'un corps de secours.

1797—an v. Italie.

Sommé par Provera de se rendre, Miollis, dont la brigade défendait ce poste intéressant, répondit avec la fermeté convenable, et repoussa toutes les tentatives qui furent faites pour s'emparer des retranchemens. Provera ne se crut point en mesure de tenter un assaut général contre des ouvrages susceptibles d'une bonne défense.

Tandis que le général autrichien cherchait les moyens de franchir l'obstacle qui l'arrêtait, Bonaparte, de son côté, méditait la destruction complète de cette colonne ennemie. En se rendant à Roverbello, après avoir quitté le 14 au soir la division Joubert, il avait envoyé l'ordre au général Victor de conduire la cinquante-septième demi-brigade qui se trouvait aux environs de Verone, à Villa-Franca. Le quartier-général s'établit à Roverbello le 15 au soir, et le général en chef eut bientôt sous sa main les dix-huitième, trente-deuxième et soixante-quinzième demi-brigades de la division Masséna, le premier régiment de cavalerie, et cette même cinquante-septième, amenée par le général Victor : informé par deux dépêches successives, de la présence de Provera devant Saint-Georges, et de la résistance de Miollis, Bonaparte put calculer les moyens d'attaquer avec un succès complet son imprudent adversaire. Le général Dumas (Alexandre) était placé avec la réserve du blocus à San-Antonio, et empêchait toute

1797 — an V. Italie. sortie de la citadelle. Le général Serrurier, avec quinze cents hommes, gardait le poste de la Favorite.

Dans la nuit du 15 au 16, le général Victor, avec les dix-huitième et cinquante-septième s'avança des environs de Roverbello, dans la direction de la Favorite, pour attaquer Provera, que Bonaparte, avec beaucoup de sagacité, supposait avoir marché sur ce point, rebuté, comme il devait l'être, par l'inutilité de sa tentative sur Saint-Georges. Le reste des troupes de Masséna (les trente-deuxième et soixante-quinzième demi-brigades), marchait en réserve pour se porter au point où l'ennemi dirigerait ses efforts. D'un autre côté, la division Augereau, après son engagement avec l'arrière-garde de Provera, ayant suivi de près la colonne de ce dernier, allait déboucher par Castellaro sur Saint-Georges, et l'attaquer en queue.

Il n'était pas facile pour le général autrichien d'échapper à des dispositions aussi bien combinées. Toutefois, voyant ses efforts contre Saint-Georges paralysés par la résistance de Miollis, Provera avait trouvé le moyen de communiquer, dans la nuit du 15, avec Wurmser, et de combiner avec ce maréchal une attaque sur la Favorite et sur Mottella, qu'il ne croyait pas aussi bien gardés, et où, surtout, il ne s'attendait guère à trouver le général Bonaparte avec les mêmes troupes qui avaient triomphé le 14, à quinze lieues de là, à Rivoli.

A cinq heures du matin, le 16, les Autrichiens attaquèrent la Favorite et San-Antonio. Le vieux maréchal, qui s'était mis à la tête des troupes sorties de Mantoue, parvint jusqu'au dernier de ces postes. Attaqué brusquement et avec beaucoup de vigueur, le général Dumas céda et fut se rallier à deux bataillons que Bonaparte fit marcher à son secours, et avec lesquels il réussit à contenir l'ennemi; mais le général Serrurier, soutenu par la cinquante-septième demi-brigade de la bri-

gade du général Victor, se maintint dans la Favorite et repoussa toutes les attaques. Wurmser, qui s'était rabattu sur ce poste, fut contraint de rentrer avec perte dans la citadelle. 1797 — an v. Italie.

Debarrassé de cette agression, la brigade Victor marcha sur Provera. La cinquante-septième renversa tout ce qui se trouvait devant elle, pendant que le général Victor faisait tourner la gauche des Autrichiens par la dix-huitième. La colonne ennemie, qui croyait n'avoir affaire qu'aux seules troupes du siége, surprise de cette attaque impétueuse, se mit en désordre, et quelques bataillons mirent bas les armes. Pendant ce temps, le général Miollis, sorti de Saint-Georges à la tête de quelques bataillons, vint augmenter la confusion et la terreur de l'ennemi : tout à coup, les trente-deuxième et soixante-quinzième, arrivant au pas de charge, complètent l'investissement de la colonne. Enveloppé de toutes parts, sans communications avec Mantoue, et déjà pressé par la division Augereau, qui s'était avancée de Castellaro, l'infortuné Provera sollicite une capitulation et se rend prisonnier avec cinq mille hommes, reste des huit mille qu'il avait avant son passage de l'Adige. C'était pour la seconde fois, dans l'espace de neuf mois, que ce général éprouvait l'humiliante disgrace de déposer ses armes aux pieds du même vainqueur [1].

Que d'événemens à jamais mémorables, renfermés dans trois jours de nos annales militaires! Bonaparte livre deux batailles; et, par l'emploi magique de ses forces, détruit deux corps d'armée, fait plus de vingt mille prisonniers, prend toute l'artillerie ennemie, des bagages immenses, et met les Autrichiens tout à fait hors d'état de tenir la campagne, à moins qu'ils ne créent une quatrième armée. Nos réflexions seraient inutiles pour faire apprécier de pareils faits d'armes.

[1] Il faut se rappeler la capitulation du château de Cossaria, le 14 avril 1796. *Voyez* tome v, page 187.

1797--an v. Italie.

Bonaparte, dans son rapport au directoire, demanda le grade de général de division pour le général Victor; celui de général de brigade pour l'adjudant-général Vaux; et signala, comme s'étant particulièrement distingués, les généraux Brune, Vial, Bon, l'adjudant-général Argool; les chefs de brigade Destain, Marquis, Fournesy : ces trois derniers furent blessés. « Toutes les demi-brigades, disait Bonaparte, se sont couvertes de gloire, et spécialement les trente-deuxième, cinquante-septième et dix-huitième, que commandait le général Masséna, et qui, en trois jours, ont battu l'ennemi à San-Michele, près Verone; à Rivoli, et sous Mantoue. Les légions romaines faisaient, dit-on, vingt-quatre milles par jour, les soldats français en font trente, et se battent dans l'intervalle. »

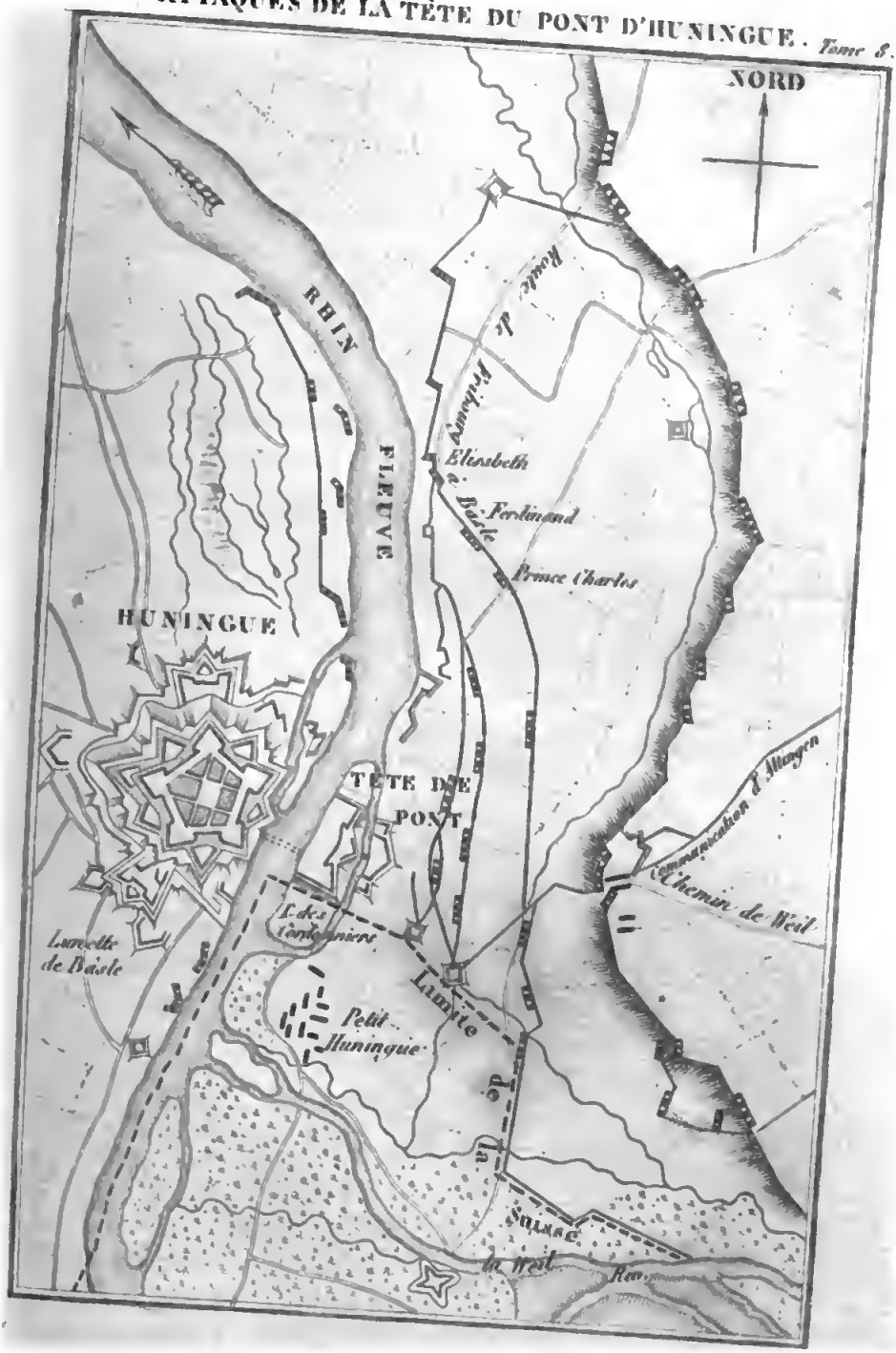
La soixante-quinzième, à qui l'on demanda, au combat de la Favorite, si elle avait des cartouches, répondit qu'avec des ennemis tels que ceux qu'elle avait devant elle, il ne fallait charger qu'à la baïonnette.

5 février. (17 pluviose.) Allemagne.

Siége et Reddition de la tête de pont d'Huningue [1]. Après l'évacuation du fort de Kehl, la France ne possédait plus, sur la rive droite du Rhin, que l'ouvrage à corne qui couvrait la tête de pont d'Huningue. Les Autrichiens ne voulant rien distraire des approvisionnemens qu'ils avaient faits pour le siége de Kehl, et ne croyant pas pouvoir entreprendre deux siéges à la fois, s'étaient contentés, comme on l'a vu, de laisser un corps d'observation devant cette tête de pont. La prise de Kehl rendit leurs moyens disponibles pour la nouvelle entreprise. Une partie de l'artillerie qui avait servi à foudroyer le fort qui venait de succomber, fut transportée

[1] Journaux du temps, — Histoire de France, — Siéges et batailles, — Jomini, — Coup d'œil impartial sur les opérations des deux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, — Précis historique de Dedon, — Mémoires de l'archiduc Charles, — Lacretelle, — Notes, Mémoires et documens communiqués, etc., etc.

ATTAQUES DE LA TÊTE DU PONT D'HUNINGUE. *Tome 8.*



500 1000 Toises.

Digitized by Google

devant Huningue, et bientôt les Français durent perdre l'espoir de conserver le dernier poste qu'ils eussent sur le territoire d'outre Rhin. 1797 — an v. Allemagne.

L'ouvrage qui défendait le pont d'Huningue, construit dans l'origine sur les dessins et sous la direction de Vauban, en même temps que la place, était élevé dans une île du Rhin appelée *des Cordonniers*, séparée de la rive droite par un bras ou fossé de plus de vingt mètres de largeur : il avait été détruit après le traité de Bade, comme le fort de Kehl. Dans la dernière campagne, on en avait relevé le tracé sur les fondemens qui subsistaient encore, et on y avait ajouté une demi-lune élevée sur la rive droite. La protection de la forteresse d'Huningue d'une part, et de l'autre la neutralité de la Suisse, faisaient la principale force de cet ouvrage, flanqué en outre par des batteries élevées sur la rive gauche, au-dessus et au-dessous de la place : ces divers travaux n'étaient pas entièrement terminés lorsque le prince de Furstenberg vint, avec un corps de troupes autrichiennes, prendre position à Altingen, vis-à-vis la tête de pont ; mais fort heureusement le général ennemi se renferma dans le rôle passif d'observateur, et, dans la crainte d'être attaqué lui-même, il crut devoir s'entourer d'une ligne de circonvallation.

La situation de l'île des Cordonniers n'est point, au surplus, favorable à un bon système de défense. L'ouvrage à corne était dominé par un plateau assez uni, plus élevé d'une trentaine de mètres, se terminant par un escarpement fort roide, lequel forme un rideau continu de l'est à l'ouest, suivant le cours de la Weil, et se redresse ensuite vers le nord pour devenir à peu près parallèle au cours du Rhin. Au pied de ce rideau, qui commande parfaitement toute la campagne, et qui ressemble à un immense cavalier [1], construit par la

[1] Terme de fortification. C'est un ouvrage qui domine et défend un autre ouvrage sur le même point.

1797—an v. Allemagne.

nature, coule un ruisseau qui en rend l'accès encore plus difficile. Le territoire suisse, qui venait à la rive de la Weil jusqu'aux glacis de la tête de pont, resserrait la droite des Français, et sur leur gauche un coude du Rhin dont la convexité se présentait du côté du plateau dont nous venons de parler, offrait à ceux qui l'occupaient une fort bonne direction pour enfiler, par du canon, le lit du fleuve et battre le pont d'Huningue. C'est sur ce même plateau que s'était donnée la bataille de Friedlingen, gagnée par le maréchal de Villars, le 14 octobre 1702, et qui a tiré son nom d'un fort dont on voit encore quelques vestiges. C'était aussi sur ce plateau que le prince de Furstenberg avait, d'après les instructions de l'archiduc, établi dix-neuf bataillons et trente-quatre escadrons qu'il commandait.

On a vu que le général Moreau avait laissé la division du général Férino à Huningue, pour protéger la défense de la tête de pont. Cette dernière mission fut particulièrement confiée au général Abatucci, ayant sous ses ordres la troisième légère, les cinquante-sixième et quatre-vingt-neuvième demi-brigades de ligne.

Le prince de Furstenberg avait fait camper, le 27 octobre, son corps à Weil, à Altingen et à Eimeldingen, et donné des ordres pour la construction de treize batteries liées par une parallèle qui se prolongeait jusqu'à la frontière suisse. Vers le milieu de novembre, plusieurs de ces batteries étaient en état de tirer, et de la batterie n°. 7 on déboucha par un boyau dans la plaine, où l'on commença une seconde parallèle qui appuya sa gauche à la frontière suisse et se lia par une autre branche avec le rideau de Weil : cette dernière parallèle servait à placer des batteries de mortier.

Lorsque tous ces travaux furent achevés, le prince fit sommer le général Abatucci, qui répondit comme un brave doit le faire. Le feu commença, et à trois heures de l'après-

midi, le 27 novembre, le pont construit avec des pontons fut rompu et entraîné par le courant : quatorze bateaux furent successivement submergés, et, comme par une précaution d'ailleurs assez malentendue, on avait chargé de fumier le plancher du pont ; il devint impossible de dégager les bateaux submergés pour sauver les autres : vingt-un furent arrêtés par l'ennemi, près du village de Markel. Dès-lors le passage du Rhin ne put s'effectuer qu'en bateaux. 1797—an v. Allemagne.

Cet événement fut jugé assez favorable pour que le prince crût devoir renouveler la sommation du matin, mais il reçut la même réponse.

Le 30 novembre, afin d'empêcher la construction d'un nouveau pont, et pour profiter de l'embarras des Français, le prince se décida à attaquer les ouvrages de la tête de pont, de vive force. A six heures du soir, les batteries commencèrent un feu violent, qui cessa tout à coup à huit heures. A ce moment, l'ennemi s'avança sur trois colonnes pour commencer son attaque. La colonne de gauche s'égara dans la marche qu'elle fit en longeant la frontière de Suisse pour gagner le côté de la demi-lune en faisant face au petit bras du Rhin ; celle de droite attaqua la demi-lune par la barrière, dans la face gauche de l'ouvrage ; celle du centre déboucha de la tranchée pour attaquer l'angle saillant des places d'armes, se jeter dans le fossé et escalader l'ouvrage près des ouvertures de chaque côté. Ces deux attaques réussirent : l'ennemi s'empara de la demi-lune, et les troupes qui la gardaient furent forcées de se retirer dans l'ouvrage à corne non sans avoir fait des efforts incroyables pour se maintenir dans leur poste. Les canonniers de la compagnie d'artillerie légère du capitaine Foy, ne pouvant plus diriger leurs coups sur l'ennemi, qui était déja maître du fossé, prirent des obus, en allumèrent les fusées et les roulèrent sur les assaillans ; malgré la perte qu'essuyait l'ennemi, il leur fallut céder au nombre.

1797—an v. Allemagne.

L'ouvrage à corne n'avait pu faire usage de son artillerie tant que la demi-lune était disputée par les troupes françaises et autrichiennes ; mais lorsque l'ouvrage fut abandonné par les premières, un feu très-vif fut dirigé sur les secondes, qui paraissaient vouloir s'y loger et s'y maintenir. Le général Abatucci, prenant avec lui les compagnies de grenadiers de la quatre-vingt-neuvième, commandées par le chef de brigade Cassagne [1], sortit tout à coup, se précipita sur l'ennemi et le chassa d'abord de l'espèce de retranchement qu'il occupait derrière une maison, sous la protection de laquelle il faisait un feu très-violent ; mais il restait à reprendre la demi-lune proprement dite, dans laquelle les Autrichiens paraissaient vouloir tenir, favorisés par le saillant qui n'avait pas pu être achevé. Abatucci fit venir du renfort et s'empara de ce dernier point. L'ennemi fut complétement expulsé des fossés et du glacis de l'ouvrage : cette attaque vigoureuse fut terminée vers minuit. Les Français eurent à regretter la perte du brave général qui venait de les diriger si glorieusement. Blessé mortellement dans cette affaire, Abatucci mourut au bout de quelques jours : officier-général de la plus grande espérance, il était aussi recommandable par ses qualités morales que par ses talens militaires ; mort à vingt-sept ans au champ d'honneur, son trépas rappela celui du général Marceau, enlevé, comme lui et au même âge, à la patrie reconnaissante.

Les Autrichiens se retirèrent sur leur plateau, après avoir perdu près de dix-huit cents hommes dans cette tentative, que leur général aurait pu faire un mois plus tôt, lorsque les ouvrages étaient encore imparfaits.

Les jours suivans, l'ennemi se borna à canonnér et à jeter des obus dans les ouvrages. Le 8 décembre, vingt-deux pièces d'artillerie furent dirigées sur les bateaux de transport qui

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

passaient le Rhin à la faveur de la nuit. Pour obvier aux décharges contiuuelles de ces nouvelles batteries, les Français construisirent une forte contre-batterie en avant de la digue qui va de Huningue à Neudorf. Cette batterie produisit un très-bon effet : elle protégea les transports, ralentit le feu des Autrichiens, et les força à se garantir eux-mêmes par des traverses. 1797 — an v. Allemagne.

Au 16 décembre, l'ennemi se vit dans la nécessité de cesser son feu et de discontinuer ses travaux, par le manque des munitions nécessaires. Cet espace de temps fut employé par les Français à réparer leurs ouvrages et à faire des tranchées blindées et des abris pour un hôpital, des vivres, et surtout des munitions. Ils commencèrent, en outre, une lunette devant la courtine de l'ouvrage à corne pour en couvrir l'entrée, et construisirent un batardeau pour contenir l'eau à une certaine hauteur dans le fossé ou petit bras du Rhin qui séparait l'ouvrage à corne de la demi-lune, située sur la rive droite.

Kehl venait enfin de succomber le 9 janvier, et les Autrichiens se virent en mesure d'envoyer devant Huningue une partie de l'artillerie qui leur avait servi dans ce dernier siége, sous l'escorte de quatre bataillons de renfort.

Dans la nuit du 18 au 19 janvier, l'ennemi ouvrit une parallèle à la distance de deux cent soixante mètres de l'angle saillant de la demi-lune, appuyant sa gauche à la frontière de Suisse, et joignant les batteries dressées au bord du Rhin à celles qui étaient en face de l'ouvrage à corne vers la montée d'Altingen.

Du 26 au 27, les assiégeans continuèrent leurs travaux et prolongèrent leur parallèle jusqu'au Rhin : ils en débouchèrent en même temps par une ligne de quatre cents pas, qui, réunie plus tard à la première parallèle, forma une nouvelle communication. Ils s'approchèrent à cent pas de l'ouvrage à corne, par une tranchée, et prolongèrent la com-

1797 — an v. Allemagne.

munication du retranchement dit d'*Élisabeth* jusqu'à quatre-vingt-dix toises des ouvrages. La tranchée fut prolongée à droite pour établir des batteries à ricochets. Le feu des assiégés était si vif pendant tous ces travaux, qu'ils ne purent être faits qu'à la sape.

Dans la nuit du 28 au 29, le général Dufour, qui avait remplacé le général Abatucci dans le commandement de la tête de pont, ordonna une sortie vers les trois heures et demie du matin, dans le but d'empêcher l'ennemi de finir sa deuxième parallèle : elle eut lieu sur deux colonnes ; la première se porta vivement sur la gauche de l'ennemi, le chassa de la tranchée et le poursuivit jusque dans la première parallèle, où elle pénétra et où elle prit deux pièces de canon, après en avoir encloué quelques autres; la seconde colonne avait ordre de se diriger sur la droite des ouvrages des assiégeans : elle attaqua les postes qui les défendaient ; mais elle éprouva une résistance plus forte et plus opiniâtre que l'autre colonne. Ce ne fut qu'après un combat très-meurtrier que les Français parvinrent jusqu'à la troisième parallèle. L'ennemi ayant fait marcher ses réserves, cette deuxième colonne n'eut que le temps de briser les roues de deux pièces de canon et d'endommager quelques épaulemens.

Après une canonnade très-vive, pendant la journée du 30, l'ennemi, continuant d'avancer à la sape, le général Dufour voulut essayer une nouvelle sortie dans la nuit. Les troupes commandées pour cette opération furent divisées en trois colonnnes : celle de gauche, formée du troisième bataillon de la quatre-vingt-neuvième demi-brigade, et de trois compagnies de grenadiers; devait se porter sur les ouvrages de la droite des assiégeans, tourner, en marchant dans la plaine, la sape de l'ennemi le long du Rhin, s'avancer directement sur les batteries dites d'*Elisabeth* et du *Prince-Charles*, s'en emparer, enclouer les pièces ou les ramener, pendant que cent

travailleurs, marchant à la suite de la colonne, détruiraient les ouvrages. La colonne du centre, composée de huit compagnies de grenadiers, devait, au signal de l'attaque, se porter sur la tête de sape, et évacuer ensuite jusqu'à la première parallèle, afin de se lier aux attaques de droite et de gauche. La troisième colonne, ou de droite, formée par un bataillon de la soixante-quatorzième, et de deux compagnies, devait être placée à la droite de la demi-lune, et, au moment de l'attaque, franchir la deuxième parallèle, culbuter les batteries, et se porter à la première parallèle. Cette colonne avait aussi des travailleurs pour détruire et renverser les sapes de l'ennemi sur la capitale de la demi-lune. Ces colonnes se mirent en mouvement à trois heures et demie du matin.

1797—an v. Allemagne.

La colonne de droite culbuta ce qu'elle trouva devant elle, encloua cinq pièces de canon et prit deux pièces de 3. Celle du centre se porta un peu trop sur la droite, et ne rencontra que peu d'obstacles; celle de gauche arriva un peu tard à son but, et, au lieu de prendre de revers la sape de l'ennemi, elle passa le long du Rhin. Ce détour mit un peu de désordre dans la colonne, et la queue ayant peine à rejoindre, il s'ensuivit que la tête attaqua sans être soutenue. Toutefois, le chef de bataillon de Ribes, de la quatre-vingt-neuvième, marchant avec sa compagnie de grenadiers, aborda vigoureusement les retranchemens ennemis et y sauta le premier. Cet acte d'intrépidité lui coûta la vie; il tomba percé d'une balle, et ne survécut que peu d'instans à cette blessure mortelle. Les Autrichiens, revenus d'un premier moment de terreur, s'aperçurent du petit nombre des assaillans, et avant que la colonne ne fût formée, ils l'attaquèrent à leur tour et la forcèrent à la retraite. Les colonnes rentrèrent en assez bon ordre, sans être suivies par l'ennemi, et emmenant une cinquantaine de prisonniers.

La tranchée était poussée, le 1er février, à quatre-vingts

1797—an v. Allemagne. pas des ouvrages extérieurs de la tête de pont. Les Autrichiens faisaient leurs préparatifs pour une attaque de vive force, en même temps qu'ils projetaient leurs ouvrages pour tirer à ricochets sur l'ouvrage à corne dans toute sa longueur, et empêcher la communication par un feu de mitraille.

Il avait été convenu, dans une conférence tenue au quartier-général du général Férino, que l'ennemi étant parvenu aux glacis des ouvrages de la tête de pont, l'intention du gouvernement n'étant point d'ailleurs que l'on fît une résistance qui compromît le salut des troupes et de la ville d'Huningue, ni d'épuiser en pure perte les approvisionnemens de cette place, et qu'enfin le but qu'on s'était proposé étant atteint, on entrerait en pourparlers pour l'évacuation de la tête de pont. L'adjudant-général Savary [1] fut chargé de faire des propositions de capitulation au prince de Furstenberg : celui-ci ayant répondu qu'il était fort disposé à entrer en négociation, le général Dufour se rendit au quartier-général autrichien dans la nuit du 2 au 3, et conclut une capitulation avantageuse, dont les principaux articles furent : que les Français évacueraient la tête de pont, le 5 février, avec armes, bagages, munitions, et tout ce qui avait servi à la défense de ce poste ; que les Autrichiens ne tireraient point sur Huningue, et détruiraient, avant six semaines, l'ouvrage à corne et tous ceux construits sur la rive droite pour l'attaque de la tête de pont, de manière à ce que tout se trouvât dans le même état qu'avant le passage du 24 juin 1796, par l'armée française.

La garnison profita des deux jours de délai qui lui étaient accordés, pour ne laisser à l'ennemi, à l'exemple des troupes de Kehl, que des ruines et des terres amoncelées sans aucune espèce d'objets de la moindre utilité.

[1] Ce n'est pas le même que le général de ce nom, duc de Rovigo.

La reddition de la tête de pont d'Huningue termina d'une manière honorable la campagne de 1796 sur le Rhin, campagne qui aurait eu des résultats bien plus brillans pour la France si les opérations de ses armées eussent été conduites avec plus d'ensemble. Les officiers-généraux y rivalisèrent de zèle et de courage : presque tous s'y distinguèrent d'une manière éminente, et notre récit les a trop bien désignés pour qu'il soit besoin de rappeler ici leurs noms : les officiers et les troupes y déployèrent une activité, une bravoure, dignes des plus grands éloges, et surtout un dévouement tel qu'on devait l'attendre de guerriers combattant pour l'indépendance de leur patrie. Toutefois, après neuf mois de combats presque continuels, ces deux armées, qui semblaient promettre la conquête de l'Allemagne et la paix qui en eût été la suite, se retrouvaient au même point et dans la même situation où elles étaient à l'ouverture de la campagne. Si l'armée d'Italie, plus heureuse ou mieux dirigée, n'avait pas, à cette même époque, compensé par ses triomphes utiles les revers éprouvés par les armées d'Allemagne, la France se fût trouvée dans une position presque aussi critique qu'en 1793. 1797—an V. Allemagne.

Suite de la bataille de Rivoli; combats de Carpenedolo et de Derumbano; capitulation de Mantoue; les Français marchent sur Rome; traité de Tolentino, etc., etc. [1]. — La bataille de Rivoli et le combat de la Favorite avaient été trop décisifs pour qu'il pût rester le moindre espoir au général Alvinzi de continuer la campagne avec les débris qui lui restaient. Acculés aux montagnes du Tyrol, les Autrichiens n'étaient pas même en mesure de défendre cette barrière, si 19 février. (1er ventose.) Italie.

[1] Journaux du temps. — Siéges et batailles, — Campagnes et histoire de Bonaparte, — Vie de Lannes, — Siége de Mantoue, — Jubé et Servan, — Histoire de France, — Desjardins, — Jomini, — Lacretelle, — Histoires, relations et campagnes de l'armée d'Italie, — de Pommereuil, — Mémoires, notes et documens manuscr., etc.

1797 — an v. Italie.

le général vainqueur eût jugé dès-lors convenable de la franchir.

Quelques historiens ont blâmé Bonaparte de n'avoir pas tenté cette dernière entreprise, devenue plus facile après ses derniers succès; mais il n'est point nécessaire d'employer de longs raisonnemens pour démontrer le ridicule de cette inculpation. Etait-ce au milieu de l'hiver, et avec vingt-six ou vingt-huit mille combattans qui lui restaient, puisque le siége de Mantoue occupait toujours un corps de blocus au moins de dix mille hommes, que le général de l'armée d'Italie pouvait s'aventurer en pénétrant dans le cœur de l'Autriche? Wurmser, débouchant avec douze mille hommes de la place assiégée, et tentant un coup désespéré, ne pouvait-il pas se jeter sur les derrières de l'armée française, et servir de point d'appui à tous les mécontens de l'Italie? Bonaparte devait supposer que les succès de l'Autriche en Allemagne mettaient cette puissance à même de disposer de forces assez considérables pour couvrir la capitale, et se mettre à l'abri d'une invasion, qui n'était pas d'ailleurs en proportion avec les moyens de résistance. Ainsi donc, on doit plutôt savoir gré à ce général, qu'on ne peut accuser de manquer d'audace ni de résolution, de s'être arrêté dans cette circonstance : à d'autres époques de sa vie militaire, il s'affranchira de ces reproches de modération adressés maintenant si hors de propos.

Bonaparte crut devoir se borner, par les motifs que nous venons de déduire, aux soins de presser le siége de Mantoue, et d'empêcher les restes de l'armée d'Alvinzi de se réunir. En effet, la retraite des colonnes ennemies échappées aux désastres de la journée de Rivoli, s'était faite excentriquement d'un côté sur la Brenta, et de l'autre sur Roveredo. Le général autrichien avait fait depuis ses efforts pour régulariser ce mouvement précipité. Huit mille hommes et quelques milices tyroliennes réunis sous les ordres du général Laudon,

devaient rester à Caliano, afin de disputer aussi long-temps que possible l'entrée de la vallée de l'Adige. Posté à Bassano avec la brigade Mitrowski et les débris de celle de Koblos, Bayalitsch avait ordre de défendre ce point, afin de donner le temps aux troupes sur l'Adige de se rallier vers Trente, et d'aller prendre la ligne de la Piave, pour s'opposer aux progrès ultérieurs de l'armée française.

1797 — an V. Italie.

Le général de l'armée d'Italie avait, de son côté, pris les dispositions suivantes : la division Joubert, formant l'aile gauche de l'armée, eut ordre de s'avancer par les gorges du Tyrol à la suite du général Laudon; celle du général Masséna se dirigea sur Vicence, tandis qu'Augereau se porta à droite sur Padoue. Cette dernière division passa la Brenta quand le mouvement de Bayalitsch sur Bassano fut connu, et, se rabattant ensuite sur Cittadella, elle en chassa les avant-postes autrichiens.

Le même jour, 24 janvier, Masséna s'était porté de son côté sur Bassano, que l'ennemi faisait mine de défendre; mais déjà la division Augereau marchait pour tourner la gauche de la position. Il y eut un engagement avec l'avant-garde de cette dernière division et les postes autrichiens, au moment même où les éclaireurs de Masséna attaquaient les retranchemens élevés en avant du chemin et du pont de Bassano. La nuit ne permit pas aux Français de pousser plus loin; et l'ennemi profita de l'obscurité pour évacuer la ville et se retirer par les deux rives de la Brenta, par Carpenedolo et Crispo. Le 26, au matin, Masséna dirigea le général Menard, avec la vingt-cinquième demi-brigade, sur Carpenedolo par Vastagno, en longeant la rive droite, à l'effet de s'emparer du pont, pendant qu'un bataillon, marchant par la rive gauche, attaquerait le village. Les Autrichiens, attaqués ainsi simultanément par les deux rives, n'opposèrent qu'une résistance médiocre; ils laissèrent environ deux cents morts sur le pont, qu'ils

1797—an v. Italie. avaient d'abord tenté de défendre contre le général Menard, et perdirent sept à huit cents prisonniers et deux pièces de canon. Une pluie abondante empêcha les Français de pousser plus loin leurs succès.

Joubert ne fut pas moins heureux à la gauche. Quoique la mauvaise saison eût augmenté la difficulté des communications, la division française n'en avait pas moins marché pour pousser les Autrichiens au-delà du Lavis, et se lier, par les gorges de la Brenta, à la division du centre (celle de Masséna) : ce qui mettait l'armée en mesure de couvrir le siége de Mantoue. Joubert marcha trois jours sans rencontrer l'ennemi. Enfin, le 27 janvier, l'arrière-garde de Laudon parut vouloir disputer le petit village d'Avio. Le général français fit avancer quelques compagnies de grenadiers, qui, chargeant les Autrichiens à la baïonnette, s'emparèrent du village et firent trois cents prisonniers. Le général Laudon appuya sa droite au lac de Garda et sa gauche à l'Adige, en se retirant sur Mori et Torbole. Le lendemain 28, le mauvais temps n'empêcha point le général Murat de s'embarquer sur le lac avec deux cents hommes, pour venir descendre près de Torbole; et la brigade Vial (quatrième et dix-septième légère), après une marche des plus fatigantes dans les montagnes qui longent le lac, tourna l'ennemi et le força à s'éloigner, avec perte de quatre cents prisonniers. Joubert entra dans Rovcredo à la suite de ce dernier engagement. Laudon connaissant toute l'importance du défilé de Caliano, l'avait fait occuper fortement; mais les Français, de leur côté, n'avaient point oublié la glorieuse attaque de ce passage quand ils pénétrèrent pour la première fois dans le Tyrol : ce souvenir encore récent redoubla leur ardeur. Joubert envoya le général Belliard pour gagner la gauche de l'ennemi, tandis que le général Vial, continuant à marcher sur la rive droite de l'Adige, poussait toujours les Autrichiens devant lui et

ramassait tous les traîneurs. L'ennemi ayant voulu essayer de résister, fut culbuté avec perte de deux cents hommes tués et de trois cents prisonniers. Les Français entrèrent dans la ville de Trente, où ils trouvèrent trois mille blessés ou malades dans les hôpitaux, que les Autrichiens n'avaient pas eu le temps d'évacuer, et qu'ils ne purent que recommander à l'humanité des vainqueurs.

1797—an v. Italie.

Pour assurer la possession des gorges de la Brenta, il fallait chasser l'ennemi de la ligne du Lavis et s'emparer de Segonzano. Joubert, après avoir accordé quelques momens de repos à sa division, la remit en mouvement le 2 février. Le village fut attaqué par la brigade Vial, renforcée de la vingt-neuvième demi-brigade légère, par les hauteurs de droite; et la quatorzième de ligne soutint cette attaque. Le général Vial culbuta l'ennemi, qui s'enfuit précipitamment vers San-Michele, en laissant huit cents des siens au pouvoir des Français. Deux officiers se distinguèrent particulièrement dans cette action, l'aide-de-camp Lambert et le capitaine-adjoint Cornillon; le premier, suivi seulement de quelques carabiniers d'infanterie légère, fit mettre bas les armes à cent soldats hongrois qui avaient un major à leur tête.

Sur ces entrefaites, Masséna avait dirigé une brigade sur le château de la Scala et les hauteurs de Primolano, qu'occupaient encore les troupes de Bayalitsch. Celles-ci n'attendirent point l'attaque et se retirèrent au-delà de la rivière de Prado, en abandonnant même une partie de leurs bagages. Dès-lors la communication des deux divisions Masséna et Joubert fut assurée.

A la droite, l'avant-garde d'Augereau avait occupé Trévise, à la suite d'un faible engagement avec la cavalerie ennemie.

L'armée resta dans ces positions, et se trouvait ainsi à même de s'opposer à toute nouvelle tentative de l'ennemi,

1797 — an v. Italie. et d'attendre l'arrivée des renforts que le directoire venait enfin de se décider à envoyer en Italie.

Un dernier triomphe allait, dans cette campagne immortelle, combler la gloire de l'invincible armée. Depuis six mois renfermé dans Mantoue, et privé désormais de toute espérance de secours, Wurmser sentit enfin que le moment de succomber était arrivé. La moitié de la garnison encombrait les hôpitaux et les édifices publics de Mantoue; tous les chevaux de sa cavalerie nombreuse avaient été mangés (on en porte le nombre à près de cinq mille). Les alimens les plus vils allaient être épuisés, le sort des habitans n'était pas moins déplorable. La fièvre pestilentielle qui moissonnait les soldats exerçait aussi ses terribles ravages sur cette population que tourmentait la famine. Le général autrichien, après avoir fait tout ce qu'il était humainement possible de faire pour prolonger son honorable résistance, se détermina à capituler. Les clauses de la capitulation, qui fut signée le 22 février, firent connaître l'estime que les vainqueurs avaient pour le vieux et respectable guerrier dont la fortune trahissait ainsi le dernier espoir. Le maréchal eut la libre sortie de Mantoue avec son état-major, deux cents hommes de cavalerie, cinq cents personnes à son choix, et six pièces de canon; mais la garnison déposa les armes, fut faite prisonnière, et conduite à Trieste pour y être échangée : elle comptait encore de douze à treize mille hommes.

Bonaparte, dans son rapport au directoire, se plut à rendre une justice éclatante à l'adversaire qu'il avait vaincu avec tant de bonheur et de gloire. Après avoir démontré la constance et le courage de Wurmser depuis la bataille de Bassano qui l'obligea à se jeter sur Mantoue, le général français dit : « Ce grand nombre d'hommes qui s'attachent toujours à calomnier le malheur ne manqueront pas de chercher à persécuter Wurmser; mais la postérité le vengera. »

Les Français entrèrent dans Mantoue le 3 février, et y

retrouvèrent l'équipage de siége qu'ils avaient abandonné avant la bataille de Castiglione, et, indépendamment de l'artillerie des remparts, prirent possession de toutes les pièces de campagne du corps d'armée de Wurmser. Ces bouches à feu réunies formaient un total de plus de cinq cents. On recueillit en outre un équipage de vingt-cinq pontons, et soixante drapeaux ou étendards, que le général Augereau, partant pour Paris, fut chargé de présenter au directoire républicain au nom de l'armée. 1797—an V. Italie.

La nouvelle de la prise du dernier boulevard de l'Italie, d'une forteresse qui passait pour imprenable, et que les ennemis de Bonaparte regardaient comme devant être l'écueil où la renommée de l'illustre vainqueur allait se briser, répandit à Paris et dans la France une allégresse et un enthousiasme d'autant plus grands, qu'elle servait de compensation aux revers éprouvés sur le Rhin par les redditions de Kehl et de la tête de pont d'Huningue. Elle fut publiée dans la capitale au bruit du tambour, et avec une solennité remarquable. Des détachemens nombreux de troupes accompagnèrent l'officier public dont la voix proclama la gloire des armes françaises, au milieu d'un peuple immense qui semblait la partager.

Tandis que le gros de l'armée française manœuvrait encore sur l'Adige et sur la Brenta, Bonaparte s'était occupé des préparatifs de l'expédition contre le pape, expédition retardée par les motifs que nous avons donnés plus haut. Après le combat de la Favorite, le général Victor, élevé au grade de divisionnaire, avait marché sur Bologne avec un corps de troupes, que suivit bientôt une réserve de grenadiers commandés par le général Lannes. Bonaparte se rendit lui-même à Bologne, lorsque Mantoue eut capitulé, pour accélérer et doubler en quelque sorte, par sa présence, les effets d'une entreprise dont le succès ne pouvait pas être douteux.

1797—an v. Italie.

Nous avons déjà exposé la conduite du souverain pontife à l'époque de la bataille d'Arcole. Un courrier arrêté par les Français, quelque temps avant la bataille de Rivoli, avait fait connaître pleinement au général de l'armée d'Italie les desseins de la cour de Rome. Ce courrier était porteur d'une lettre du secrétaire-d'état cardinal Busca au prélat Albani, nonce du pape à Vienne, qui contenait tout le plan de l'alliance projetée entre Pie VI et l'empereur d'Allememagne. Le général Colli, passé du service du Piémont à celui de l'Autriche, était désigné pour commander les troupes papales, considérablement augmentées par des levées extraordinaires.

Bonaparte, qui peut-être n'attendait que ce prétexte plausible pour commencer les hostilités, rappela l'envoyé de France à Rome, fit entrer les troupes de Victor dans Imola, et publia le 3 février, à Bologne, un manifeste, dans lequel il déclara : que l'armistice conclu, le 20 juin, entre la république française et le pape, était rompu. Les griefs qui motivaient cette rupture étaient exposés dans les cinq articles suivans : 1°. le pape a refusé formellement d'exécuter les art. 8 et 9 de l'armistice du 20 juin; 2°. la cour de Rome n'a cessé d'armer et d'exciter les peuples à la croisade; ses troupes se sont même approchées de Bologne et ont menacé d'envahir cette ville; 3°. la cour de Rome a entamé des négociations hostiles contre la France avec la cour de Vienne, comme le prouvent les lettres du cardinal Busca, et la mission du prélat Albani à Vienne; 4°. le pape a confié le commandement de ses troupes à des généraux et officiers autrichiens envoyés par la cour de Vienne; 5°. le pape a refusé de répondre aux avances officielles faites par le ministre Cacault pour l'ouverture d'une négociation de paix.

A l'appui de ce manifeste, le général en chef publia une proclamation, dans le but de rassurer le bas clergé et le peuple des États romains sur les intentions de l'armée française :

« Cette armée, disait Bonaparte, va pénétrer sur le territoire du pape : elle sera fidèle aux maximes qu'elle professe; elle protégera la religion et le peuple..... Malheur à ceux qui attireraient la vengeance d'une armée qui a, dans six mois, fait cent mille prisonniers des meilleures troupes de l'empereur, pris quatre cents pièces de canon et détruit cinq armées. » La proclamation renfermait en outre la menace des châtimens qui seraient exercés sur les villages où le tocsin aurait sonné, sur ceux dans le territoire desquels un Français serait assassiné; la promesse aux prêtres, moines ou tous autres ministres de la religion, d'être protégés et maintenus dans leur état actuel, s'ils se conduisaient selon les principes de l'Évangile; et, dans le cas contraire, l'assurance d'être traités plus sévèrement encore que les autres citoyens. 1797 — an V. Italie.

Ces actes du général français produisirent une grande impression sur l'esprit des sujets romains : les grands et le peuple furent frappés d'une égale terreur. Tous ceux qui étaient étrangers au machiavélisme de la politique papale, ou qui n'étaient point abusés par le fanatisme, voyaient avec douleur leur souverain déposer son caractère évangélique pour adopter des projets de guerre opposés à ses intérêts comme prince temporel, et à ses devoirs comme chef d'une religion dont le divin auteur a dit : *Mon royaume n'est pas de ce monde*. Le peuple romain, depuis si long-temps façonné au joug religieux, qui impose, à la vérité, une soumission aveugle, mais qui détruit l'énergie belliqueuse, désapprouvait les lenteurs que Pie VI avait apportées à la conclusion d'une paix dont la proposition avait été faite avec tant d'empressement dans le moment du danger. Différens pamphlets circulèrent dans la capitale du monde chrétien, et tous tendaient à ridiculiser les efforts faits par le successeur de S. Pierre, le serviteur des serviteurs de Dieu, pour obtenir une influence militaire au défaut de l'influence religieuse. Ces efforts

1797 — an v. Italie.

étaient devenus encore plus impuissans depuis les dernières défaites d'Alvinzi, puisque le pape était réduit à ses propres forces, et privé de la confiance de ses sujets [1].

Cependant, par suite des dispositions hostiles de la cour de Rome, trois ou quatre mille hommes des troupes papales étaient venues prendre position sur le Senio et s'y étaient retranchés; mais le beau temps avait rendu cette rivière guéable, et lorsque la division du général Victor, partie d'Imola, s'avança pour franchir cet obstacle, le général Lannes, qui commandait l'avant-garde, fit passer une partie de ses troupes pour tourner l'ennemi, tandis que lui-même l'attaqua de front sur le pont qui se trouvait en cet endroit, et que les grenadiers de la légion lombarde marchaient sur les batteries. Le choc ne fut pas long. Le chef de brigade Lahoz, commandant les Lombards, qui voyaient le feu pour la première fois, enleva les batteries et culbuta tous ceux qui voulurent lui résister. Quatorze pièces de canon, conquises par les Italiens, attestèrent que ces nouveaux républicains se montreraient dignes de leurs compagnons d'armes. Les officiers de S. S. avaient, toutefois, employé les moyens les plus propres à exciter la valeur de leurs troupes. Au moment de l'action, plusieurs prêtres, revêtus de leurs habits sacerdotaux, exhortaient les soldats à combattre généreusement pour leurs autels et pour leurs foyers : toutes ces prédications furent inutiles; les Romains gagnèrent Faenza dans le plus grand désordre, et Lannes, sans perdre de temps, fit marcher à leur poursuite. Les portes de Faenza furent fermées par les fuyards, qui parurent disposés à se défendre dans cette ville; mais quelques

[1] On afficha sur la statue de Pasquin le distique suivant, composé autrefois pour le pape Alexandre VI, et qui semblait convenir fort bien à son successeur actuel :

Sextus Tarquinius, Sextus Nero, Sextus et iste;
Semper sub Sextis perdita Roma fuit.

coups de canon suffirent pour en livrer l'entrée aux troupes françaises et italiennes; elles s'y précipitèrent au pas de charge. L'aide-de-camp de Bonaparte, Junot, à la tête d'un escadron du septième de hussards, courut pendant deux heures après la cavalerie ennemie, qui n'avait point attendu les Français dans la ville, et ne put l'atteindre. Le pape perdit dans cette journée, indépendamment des quatorze canons enlevés par les grenadiers lombards, quatre ou cinq cents hommes tués, mille prisonniers, dont vingt-six officiers, huit drapeaux et des caissons de munition : on trouva sur le champ de bataille plusieurs des prêtres ou moines dont nous avons parlé plus haut, et qui reçurent ainsi la palme du martyre pour prix de leur dévouement à la cause du souverain pontife.

1797—an V. Italie.

Bonaparte, politique aussi adroit que vainqueur généreux, sauva la ville de Faenza du pillage, se fit amener les officiers faits prisonniers, et les renvoya dans leurs foyers, en les engageant à ne plus voir dans les Français que des protecteurs. Il manda également les prêtres et les moines, les exhorta à calmer leurs concitoyens, et chargea plusieurs d'entre eux d'aller à Ravenne et à Cesena préparer les habitans à recevoir amicalement la division qui allait marcher sur ces deux villes. Le général Victor, continuant sa marche, parvint jusqu'à Ancône sans rencontrer d'obstacles. Il parut devant cette ville le 9 février. Un corps de douze ou quinze cents hommes des troupes ecclésiastiques s'était posté sur les hauteurs qui couvrent la place, dans l'espoir de s'y maintenir. Victor forma trois colonnes de ses troupes; et, favorisé par quelques accidens du terrain, il réussit à envelopper l'ennemi et à lui faire mettre bas les armes sans presque brûler une amorce. Ancône ouvrit ses portes, et les Français trouvèrent dans la citadelle cent-vingt bouches à feu, un arsenal bien approvisionné, et quatre ou cinq mille fusils que l'empereur venait tout récem-

1797 — an v. Italie.

ment d'envoyer à S. S. Les officiers furent, comme à Faenza, renvoyés sur parole.

Pendant que la division Victor pénétrait ainsi dans les États ecclésiastiques par la Romagne, une colonne mobile, réunie à Tortone, s'était dirigée par Sienne sur Foligno pour se réunir à ces dernières troupes. Le général Victor marcha alors sur Macerata, petite ville à huit lieues d'Ancône et à quarante de Rome. Il fut précédé par le chef de brigade Marmont, aide-de-camp de Bonaparte, qui partit, dans la nuit du 9 au 10 février, pour se rendre à Lorette, avant que l'ennemi en retirât le trésor, assez considérable, que la piété des catholiques fidèles y avait amassé depuis un grand nombre d'années; mais, quelque diligence que mît l'aide-de-camp Marmont dans son mouvement, le général de l'armée du saint-siége, Colli, avait prévenu l'intention des Français, et avait fait enlever la plus grande partie du trésor. Toutefois, Marmont trouva encore dans cette célèbre église la valeur d'à peu près un million, indépendamment des reliques qui avaient été la source des richesses de cet établissement [1].

Victor arriva le 14 à Macerata, et remonta ensuite la vallée de Chienti par Tolentino et Camerino, afin de traverser la chaîne des Apennins et de gagner Foligno. Au 18 janvier, les Français étaient maîtres de la Romagne, du duché d'Urbin, de la Marche d'Ancône, de l'Ombrie, et des districts

[1] La commission des arts, envoyée en Italie par le directoire français, fit enlever la fameuse madone, espèce de statue grossière représentant la Vierge, mère du sauveur des hommes, et que la tradition prétendait avoir été apportée du ciel par des anges, ainsi que la cabane ou chapelle qui la renfermait. Cette statue, transportée à Paris, y fut conservée jusqu'en 1802, époque à laquelle Bonaparte, ayant conclu un concordat avec le pape Pie VII, la fit remettre à ce pontife pour être replacée en grande pompe dans la chapelle de Lorette, où elle continue d'être l'objet du culte et de la vénération des Italiens et des zélés catholiques des autres nations.

de Perugia et de Camerino. Bonaparte, qui avait suivi ses troupes à Macerata, crut devoir alors écrire au cardinal Mattei, connu par son caractère doux et conciliateur, une lettre dont nous croyons devoir extraire le passage suivant : « Il reste encore à S. S. un dernier espoir de sauver ses États, en prenant plus de confiance dans la générosité de la république française, et en se livrant promptement et tout entier à des négociations pacifiques. Je sais que S. S. a été trompée; je veux bien prouver encore à l'Europe la modération du directoire français, en accordant au pape cinq jours pour envoyer un agent muni de pleins-pouvoirs, qui se rendra à Foligno, où je me trouverai, et où je désire pouvoir contribuer, en mon particulier, à donner une preuve éclatante de la considération que j'ai pour le saint-siége. » On voit, par ce passage, la confirmation de ce que nous avons déjà avancé dans le sixième volume, que Bonaparte était loin de partager l'animosité que quelques membres du gouvernement français affectaient pour tout ce qui tenait à la religion catholique et à ses ministres. Nous ajouterons encore que, avant cette époque, le général en chef avait, dans une proclamation, autorisé les prêtres français réfugiés en Italie à rester dans les différens asiles qu'ils avaient choisis, leur promettant aide et protection, et défendant aux autorités civiles et militaires de troubler leur tranquillité.

1797—an v. Italie.

Cependant Rome était en proie aux anxiétés de la terreur. Tous ceux qui s'étaient déclarés ouvertement contre les Français redoutaient à ce moment l'approche du vainqueur. Une foule d'habitans, et surtout de prêtres et de moines, se hâtaient d'éviter une vengeance qu'ils croyaient méritée, en prenant la route de Naples, et ces émigrations augmentaient encore la confusion générale. Le pape sentit alors qu'il ne lui restait plus d'autre parti à prendre que de subir la loi des républicains, et il écrivit à Bonaparte : « qu'il s'en rapportait

1797—an v. Italie

à la générosité française, promettant de souscrire d'avance à toutes conditions justes et raisonnables, et s'obligeant, *sous sa foi et parole*, de les approuver et ratifier en forme spéciale, *afin qu'elles fussent valides et inviolables en tout temps*. Il annonçait en même temps au général français l'envoi de son neveu, le duc Ludovico Braschi, du cardinal Mattei, du marquis Camillo Massimi, et du prélat Galeppi, comme plénipotentiaires chargés de conclure le traité. » Pie VI terminait ainsi sa missive : « Assuré des sentimens de bienveillance que vous avez manifestés, nous nous sommes abstenu de tout déplacement de Rome, et par là, notre très-cher fils, vous serez persuadé de notre grande confiance en vous. Nous finissons en vous assurant de notre plus grande estime, et en vous donnant la paternelle bénédiction apostolique. »

Les choses en étaient au point qu'il s'agissait plutôt de souscrire une capitulation que de conclure un traité. La paix fut donc promptement signée entre le souverain pontife et la république française, le 19 février, à Tolentino, quartier-général de Bonaparte. Le pape s'obligea à renoncer à toute alliance avec les puissances en guerre avec la France; à leur fermer ses ports; à ne leur fournir aucun secours en vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivres et argent; à licencier, cinq jours après la ratification du traité, les troupes de nouvelle formation, consentant à ne garder que les régimens existant avant le traité d'armistice signé à Bologne.

Par ce même traité, le saint-père cédait à la France Avignon et le comtat Venaissin [1]; renonçait aux légations de Ferrare et de Bologne, ainsi qu'à la Romagne, et consentait

[1] Art. VI :

« Le pape renonce purement et simplement à tous les droits qu'il pourrait prétendre avoir sur les ville et territoire d'Avignon, le comtat Venaissin, et ses dépendances; transporte, cède, et abandonne lesdits droits à la république française.

à l'occupation de la ville, citadelle et du territoire d'Ancône, jusqu'à la paix générale. Il s'obligeait en outre à verser de suite, dans la caisse de l'armée d'Italie, la somme de trente millions, au lieu de seize qui restaient dus sur la contribution arrêtée dans l'armistice de Bologne; à faire remettre les objets d'art et les manuscrits mentionnés dans le même armistice; à désavouer solennellement le meurtre de l'envoyé Basseville, et à payer trois cent mille francs, à titre de dédommagement, pour ceux qui avaient pu souffrir de ce dernier attentat; enfin, Bonaparte avait stipulé que l'École des arts instituée à Rome pour les Français, y serait rétablie, continuerait d'être dirigée comme avant la guerre, et que le palais où cette École était placée serait rendu, sans dégradation, à la république, dont il était la propriété. 1797—an V. Italie.

C'est par le traité de Tolentino que se termina la mémorable campagne de 1796 en Italie, campagne où l'Europe étonnée vit se renouveler les prodiges des temps anciens, où quelques milliers de soldats invincibles dispersèrent successivement les trois armées que la puissante Autriche fit marcher contre eux, où le génie d'un homme extraordinaire se développa de la manière la plus brillante, et jeta les premiers fondemens d'un édifice colossal qui, malheureusement, ne servit point à garantir l'indépendance des nations française et italienne.

CHAPITRE XXII.

FIN DE L'ANNÉE 1797.

Le prince Charles commande l'armée autrichienne en Italie. Ouverture de la campagne de 1797 ; combats sur le Tagliamento, à Gradisca, à Tarvis, etc. — Opérations du général Joubert dans le Tyrol ; combats de Cembra, de Neumarck et de Clausen. Combats de Dirnstein, de Hundsmarck, etc. Préliminaires de paix signés à Leoben. — Ouverture de la campagne sur le Rhin par l'armée de Moreau ; passage de ce fleuve à Diersheim. Combats jusqu'à la notification des préliminaires de Léoben. — L'armée de Sambre-et-Meuse entre en campagne. Passage du Rhin à Neuwied ; combats de Neuwied, de Dierdorff, d'Uckerad, de Wetzlar, etc. Cessation des hostilités. — Insurrection des États de Venise, etc. — Traité de Campo-Formio. — Révolution du 18 fructidor, etc. — Mort du général Hoche. Réception de Bonaparte au directoire, etc.

1797—an v. 23 mars. (3 germinal.) Italie.

Le prince Charles commande l'armée autrichienne en Italie ; ouverture de la campagne de 1797 ; combats sur le Tagliamento, à Gradisca, à Tarvis, etc. [1]. — Si les derniers revers éprouvés par l'Autriche en Italie avaient relevé les espérances du directoire républicain, d'un autre côté, les succès du prince Charles inspiraient trop de confiance au cabinet de Vienne pour que l'empereur crût devoir céder à des considérations pusillanimes, en traitant avec un gouvernement dont les prétentions lui paraissaient aussi exagérées qu'injustes. Le général Clarke échoua dans la mission dont il était chargé, et les Anglais réussirent à persuader l'Autriche qu'il était de son intérêt comme de l'honneur de ses

[1] Journaux du temps, — Relation diverses des campagnes de Bonaparte en Italie, — Siéges et batailles, — Jubé et Servan, — Desjardins, — Jomini, — Lacretelle, — Histoire de France, — de Pommereuil, — Histoires, relations et campagnes de l'armée d'Italie, — Mémoires et Notes manuscrites, etc.

armes, de continuer une guerre entreprise pour le maintien des droits des souverains et pour le salut de l'Europe. 1797—an v. Italie.

Ainsi, tandis que Bonaparte imposait au pape le traité de Tolentino, les Autrichiens réunissaient dans les montagnes du Tyrol des forces capables de tenter une nouvelle aggression en Italie. Après les siéges de Kehl et de la tête de pont d'Huningue, l'élite des troupes d'Allemagne avait été dirigée vers l'Italie, et l'archiduc Charles fut désigné pour commander la nouvelle armée. Ce prince venait de donner les preuves d'un talent distingué, et sa présence, en relevant le courage des troupes ennemies sur ce théâtre des exploits de Bonaparte, offrait en même temps à ce dernier un adversaire digne de lui.

Le général français avait apprécié le mérite de l'archiduc par sa conduite dans la campagne d'Allemagne, quand il eut marché sur l'armée de Sambre-et-Meuse. Les mouvemens stratégiques de l'armée autrichienne dans cette dernière circonstance, firent sentir au vainqueur de Wurmser et d'Alvinzi qu'il ne fallait pas perdre un moment pour prévenir les desseins du prince. Rassuré du côté de Rome par le traité de Tolentino, il ne lui restait plus qu'à régler les affaires des républiques cispadane et transpadane, à renforcer son armée avec des troupes organisées dans ces nouveaux États, et à se rendre ensuite dans celui de Venise, pour y préparer l'ouverture de la campagne.

Le contact des nouvelles républiques avec le territoire, dit de *terre ferme*, de Venise, devait nécessairement inspirer au gouvernement olygarchique de ce dernier État la crainte de voir se propager avec plus de force et de rapidité que jamais les principes révolutionnaires qui devaient amener sa subversion. Cette considération avait peut-être contribué, plus que toute autre, à la partialité manifestée en faveur des Autrichiens. D'un autre côté, Bonaparte avait besoin de mettre le pays qu'il venait de rendre à l'indépendance, en

1797 — an v. Italie.

mesure d'offrir un secours puissant et efficace à la république française contre la monarchie autrichienne; et ce moyen lui était offert par l'incorporation de la terre ferme vénitienne à la république cispadane. L'occupation des villes et places de Brescia, Bergame, Salo, Peschiera, Verone et Legnago, par l'armée française, était déjà un grand pas de fait pour l'accomplissement des desseins du général français; mais il convenait à ce dernier d'employer de préférence les détours de la politique pour arriver à son but. Il se borna donc, avant l'ouverture de la campagne, à exciter sourdement les sujets vénitiens à l'insurrection, sous le prétexte des griefs qu'ils avaient à exercer contre leur gouvernement. Des sociétés dites *patriotiques*, dans lesquelles on voyait figurer des Français, se formèrent dans quelques-unes des villes de terre ferme, et notamment à Brescia et Bergame : elles avaient pour objet de préparer les esprits à la révolution que l'on méditait. L'adjudant-général Landrieux était l'artisan de ces machinations secrètes, et dirigeait ces sociétés. Bonaparte ayant reconnu dans cet officier les moyens propres à jouer un rôle peu convenable peut-être à la franchise et à la loyauté guerrière, espérait que les intrigues de cet agent paralyseraient les mauvaises dispositions du sénat vénitien envers la république française, pendant qu'il irait lui-même combattre l'armee autrichienne commandée par le prince Charles.

La suspension des hostilités sur le Rhin avait permis au directoire de faire enfin passer à l'armée d'Italie les secours que Bonaparte attendait depuis si long-temps. Deux divisions, tirées des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, présentant ensemble un effectif de dix-huit mille hommes, étaient en marche pour l'Italie. L'archiduc, dans ses Mémoires, prétend que ce corps d'armée traversa les Alpes, dans le fort de l'hiver, à l'insu des Autrichiens. La marche de l'armée de réserve sur la vallée d'Aoste, en 1800, et dont

les Autrichiens n'eurent également aucune connaissance, rendrait croyable l'assertion du prince, si d'ailleurs la véracité de ce guerrier loyal pouvait être suspectée. Des troupes tirées de la Hollande et de l'intérieur de la France remplacèrent sur le Rhin les divisions parties pour l'Italie. 1797 — an V. Italie.

On avait de justes raisons de croire que la campagne de 1797 s'ouvrirait simultanément sur les deux points dont nous venons de parler. Cependant un intervalle assez long sépara les opérations de l'armée d'Italie et celles des armées sur le Rhin. Nous n'entrerons dans aucun détail sur les causes de cet intervalle extraordinaire : elles n'ont jamais été bien connues, et tout ce que nous pourrions dire ne s'appuyant que sur des conjectures que la suite de notre récit infirmerait peut-être, les faits parleront mieux que nos raisonnemens.

Le prince Charles prit le commandement de l'armée autrichienne d'Italie dans le courant de février, avant que tous les renforts tirés des bords du Rhin et de l'intérieur des États héréditaires, fussent arrivés à leur destination.

Telle était, à la fin de février, la position de l'armée ennemie :

Le gros des troupes était sur le Tagliamento; l'aile droite, sous les ordres des généraux Kerpen et Laudon, était placée derrière le Lavis et la Nos, pour défendre l'entrée du Tyrol. La brigade du prince Lusignan couvrait l'intervalle existant entre ces deux masses principales, par une position derrière le Cordevole, dans les environs de Feltre. L'avant-garde du corps principal, commandée par le prince Hohenzollern, était sur la Piave : elle avait ordre de ne rien engager et de se replier sur le Tagliamento, si elle était attaquée en force supérieure.

Vers la même époque (fin de fevrier), Bonaparte avait réuni quatre divisions de son armée dans la Marche-Trévisane, Masséna à Bassano; le général Guyeux (qui remplaçait provisoirement le général Augereau, envoyé à Paris), occu-

1797—an v. Italie. pait Trévise; le général Serrurier, Castel-Franco; la division Bernadotte, qui commençait à arriver, devait être placée à Padoue. Le corps d'armée destiné à agir dans le Frioul était fort d'à peu près trente-sept mille hommes, non compris une réserve de cavalerie que commandait le général Dugua.

Le général Joubert, avec sa division et celles des généraux Delmas et Baraguey-d'Hilliers, fut chargé des opérations contre les généraux Kerpen et Laudon, dans le Tyrol: ce corps, formant l'aile gauche de l'armée, était de vingt-un mille hommes, dont cinq mille environ restèrent dans le Véronais et le Mantouan.

La division Victor, forte de sept mille cinq cents hommes, resta dans la Marche-d'Ancône, et le général Kilmaine, avec à peu près six mille hommes, dut garder la Lombardie et les frontières de Gênes et du Piémont.

Les forces de l'archiduc auraient été à peu près égales à celles de Bonaparte, si les renforts tirés de l'armée impériale du Rhin eussent rejoint celle d'Italie; mais ils ne devaient arriver que vers le mois d'avril. Les troupes françaises, déjà rassemblées, étaient donc supérieures par leur nombre et leur composition. Toutefois, ces avantages étaient en quelque sorte compensés par ceux que le Tyrol et les dispositions de la république de Venise offraient au prince pour soutenir une guerre défensive. En effet, Bonaparte avait de grands obstacles à surmonter pour l'exécution de ses desseins. Il lui fallait franchir les longs défilés des Alpes Noriques et Juliennes, en laissant sur sa gauche le Tyrol, dont les habitans, alors levés en masse, menaçaient de couper ses communications; et, sur sa droite, il avait à redouter les entreprises hostiles des Vénitiens. Déjà dix mille Esclavons rassemblés à Venise, sous le prétexte de couvrir cette capitale, n'attendaient que le signal pour se lier, par Vérone, aux corps autrichiens du Tyrol.

Quelques combats peu importans avaient eu lieu, avant

cette époque, sur le Lavis et sur la Piave, entre les avant-postes français et les débris de l'armée autrichienne, qui se reformait dans le Tyrol et le Frioul. Le 22 février, les troupes de la division Augereau avaient culbuté l'ennemi en avant de Lavadina, et le général Walther l'avait poursuivi jusque sur la Piave. L'adjudant-général Duphot et le chef de brigade du vingt-troisième de chasseurs à cheval, Barthélemy, avaient été blessés dans cette affaire. Le 23, le général Murat avait fait quelques centaines de prisonniers sur les chasseurs tyroliens dans la position retranchée de Fai; et, d'un autre côté, le général Belliard, obligé de quitter Bedole, où l'ennemi l'avait attaqué en force supérieure, reprit sa revanche et fit éprouver une perte assez considérable aux Autrichiens en morts et prisonniers; dans ce même temps, l'adjudant-général Kellermann passait la Piave et culbutait un régiment de hussards ennemis. Le 2 mars, le général Belliard avait attaqué quelques troupes en position à Monte di Sover, leur avait pris un drapeau et un convoi de bœufs.

1797 — an V. Italie.

Le 10 mars, la division Masséna marcha sur Feltre. L'ennemi, à son approche, évacua la ligne du Cordevole et se porta sur Belluno, tandis que le général Serrurier venait occuper Asolo. Ce mouvement de la gauche du corps d'armée, destiné à agir dans le Frioul, avait pour but de gagner les montagnes, afin de tourner le flanc droit de la ligne autrichienne lorsque les autres divisions l'attaqueraient de front. Le 12 mars, à la pointe du jour, la division Serrurier passa la Piave vis-à-vis le village de Vidor. La rapidité et la profondeur du courant n'arrêtèrent point les Français. Le chef d'escadron Lasalle, à la tête d'un détachement de cavalerie, et l'adjudant-général Leclerc, suivi de la vingt-unième légère, culbutèrent l'avant-garde ennemie, qui voulut s'opposer à leur passage, et se portèrent rapidement à San-Salvador : les Autrichiens évacuèrent leur camp de la Capauna. Le même jour, à deux heures

1797 — an v. Italie.

après midi, le général Guyeux passa également la Piave à Ospedaletto, et arriva le soir à Cornegliano[1].

Le 13 mars, la division Guyeux (celle d'Augereau) arriva à Sacile et atteignit l'arrière-garde ennemie, l'attaqua malgré l'obscurité de la nuit, et lui fit trois cents prisonniers. Le général Dugua, commandant la cavalerie, fut blessé dans cet engagement, où les Autrichiens donnèrent un exemple de perfidie bien peu digne de la loyauté guerrière. Un corps de hulans, pressé vigoureusement, demandait à se rendre : le chef d'escadron Sciebeck s'avança pour leur faire mettre bas les armes; mais à peine fut-il à portée de pistolet, qu'il reçut un coup de feu qui le renversa roide mort Les cavaliers français, irrités par cet acte de trahison, chargèrent les hulans et les massacrèrent sans faire un seul prisonnier. Le général Hohenzollern, compromis par ce mouvement de la division Guyeux, se replia sur le Tagliamento, par Pordenone et Valvasone.

De son côté, le général Masséna avait quitté Belluno pour continuer sa marche dans les montagnes, après avoir remonté la Piave dans la direction de Cadore; il atteignit l'arrière-garde de Lusignan, qui faisait sa retraite de ce côté. Enveloppée par les troupes légères françaises, cette arrière-garde se forma en carré; mais, après plusieurs tentatives pour se faire jour, elle mit bas les armes au nombre de six cents hommes, parmi lesquels se trouvait le général Lusignan lui-même, un colonel et cent hussards. Bonaparte, mécontent de la conduite que le général autrichien avait tenue envers des

[1] Bonaparte signale, dans son rapport au directoire, le trait suivant du dévouement d'une femme. Il ne nous a point paru étranger au recueil consacré à la gloire du nom français. « Un soldat entraîné par le courant était sur le point de se noyer; une femme attachée à la cinquante-unième demi-brigade se jette à la nage, et parvient à sauver cet homme après avoir lutté long-temps contre le courant. Je lui ai fait présent, continue le général en chef, d'un collier d'or auquel sera suspendue une couronne civique avec le nom du soldat qu'elle a si courageusement sauvé. »

Français malades ou blessés à Brescia, lors de la bataille de Castiglione, ordonna qu'il serait conduit en France sans pouvoir être échangé. 1797—an V. Italie.

Le 14, le général Guyeux occupa Pordenone, et Masséna se rabattit sur Spilimbergo, dans l'intention de se jeter, en marchant par Gemona, sur la droite de l'armée autrichienne pour la forcer à entrer dans la plaine. Le général Serrurier campa ce même jour à Porto-Bufole, et arriva le lendemain à Belveder.

Nous avons dit que l'archiduc Charles avait réuni la plus grande partie de ses forces sur la rive gauche du Tagliamento. Il n'avait plus alors que quelques détachemens de cavalerie légère sur la rive droite de cette rivière. L'intention qui attendait impatiemment l'arrivée des renforts du Rhin, était moins de s'opposer au passage du Tagliamento que de profiter de quelques retranchemens élevés sur la rive gauche pour retarder la marche de l'armée française; il ne voulait point avoir d'engagement sérieux, avant d'être complétement en mesure.

Le 16 mars, Bonaparte fit faire par un de ses aides-de-camp, le chef de bataillon Croizier, une reconnaissance sur le Tagliamento; et cet officier ayant fait le rapport que l'ennemi paraissait vouloir défendre vigoureusement le passage de cette rivière, le général en chef s'avança par Valvasone avec les trois divisions Guyeux, Serrurier et Bernadotte. Les gelées avaient diminué les eaux du Tagliamento, qui se trouvait à peu près guéable partout. Cependant les troupes autrichiennes, occupant Torrida, Rivis, Gradisca, Pozzo, Goriziza et Codroipo, faisaient mine de disputer le passage : la cavalerie s'étendait sur deux lignes dans la plaine entre Codroipo et Camino. Bonaparte donna ordre à la division Guyeux de se porter sur la gauche, entre Torrida et Rivis, tandis que Bernadotte descendrait à droite en face de Codroipo : une bat-

1797 — an V. Italie.

terie de douze canons fut établie sur chacun de ces deux points, afin de protéger le mouvement de ces divisions; et le général Serrurier, débouchant de Valvasone, dut forcer de marche pour leur servir de réserve. La cavalerie fut se ranger en bataille derrière la division Bernadotte, arrivée aux points de passage qui lui étaient indiqués; les généraux Guyeux et Bernadotte firent ployer leurs divisions en colonnes serrées sur le centre. Chacune de ces divisions avait en tête une demi-brigade d'infanterie légère, soutenue de deux bataillons de grenadiers; deux escadrons furent placés derrière les intervalles de ces derniers. L'action commença par le feu des batteries, après quoi les soldats de l'infanterie légère s'avancèrent en tirailleurs et couvrirent bientôt le lit du Tagliamento.

L'adjudant-général Duphot, à la tête de la vingt-septième légère, se jeta dans la rivière, sous le feu de l'artillerie ennemie, et aborda sur la rive gauche, soutenu par les deux bataillons de grenadiers que commandait le général Bon : cette attaque était celle de la division Guyeux. A la droite, le général Murat fit le même mouvement avec la vingt-unième légère, et il fut également soutenu par les deux bataillons de grenadiers, conduits par le général Chabran : toute la ligne en mouvement présenta des masses qui se flanquaient entre elles. Au moment où l'infanterie française abordait la rive gauche, le prince Charles ordonna plusieurs charges de cavalerie; mais les voyant repoussées sur les deux points, il chercha alors à déborder la division Bernadotte par son flanc droit. Bonaparte, qui s'aperçut de ce mouvement, envoya le général Dugua et l'adjudant-général Kellermann pour s'y opposer. Ces deux officiers traversèrent la rivière à la tête de la réserve de cavalerie; et, soutenus par une colonne d'infanterie dirigée par l'adjudant-général Mireur, ils vinrent à la rencontre des escadrons ennemis, et les culbutèrent dans une charge

vigoureuse, où le général autrichien Schulz demeura prisonnier. 1797—an V. Italie.

Ce dernier événement accéléra la retraite du prince. Sur la gauche, quelques bataillons, après avoir évacué les villages de Torrida et de Rivis, se jetèrent dans celui de Gradisca, à l'effet d'opposer assez de résistance pour empêcher une poursuite trop vive. Le général Guyeux, malgré l'obscurité, n'hésita point à attaquer ce dernier village et en chassa les Autrichiens; il faillit même s'emparer du prince Charles, qui s'y trouvait pour encourager cette arrière-garde à combattre avec résolution. Les Français suivirent l'ennemi sur la route de Palmanova, à trois ou quatre milles du champ de bataille, sur lequel les trois divisions bivouaquèrent.

Cette affaire coûta aux Autrichiens un général, plusieurs officiers supérieurs, et environ cinq cents prisonniers, un grand nombre de tués et six pièces de canon. La perte des Français fut peu considérable. L'adjudant-général Kellermann fut blessé de plusieurs coups de sabre, reçus dans la belle charge qu'il exécuta conjointement avec le général Dugua.

Le plus grand avantage que retira Bonaparte de ce premier combat fut de signaler l'ouverture de la campagne en pénétrant dans la Carinthie, malgré l'âpreté de la saison. Le 17, les divisions Guyeux et Bernadotte s'emparèrent, sans coup férir, de Palmanova, où elles trouvèrent trente mille rations de pain et des magasins de farine. L'archiduc avait eu l'intention de s'établir dans cette place; mais, poursuivi si vivement par son adversaire victorieux, il était hors d'état de lui faire face et abandonna même les rives du Torre, sur lequel il vit arriver, le 18, les deux divisions qui venaient d'occuper Palmanova.

Cependant Masséna avait continué sa marche sur la gauche, et était venu s'établir à Osopo et Gemona, au débouché des

1797—an v. Italie. gorges du Tagliamento, dans lesquelles il avait poussé ses avant-postes. Ces manœuvres du général Masséna avaient pour but de gagner toujours la droite de l'archiduc, et de venir s'établir sur le point de réunion des grandes communications de son armée.

Le 19, le général Bernadotte se porta sur Gradisca après avoir passé le Torre. Le général Serrurier s'avança vis-à-vis San-Pietro, pour passer l'Isonzo au-dessus du pont de Casselliano, et remonter par la rive gauche en suivant les crêtes supérieures qui dominent la ville de Gradisca. L'archiduc avait pensé que l'Isonzo serait plus difficile à franchir que le Tagliamento : le seul point de passage était entre Gorizia et Monfalcone. Gradisca était occupé par quatre bataillons et défendu par des ouvrages de campagne. Bernadotte disposa sa division en colonnes serrées, pour lui faire traverser la rivière, dont le chef de brigade Andréossy avait sondé les gués. Les Autrichiens qui devaient défendre le passage, intimidés par ces dispositions, se replièrent en toute hâte, abandonnant Gradisca à la défense des quatre bataillons qui s'y trouvaient.

Le général Serrurier, qui, de son côté, avait également passé l'Isonzo, se hâta d'arriver par les hauteurs dont nous avons parlé, tandis que Bernadotte, pour détourner l'attention de la garnison de Gradisca, faisait attaquer les retranchemens de cette place par son infanterie légère. Les Français, emportés par leur ardeur, s'avancèrent jusque sous les murs de la ville, la baïonnette en avant ; mais, accueillis par la mitraille et un feu de mousqueterie bien nourri, ils furent obligés de rétrograder. Déjà l'ennemi s'applaudissait de cet avantage, lorsque Bernadotte fit avancer quatre pièces de canon pour enfoncer la porte dite de Palmanova, qui n'était couverte que par une flèche. A ce moment, la division Serrurier se fit apercevoir sur les hauteurs de l'autre côté de la ville. Il ne resta plus d'autre parti à prendre pour la garnison que de capituler, et

c'est ce qu'elle fit à la première sommation. Deux mille cinq cents prisonniers, huit drapeaux et dix pièces de canon furent le résultat de ces manœuvres habiles des deux divisions françaises. Le chef de brigade de la dix-huitième demi-brigade fut le seul officier blessé dans cette attaque de Gradisca. Dans son rapport, Bonaparte fit une mention particulière des généraux Murat et Friant; des chefs de brigade Mireur, Lahure, Marin; des deux frères Conroux; des commandans de l'artillerie et du génie Zaillot et Campredon, et du capitaine aide-de-camp Duroc [1]. 1797—an v. Italie.

L'extrême rapidité des mouvemens de Bonaparte devait nécessairement déconcerter un général accoutumé à la méthodique circonspection des généraux Jourdan et Moreau. L'archiduc avait eu l'intention de concentrer ses forces à Villach, en avant de la Drave, où il espérait recevoir enfin les détachemens de l'armée du Rhin. Par cette position, non-seulement il couvrait la communication directe de Vienne, et en assurait une autre avec le corps du Tyrol par Lienz, mais encore il se trouvait en mesure de reprendre l'offensive avec quelque avantage en s'avançant par la droite sur Ponteba et le Tagliamento vers Udine et Palmanova. On a vu, toutefois, que Bonaparte avait paré à ce mouvement par celui du général Masséna sur Osopo et Gemona. Les derniers succès obtenus par les Français sur l'Isonzo ayant forcé le prince à une prompte retraite, il ne songea plus qu'à remonter la vallée de l'Isonzo et du Natizon pour gagner, avant les Français, les passages de Caporeto et de Tarvis. Il n'y avait pas un moment à perdre, car la division Guyenx s'avançait déjà par Cormons sur Cividal. Ainsi donc, pressé d'un côté par Masséna, de l'autre

[1] Depuis lieutenant-général, duc de Frioul, grand-maréchal du palais de l'ex-empereur, etc. Il fut tué dans la campagne de 1813, le 22 mai, dans les champs de Bautzen.

1797 — an v. Italie.

par Guyeux, suivi sur Gorizia par Bernadotte et Serrurier, l'archiduc ordonna aux généraux Gontreuil et Bayalitsch de marcher aussi vite que pouvaient le permettre la difficulté des chemins et l'embarras des équipages d'artillerie, tandis que lui-même se retirait avec sa gauche et les troupes du prince de Reuss sur Laybach et Krainburg. Ce mouvement mit entre ses colonnes la chaîne des Alpes dites *Carniques*, et les exposait à être battues successivement par l'homme qui possédait le mieux la science stratégique.

Maître de Gradisca, Bonaparte avait marché de suite sur Gorizia avec les divisions Bernadotte et Serrurier. Nous avons dit que le général Guyeux était déjà en marche sur Cividal. La double direction que prenait l'armée autrichienne obligeait le général français à renforcer Masséna vers Tarvis. Laissant en conséquence au général Bernadotte le soin de suivre la colonne autrichienne marchant sur Laybach, il remonta l'Isonzo par Canale, et s'avança sur Caporeto, où le général Guyeux fut également dirigé en traversant Pufero et la vallée du Natizon. Les Autrichiens avaient évacué Gorizia avec tant de précipitation, qu'ils abandonnèrent de nombreux magasins de vivres et de munitions de guerre, et quinze cents malades ou blessés qui furent recommandés à la générosité française. Bonaparte, dans une proclamation, avait pris soin de rassurer les habitans de cette ville. « Une frayeur injuste, disait-il, a devancé l'armée française. Nous ne venons ici ni pour vous conquérir, ni pour changer vos mœurs et votre religion. La république est l'amie de toutes les nations. Malheur aux rois qui ont la folie de lui faire la guerre..... J'augmenterai vos priviléges et je vous restituerai vos droits. Le peuple français attache plus de prix à la victoire par les injustices qu'elle lui permet de réparer, que par la vaine gloire qui lui en revient. »

Masséna, sur ces entrefaites, avait rempli, avec son habi-

leté ordinaire, les instructions qui lui avaient été données. Il s'était emparé de Chiusa-Veneta. Parvenu au pont de Casasola, où l'ennemi rallié voulait lui disputer le passage, il fit marcher les grenadiers des trente-deuxième et soixante-quinzième demi-brigades, qui franchirent les retranchemens et culbutèrent les Autrichiens. Ponteba fut occupé le 21 mars, sans coup férir; et la brigade Ocskay, poursuivie jusqu'au-delà de Tarvis, laissa six cents prisonniers au pouvoir des Français, ainsi que les magasins de vivres établis dans la contrée pour les divers cantonnemens autrichiens. Il est facile de voir maintenant dans quelle situation critique se trouvait la colonne du général Bayalitsch, refoulée le même jour par le général Guyeux dans les gorges de Caporeto, après avoir été attaquée par ce dernier dans le village de Pufero.

1797—an V. Italie.

L'archiduc était arrivé à Krainburg lorsqu'il apprit l'occupation de Tarvis par les troupes de Masséna, et la position critique du général Bayalitsch. Il envoya sur-le-champ l'ordre au général Ocskay de reprendre Tarvis, où les Français n'avaient encore qu'une avant-garde; mais ce général, dans sa retraite précipitée, était déjà parvenu à Wurzen. Le général Gontreuil, qui commandait l'avant-garde de la colonne de Bayalitsch, ayant traversé le col d'Ober-Preth, se présenta devant Tarvis et parvint à en expulser les avant-postes français, qu'il rejeta même sur Saifnits, à une lieue en arrière. Il croyait avoir ouvert le chemin au reste de la colonne et sauvé les parcs autrichiens; mais le 22 au matin, il fut attaqué par Masséna, qui avait réuni toute sa division, et qui le culbuta à son tour bien au-delà de Tarvis, en lui tuant beaucoup de monde et lui faisant des prisonniers. Le général Gontreuil, ainsi maltraité, dut se borner à faire observer la route de Villach, et se jeta dans les gorges de Gaititzbach par Raibel.

1797—an v. Italie.

Pendant que ceci se passait vers Tarvis, le général Guyeux, soutenu par la division Serrurier, qui marchait en seconde ligne, poussait la colonne battue la veille à Pufero, jusqu'au fort de la Chiusa di Pletz. Cet obstacle présenté à la marche de la division Guyeux fut bientôt surmonte. La Chiusa fut emportée d'assaut par les quatrième et quarante-troisième demi-brigades, conduites par les généraux Bon et Verdier. Rien ne s'opposait plus à la poursuite de la colonne autrichienne, qui marchait en toute hâte sur Tarvis; et déjà son arrière-garde allait être jointe par l'avant-garde du général Guyeux, lorsque Masséna, dont les troupes s'étaient déjà avancées sur Raibel, attaqua l'avant-garde de Bayalitsch. Pris ainsi en tête et en queue, ce corps autrichien mit bas les armes et se rendit prisonnier en entier sans opposer une grande résistance. Quatre généraux, quatre mille hommes, vingt-cinq pièces de canon, et quatre cents charriots de bagage tombèrent au pouvoir des Français. Déjà le général Guyeux avait fait prisonniers à la Chiusa cinq cents hommes et le major qui les commandait.

Ce double échec ne permettait plus à l'archiduc de prendre l'offensive: bien que les divisions du Rhin fussent arrivées sur ces entrefaites sur la Save, elles ne servirent qu'à remplacer les pertes éprouvées depuis l'ouverture de la campagne. Après avoir recueilli à Villach la brigade Ocskay et les grenadiers, le prince laissa la division Mercantin à Klagenfurt, et se porta avec ses autres troupes à Saint-Veit.

Après l'affaire de Tarvis, Bonaparte établit les divisions Masséna, Serrurier et Guyeux vers Villach, sur les bords de la Drave : elles y étaient réunies le 28 mars. Quelques troupes sous les ordres du général polonais Zayonscheck furent poussées jusqu'à Lienz, en remontant la vallée de la Drave, pour savoir des nouvelles du corps de Joubert agissant dans le Tyrol. Le général Bernadotte, après avoir battu

l'arrière-garde du prince de Reuss à Camigna, marcha par Wippach, Priewald et Adelsberg sur Laybach, en dirigeant toutefois, chemin faisant, un détachement sur la petite ville d'Idria, célèbre par ses mines de vif-argent, et où l'on trouva pour deux millions à peu près de ce demi-métal préparé. La cavalerie, aux ordres du général Dugua, occupa, le 23 mars, la ville de Trieste, le seul port un peu considérable que l'empereur possédât sur le golfe Adriatique. 1797—an v. Italie.

Opérations du général Joubert dans le Tyrol; combats de Cembra, de Neumarck et de Clausen; combats de Dirnstein, de Hundsmarck, etc. Préliminaires de paix signés à Léoben [1]. — On a vu dans le paragraphe précédent que Bonaparte avait confié au général Joubert le soin d'opérer dans le Tyrol contre les généraux Kerpen et Laudon, avec les trois divisions qui formaient la gauche de l'armée d'Italie. Au 19 mars, ce corps d'armée se trouvait en position vers Trente, éclairait par des partis les gorges de la Brenta jusqu'à Primolano et Cismone, où il se trouvait en présence des deux divisions autrichiennes séparées par l'Adige. Les troupes du général Kerpen, à gauche, occupaient les vallées de Fiume et de Cavalese, au-delà du Lavis, et se liaient par les gorges du Cordevole et de la Piave, au centre de l'armée de l'archiduc, qui occupait alors Belluno. 15 avril. (26 germinal) Italie.

La division du général Laudon, à la droite, était cantonnée sur la rive gauche de la Nos, à partir du confluent de cette rivière avec l'Adige jusqu'au Val-di-Sole Cette disposition des troupes autrichiennes présentait trop d'avantages au général Joubert pour qu'il ne sût point en profiter.

Toutefois cette invasion du Tyrol, confiée au général Joubert, n'était point sans difficultés. Le peuple belliqueux de ce

[1] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Campagnes de Bonaparte, — Servan et Jubé, — Desjardins, — Pommereuil, — Jomini, — Lacretelle, — Histoire de France, — Notes, Documens et Mémoires communiqués, etc.

1797—an v. Italie.

pays, armé pour la défense de son sol, offrait un appui et un renfort puissant aux deux généraux ennemis; et la rigueur de la saison, dans ce pays couvert de montagnes élevées, était un obstacle de plus que les Français avaient à surmonter. Mais Joubert ayant à cœur d'exécuter promptement les instructions du chef qui avait si bien apprécié ses talens et son activité, n'hésita point à attaquer la ligne ennemie qu'il avait devant lui, vers le temps à peu près où il supposa que Bonaparte franchissait le Tagliamento. La gauche des Autrichiens étant le point où l'attaque présentait le plus de chances de succès, Joubert ordonna aux troupes de sa propre division de forcer le passage du Lavis vis-à-vis les hauteurs de Cembra, d'attaquer Kerpen sur ces hauteurs, et de se diriger sur le flanc gauche des Autrichiens par Cauriana. Les deux divisions Delmas et Baraguey-d'Hilliers devaient, pendant ce temps, s'avancer sur la grande route de Botzen. Le 20 mars, la brigade Belliard (de la division Joubert) passa le Lavis au village de Sevignano, malgré le feu meurtrier des troupes ennemies qui bordaient l'autre rive, et s'avança sur le gros de la division Kerpen, en position sur le plateau de Cembra. Promptement débordé par sa gauche, Kerpen ne put tenir et fut poussé après un combat très-vif sur San-Michele, d'où il se retira bientôt par les hauteurs dans la direction de Botzen. Les Autrichiens perdirent dans cette première action trois canons, deux drapeaux, et trois mille hommes environ, tués, blessés ou faits prisonniers. Les chasseurs tyroliens qui défendirent le passage du Lavis furent fort maltraités.

Joubert, à la tête de deux brigades de sa division, marcha le 21 sur Salurn par les montagnes, et poussa la brigade Belliard par Cauriana et Pinzon sur Neumarck, dans l'intention d'occuper la route de Cavalese et de s'emparer du pont de Neumarck. Les généraux Delmas et Baraguey-d'Hilliers continuèrent de s'avancer sur Botzen ou Botzano,

par la chaussée de Trente. Vers le soir, le général Belliard chassa les ennemis des hauteurs de Peza, et les rejeta dans Neumarck, qu'ils évacuèrent pendant la nuit. 1797 — an V. Italie.

Les trois divisions étaient réunies le 22 à Neumarck. Joubert se porta avec l'avant-garde, aux ordres du général Vial, pour faire une reconnaisance sur la route de Botzen, vers Santa-Barbara.

La retraite précipitée de Kerpen avait laissé le corps de Laudon abandonné à ses propres forces sur la rive droite de l'Adige. Ce dernier général, sentant tout le danger de sa position, se retirait de son côté pour chercher à rétablir ses communications avec le général Kerpen. Arrivé à Serviten, ses troupes légères se présentèrent devant Neumarck, soit que Laudon cherchât à gagner la route de Botzen sur la rive gauche de l'Adige, soit qu'il crût avoir bon marché d'un détachement français qu'il ne soupçonnait pas être aussi nombreux. Le général Belliard, devinant le dessein de l'ennemi, fit débarrasser le pont de Neumarck, que Kerpen, dans sa retraite, avait fait barricader, et marcha à la rencontre de cette avant-garde ennemie avec la quatre-vingt-cinquième demi-brigade. Le choc des Français fut si impétueux, que les Autrichiens abandonnèrent promptement les villages de Serviten et de Rungg, et se retirèrent sur celui de San-Valentino, où ils opposèrent une plus grande résistance. Le combat se prolongeait sans résultat, lorsque le général Alexandre Dumas, commandant la cavalerie du corps de Joubert, déboucha tout à coup du pont de Neumarck, chargea en flanc la colonne autrichienne et la mit en désordre. Les grenadiers de la quatre-vingt-cinquième, profitant de cet instant favorable, se jetèrent dans une redoute qui flanquait la droite du village, et s'emparèrent des deux pièces de canon qui s'y trouvaient en batterie. Le général Laudon, renonçant alors à son premier dessein, se jeta par

1797 — an v. Italie.

les montagnes dans la vallée de Meran, abandonnant ainsi aux Français plusieurs pièces de canon et environ neuf cents prisonniers. Cette action fit honneur aux généraux Belliard et Dumas.

Les troupes de Joubert prirent possession de Botzen ce même jour, 22 mars. Ce général n'y laissa qu'une brigade pour observer Laudon, et s'avança de suite sur Clausen, où l'attendait le général Kerpen, qui venait d'y rallier ses troupes. Cette position était assez avantageuse pour le corps autrichien, en ce que la route de Botzen à Brixen se trouve resserrée en cet endroit entre la rivière d'Eisach, qui se jette dans l'Adige vers Botzen, et des montagnes très-escarpées. C'était en arrière de ce défilé que le général ennemi avait rangé ses troupes en bataille, protégées par de l'artillerie placée sur des hauteurs. Joubert ordonna une attaque vigoureuse; mais, favorisés par leur position, les Autrichiens se défendirent avec beaucoup de résolution. La journée était déjà fort avancée, et les Français ne gagnaient point de terrain, quand leur général essaya de tourner les Autrichiens par leur droite, en envoyant une brigade d'infanterie légère, qui gagna, après les plus grandes difficultés, les rochers escarpés qui les dominaient, et qui fit rouler alors sur eux des pierres énormes. Pendant ce temps, Joubert marchait contre le centre de la ligne ennemie avec les onzième et trente-troisième demi-brigades formées en colonnes serrées. Trop faibles pour résister à cette dernière attaque, et déjà ébranlés par le mouvement de l'infanterie légère, dont les efforts de géans excitaient leur terreur, les Autrichiens se retirèrent en désordre, avec perte de quinze cents hommes tués ou faits prisonniers. Les Français entrèrent dans Brixen le lendemain matin. Le général Dumas et son aide-de-camp Dermoncourt[1] furent blessés, le dernier dangereusement, en chargeant la cavalerie

[1] Aujourd'hui maréchal-de-camp.

ennemie. On trouva dans Botzen et Brixen des magasins de vivres considérables. 1797 — an V. Italie.

Les hauteurs de Muhblach, à deux lieues nord de Brixen, à l'embranchement des routes d'Inspruck et de Lienz, présentaient au général Kerpen une position favorable pour défendre le Puster-Thal et les gorges d'Inspruck; mais il préféra de placer ses troupes à Mittewald, sur la route même d'Inspruck, laissant ainsi la vallée de la Rientz, où se trouve la route de Lienz à découvert, et faisant occuper seulement les ponts sur l'Eisaccle, qui coule parallèlement à la route d'Inspruck à Brixen. Les Autrichiens étaient renforcés de quelques bataillons venus du Rhin, et le 28 mars, Joubert les attaqua dans leur position. Ils s'y défendirent pendant quelque temps avec courage; mais, à la suite d'une canonnade de courte durée, le général Belliard aborda leur droite, à la tête de son intrépide quatre-vingt-cinquième demi-brigade, qu'il avait fait former en colonnes serrées par bataillon. Cette attaque, à laquelle l'ennemi ne résista point, décida l'affaire. Ce dernier fut culbuté dans sa retraite par les charges fréquentes que dirigea sur lui le général de cavalerie Dumas, qui ramassa bon nombre de prisonniers, et le poursuivit jusqu'à Sterzing, à quinze lieues environ d'Inspruck. Le chef de brigade Gaspar Eberlé, et l'aide-de-camp du général Dumas, Lambert, se distinguèrent particulièrement dans cette dernière affaire.

La route qui conduit à cette dernière ville passe sur un contrefort du Mont-Brenner, le plus élevé du Tyrol. Il ne restait plus que cet obstacle à franchir pour que les Français débouchassent dans la belle vallée de l'Inn; mais le général Joubert, d'après ses instructions, ne pouvait guère s'éloigner de Brixen, où il devait attendre des nouvelles soit de Bonaparte, soit de l'armée de Moreau, qu'on devait supposer avoir ouvert déjà la campagne par le passage du Rhin,

1797—an v. Italie. et dont les mouvemens, rendus plus rapides par l'affaiblissement de l'armée autrichienne en Allemagne, devaient se combiner avec ceux de l'armée d'Italie. Le corps de Joubert était en quelque sorte destiné à lier les opérations des deux armées, et ce général se serait privé de plus en plus de communications avec l'une et l'autre, en s'avançant ainsi vers l'Inn, à travers un pays qui était à ce moment en insurrection complète, et qui ne permettait pas de pousser des reconnaissances sans les exposer à les voir enlever par les partisans. Déjà quatre compagnies de la division Masséna ayant remonté la vallée de la Drave jusqu'à Lienz pour avoir des nouvelles du corps de Joubert, avaient été surprises et taillées en pièces par les paysans insurgés. Ainsi donc, malgré ses succès sur Kerpen, et dans l'incertitude où lui-même se trouvait sur la position du reste de l'armée française, Joubert ramena ses troupes sur Brixen. Cette espèce de mouvement rétrograde enhardit Kerpen, qui se hâta de descendre du Brenner pour rentrer dans Sterzing, et marcha ensuite sur Mittewald. Le 31 mars, un engagement eut lieu entre les troupes avancées des deux partis : les Autrichiens y furent battus et perdirent un certain nombre de prisonniers. Le chef de brigade Eberlé, à l'aide d'un déguisement, fit une reconnaissance sur la droite, et parvint à avoir des nouvelles du corps d'armée du général en chef Bonaparte. Joubert, informé du progrès des troupes françaises dans le Frioul, s'empressa de chercher les moyens de rétablir ses communications avec elles par la vallée de la Drave.

Cette opération devenait effectivement urgente; car, pendant que Kerpen se trouvait ainsi sur le front des troupes de Joubert, le général Laudon, réfugié dans la vallée de Meran, avait rassemblé les milices du Tyrol occidental, et surtout les courageux habitans du Wintsgaw, au nombre d'à peu près douze mille hommes, et leur avait donné pour

tête de colonne les troupes régulières qu'il avait avec lui. Ce fut avec ce corps imposant qu'il déboucha le 4 avril, par la vallée de l'Adige, sur Botzen, où il attaqua les avant-postes français. Ceux-ci n'étant point en mesure de lutter contre des forces supérieures, se retirèrent, conformément aux instructions de Joubert, dans la ville, qu'ils évacuèrent bientôt après. Laudon entra dans Botzen vers quatre heures du soir.

1797—an v. Italie.

Le général français réunit toutes ses troupes à Brixen, le 5 avril, et se mit de bonne heure en marche vers Prunecken, sur la route de Lienz, après avoir brûlé les ponts de l'Eisaccle, entre les villages d'Ober-Aue et Aischa. Son arrière-garde se défendit assez long-temps contre les troupes légères de Laudon, dans les villages de Clausen et de Seben, atteignit Brixen vers le soir, et rejoignit le corps d'armée à Prunecken pendant la nuit. La destruction du pont sur l'Eisaccle, retarda la marche de Kerpen pendant toute la journée du 5 : ainsi Joubert put continuer son mouvement dans la vallée de la Rientz jusques au col de Toblach sans être inquiété. Parvenu aux sources de la Drave, il descendit à Lienz, d'où il marcha sur Villach. Il n'eut, dans ce trajet assez long, d'autre combat à soutenir qu'un engagement avec les paysans insurgés à Mühlbach près de Spital, à dix lieues de Villach. Les Français marchèrent avec leur vigueur accoutumée sur ce rassemblement, qui voulait leur barrer le passage, le culbutèrent et firent quelques centaines de prisonniers. La jonction de la gauche de l'armée d'Italie avec le centre se trouvait opérée.

Ainsi l'armée autrichienne, battue sur toute sa ligne, se trouvait, en vingt jours de campagne, diminuée de près d'un quart de ses forces; et l'archiduc, retiré derrière la rivière de Mur, n'était pas en état de résister à la marche victorieuse de l'armée française réunie sur la Drave. Il ne restait

1797—an v. Italie. plus d'obstacles à franchir que la chaîne septentrionale des Alpes; et cette opération, quoique difficile, n'était point au-dessus du courage des vainqueurs, ni de l'audace et de l'habilité de leur chef : toutefois, il convient d'examiner avec attention la situation de ce dernier à cette époque.

Une marche aussi rapide que celle que venait de faire l'armée française dans les montagnes et pendant une saison rigoureuse, avait dû nécessairement diminuer le nombre des braves qui la composaient, sans compter les garnisons laissées sur les derrières, à mesure qu'elle s'avançait. Sous d'autres points de vue, la jonction du général Joubert avec le corps principal dégarnissant le Tyrol, l'insurrection de cette province, réunie à quelques bataillons qui arrivaient encore de l'armée d'Allemagne, menaçait de rejeter en Italie toutes les garnisons dont nous venons de parler, par la vallée de l'Adige. Le cabinet autrichien s'adressant encore une fois au patriotisme des habitans des provinces, cherchait à y organiser des levées en masse, notamment en Hongrie, où le ban de la noblesse était déjà rassemblé. Enfin, le sénat de Venise trouvait une occasion favorable de se venger des Français, qu'il voyait ainsi engagés depuis Laybach jusqu'à Klagenfurt, en excitant le peuple de terre ferme, moins intimidé, à se soulever contre ses oppresseurs. Des armes étaient distribuées avec profusion, et les troupes esclavones rassemblées autour de Venise présentaient aux insurgés un appui solide dans leurs entreprises. Déjà même le provéditeur de Verone, dans une proclamation incendiaire, avait prêché l'insurrection aux habitans de cette ville.

Nous avons dit que des agens français provoquaient sourdement, de leur côté, le peuple de terre-ferme à une révolte contre le gouvernement olygarchique. Quelques troubles avaient eu lieu, par suite de ces menées, dans certaines villes, et notamment à Bergame, et servirent de pré-

texte au sénat vénitien pour faire marcher sur le lac de Garda un corps d'Esclavons commandé par le général Fioravanti. A la vérité, les troupes aux ordres des généraux Kilmaine et Victor, composées, indépendamment des corps français, des légions polonaise et lombarde, suffisaient bien pour punir le sénat de ses vues téméraires, et pour faire même au besoin la conquête des états de terre-ferme; mais la situation de Bonaparte n'en était pas moins critique, et il ne lui restait d'autre parti à prendre que de revenir sur ses pas ou de marcher sur la capitale de l'Autriche. Ce fut à ce dernier parti, comme plus audacieux, et plus conforme à son génie entreprenant, que s'arrêta le général français. 1797—an v. Italie.

Dès le 29 mars, avant la jonction du corps de Joubert, l'armée principale s'était avancée sur la route de Klagenfurt, ville occupée, comme on l'a vu, par la division du général Mercantin. Masséna attaqua l'avant-garde de ce dernier, la culbuta, lui prit deux pièces de canon et deux cents hommes. Cette avant-garde, en se retirant sur Klagenfurt, y jeta l'alarme, et le général autrichien fit évacuer cette ville aussitôt. Bonaparte y établit son quartier-général le soir même : le lendemain il fut transféré à Saint-Veit. L'armée prit position entre ce bourg et Friesach. Un détachement de troupes légères fut envoyé de Klagenfurt dans la direction de Marburg sur la rive gauche de la Drave.

Tous les auteurs qui ont écrit l'histoire de cette brillante campagne d'Italie ont cherché à expliquer la conduite politique de Bonaparte en cette circonstance. La résolution subite qu'il prit de proposer la paix à son ennemi, pour ainsi dire terrassé, doit étonner tous ceux qui connaissent maintenant le caractère de cet homme extraordinaire. On a dit qu'il n'avait fait cette proposition que pour se tirer de l'embarras où le mettait sa situation hasardée entre une armée autrichienne et des peuples insurgés ou prêts à s'insurger contre

1797-an v. Italie.

lui ; mais nous venons d'expliquer cette situation, et il est facile de remarquer qu'elle n'était pas aussi fâcheuse qu'on le suppose ici. C'est donc dans un autre sentiment que celui de la crainte qu'il convient de rechercher les motifs de la conduite du général vainqueur. A cette brillante époque de sa carrière, Bonaparte, environné de tous les prestiges de la gloire, n'avait-il pas aussi cette élévation de pensée qui distingue surtout les héros de cette foule de guerriers dont la bravoure et l'impétuosité forment presque exclusivement le mérite? Nous avons esquissé quelques traits qui démontrent combien il était nourri de la lecture des anciens. Son imagination, de plus en plus exaltée par le rôle imposant qu'il jouait en ce moment sur la scène du monde, dut se fixer sur les modèles les plus héroïques. Général républicain, sans songer peut-être encore à passer le Rubicon, il put croire que l'honneur d'avoir donné la paix à la France lui procurerait parmi ses concitoyens une illustration non disputée par ses rivaux de gloire : déjà proclamé le premier capitaine de l'Europe, il ne lui manquait plus que celui de pacificateur. En profitant de l'occasion qui s'offrait si heureusement à lui, il évitait les chances d'une marche qui pouvait être arrêtée tout à coup; il n'avait point de concurrent pour lui disputer l'avantage d'avoir, par ses derniers efforts, rendu le repos à l'Europe ébranlée.

Quels qu'aient été, au surplus, les motifs qui décidèrent Bonaparte, le 31 mars il écrivit, de Klagenfurt, la lettre suivante à l'archiduc Charles :

« Monsieur le général en chef,

« Les braves militaires font la guerre et désirent la paix. Cette guerre ne dure-t-elle pas depuis six années? Avons-nous assez tué de monde, fait assez de mal à la triste humanité? Elle réclame de toutes parts. L'Europe, qui avait

pris les armes contre la république française, les a posées : votre nation reste seule; et cependant le sang va couler plus que jamais! Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres ; quelle qu'en soit l'issue, nous aurons perdu de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus. Il faudra bien finir par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses. 1797—an v. Italie.

« Le directoire de la république française avait fait connaître à S. M. l'empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples : l'intervention de la cour de Londres s'y est opoosée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre? et faut-il, pour les intérêts ou les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entr'égorger? Vous, M. le général en chef, qui, par votre naissance, approchez du trône, et qui êtes au dessus de toutes les petites passions qui agitent les ministres et les gouvernemens, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière et de vrai sauveur de l'Allemagne? Ne croyez pas que j'entende par là, M. le général en chef, qu'il ne vous soit pas possible de la sauver par la force des armes; mais, dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, M. le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus heureux de la couronne civique que je me trouverai avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires..... »

Cette proposition de paix, écrite avec le style simple et franc qui convient aux guerriers généreux, n'eut point le résultat que Bonaparte en attendait, surtout dans la situation où il croyait avoir placé l'armée autrichienne. Le prince, sans paraître vouloir rejeter entièrement les ouvertures loyales de son adversaire, laissa entrevoir qu'il ne se tenait pas pour

1797 — an v. Italie.

vaincu, et qu'il voulait tenter encore le sort des armes. Il répondit au général français en ces termes :

« Monsieur le général,

« Assurément, tout en faisant la guerre, et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je désire autant que vous la paix pour le bonheur des peuples et de l'humanité.

« Comme néanmoins dans le poste qui m'est confié il ne m'appartient pas de scruter ni de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni, de la part de S. M. l'empereur, d'aucun plein-pouvoir pour traiter, vous trouverez naturel, M. le général, que je n'entre point avec vous, là-dessus, dans aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs pour cet objet, de si haute importance, et qui n'est pas foncièrement de mon ressort.

» Quelles que soient, du reste, les chances futures de la guerre, ou les espérances de la paix, je vous prie, M. le général, d'être bien persuadé de mon estime et d'une considération distinguée. »

Cette réponse de l'archiduc condamnait Bonaparte à vaincre encore une fois avant d'obtenir la paix qu'il ambitionnait. Contrarié par l'espèce de refus qu'il venait d'éprouver, il mit encore plus d'activité dans ses opérations militaires. Le premier avril, l'armée eut ordre de marcher sur Friesach. A peine s'était-elle ébranlée, qu'un aide-de-camp du prince vint demander une suspension d'armes de quatre heures. Bonaparte ne fut point dupe de cette ruse du général autrichien, qui ne cherchait, en effet, qu'à gagner la journée pour donner le temps au général Kerpen de faire sa jonction avec le gros de l'armée. Le général français devina sur-le-champ l'intention de son adversaire. Il supposa, avec raison, que Kerpen, battu par le général Joubert, pouvait avoir manœuvré de manière à se rapprocher de l'armée de l'archiduc,

et que ce dernier venait d'apprendre la prochaine arrivée de ce corps de troupes. 1797—an v. Italie.

La division Masséna, qui formait tête de colonne, se trouva le 2 avril en présence de l'armée autrichienne. Celle-ci occupait les gorges de Dirnstein, qui ferment, entre Friesach et Neumarck, le vallon où passe la route de Klagenfurt à Vienne. Les troupes étaient disposées de la manière suivante : la brigade du général Lindenau était à Guldendorf et Pichlern ; la division du prince d'Orange occupait le village de Neudeck, qui était retranché. Les grenadiers de la réserve étaient à Aneten et Bad-Aneten, partie de la division Mercantin s'avançait sur Muhblach, et la division Kaim se trouvait en position en avant de Neumarck, où le prince Charles avait son quartier-général.

Aussitôt que la deuxième demi-brigade d'infanterie légère, qui formait l'avant-garde de Masséna, aperçut les avant-postes ennemis, elle les attaqua vigoureusement, les culbuta, et se jeta ensuite à droite et à gauche sur les flancs de la position. Le général Kaim se porta alors en arrière des villages de Guldendorf et Pichlern, pour s'opposer aux progrès de la colonne française, qui s'avançait avec vivacité, et le combat continua sans que l'un ou l'autre parti obtînt l'avantage : Masséna, pour le décider, réunit les grenadiers des dix-huitième et trente-deuxième demi-brigades en colonne serrée, à la tête de laquelle il marche et pénètre au centre du défilé dans Aneten et Bad-Aneten. Les grenadiers autrichiens, arrivés récemment de l'armée du Rhin, et qui s'étaient particulièrement distingués au siége de Kehl, ne peuvent soutenir le choc de cette masse de vétérans français, et vont chercher un refuge derrière les barricades du village de Neudeck. A ce moment, les chasseurs de la deuxième légère attaquaient ce dernier poste, devant lequel se présentent les grenadiers de Masséna poursuivant les Autrichiens. Le village est emporté

1797 — an v. Italie.

au pas de charge. Le mouvement rétrograde des grenadiers ennemis avait déjà forcé le général Mercantin d'abandonner les postes de Guldendorf et Pichlern, pour ne pas être coupé. Les troupes autrichiennes furent repoussées sur Neumarck. Toutefois, une seconde colonne de grenadiers que fit avancer l'archiduc réussit à contenir les vainqueurs jusqu'à la chute du jour. Les Français passèrent la nuit sur le champ de bataille, et le prince profita des ténèbres pour opérer, sans bruit, sa retraite sur Hundsmarck. La division Masséna fut la seule engagée dans ce combat, où l'ennemi perdit de mille à douze cents hommes, dont six cents prisonniers.

Bonaparte établit son quartier-général à Friebach, où l'on trouva, ainsi qu'à Neumarck, des subsistances et des munitions en grande quantité, quoique les Autrichiens eussent essayé de mettre le feu à la plupart de leurs magasins.

Le 4 avril, les divisions Masséna et Serrurier étaient à Scheiffling, ainsi que le quartier-général. L'avant-garde de Masséna, sur le point d'atteindre Hundsmarck, rencontra l'arrière-garde ennemie, qui voulut s'opposer à sa marche; mais la deuxième légère, qui s'était conduite avec tant d'intrépidité la veille au combat de Neudeck, chargea les bataillons ennemis, et les mit en déroute avec perte de quatre ou cinq cents hommes tués, blessés ou faits prisonniers dans l'action. Le chef de cette demi-brigade, Carrière, officier d'une haute distinction, fut emporté par un boulet. Ce même jour, le général Guyeux, arriva à Scheifling avec sa division, et Bonaparte en détacha une brigade qu'il fit marcher sur Murau, pour empêcher la jonction du corps de Kerpen avec l'armée de l'archiduc. En effet, le général Sporch, commandant l'avant-garde de Kerpen avait déjà pris cette direction; mais, instruit que les Français étaient sur le même point, il n'osa point avancer. Désormais cette jonction des deux corps ennemis ne pouvait plus s'effectuer qu'au delà de la chaîne des mon-

tagnes qui couvrent Vienne du côté de Maria-Zell. Aussi le prince Charles se détermina-t-il à presser sa retraite sur Vienne, en évitant tout engagement sérieux, jusqu'à ce qu'il se trouvât plus en mesure, avec toutes ses forces réunies, de livrer une bataille décisive à son adversaire. 1797—an V. Italie.

Par suite de cette détermination, les Français occupèrent, le 5 avril, Knittelfeld et Judenburg, sans brûler une amorce. Bonaparte, dont le quartier-général fut transféré dans la dernière de ces deux villes, y attendit, non sans impatience, la réunion entière de ses divisions. Bernadotte, qui avait suivi l'ennemi sur Laybach, se rapprochait à marches forcées du centre de l'armée par Krainburg, Neumark et Klagenfurt. Le corps de Joubert était également sur le point d'atteindre la dernière de ces villes, ayant continué sa marche dans cette direction, depuis son arrivée à Villach.

Ainsi Bonaparte allait, sous peu de jours, tenter le dernier effort qui devait décider de la paix, ou la continuation d'une guerre, que l'inconstante fortune pouvait rendre bien désastreuse pour la France, surtout après une défaite sous les murs de Vienne.

Toutefois les derniers revers de l'archiduc Charles et la marche rapide de l'armée française avaient répandu l'effroi dans la capitale des États autrichiens. La cour tint conseil et délibéra s'il ne convenait point de se retirer en Hongrie. L'imminence du danger parut telle, que l'influence anglaise ne put prévaloir dans le choix du moyen de se soustraire à l'orage qui menaçait la monarchie. L'empereur se rappela la proposition récente de Bonaparte, et se décida à envoyer les généraux Bellegarde et Merveld au quartier-général de l'armée française, pour entamer une négociation; ils arrivèrent à Judenburg le 7 avril, et proposèrent d'abord un armistice de six jours. Bonaparte parut vouloir refuser cette suspension d'armes, qui était autant dans son propre intérêt que dans celui des

1797—an v. Italie.

Autrichiens ; cependant, feignant de la considérer comme un acheminement à la paix, et se faisant un mérite de sa condescendance, il l'accorda, sous la condition que les avant-postes de la droite de l'armée française resteraient dans la position où ils se trouvaient le même jour (7 avril), entre Fiume et Trente : de là, tirant une ligne jusqu'à Rattenberg, dans la vallée de l'Ens et jusqu'à Radstadt, les villes, bourgs et villages de Tüffer, Littay sur la Save, Windischfeistritz, Marburg, Ehrenhausen, la rive droite de la Mur, Gratz, Bruck, Leoben, Trafayach, Mautern, le chemin de ce dernier bourg à Rottenmann, Irding, Radstadt, Saint-Michel, Spital, la vallée de la Drave et Lientz, devaient rester à la disposition des Français. L'armistice était commun aux troupes qui se trouvaient dans le Tyrol, et il fut convenu que les généraux des deux partis régleraient entre eux les postes qu'ils devaient occuper dans cette province. Dans la ligne de démarcation que l'on vient de voir, l'armée française allait occuper trois points importans où ses troupes n'avaient pas encore pénétré, Gratz, capitale de la Styrie, une des villes les plus considérables des États héréditaires, et renfermant une population de quarante mille ames, Bruck et Rottenmann.

Bonaparte transfera son quartier-général dans la petite ville de Leoben, et fixa de suite les nouvelles positions que devait occuper son armée. Le général Serrurier fut placé à Gratz, le général Guyeux à Leoben, et Masséna à Bruck. Bernadotte resta campé en avant de Saint-Michel, et le général Joubert s'échelonna de Villach à Klagenfurt. L'armée française, par ces dispositions, se trouvait rassemblée, et pouvait se porter rapidement, en cas de rupture, dans les plaines de l'Autriche proprement dite. La ligne française n'avait pas plus de vingt lieues, et cependant elle couvrait les principales communications avec l'Italie.

Dans le désir mutuel qu'avaient les envoyés de l'empereur

et Bonaparte de hâter la paix, les préliminaires en furent arrêtés et signés le 15 avril à Leoben. Les articles dont ils se composaient ne furent pas publiés; mais le message du directoire exécutif aux deux conseils des Cinq-Cents et des Anciens a fait connaître les bases que nous allons rapporter : 1797—an V. Italie.

La renonciation à la Belgique par l'empereur et roi; la reconnaissance des limites de la France, telles qu'elles avaient été décrétées par les lois de la république;

L'établissement et l'indépendance de la république lombarde.

Ces préliminaires furent les fondemens du traité de paix conclu à Campo-Formio. Avant de rapporter ce dernier événement et ceux qui le précédèrent dans les États de Venise, nous allons retracer les opérations des deux armées françaises sur le Rhin, et faire connaître la part qu'elles eurent dans la conclusion d'une paix achetée au prix de tant de sang, et du sacrifice de l'amour-propre de la monarchie autrichienne.

Ouverture de la campagne sur le Rhin par l'armée de Moreau; passage de ce fleuve à Diersheim; combats jusqu'à la notification des préliminaires de Leoben[1]. — Bonaparte avait déjà forcé l'archiduc Charles à évacuer la Carinthie, et les deux armées françaises sur le Rhin étaient encore inactives dans leurs quartiers respectifs. Sans rechercher ici les causes qui engagèrent le gouvernement républicain à se priver aussi long-temps de la puissante coopération de ces forces dans une lutte qu'il lui importait de terminer, nous nous bornerons à faire considérer leur inaction comme d'au- 22 avril. (3 floréal.) Allemagne.

[1] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Histoire de France, — Jomini, — Mémoires du prince Charles, — Coup d'œil impartial sur les opérations des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, — Précis historique de Dedon, — Vie des généraux Hoche, Moreau, Ney, — Lacretelle, — Notes, Mémoires et Documens manuscrits, etc.

1797—an v. Italie.

tant plus extraordinaire, qu'avec bien plus de moyens pour reprendre l'offensive, ces deux armées avaient été exercées et réorganisées pendant l'hiver. De grands sacrifices avaient été faits pour les pourvoir de tous les objets d'habillement et d'équipement, qui leur manquaient presque entièrement depuis la retraite d'Allemagne; la cavalerie avait été remontée, et l'artillerie mise dans le meilleur état possible.

Elles pouvaient d'autant mieux recommencer les hostilités, que la cour de Vienne, justement alarmée de l'état de ses affaires en Italie, avait retiré d'Allemagne, ainsi que nous l'avons dit, l'élite de ses troupes pour les faire passer en Carinthie, où elle avait vainement espéré que l'archiduc Charles rappellerait la victoire. Ces détachemens avaient affaibli les forces autrichiennes sur le Rhin. Ces dernières, suffisantes peut-être pour une guerre défensive, ne l'étaient pas cependant assez pour arrêter l'irruption simultanée des armées de Moreau et de Hoche; aussi l'archiduc, avant son départ pour l'Italie, avait-il recommandé au général Latour, qui le remplaçait dans le commandement de l'armée d'Allemagne, de concentrer ses forces sur le Haut-Rhin, entre la Suisse et le Necker. Mais ce général, toujours fidèle aux principes de son école, et nullement éclairé par l'expérience, commit encore la faute de disséminer ses troupes sur la rive droite du Rhin, depuis la Suisse jusqu'à Dusseldorf.

Les forces autrichiennes sur le Haut-Rhin s'élevaient à quarante mille hommes, dont six mille hommes de cavalerie, et étaient réparties depuis Bâle jusqu'à Manheim. Le général Starray en commandait le centre, placé aux environs de Kehl. Le corps du Bas-Rhin, sous les ordres du général Werneck, ne comptait pas plus de vingt mille combattans. Destiné à tenir tête à l'armée de Sambre-et-Meuse, il était cantonné sur la Lahn. Une division de six mille hommes d'in-

fanterie et trois mille chevaux, commandée par le général Simpschen, était placée sur les deux rives du Mayn, entre Mayence et Aschaffemburg. Cette réserve devait renforcer alternativement les points menacés sur la droite ou sur la gauche. Enfin, les garnisons d'Ehrenbreitstein, Mayence, Manheim et Philipsburg, pouvaient présenter ensemble un effectif de dix-huit à vingt mille hommes. Les troupes impériales opposées aux armées de la république sur le Rhin formaient ainsi un total d'à peu près cent mille combattans. 1797 — an v. Allemagne.

Les forces françaises étaient de trente mille hommes environ plus nombreuses que celles de l'ennemi. L'armée commandée par le général Moreau, dont nous allons suivre d'abord les opérations, s'élevait à soixante mille hommes : elle était cantonnée sur la rive gauche du Rhin et au-delà des Vosges jusque vers la ville de Deux-Ponts.

Le directoire suivit pour l'ouverture de la campagne sur le Rhin les erremens de l'année précédente, sans être éclairé par l'expérience des revers que ses armées avaient éprouvés dans l'exécution d'un plan vicieux. Hoche et Moreau reçurent l'ordre de passer le fleuve le même jour à Neuwied et à Kehl, afin de diviser l'attention de l'ennemi, et de le rendre incertain sur la direction à donner à ses masses. Toutefois, l'armée de Sambre-et-Meuse effectua son passage avant celle de Moreau ; et cette circonstance, loin d'entraîner aucun inconvénient fâcheux, fut même un avantage, en ce que le général Hoche ayant des débouchés assurés par les têtes de pont de Neuwied et de Dusseldorf, il convenait mieux que le gros des forces ennemies se portât de ce côté, pour rendre plus certain le passage de l'armée du Rhin, qui ne pouvait se faire que de vive force.

Moreau s'était rendu à Paris quelque temps après la prise de Kehl, à l'effet d'accélérer l'envoi de tout ce qui manquait à ses troupes pour entrer en campagne. Le général Desaix,

1797—an v. Allemagne.

chargé du commandement de l'armée pendant l'absence du général en chef, avait imprimé une telle activité aux chefs de l'artillerie et du génie, que les préparatifs du passage étaient presque entièrement achevés au 17 avril, époque du retour de Moreau à Strasbourg.

Le passage du Rhin à Kehl, le plus facile à exécuter dans d'autres circonstances, était devenu presque impossible par la baisse extraordinaire des eaux, qui avait mis à sec le bras Mabile, et parce que l'ennemi, inquiet sur ce point, y avait multiplié les obstacles, en laissant encore subsister les tranchées de siége dans la plaine qui environne le fort. L'ordre du directoire était cependant trop positif pour que Moreau eût le loisir de chercher le point le plus favorable, et il fut arrêté que le passage aurait lieu en avant de Kilstadt. Quarante bateaux de commerce de la rivière d'Ill, pouvant porter chacun de soixante à soixante-dix hommes, un grand bateau plat pour passer du canon et des munitions, et douze bateaux de Strasbourg, furent réunis pour cette entreprise. Ces embarcations, après avoir déposé les troupes d'avant-garde sur la rive droite devaient revenir en chercher de nouvelles, et continuer successivement cette manœuvre pendant qu'on travaillerait à établir les communications au moyen d'un pont volant à la hauteur de Gambsheim; on devait ensuite s'occuper de la formation d'un pont de bateaux.

L'embarquement devait avoir lieu près de l'angle d'une digue, derrière laquelle était un espace suffisant pour le rassemblement des troupes. Les barques et les troupes d'embarquement devaient se partager en trois colonnes, pour aborder à trois points principaux : la première à gauche, à la lisière du bois de Freystadt; la seconde, au-dessus de la batterie dans l'île boisée à l'embouchure de la Holchenbach; et la troisième sur un banc de gravier, séparé du bois de Diersheim par de petits bras guéables, sur l'un desquels le chef

de bataillon du génie Marion avait reconnu un petit pont de quatre pieds de largeur, propre à passer de l'infanterie. 1797—an v. Allemagne.

En attendant que le pont-volant fût construit, le grand bateau plat devait passer du canon, des munitions et des chevaux sur ce même banc de gravier désigné pour le débarquement de la troisième colonne.

De fausses attaques devaient protéger le débarquement des colonnes: la première, à la batterie de Beclair; l'autre, à la pointe des Épis, au-dessus de Kehl; une troisième aux îles de Dhalanden, vis-à-vis le village de Grefferen. Une vive canonnade sur toute la ligne, depuis le fort Vauban jusqu'au Vieux-Brisach, devait aussi appuyer ces démonstrations, et causer une inquiétude générale à l'ennemi.

Les troupes destinées à l'expédition furent rassemblées derrière la digue dont nous avons parlé, dans la plaine en avant de Kilstadt. Le général Duhesme les commandait, et elles étaient réparties ainsi qu'il suit :

Le général Vandamme, ayant sous ses ordres l'adjudant-général Heudelet et les aides-de-camp Gobretch et Savary, était à la tête d'un bataillon de la soixante-seizième et des trois de la centième demi-brigade, qui devaient opérer le premier débarquement.

Un bataillon de la seizième d'infanterie légère, avec les trois de la trente-unième de ligne, commandés par le général Davoust, ayant sous ses ordres les adjudans-généraux Demont et Jarry, étaient destinés au second débarquement. Le général Duhesme accompagna cette seconde section d'attaque.

La troisième était composée de la dix-septième, de deux bataillons de la cent neuvième, et d'un bataillon de la seizième légère, sous les ordres du général Jordy : elle devait, faute de bateaux, attendre le retour de ceux qui conduisaient les deux premières sections.

1797-an v. Allemagne.

Dans la nuit du 19 au 20 avril, tout se mit en mouvement sur la rive gauche du Rhin. Les bateaux qui étaient sur la rivière d'Ill, depuis Colmar jusqu'à Strasbourg, furent dirigés sur Kilstadt. Cependant, les eaux étant très-basses et le mauvais temps étant survenu, la navigation fut retardée : à cinq heures du matin il n'y avait encore que vingt-cinq de ces bateaux devant le village. Un autre incident vint encore mettre des entraves à l'opération. Les bateaux n'ont pas besoin de rames pour naviguer sur l'Ill, rivière où l'on touche le fond partout ; mais, sur le Rhin, ces rames devenaient nécessaires, et on en avait chargé un bateau, qui s'engrava tellement, qu'il devint impossible de le mettre à flot. Moreau, Desaix, et plusieurs autres officiers-généraux et supérieurs, se jetèrent à l'eau jusqu'à la ceinture avec quelques soldats, pour dégager ce bateau ; mais leurs efforts furent inutiles : il fallut faire porter les rames sur les épaules des soldats jusqu'au point d'embarquement. L'attaque principale ne put partir qu'après six heures. On ne pouvait plus espérer de surprendre l'ennemi ; car, depuis deux heures, le canon des fausses attaques avait dû lui donner l'éveil. Le capitaine d'Hénin [1], aide-de-camp du général Montrichard, chargé de commander la fausse attaque de la batterie de Beclair, était même parvenu à prendre terre sur la grande île qui se trouve en face de cette batterie, et qui n'est séparée de la rive droite que par des bras guéables. Cet officier s'y maintenait et causait beaucoup d'inquiétude aux postes ennemis qui lui étaient opposés. Il paraît même que cet incident devint très-favorable à l'expédition ; car le général autrichien, persuadé que c'était là le lieu du principal débarquement, se hâtait de diriger sur ce point des forces considérables.

Cependant la flottille française avait débouché dans le

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, baron, etc.

grand bras du Rhin; mais elle s'y trouvait exposée au feu très-vif des batteries autrichiennes. Les pontonniers, malgré tout leur sang-froid et leur habileté, ne pouvaient suivre la direction qui leur était indiquée, sans courir les risques de faire couler bas les embarcations, ou de faire tuer les soldats qui s'y trouvaient, par la mitraille qui les atteignait; ils furent forcés de se rabattre sur le point désigné pour la troisième section d'attaque (le banc de gravier en face du bois de Diersheim), et les troupes y descendirent.

1797—an v. Allemagne.

Les Autrichiens avaient dans cette partie un détachement de trois cents hommes du corps franc de Michalowitz, qui se retirèrent d'abord derrière des bois de construction amassés près de la baraque du péage. Ils en furent débusqués par les grenadiers du bataillon de la soixante-seizième et ceux de la centième demi-brigade, commandés par l'adjudant-général Heudelet[1], et qui, marchant sur eux au pas de charge, les forcèrent à passer sur la rive droite. Ce mouvement vigoureux, exécuté sous le feu d'une batterie ennemie, permit aux autres troupes de débarquer et de se former sur le gravier sans obstacles. Les embarcations furent renvoyées sur la rive gauche pour prendre la troisième section d'attaque. Alors le général Duhesme fit avancer la colonne du général Davoust contre le village de Diersheim, occupé en force par l'ennemi, tandis que le général Vandamme s'établissait avec la sienne derrière une digue. Le général Duhesme marchait avec les troupes de Davoust, qui pénétrèrent d'abord dans le village de Diersheim, ainsi que dans le bois qui l'avoisine; mais les Autrichiens parvinrent à les repousser, malgré tous les efforts et l'intrépidité du général Duhesme, qui prit la caisse d'un tambour tombé mort pendant l'action, battit lui-même la charge avec le pommeau de son épée, et eut la main percée

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, etc.

1797 — an v. Allemagne. d'une balle. Cette colonne se fût ralliée bien difficilement, si le général Vandamme n'était pas arrivé au pas de charge avec la centième pour rétablir le combat. Le village fut emporté, et les impériaux furent forcés de retirer la batterie qu'ils avaient dans le bois de Diersheim, et dont le feu venait de seconder leur mouvement en avant sur les troupes de Davoust. Cependant, six compagnies du régiment d'Alton étant venues au secours du détachement battu, les Autrichiens réattaquèrent Diersheim et s'en rendirent maîtres une seconde fois. Le général Davoust, renforcé d'un bataillon de la seizième légère qui venait de débarquer, les en expulsa de nouveau. Après cet engagement, la ligne française s'étendit par sa droite dans la direction d'Honau; le centre occupait le village, et sa gauche s'appuyait aux digues du Rhin.

A onze heures, l'ennemi, renforcé par quatre bataillons et quelques escadrons, accourus du camp de Bodersweyer, se crut assez fort pour revenir à la charge sur Diersheim, pendant qu'un détachement qui s'était dirigé sur Honau suivait les bords du Rhin, et cherchait à prendre les Français à revers; mais cette nouvelle tentative eut la même issue que les autres. La colonne commandée par le général Jordy était débarquée sur ces entrefaites, et avait renforcé la ligne déjà établie. Jordy, à la tête de la dix-septième demi-brigade, repoussa l'attaque de front. Sur la droite, les Autrichiens s'étant emparés d'abord d'un retour de la digue qui appuyait le flanc des Français, il était de la plus grande importance de les empêcher de s'y établir avec de l'artillerie. Les généraux Desaix et Davoust, avec les deux bataillons de la cent neuvième, marchèrent vers cette partie. Malgré les difficultés que présentaient le terrain coupé et marécageux et le feu bien nourri qui partait de la digue, ils parvinrent à en chasser l'ennemi, qui fut rejeté en désordre dans Honau, avec une perte de plus de deux cents prisonniers. Le général Desaix

fut blessé à la cuisse dans cette charge, que les troupes exécutèrent avec la plus grande vigueur. 1797—an v. Allemagne.

Cet échec détermina les Autrichiens à rester sur la défensive. Ils occupaient alors une ligne, dont la droite, couverte par le ruisseau de Hochenbach, s'appuyait vers Freystadt; le centre était vers Lings, et la gauche au village d'Honau. Le feu concentrique de quatre batteries de pièces de campagne défendait cette position, et interdisait le passage du ruisseau aux troupes françaises, dans le cas où elles se fussent présentées sans artillerie et sans cavalerie.

Cependant le pont volant, auquel on avait travaillé avec la plus grande activité, se trouva prêt à trois heures; on le conduisit alors dans le grand Rhin, et il servit à passer plusieurs canons, des caissons, quelques hussards du neuvième régiment, et des dragons du dix-septième, formant ensemble environ quatre cents chevaux, sous le commandement des chefs d'escadron Thouvenot et Saint-Dizier. Mais les nombreux renforts qui arrivaient continuellement sur la ligne ennemie, de Stollhofen, de Bodersweyer, de Kehl et d'Offenburg, en infanterie, cavalerie et artillerie, donnaient aux Autrichiens un avantage considérable sur les Français, qui n'avaient pu passer jusqu'alors que quelques pièces de bataillon, dont une partie était déjà démontée. Aussi, sur le soir, le général Starray crut devoir faire une nouvelle tentative sur le village de Diersheim. L'attaque commença par une vive canonnade, qui démonta d'abord le peu de pièces qui restaient; le feu prit au village, qui fut bientôt enveloppé par un tourbillon épais de flammes et de fumée. Les Autrichiens y pénétrèrent à la faveur de cet incendie, et engagèrent une fusillade aussi vive que meurtrière. Les Français, déjà maltraités par le canon et pressés par les flammes, se replièrent jusqu'à l'église, qui, étant isolée au milieu du village, leur présentait un moyen de résistance. Un bataillon de la soixante-seizième arriva sur

1797—an v. Allemagne

ces entrefaites, et le combat se soutint avec un acharnement sans exemple. La victoire était encore indécise lorsque la dix-septième demi-brigade, commandée par l'adjudant-général Drouet[1], et la trente-unième, ramenée au combat par l'adjudant-général Heudelet, attaquèrent la colonne autrichienne sur ses flancs, l'enfoncèrent, et la culbutèrent hors du village après un choc très-vif, dans lequel les deux adjudans-généraux furent blessés. Les troupes ennemies ne se rallièrent dans la plaine qu'avec beaucoup de difficultés, et laissèrent le champ de bataille jonché de leurs morts et de leurs blessés. Toutefois le général Starray essaya, peu d'instans après, un nouvel effort sur la droite des Français; mais le général Jordy s'y porta avec la centième et un bataillon de la dix-septième, repoussa cette attaque, et ôta l'envie aux Autrichiens de revenir à la charge.

Sur ces entrefaites, les généraux Vandamme et Davoust avaient marché sur le village d'Honau, sous la protection de trois pièces d'artillerie légère, et soutenus par une centaine de chevaux qui venaient de débarquer. Les deux attaques dont nous venons de parler avaient mis le général Starray dans la nécessité d'affaiblir ses ailes; et c'était pour profiter de cette circonstance que les deux généraux français s'étaient mis en mouvement. Honau, mal défendu, fut enlevé presque sans combat, par les deux bataillons de la cent neuvième, qui s'y établirent.

Telle était, à cinq heures du soir, la situation des troupes françaises sur la rive droite; et il est facile de remarquer que les affaires n'étaient point encore fort avancées. Le pont de bateaux n'était pas commencé; le pont-volant seul servait de communication. Quatorze bataillons d'infanterie, quelques centaines de chevaux, trois pièces d'artillerie légère et quel-

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, comte d'Erlon, etc.

ques pièces de campagne, la plupart déjà démontées, formaient l'ensemble des moyens d'attaque du côté des Français. L'ennemi, outre sa nombreuse infanterie, qui s'élevait de dix à douze mille hommes, avait trois régimens de cavalerie, et quinze bouches à feu placées avantageusement, et qui faisaient beaucoup de mal aux troupes françaises.

1797—an v. Allemagne.

Le pont-volant venait d'être fortement endommagé par le feu de l'ennemi, et l'on avait reconnu l'impossibilité de construire le pont de bateaux à l'endroit d'abord indiqué. Le général Moreau ordonna que ce dernier fût établi immédiatement au-dessous du pont-volant, quoique les communications fussent très-difficiles sur ce point. A six heures on commença le travail; et malgré tous les obstacles que présentaient les localités, et le feu continuel des batteries autrichiennes combiné avec une attaque sur la gauche de la position française, le pont fut entièrement achevé entre onze heures et minuit. Le général Moreau fit passer le reste des troupes rassemblées sur la rive gauche. Quatre demi-brigades, un régiment de cavalerie (le deuxième), un de dragons (le quatrième), deux compagnies d'artillerie, sous les ordres du général de division Dufour, traversèrent successivement le fleuve, et se formèrent en bataille sur la rive droite. Le passage de la division Dufour était effectué à trois heures du matin, le 21 avril.

Le général Starray rassembla, pendant la nuit, toutes les troupes qui se trouvaient à portée. Ses forces consistaient en seize bataillons, vingt escadrons, et vingt-cinq bouches à feu, sans compter les pièces régimentaires, et étaient commandées par les généraux-majors O'Relly, Immeus, Hegel et Klinglin. A sept heures du matin, le corps autrichien se mit en mouvement et marcha sur Diersheim et Honau.

L'attaque sur Honau eut d'abord quelques succès, et ce village fut abandonné un moment; mais les vingt-quatrième

1797—an v. Allemagne.

et quatre-vingt-neuvième demi-brigades repoussèrent les assaillans et les forcèrent à la retraite. Cette attaque contre Diersheim fut beaucoup plus sanglante sans être plus heureuse. Les Autrichiens la commencèrent par une vive canonnade à mitraille, qui, prenant à la fois de front et d'écharpe le principal débouché du village, démonta de nouveau une partie de l'artillerie française. Le capitaine d'artillerie légère Foy, qui fit les plus grands efforts pour riposter avec avantage à ce feu terrible, fut grièvement blessé. Rassurés ainsi sur l'effet des batteries françaises, les troupes autrichiennes se portèrent au pas de charge sur la gauche du village, où elles voulaient pénétrer. Mais le chef de brigade Cassagne, avec la troisième demi-brigade légère, que soutenaient les trente-unième et soixante-seizième, résista avec la plus grande fermeté à ce choc impétueux, et se maintint dans sa position, tandis que le général Davoust, débouchant du village dans la plaine avec la dix-septième d'infanterie légère et la cent-neuvième, marchait, malgré des décharges de mitraille multipliées, vers le flanc gauche des assaillans. Cette attaque audacieuse attira l'attention du général ennemi, qui fit avancer lui-même plusieurs escadrons sur le flanc droit de Davoust; mais le quatrième de dragons et le deuxième de cavalerie s'avancèrent en même temps de leur côté, et chargèrent ces escadrons sans trop s'embarrasser de la supériorité du nombre. Ce combat donna lieu à une des mêlées les plus vives qu'on ait jamais pu voir. La cavalerie française, malgré son étonnante intrépidité, fut ramenée plusieurs fois jusque dans les jardins de Diersheim. Moreau, qui se trouvait présent à cette action, et le général Vandamme, eurent leurs chevaux tués sous eux; enfin, un escadron du neuvième de hussards, qui n'avait point encore donné, et derrière lequel se rallièrent des pelotons de dragons et de cavalerie des deux régimens nommés plus haut, rompit, par une charge brillante, les rangs autrichiens, et décida la

victoire en faveur des Français. Les généraux Starray et Immeus furent blessés en cherchant à reformer leurs troupes; et le premier, voyant que ses efforts devenaient inutiles par l'arrivée successive de nouvelles forces à ses adversaires, ordonna la retraite. Les Autrichiens rentrèrent dans leur position du matin. Avec une cavalerie plus nombreuse, les Français auraient pu tirer un plus grand parti de l'avantage qu'ils venaient de remporter.

1797—an v. Allemagne.

Sur ces entrefaites, le général Lecourbe avait passé le Rhin avec la quatre-vingt-quatrième demi-brigade, suivi par le treizième régiment de dragons, la brigade des carabiniers, et quatre régimens de cavalerie, formant la division de réserve aux ordres du général Bourcier : celui-ci se rangea en bataille derrière les villages de Honau et de Diersheim. Le général Moreau, qui n'attendait que l'arrivée de cette cavalerie pour marcher sur l'ennemi, en donna l'ordre vers deux heures de l'après-midi.

La colonne principale, commandée par Vandamme, et soutenue par la division du général Bourcier, marcha au centre entre les villages de Hobine et de Lings; le général Lecourbe se porta à droite sur Lentzenheim, et le général Dufour à gauche sur Freystadt. Moreau, pour protéger le pont et pour avoir une réserve disponible, plaça quatre bataillons dans le bois de Diersheim.

Cependant le général Starray, éclairé par la tentative du matin, et sachant à quelles forces il allait avoir affaire, avait ordonné de continuer le mouvement rétrograde; mais cette retraite fut mal couverte. La réserve de cavalerie se mit à la poursuite de l'ennemi. Le chef de brigade Roget, du treizième de dragons, reçut du général Vandamme l'ordre de marcher avec trois de ses escadrons sur la route d'Offenburg, et de diriger le quatrième sur celle de Rastadt. Le régiment d'Alton, qui faisait partie de l'arrière-garde ennemie, fut atteint au village de Griesheim, où il faisait mine de vouloir

1797—an v. Allemagne.

résister; mais ayant été chargé vigoureusement et enveloppé dans le village, le colonel remit son épée et ses drapeaux au chef de brigade Roget, après avoir fait déposer les armes à sa troupe. Après cette action brillante, qui acheva de mettre le désordre dans la colonne ennemie, la retraite des Autrichiens ne fut plus qu'une débandade. Offenburg ouvrit ses portes, et le général Vandamme s'avança jusqu'au-delà de Gegenbach. Le général O'Relly, cherchant en vain à rallier les fuyards, fut fait prisonnier entre Bühl et Offenburg. Le général Dufour s'avança sur Kehl et sur Korck. Des dragons du dix-septième, qui lui servaient d'éclaireurs, ayant trouvé le pont de la Kintzig coupé et défendu par de l'infanterie, firent un détour, passèrent la rivière à gué, un peu au-dessus et vinrent sommer Kehl. Le colonel Olivier Wallis, qui occupait ce fort avec environ cinquante hommes, capitula et se rendit prisonnier. L'occupation de Kehl donnait au général Moreau la facilité de rétablir le pont de bateaux de Strasbourg et lui assurait la possession de la rive droite. Aussi donna-t-il aux généraux Marescot et Boisgerard l'ordre de presser la construction de ce pont.

Les Autrichiens perdirent dans cette journée de quatre à cinq mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers, parmi lesquels plusieurs officiers-généraux et supérieurs, plusieurs drapeaux et vingt pièces de canon; les deux généraux Starray, Immeus, quatre lieutenans-colonels et beaucoup d'officiers avaient été blessés. Au nombre des prisonniers se trouvaient le général O'Relly, un major et trente-deux officiers. Du côté des Français, la perte en morts et blessés fut estimée à quinze cents. Le capitaine du génie Vaudeling fut tué. Les généraux Desaix, Duhesme, Jordy, l'adjudant-général Demont, l'aide-de-camp du général en chef, Baudot, et plusieurs autres officiers furent blessés. L'armée française, après deux combats, et avoir marché pendant huit heures à la poursuite de l'en-

nemi, bivouaqua dans la position où elle se trouvait à la nuit; sa droite, placée entre Kehl et Neumühl, et sa gauche entre Bischofsheim et Freystadt; l'avant-garde s'étendit jusque sur la Renchen. 1797—an v. Allemagne.

Bien déterminé à mettre à profit ses avantages, Moreau s'occupa préalablement de rétablir l'ordre de bataille, un peu dérangé la veille, afin que les généraux eussent sous leurs ordres les troupes qui leur étaient connues. L'aile droite fut destinée à faire face aux corps autrichiens du Haut-Rhin. Le centre et la réserve durent suivre le pied des montagnes, en se dirigeant vers le Bas-Rhin, prendre position sur la Renchen, et porter un détac' ement sur le mont Kniebis, afin d'assurer la marche de cette partie de l'armée sur Rastadt. L'aile gauche, qui ne pouvait être réunie que le 23, la brigade Lecourbe étant seule en ligne, devait agir de concert avec le centre, comme dans la campagne de 1796.

Le 22 au matin, le centre, commandé par le général Desaix, se mit en marche sur deux colonnes. La première, conduite par Vandamme et suivie par la réserve de cavalerie, se porta sur Freudenstadt par Nieder-Acheren et le Kniebis; la seconde, commandée par Davoust, remonta la vallée de la Kintzig. L'avant-garde de Vandamme rencontra l'ennemi entre Zimmern et Renchen, et le poursuivit par Ober-Kirch, sur le Kniebis. Un escadron de hussards de Ferdinand fut chassé de Nieder-Acheren, et poussé jusqu'à Buhl. Davoust s'avança sans obstacles jusqu'à Biberach, qu'il trouva occupé par un détachement de hussards dits de frontières. Sommés de se rendre, ces hussards allaient mettre bas les armes, lorsqu'une colonne ennemie, aux ordres du général Hégel, déboucha par le chemin de Lohr à Biberach, et facilita leur retraite.

L'aile droite, commandée par le général Dufour, marcha sur Ettenheim, en remontant la vallée du Rhin. Le général Saint-Cyr, commandant l'aile gauche, arrivé dans la nuit

1797 — an v. Allemagne. du 22 au 23 avec deux demi-brigades, quatre régimens de cavalerie et deux compagnies d'artillerie légère, eut ordre de suivre la route du Rhin, afin de se réunir à la brigade Lecourbe. Celui-ci avait déjà forcé à deux heures le passage de la Renchen, qu'il trouva défendu par deux bataillons, trois escadrons des hussards de l'empereur, deux autres du corps franc de Michalowitz, et six pièces d'artillerie légère. Les Autrichiens, défaits après un combat de peu de durée, furent poursuivis jusqu'à Liechtenau. La brigade Lecourbe fit à peu près cent prisonniers dans cette occasion.

Le lendemain, 23 avril, le général Moreau se disposait à continuer sa marche, et, de son côté, le général Latour s'avançait sur Rastadt avec dix-huit mille hommes, dont trois mille de cavalerie, pour recueillir les débris du corps de Starray, et tenter les hasards d'une bataille dans la plaine ; mais, au moment où l'armée française s'ébranlait pour marcher à sa rencontre, Moreau reçut un parlementaire accompagné d'un courier venant de l'armée d'Italie, qui lui apportait la nouvelle de la signature des préliminaires de paix à Leoben. Les hostilités furent suspendues sur-le-champ. Des contre-ordres furent expédiés à toutes les divisions, et l'armée garda la position qu'elle avait à l'arrivée du courier. La droite était alors en avant de Cappel jusqu'auprès d'Ettenheim. De là la ligne gagnait Lohr, passait à Gengenbach, Ober-Kirch, Nieder-Acheren. La gauche venait s'appuyer au Rhin, près de Liechtenau.

27 avril. (8 floréal.) Allemagne. *L'armée de Sambre-et-Meuse entre en campagne ; passage du Rhin à Neuwied ; combats de Neuwied, de Dierdoff, d'Uckerad, de Wetzlar, etc. ; cessation des hostilités*[1]. — L'armée de Sambre-et-Meuse reprit une attitude

[1] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Histoire de France, — Coup d'œil impartial sur les opérations des deux armées de Sambre-et-Meuse et de

plus imposante lorsque le directoire républicain remplaça le général en chef Beurnonville par le vainqueur des lignes de Weissembourg et le pacificateur de la Vendée. Nous allons voir les guerriers de Fleurus, d'Aldenhoven, animés d'un nouvel enthousiasme, rappelés à leurs premiers triomphes, menacer une troisième fois l'Allemagne, et venger par des victoires les retraites des deux années précédentes. 1797—an v. Allemagne.

On a vu, dans le septième volume, le triste résultat de l'expédition d'Irlande. Trompé dans ses espérances, le gouvernement voulut au moins mettre à profit le dévouement connu du général dont les grands talens militaires n'avaient pu être employés contre nos plus implacables ennemis. La réputation de Hoche, qui balançait celle des premiers généraux de la république, fit penser aux directeurs que l'armée de Sambre-et-Meuse, sous le commandement de ce chef, ne se montrerait point inférieure à la glorieuse armée d'Italie.

Arrivé au quartier-général de Cologne, Hoche s'occupa avec son activité accoutumée de la réorganisation de l'armée confiée à ses soins. Retenue si long-temps dans ses quartiers d'hiver, cette même armée avait éprouvé des désertions considérables; l'esprit militaire était affaibli, les liens de la discipline s'étaient relâchés; enfin elle avait un égal besoin d'un administrateur prévoyant, éclairé, et d'un général ferme et habile.

Hoche réunissait ces deux qualités. Investi de pouvoirs extraordinaires, dictateur, pour ainsi dire, dans les provinces vendéennes, il y avait fait preuve de ses talens administratifs et guerriers. C'est par son esprit conciliateur, par ses mesures sages et prudentes, encore plus que par la force des armes, qu'il était parvenu à soumettre le pays insurgé, et à

Rhin-et-Moselle, — Vie de Hoche, — Précis historique de Dedon, — Jomini, — Mémoires du prince Charles, — Mémoires et Documens communiqués, etc.

1797—an v Allemagne.

rétablir, au sein de la plus furieuse anarchie, l'ordre et la tranquillité. C'était donc une heureuse inspiration que celle qui fit choisir ce général pour commander une des armées d'Allemagne, à une époque où les plus grands efforts devenaient nécessaires pour terminer une guerre aussi désastreuse pour la république que pour les rois ligués contre elle.

Le général de l'armée de Sambre-et-Meuse ne trahit point la confiance de son gouvernement. Nous avons parlé des regrets exprimés par Hoche en se voyant dans l'obligation de combattre des Français, et la noble envie qu'il portait à ceux des généraux de la république qui n'avaient pour adversaires que les ennemis extérieurs [1]. Transporté sur les bords du Rhin, il voyait ses vœux réalisés; de nouveaux triomphes, des victoires moins douloureuses et plus légitimes, pour ainsi dire, s'offraient à son ame avide de gloire et de renommée; et son génie trouvait encore plus de développement dans l'espérance de vaincre des ennemis avec lesquels il ne répugnait point de se mesurer.

Hoche avait demandé le général Chérin pour chef d'état-major-général, et l'avait obtenu. Ces deux guerriers, liés par la plus intime amitié, se trouvaient réunis à Cologne à la fin de février. La seule présence du nouveau général en chef au quartier-général de l'armée de Sambre-et-Meuse avait déjà ranimé l'ardeur des chefs et des soldats. En s'occupant directement et spécialement des besoins des troupes, il sut les ramener bientôt à l'obéissance et à la discipline. Nommé en même temps administrateur-général des pays conquis en deçà du Rhin, Hoche s'appliqua à faire estimer le nom français dans ces contrées, soumises avant lui à l'arbitraire des agens qui l'avaient précédé, comme il avait cherché à faire respecter le gouvernement républicain dans les départemens insurgés.

[1] *Voyez* tome IV, pages 193 et 194.

Les mesures prises par lui réussirent à dissiper en grande partie les préventions que les peuples subjugués avaient contre leurs dominateurs. Sa conduite modérée procura des ressources qu'on eût refusées à la violence : les subsistances de l'armée furent assurées ; le soldat n'eut plus de prétexte pour se livrer au maraudage en parcourant les campagnes à main armée. Des marchés furent passés avec une compagnie belge, pour l'habillement et l'équipement des troupes ; et cette branche jusqu'alors si négligée de l'administration militaire se trouva en peu de temps au niveau des autres. Enfin, grâce à l'active prévoyance du général de l'armée de Sambre-et-Meuse, l'armée du Rhin fut elle-même pourvue d'une grande partie des objets qui lui manquaient. Mais en donnant ainsi tous ses soins à l'amélioration du sort des soldats, Hoche sentit qu'il fallait déployer la plus grande sévérité envers ces êtres parasites qui pullulent dans les armées pour les piller, et qui s'engraissent au milieu du désordre. Il purgea les administrations et les états-majors de tous les hommes inutiles au service, voulant que l'armée ne comptât plus dans ses rangs que de véritables défenseurs de la patrie.

1797—an v. Allemagne.

Par suite de dispositions dont le général de l'armée de Sambre-et-Meuse reconnut un des premiers l'inconvénient, depuis quelques campagnes la cavalerie se trouvait éparpillée dans les divisions d'infanterie. Hoche résolut de la réunir en divisions séparées par armes [1]. Le général Ney commanda les

[1] Nous partageons ici l'opinion du judicieux critique que nous citons souvent : « Pour éviter une erreur, dit le général Jomini, Hoche tomba dans une autre non moins dangereuse, en détruisant l'émulation des différentes armes, en les privant de l'appui réciproque qu'assure leur constitution particulière ; il eût tiré de sa cavalerie un plus grand avantage en admettant des hussards, des chasseurs et des dragons dans chacune de ses divisions, et en composant sa réserve seule de grosse cavalerie.

1797—an v. Allemagne.

hussards, Richepanse les chasseurs, Klein les dragons, et d'Hautpoul la grosse cavalerie.

L'armée active se trouva formée ainsi qu'il suit :

L'aile droite, composée de deux divisions d'infanterie et de la division des chasseurs à cheval, sous les ordres du général Lefebvre; le centre, commandé par le général Grenier; deux divisions d'infanterie, la division de hussards et celle de grosse cavalerie formant réserve; la gauche, aux ordres du général Championnet, deux divisions d'infanterie et la division de dragons. Le général Collaud, avec un corps séparé, fut chargé de couvrir le Hundsruck, et d'investir les forteresses d'Ehrenbreitstein et de Mayence.

Jamais l'armée de Sambre-et-Meuse n'avait été dans un état plus satisfaisant. Son artillerie nombreuse, bien attelée, bien servie, était sous les ordres du général Debelle, beau-frère de Hoche. Quelques jours avant le commencement des hostilités, le général en chef écrivait au directoire : « Il n'est pas possible de voir une armée plus belle, plus brave, et mieux disciplinée.....; avec elle, un général est sûr de vaincre bientôt les armées ennemies.... Que la campagne s'ouvre, et rien ne pourra m'empêcher d'être à Vienne.... » Cette noble confiance du général en chef en ses soldats n'était surpassée que par celle qu'ils avaient eux-mêmes dans le génie de leur digne chef. Electrisés par ses discours et par sa présence continuelle au milieu d'eux, ils brûlaient d'en venir aux mains avec l'ennemi, et n'attendaient que le signal.

Nous avons fait observer plus haut que l'armée de Sambre-et-Meuse avait des débouchés assurés, et que, par conséquent, le passage du Rhin ne lui présentait pas les mêmes difficultés qu'à l'armée de Rhin-et-Moselle. Déjà l'aile gauche, aux ordres de Championnet, occupant sur la rive droite le camp retranché de Dusseldorf, et la droite tenant la tête du pont

de Neuwied, rien ne s'opposait à ce que l'armée entière fût promptement réunie sur les bords de la Lahn. Toutefois le général Werneck, en concentrant ses troupes dans la position d'Altenkirchen, aurait pu se réserver la facilité de tomber successivement sur le général Championnet au passage de la Sieg, et sur le général Hoche, débouchant de Neuwied par Dierdorf ou Montabaur; mais, d'un autre côté, les troupes autrichiennes n'étaient pas assez nombreuses pour que cette manœuvre pût réussir complètement. 1797—an V. Allemagne.

Nous avons dit que l'armée ennemie sur le Bas-Rhin ne s'élevait pas à plus de quarante mille hommes : c'était à peu près les deux tiers des forces que Hoche avait à sa disposition. Cantonnées sur les deux rives de la Lahn, les troupes autrichiennes avaient leurs avant-postes sur la Sieg ; et, pour s'opposer au débouché des Français par Neuwied, ils avaient cerné cette ville de retranchemens et de batteries, gardés par un très-fort détachement que commandait le général Kray.

Il parait que déjà le bruit des pourparlers qui avaient eu lieu sur les frontières de la Styrie entre Bonaparte et l'archiduc, était déjà parvenu au quartier-général de Werneck, puisque, le 16 avril, ce général écrivait à Hoche, qui venait de lui faire dénoncer l'armistice : « *Qu'un nouvel acte de ce genre* ayant été conclu en Italie, il priait le général français de suspendre les hostilités, jusqu'à ce que la nouvelle fût officiellement arrivée. » Hoche répondit que, malgré son désir de la paix, il ne croyait pas devoir obtempérer à la demande qu'on lui faisait, attendu qu'il ne pouvait enfreindre les ordres positifs qu'il avait reçus du gouvernement d'entrer en campagne. Il crut néanmoins devoir informer le directoire, par un courrier extraordinaire, de la démarche du général autrichien, en ajoutant : « quelle que soit votre décision, citoyens directeurs, je crois devoir vous faire observer que

1797—an v. Allemagne. l'armée de Sambre-et-Meuse étant forte de soixante-dix mille hommes, j'en peux porter à l'instant soixante mille sur le Danube, et contraindre l'ennemi à une paix plus avantageuse avec la France. »

Toutefois, Hoche ne crut pas devoir attendre la réponse du directoire. Le 16 avril, dans l'après-midi, l'aile gauche de l'armée déboucha du camp retranché de Dusseldorf, s'avança sur la Wipper, passa cette rivière, et vint prendre position dans les plaines de Mulheim, vis-à-vis Cologne. Le lendemain 17, le général Championnet s'établit sur la Sieg. Werneck laissa l'aile gauche s'avancer ainsi vers Altenkirchen, dans le dessein de la combattre sur un terrain choisi. En conséquence il rassembla sa droite à Neukirchen, son centre à Dierdorf, en ordonnant au général Kray, qui formait sa gauche, de venir prendre cette dernière position, et de ne laisser devant le débouché de Neuwied, pour masquer son mouvement, que quelques bataillons et escadrons en corps volans.

En prenant ces dispositions hasardées, le général autrichien présumait que l'aile gauche étant facilement repoussée et même battue par les forces qu'il réunissait contre elle, il aurait toujours le temps de se porter, par une marche de flanc, devant Neuwied, pour empêcher l'aile droite et le centre de l'armée française de déboucher de ce point. Les troupes autrichiennes se mirent donc en mouvement, et le 17, le centre et l'aile droite de l'armée arrivèrent dans les positions indiquées. Le 18, l'aile droite s'avança sur Cropach, sur la droite d'Altenkirchen; et, dans la nuit du 17 au 18, le général Kray dut commencer son mouvement sur Dierdorf.

Le général Hoche avait fait commencer le mouvement de son aile gauche deux jours avant celui de la droite et du centre, afin que le général Championnet se trouvât à peu près

Digitized by Google

Peil
Alt Wied
Reisbach
Ehrlich
1/2

à la hauteur d'Uckerad quand les deux autres corps d'armée déboucheraient de Neuwied. Les troupes de Grenier et de Lefebvre furent donc réunies, le 17, aux environs d'Andernach; et le 18, à trois heures du matin, le général Lefebvre, à la tête de ses deux divisions d'infanterie, précédé par les chasseurs réunis sous les ordres du général Richepanse, passa le pont de Neuwied, et fit former ces troupes en bataille dans la plaine à droite du pont. Les hussards, commandés par Ney, et les deux divisions Lemoine et Olivier, composant le centre, aux ordres du général Grenier, suivirent immédiatement l'aile droite, et se placèrent à la gauche. La division d'infanterie du général Watrin, et la réserve de grosse cavalerie du général d'Hautpoult passèrent ensuite. Tous ces mouvemens se firent sans obstacles, à la vue des troupes laissées devant Neuwied par le général Kray, déjà en marche sur Dierdorf.

1797—an v. Allemagne.

Le général Werneck dut reconnaître alors toute l'erreur de son calcul. Incertain sur le point où il devait se porter, craignant, en attaquant le général Championnet sur la Sieg, d'être pris lui-même en flanc par le général Hoche, il envoya de suite au général Kray l'ordre de revenir sur ses pas à Anhausen et Bendorf; sa position lui parut même si critique, qu'il chercha une seconde fois à gagner du temps, en renouvelant auprès de Hoche la demande d'une suspension d'armes, motivée toujours sur l'existence des ouvertures de négociation faites en Italie; mais il y mit maladroitement la condition que l'armée française repasserait sur la rive gauche du Rhin. Hoche, qui pénétra facilement le dessein de son adversaire, lui fit répondre qu'il consentirait volontiers à une suspension d'armes, mais à la condition que l'armée autrichienne se retirerait elle-même derrière le Mayn, tandis que celle de Sambre-et-Meuse se porterait sur la Lahn, et qu'en outre la forteresse d'Ehrenbreitstein serait remise aux Français. Les

1797—an v Allemagne.

deux généraux n'ayant pu tomber d'accord, se préparèrent à combattre.

A huit heures du matin, l'action s'engagea du côté de Neuwied par une forte canonnade, et le général Hoche mit les troupes de l'aile droite et du centre en mouvement pour chasser le général Kray de sa position. La ligne des Autrichiens s'étendait de Zollengers près du Rhin jusqu'à Hedersdorf, village retranché; son front était couvert par six redoutes élevées en avant du chemin qui conduit de Neuwied à Ehrenbreitstein; trois autres redoutes placées à Hedersdorf prenaient en écharpe les troupes qui auraient voulu marcher sur Dierdorf, après avoir traversé le chemin d'Ehrenbreitstein. Tous ces ouvrages étaient fraisés, palissadés et armés d'artillerie.

Hoche donna l'ordre au général Lefebvre de se diriger sur Bendorf, et à Grenier de marcher sur Hedersdorf. L'artillerie légère du général Lefebvre, soutenue par quelques escadrons de chasseurs, se porta en avant et canonna les retranchemens ennemis; la dernière redoute de gauche fut enlevée à la baïonnette par l'infanterie, ainsi que le village de Zollengers, et l'aile droite se déploya dans la plaine pour marcher sur Bendorf. Ce village, couvert par le ruisseau de Sayn, présentait une assez bonne position. Les Autrichiens s'y défendirent avec beaucoup de résolution contre l'attaque vigoureuse de l'infanterie; mais la division des chasseurs à cheval de Richepanse les chargea et les mit en déroute. Le chef d'escadron Crancé, à la tête du premier régiment, dans cette charge brillante, accula un bataillon du régiment de Gemminen et deux cents dragons de Latour au défilé du village de Sayn, à droite de celui de Bendorf, et leur fit mettre bas les armes. Le général Richepanse s'attacha à la poursuite des fuyards sur le chemin de Montabaur, et enleva sept pièces de canon, cinq drapeaux ou étendards, et cinquante

caissons de munitions. Les deux divisions d'infanterie suivirent cette même direction, et marchèrent avec tant de rapidité qu'elles arrivèrent à Montabaur presqu'en même temps que les chasseurs. 1797 — an V. Allemagne.

L'attaque sur Hedersdorf ne fut pas moins prompte et moins décisive. Le général Grenier plaça les neuf compagnies de grenadiers de sa propre division sous les ordres du général Bastoul, et, les faisant appuyer par leurs demi-brigades, elles marchèrent sur le village l'arme au bras. Arrivé devant les palissades, Bastoul, à la tête de ses braves, se précipita sur les retranchemens et les emporta à la baïonnette.

La droite et la gauche du général Kray se trouvant forcées, Hoche devait supposer que le centre ne résisterait pas davantage; toutefois la division Olivier éprouva une très-vive résistance en voulant s'emparer d'une redoute fermée par sa gorge, et que les Autrichiens paraissaient décidés à défendre jusqu'à la dernière extrémité. Deux assauts livrés par les grenadiers français furent repoussés; enfin, vers les dix heures, le général Olivier fit avancer de nouveau les carabiniers de la neuvième légère et les grenadiers de la trente-septième, soutenus par leurs demi-brigades; et la redoute fut emportée. Le général Ney contribua puissamment au succès de ces attaques sur la droite et le centre des Autrichiens, en conduisant par échelons les trois régimens de hussards qu'il commandait, dans l'intervalle des redoutes à gauche d'Hedersdorf, et de celles qui battaient le débouché du pont de Neuwied : toutes ces redoutes avaient été tournées par cette manœuvre habile.

Le général Lefebvre, dans son mouvement sur Bendorf et par suite sur Montabaur, avait cru devoir négliger de s'arrêter à prendre une dernière redoute de l'ennemi sur la droite, et qui n'était point d'ailleurs dans la direction qui lui avait été tracée. La division Watrin marchant, comme on

1797—an v Allemagne.

l'a vu, en réserve, fut chargée de cette attaque. La redoute, armée de quatre pièces de canon et d'un obusier, était fermée par sa gorge et gardée par deux compagnies qui combattirent avec opiniâtreté. Repoussés deux fois, les Français allaient tenter un troisième assaut, lorsqu'un obus mit le feu au magasin à poudre de la redoute. Les grenadiers de la division profitèrent du désordre qu'occasiona cet accident pour entrer à la baïonnette dans l'ouvrage, où ils firent cent cinquante prisonniers.

Le général Grenier marcha sur Dierdorf, où le général Ney, avec ses hussards et une compagnie d'artillerie légère, poursuivait les fuyards, et se trouvait déjà engagé avec le corps du centre que commandait le général Werneck en personne.

L'infanterie de Grenier, suivie de la réserve de grosse cavalerie du général d'Hautpoult, fut en présence de l'ennemi vers trois heures de l'après-midi. Le général autrichien avait disposé ses troupes en avant du village, derrière un ruisseau qui couvrait son front. Les fuyards du corps de Kray avaient déjà jeté quelque désordre dans les rangs autrichiens, et le général Grenier en ayant profité pour engager l'action avant que la totalité de ses troupes fût en ligne, l'ennemi abandonna sa position, en se retirant précipitamment par la route d'Hachenburg, où Ney le poursuivit jusqu'au soir.

Sur ces entrefaites, le général Championnet, qui avait passé la Sieg dans la nuit du 17 au 18, s'était emparé d'Uckerad et d'Altenkirchen. Ces deux postes, faiblement défendus, ne retardèrent la jonction de l'aile gauche avec le reste de l'armée française que de vingt-quatre heures.

La journée du 18 avril coûta aux Autrichiens cinq à six mille hommes tués, blessés ou prisonniers, sept drapeaux, vingt-sept pièces d'artillerie, soixante caissons et un grand nombre de voitures de bagages. Hoche donna en cette occa-

sion des preuves de ses talens et de sa rare activité. Il montra que sa longue présence dans le foyer de la guerre civile, si différente d'une guerre régulière, ne lui avait fait rien perdre de l'expérience qu'il avait acquise dans ses premières campagnes, et surtout aux lignes de Weissembourg. Se portant sur tous les points d'attaque avec la rapidité de l'éclair son exemple avait inspiré aux troupes le plus grand enthousiasme et la plus rare intrépidité [1]. 1797—an V. Allemagne.

Quelques heures avaient suffi pour placer l'armée autrichienne dans la situation la plus critique. Loin de songer à s'opposer à la réunion de l'armée française, Werneck n'avait plus à s'occuper que du rassemblement des débris de ses divisions battues. Il crut devoir se retirer sur Neukirchen avec le centre, en ordonnant au général Kray de s'y porter par Hostehbach, et aux troupes de sa gauche de prendre la même direction par Marienberg.

L'armée française prit position, savoir : l'aile droite en avant de Montabaur, à cheval sur la route de Limburg, ayant son front couvert par le ruisseau d'Esch, en avant duquel se placèrent les chasseurs et l'infanterie légère; le centre sur deux lignes en avant et en arrière de Dierdorf, les hussards devant la première ligne, et la grosse cavalerie derrière la seconde; l'aile gauche tenait Altenkirchen, ayant son avant-garde au village de Weyerbusch, les dragons derrière ce dernier village. Le général Watrin, après la prise de la redoute dont nous avons parlé, occupa Heuhenzel, en détachant quatre bataillons vers Ehrenbreitstein.

Le 19, au matin, Hoche, ne voulant point laisser à l'ennemi le temps de se reconnaître, mit l'armée en mouve-

[1] Un soldat blessé dangereusement, et que l'on portait à l'ambulance, dit à quelques-uns de ses camarades qui semblaient s'apitoyer sur son sort : « Ce n'est rien, mes amis; vous allez au feu, soyez tranquilles; nous avons *à notre tête* un général qui se bat comme un grenadier. Cela va bien. »

1797 — an v. Allemagne.

ment. Il était naturel de chercher à empêcher Werneck de gagner la Lahn, en tournant sa gauche par Weilburg, mais Hoche marcha sur Hachenburg avec les hussards, une division du centre et la grosse cavalerie. Il trouva dans cette dernière ville les troupes de l'aile gauche, qui s'y étaient rendues d'Altenkirchen; le général Grenier, avec l'autre division du centre, prit position à Molsberg, dans l'après-midi. La droite fut dirigée sur Limburg, où le général Lefebvre ne trouva point d'Autrichiens. Ceux-ci s'étaient retirés si précipitamment, à l'approche des Français, sur les hauteurs de Liudentshausen, qu'ils avaient abandonné sept pièces de canon dans les redoutes destinées à défendre Limburg. Si le général Hoche, au lieu de marcher sur Hachenburg où la présence du centre était inutile, puisque l'aile gauche s'y trouvait, eût fait marcher les troupes qu'il avait avec lui, de concert avec les divisions du général Lefebvre, on peut présumer que l'armée autrichienne se fût difficilement tirée de la situation où cette manœuvre la plaçait.

Le général Watrin partagea sa division en deux colonnes: la première, sous les ordres du général Humbert, marcha sur Nassau; la seconde, beaucoup plus nombreuse, dirigée par Watrin en personne, s'empara de Dietz sans coup férir. Le général Goulu, avec les quatre bataillons détachés sur le chemin d'Ehrenbreitstein, attaqua un corps ennemi qui occupait Wesselich et Pfaffendorf, et le repoussa dans cette forteresse.

Cependant le général Ney partit de Hachenburg avec ses hussards et une avant-garde d'infanterie, et se mit sur les traces de l'armée autrichienne, dont il joignit l'arrière-garde au village de Kirchberg. Celle-ci, attaquée par l'artillerie légère que soutenaient les hussards, se replia sur Salzberg, et tint assez de temps pour que le gros des troupes pût arriver dans la position de Neukirchen.

La réserve autrichienne, commandée par le général Simpschen, et renforcée par quelques troupes tirées des garnisons de Mayence et de Manheim, après deux jours de marche forcée, arriva dans la nuit du 19 au 20, à une lieue de Limburg; mais, instruit par les habitans du pays que la ville était occupée par les Français, ce général rétrograda sur Neuhoff, ne croyant pas prudent d'attaquer un ennemi dont il ne connaissait pas le nombre. Son intention était de gagner les bords du Mayn par Hoffheim. 1797 — an v. Allemagne.

D'un autre côté, le général Werneck, privé de sa réserve, dont il se voyait si malheureusement séparé par le mouvement de l'armée française, reconnut qu'il y aurait de l'imprudence à recevoir une attaque dans sa position actuelle : il en partit donc à minuit, prenant la direction de Wetzlar. Le gros des troupes suivit la route qui mène à Herborn, se rabattit ensuite dans la vallée de la Dill, et fut flanqué par une colonne qui marcha par les villages de Greiffenstein, Allendorf et Lein, où elle passa la Lahn, et Braunfels. Les troupes sous les ordres du général Elsnitz se rendirent de Bruck à Giessen, en passant par Hohen-Solms. Une arrière-garde fut laissée jusqu'au jour sur les hauteurs de Hohenroth.

Le 20 avril, le général Lefebvre passa la Lahn à Limburg, et établit son infanterie en avant de cette ville, sur les routes de Kœnigstein et de Wisbaden; les chasseurs de Richepanse furent placés en intermédiaire des deux divisions. La première division du centre marcha sur Weilburg qu'elle occupa; et la seconde sur Greiffenstein, par Reideroth et Mengenkirchen : quelques coureurs, qui éclairaient la marche de cette dernière, firent prisonniers des traîneurs de la colonne autrichienne destinée à couvrir le flanc du corps principal. Vers le soir, le général Olivier fit prendre position à

1797 — an v. Allemagne. ses troupes (deuxième division du centre) sur un plateau, en avant du village de Greiffenstein.

Le général Hoche, à la tête de l'aile gauche, qu'il renforça des hussards de Ney et de la réserve de grosse cavalerie, marcha également le 20 pour attaquer le général Werneck dans sa position de Neukirchen. Dès la pointe du jour, le général Ney, qui s'était arrêté la veille devant Salzberg, s'aperçut de la retraite des Autrichiens; il en donna avis au général en chef, se mit à leur poursuite sur le chemin d'Herborn, et ne tarda pas à rencontrer l'arrière-garde sur les hauteurs de Hohenrode. Il la poussa en tiraillant jusqu'à l'entrée du bois de Roth, où deux pièces de canon, masquées par une petite hauteur, firent plusieurs décharges à mitraille sur le deuxième régiment de hussards qui s'avançait par la grande route.

Ce feu inattendu mit d'abord quelque désordre dans les rangs de ce régiment; mais, soutenus bientôt par les troisième et quatrième régimens qui s'avançaient en bataille dans la plaine, les hussards du deuxième continuèrent à charger la cavalerie ennemie, qui fut rejetée dans le bois qui bordait la route. L'ennemi y avait placé deux bataillons en embuscade, et les hussards furent reçus par un feu de mousqueterie si vif et si bien dirigé, qu'ils furent obligés de se retirer précipitamment. Le général Ney fit alors avancer son infanterie au pas de charge, et donna l'ordre aux escadrons du deuxième régiment de se porter au galop sur la droite du bois, pour tourner les Autrichiens. Ceux-ci s'aperçurent de la manœuvre, et se hâtèrent d'évacuer le bois pour aller se mettre en bataille sur un plateau en deçà de Herborn. Le deuxième régiment de hussards les attaqua encore dans cette position, et les força de se retirer précipitamment sur la route de Wetzlar, avant d'avoir pu se former pour faire résistance.

Ils furent bientôt chassés d'une hauteur sur la rive droite de la Dill, près du village de Flersbach. Ney fit placer sur cette hauteur trois pièces d'artillerie légère qui foudroyèrent la colonne autrichienne, et la mirent dans le plus grand désordre. Les hussards chargèrent ensuite sur le pont de Sinn que traversait en toute hâte l'ennemi, lui firent quatre à cinq cents prisonniers, et s'emparèrent de presque toutes les voitures de vivres et de bagages qui marchaient avec cette colonne. Les Autrichiens furent poursuivis jusqu'à Alarden; la nuit seule put arrêter les vainqueurs. 1797 - an v. Allemagne.

Le général Ney fit bivouaquer les hussards sur les deux rives de la Dill, à Berghausen et Wehrdorf. Le général en chef plaça les dragons entre Nieder-Scheld et Seelrsheller, l'infanterie légère du général Championnet sur les hauteurs qui dominent Bircken, et le gros de l'aile gauche derrière Herborn.

Cette poursuite vigoureuse fit connaître au général Werneck tout le danger qu'il y aurait à rester sur la Lahn, où il ne pouvait plus se défendre sans courir le risque évident d'être prévenu sur le Mayn par un corps de troupes au moins aussi nombreux que le sien. Il réunit donc ses différentes colonnes au corps de bataille à Muntzenberg. Le général Elsnits dut couvrir la marche de l'armée avec sa brigade.

L'intention du général Hoche était effectivement d'arriver à Francfort avant son adversaire, et de l'obliger à se retirer par Aschaffenburg. En conséquence, il ordonna au général Lefebvre de se diriger sur la première de ces villes à marches forcées. Le 21, la division Lemoine marcha sur Kœnigstein par la nouvelle route, tandis que la division particulière de Lefebvre [1] s'y dirigeait par l'ancien chemin de Limburg à

[1] A cette époque, les généraux de division chargés du commandement d'un corps d'armée ne quittaient point pour cela le commandement de leur division, qui était, dans ce cas, dirigée par le plus ancien général de brigade.

1797—an v. Allemagne.

Camberg. Ces deux corps se réunirent en arrière du village d'Esch et du bois de ce nom. Le seizième régiment de chasseurs s'étant porté en avant rencontra les hussards de Wecsay, les chargea et leur fit une centaine de prisonniers. N'espérant plus être en mesure de résister aux Français, les Autrichiens se retirèrent partie sur Mayence et partie sur Francfort. On se rappelle que la réserve du général Simpschen se composait en partie de troupes tirées des garnisons de Mayence et de Manheim. Les avant-postes de l'aile droite s'étendirent au-delà de Kœnigstein. Pendant ce temps la division Watrin s'était avancée jusqu'à Idstein où elle s'établit.

La division particulière du général Grenier n'avait point quitté la position de Weilburg; mais celle du général Olivier s'était portée vers Wetzlar, par la rive droite de la Dill, sur l'arrière-garde autrichienne, qui paraissait vouloir défendre le passage de la Lahn sur ce point. Olivier fit déployer ses troupes en avant de Fetzberg, et avancer des grenadiers pour attaquer l'ennemi; tandis que deux escadrons de dragons passaient la rivière au gué de Rechz pour tourner, par la gauche, la position des Autrichiens : ceux-ci devinèrent l'intention du général français, et continuèrent leur retraite. La division passa alors sur le pont de Wetzlar, et s'avança sur la route de Francfort jusqu'au bois de Reckenbach.

Sur ces entrefaites, le général Hoche, toujours avec l'aile gauche, les hussards et la grosse cavalerie, poursuivait le général Werneck et le gros de l'armée autrichienne sur la Haute-Lahn. Le général Soult, qui commandait l'avant-garde d'infanterie, atteignit le général Elsnitz, près de Steinberg. Cette arrière-garde se mettait en devoir de résister, lorsque les généraux Championnet et Klein, ayant passé la Lahn à gué, avec deux brigades de dragons et une compagnie d'artillerie légère, débouchèrent sur la grande route. Elsnitz, qui vit le danger imminent qu'il courait, se hâta d'ordonner

la retraite sur Giessen. Le général Ney, témoin du mouvement de l'ennemi, se précipita avec ses hussards sur la colonne en retraite, et la poursuivit la pointe aux reins, jusque sous les murs de Giessen. Le général autrichien continuait sa marche sur Muntzenberg, lorsque les hussards, qui avaient tourné la ville, dans laquelle ils n'avaient pu pénétrer, tombèrent une seconde fois sur la queue de la colonne, la dispersèrent, lui prirent quatre cents hommes et deux pièces de canon.

1797 — an V. Allemagne.

Les fuyards portèrent au général Werneck la nouvelle de l'approche menaçante des Français, et il dut revenir sur ses pas autant pour rallier les débris de la brigade Elsnitz que pour arrêter les progrès de ses adversaires. Il posta, à cet effet, une partie de son infanterie sur les hauteurs de Gruningen. Le général Ney se contenta alors d'escarmoucher, afin de donner à l'infanterie française le temps d'arriver. Cependant, quelques canonniers à cheval s'étant imprudemment avancés avec une de leurs pièces sur la ligne des tirailleurs, furent chargés vigoureusement par les hulans, qui enlevèrent le canon. Ce léger échec excita le courroux de Ney, qui chargea sur-le-champ avec un escadron pour reprendre cette pièce; mais le cheval du général s'abattit dans un ravin; les hussards de Blankenstein s'étant avancés pour soutenir les hulans, et, ayant pris l'escadron en flanc, tombèrent sur Ney et le firent prisonnier ainsi que les hussards qui l'entouraient. La nuit mit fin à cet engagement; et les Autrichiens, qui n'avaient voulu que ralentir la poursuite, se retirèrent, à la faveur de l'obscurité, derrière la Nidda [1]. Le général disposa ainsi ses troupes:

[1] Le général Hoche, très-affligé de la perte du brave Ney, fit proposer à Werneck de rendre ce général sur parole, lui promettant de lui renvoyer de même le premier officier-général autrichien que la chance des armes ferait tomber entre les mains des Français. Werneck refusa sèchement d'acquiescer à cette proposition.

1797—an v. Allemagne.

les hussards, entre Steinbach et Gottesheim; les dragons, à Steinbach, pour garder les routes de Lietz et de Muntzenberg; les deux divisions d'infanterie autour de Giessen, et la grosse cavalerie en arrière de cette ville.

Le 22 avril, les Autrichiens continuèrent leur retraite sur Ilbenstadt.

Cependant, le général Simpschen était resté en position à Neuhoff. Lefebvre ordonna au général Watrin, dont la division se trouvait momentanément sous ses ordres, de pousser ce corps autrichien dans Mayence; et, pour appuyer ce mouvement, il fit marcher la division Lemoine avec une brigade de chasseurs sur Hoffheim et Weilbach : les chasseurs furent particulièrement chargés d'éclairer le Mayn depuis Cassel jusqu'à Hochst. Le reste de l'aile gauche et l'autre brigade des chasseurs se dirigèrent sur Francfort, pour gagner la position de Bergen et y arrêter le corps de Werneck.

La réserve autrichienne se trouvait réunie entre Neuhoff et Wisbaden, prête à recevoir l'attaque des Français; mais le vingt-troisième de chasseurs, qui éclairait la marche de ces derniers, chargea les premiers postes; et, soutenu bientôt par l'infanterie, il réussit à pousser les Autrichiens sur Erbenheim. Le général Simpschen perdit dans cet engagement trois pièces de canon et huit cents prisonniers. La division Watrin s'établit en avant de Wisbaden. Le général Lemoine, parvenu sans obstacles à Weilbach et à Eddersheim, jeta son infanterie légère et les chasseurs sur la rive gauche du Mayn, qu'ils balayèrent depuis Hochst jusqu'à Florsheim.

Le général Lefebvre, arrivé près de Francfort, trouva tous les ponts sur le Mayn coupés, et la cavalerie ennemie, disposée sur la rive gauche à en disputer le passage. On s'occupa de réparer quelques-uns des ponts, et les chasseurs traversèrent la rivière pour attaquer la ligne ennemie, formée de plusieurs escadrons de cuirassiers d'Albert et de Nassau, et

des dragons de Cobourg. Cette ligne fut enfoncée à la seconde charge, et perdit cent cinquante cuirassiers. Le premier régiment de chasseurs entra pêle-mêle avec les fuyards dans Francfort. 1797—an v. Allemagne.

Lefebvre allait faire son entrée dans la même ville, lorsque le colonel Milius, qui y commandait pour les Autrichiens, vint au-devant de lui, accompagné d'un courrier, porteur des préliminaires de paix signés à Léoben. Lefebvre fit prendre position à ses troupes à la hauteur du chemin de Friedberg, et se hâta de transmettre aux généraux en chef les dépêches qui leur étaient adressées.

Le général Werneck était alors arrivé sur les hauteurs de Bergen avec une grande partie de sa cavalerie, qu'il avait fait venir en toute hâte d'Ilbenstadt, lorsqu'il vit que les Français voulaient lui barrer le passage; la brigade des chasseurs, qui avait été dirigée sur ce point, tiraillait déjà avec les troupes légères autrichiennes, lorsque la réception de la dépêche transmise par Lefebvre engagea le général autrichien à faire cesser sur-le-champ les hostilités.

Sur ces entrefaites, le général Grenier avait pris position à Usingen et Homburg, et la division Olivier s'était arrêtée sur les hauteurs de Niederklée. Le général Hoche ayant laissé le général Championnet avec la plus grande partie de son infanterie à Giessen, n'avait pris avec lui qu'une seule demi-brigade d'infanterie légère, les hussards, les dragons et la grosse cavalerie; et son intention était d'attaquer les Autrichiens dans la plaine de Lietz. Le courrier, qui l'atteignit près du village d'Arsenheim, détermina Hoche à donner sur-le-champ l'ordre à ses colonnes de s'arrêter en cet endroit.

Dans une conférence qui eut lieu le lendemain à Ilbenstadt, entre les deux généraux en chef, il fut convenu que la ligne de démarcation suivrait le cours de la Nidda.

Ce ne fut pas sans quelques regrets que Hoche se vit arrêté

1797—an v. Allemagne.

dans sa marche victorieuse. En effet, d'après les dernières dispositions qu'il venait de prendre, il avait lieu d'espérer la ruine presque certaine de l'armée ennemie. Voici quelle était la position de l'armée française : le général Lefebvre, avec ses deux divisions, fortes ensemble de seize à dix-huit mille hommes, arrivait à Rodelheim ; le centre, dont les deux divisions présentaient un effectif réel de quinze mille hommes, appuyait, au besoin, le général Lefebvre, des postes d'Usingen, de Homburg et de Niederklée, où ces troupes se trouvaient placées ; le général Hoche, à la tête de cinq mille chevaux, se trouvant près d'Assenheim, jetait un des bataillons de la demi-brigade qu'il avait avec lui dans Staten, et les deux autres dans Assenheim ; enfin, dix-huit mille hommes environ, qui formaient l'aile gauche aux ordres de Championnet, pouvaient se porter rapidement sur la Nidda, et tourner les derrières de l'armée autrichienne. Il est bien difficile de croire que le général Werneck eût pu se tirer avec honneur d'une situation aussi critique ; et, quels que fussent d'ailleurs le dévouement et l'amour de Hoche pour son pays, on doit supposer que, dans le premier moment, il ne vit pas échapper, sans éprouver un sentiment pénible, l'occasion d'un triomphe éclatant.

16 mai. (27 floréal.) Italie.

Insurrection des Etats de Venise en terre-ferme ; fin de cette république aristocratique[1]. — Les préliminaires de paix venaient d'être signés à Leoben, et la guerre se rallumait dans les provinces vénitiennes. La plus ancienne république de l'Europe allait être anéantie, alors que la France, constituée en république, se voyait affermie par le succès de ses armes, de ces mêmes armes dont elle avait combattu les rois,

[1] Journaux du temps, — Histoire des campagnes de Bonaparte, — Siéges et batailles, — Desjardins, — Jubé et Servan, — Lacretelle, — Histoire de France, — Jomini, — Histoire des campagnes d'Italie, — Précis historique de Dedon, — Mémoires et Notes manuscrits, etc.

et qu'elle tournait maintenant contre un gouvernement vainement retranché derrière une politique impuissante. Mais, avant de dire comment le sénat rendit le peuple vénitien victime de ses propres erreurs, il convient de rappeler ici les événemens qui précédèrent cette catastrophe. 1797—an v. Italie.

En parlant des moyens que Bonaparte avait cru devoir employer pour paralyser les intentions hostiles du gouvernement vénitien, au moment de l'ouverture de la campagne de 1797, nous avons dit que l'adjudant-général Landrieu avait été chargé de correspondre avec les sociétés secrètes organisées dans les villes de terre-ferme, de fomenter et d'entretenir l'esprit d'insurrection contre le gouvernement aristocratique, afin de faire une diversion puissante aux projets du sénat, déterminé à seconder les efforts autrichiens dans cette nouvelle campagne. Un mouvement insurrectionnel devait éclater lorsque l'armée française aurait franchi le Tagliamento. Le sénat fut informé des trames ourdies contre lui, et s'empressa de diriger un corps d'Esclavons sur le principal foyer de la révolte, Bergame. Ces troupes étaient sur le point d'entrer dans la ville, lorsque, le 15 mars au matin, les conjurés et leurs nombreux partisans s'arment, s'emparent des portes de la ville pour en défendre l'entrée aux Esclavons. La garnison française, sous le prétexte de l'émeute, se rassemble sous les armes; les officiers encouragent les mécontens et leur promettent un appui. Les Bergamasques sortent de la ville avec résolution, attaquent les troupes du sénat, les culbutent et les poursuivent sur la route de Brescia. Ce premier succès enhardit les insurgés; ils proclament la liberté, établissent un gouvernement municipal, et nomment sur-le-champ des députés pour aller à Milan, demander des secours à la république cispadane. Celle-ci leur envoie des habits, des armes, des munitions. En peu de jours plusieurs bataillons sont organisés; des Italiens de différentes contrées, des

1797 — an v. Italie.

Polonais, quelques Français, se réunissent à ces troupes et marchent sur Brescia, où déjà les familles Lecchi et Gambara avaient préparé l'insurrection. Cette armée improvisée arrive le 27 aux portes de Brescia, qui lui sont ouvertes par les habitans. Ceux-ci se réunissent aux Bergamasques, et vont attaquer la caserne, où se trouvaient cinq cents Esclavons arrivés depuis peu de jours. Attaqués à l'improviste, ces soldats sont désarmés et faits prisonniers. On s'assure de la personne du provéditeur Battaglia; et, dans l'ivresse de leur enthousiasme, les habitans de Brescia imitent ceux de Bergame, proclament leur liberté et établissent une municipalité.

A la nouvelle de ces deux événemens, le sénat de Venise voyant que la force était insuffisante pour arrêter les progrès d'un incendie aussi bien calculé, eut recours aux moyens des gouvernemens sans énergie : il envoya de nombreux émissaires en terre-ferme, chargés de prodiguer l'or pour faire changer la disposition des esprits et opérer une contre-révolution. Des prêtres et des moines, auxiliaires puissans en pareil cas, se répandent dans les montagnes, cherchent à fanatiser le crédule habitant des chaumières, et, par leurs discours insidieux, à lui persuader que c'est œuvre méritoire et propre à lui ouvrir les portes de la béatitude céleste, que de s'armer contre les Français, serviteurs du démon. Ces moyens réussissent au gré de ceux qui les emploient. Bientôt toute la population de la rive occidentale du lac de Garda et de la vallée de Sabbia, réunie aux troupes du sénat, vient former un camp à Santa-Eufemia, auprès de Brescia. Toutefois les nobles vénitiens, moins aveuglés par leurs intérêts personnels, auraient dû se rappeler que le fanatisme de la liberté est au moins aussi puissant que celui de la religion; ils n'auraient point dû oublier que la poignée d'habitans de Padoue dont ils tiraient leur origine, réfugiés dans les lagunes de l'Adria-

tique pour éviter le joug oppresseur des Goths, avait su tenir en échec les forces de ces barbares. 1797 — an V. Italie.

Les habitans de Brescia ne se laissèrent point intimider par ce ramas de fanatiques et de soldats soudoyés; ils avaient mis la ville en état de défense. Attaqués le 4 avril, ils soutinrent avec vigueur une canonnade long-temps prolongée; et le lendemain, bien qu'informés que leurs adversaires avaient reçu pendant la nuit des renforts, surtout en cavalerie, venus de Verone, ils ne craignirent point de tenter une sortie sur le camp de Santa-Eufemia. Ils en forcèrent les retranchemens, dispersèrent les troupes qui les défendaient, et les poursuivirent jusqu'aux environs de Lonato. Après ce premier avantage, il ne leur fut pas difficile de dissiper un corps assez nombreux d'insurgés de la plaine, qui s'était également approché de Brescia.

Le sénat de Venise avait fait de la ville de Salo le point d'appui de ses opérations contre les insurgés : il fut résolu qu'on marcherait sur cette ville. Un corps de douze cents hommes commandés par Lecchi, et quatre pièces de canon, sortirent de Brescia dans ce dessein : les insurgés n'ayant point d'artilleurs, quelques canonniers français se travestirent pour le service des pièces. Termini, poste qui domine Salo, fut promptement enlevé; et les habitans de la ville, pour éviter les malheurs d'une entrée de vive force, firent leur soumission et livrèrent des otages. Mais au moment où les Brescians allaient entrer dans Salo, les troupes esclavones, battues le 5 avril devant Brescia et réunies aux paysans insurgés des montagnes, tombent à l'improviste sur la colonne de Lecchi et la refoulent dans Salo. Dans le désordre qu'entraîne cette surprise, quelques soldats français et polonais qui faisaient partie de la troupe bresciane, se réunissent et se font courageusement jour au travers de l'ennemi. Les Brescians et les Bergamasques se réfugient dans les maisons

1797 — an v. Italie.

et s'y barricadent; mais les soldats et les paysans vénitiens parviennent à les faire prisonniers malgré leur résistance désespérée.

Cet échec jeta la consternation dans Brescia et dans Bergame : ces deux villes demandèrent de prompts secours à Milan. Le général Lahoz rassembla quelques Français et Polonais qui se trouvaient dans les dépôts, et quelques bataillons lombards, et se mit en marche sur Salo. D'un autre côté, le commandant français de Peschiera et le chef de la marine, gagnés par les séductions des conjurés, se décidèrent à envoyer, le 10 avril, la flottille française du lac de Garda devant Salo. Le commandant des chaloupes, qui avaient quelques troupes de terre à bord, fit sommer le provéditeur Zicogna et le général Fioravanti, qui commandait les Esclavons, de rendre la place, dont l'occupation, disait-il, était nécessaire aux Français pour leurs opérations contre l'armée autrichienne. Le général Fioravanti répondit que la république vénitienne avait un besoin encore plus urgent de cette place, pour s'en faire un rempart contre les Brescians insurgés, et refusa en conséquence d'obtempérer à la demande qui lui était faite. Le commandant français ayant alors fait tirer sur la ville, les habitans et la garnisou, effrayés, cherchèrent un abri dans les montagnes.

Quoique l'intervention des Français dans la querelle des insurgés de terre-ferme contre le gouvernement vénitien ne fût plus un mystère, l'officier qui commandait la flottille voulut sauver les apparences, en déclarant que les habitans de Brescia étaient prêts à déposer leurs armes, si ceux de Salo et les Vénitiens qui étaient dans cette ville en voulaient faire autant; et il s'offrit lui-même en ôtage pour garantir la promesse des Brescians. Ces propositions furent rejetées par le général Fioravanti. Alors la colonne milanaise, commandée par le général Lahoz, après s'être réunie aux débris de celle

de Lecchi, marcha sur Sarezzo dont elle s'empara. Les troupes vénitiennes perdirent dans cette action deux à trois cents hommes, trois canons, et une grande quantité de fusils abandonnés par les paysans dans leur fuite. 1797—an v. Italie.

Le 11, le général Lahoz marcha sur Salo abandonné par ses habitans, mais dont quelques Esclavons défendaient les approches. Ils furent promptement dispersés; et un acte de trahison fut, dit-on, la cause du sac de la ville. Un détachement vénitien ayant été coupé par les troupes de Lecchi, fit feu sur les Brescians, après s'être rendu prisonnier : ceux-ci se précipitèrent en furieux dans Salo, qu'ils pillèrent et ravagèrent.

Nous ne pousserons pas plus loin le récit des événemens auxquels donna lieu cette lutte du sénat de Venise avec ses sujets de terre-ferme; ce que nous en avons rapporté suffit pour démontrer que Bonaparte avait atteint le but qu'il s'était proposé, en paralysant les secours que le sénat aurait pu fournir aux Autrichiens dans la campagne de Carinthie. Mais tandis que la république de Venise cherchait à retenir sous son joug aristocratique une partie du peuple de terre-ferme, les fidèles Tyroliens, satisfaits sans doute du gouvernement paternel de l'Autriche, s'étaient levés en masse pour défendre sa cause, ainsi que nous l'avons dit en son lieu; et cet incident sembla favoriser pendant quelque temps la haine et les projets de vengeance du sénat vénitien contre les Français.

Le lecteur doit se rappeler que le général Laudon avait vainement cherché à troubler la marche du général Joubert. Lorsque celui-ci quitta le Tyrol pour joindre, par la vallée de la Drave, le corps principal de l'armée d'Italie à Villach, le général autrichien revint de Prunecken à Botzen, et de cette dernière ville à Trente, où il arriva le 10 avril, après avoir d'abord envoyé sur la rive droite de l'Adige une co-

1797—an v. Italie.

lonne pour attaquer les détachemens que les Français avaient laissés à Arco, Riva et Torbole, au nord du lac de Garda. Trop faibles pour résister à des forces supérieures, ces détachemens se replièrent après une résistance assez vigoureuse. Ceux qui n'ayant pu gagner Peschiera par le chemin de Garda, Bardolino et Lacize, se jetèrent sur Castel-Nuovo, furent cernés et faits prisonniers : ceux d'Arco et de Riva gagnèrent la chaussée de Trente sur la rive gauche de l'Adige, laissèrent garnison à la Chiusa, et arrivèrent à Verone.

Les habitans de cette ville n'avaient point partagé la révolte de Bergame et de Brescia ; l'événement de Salo acheva d'exaspérer les esprits contre les Français, que l'on regardait comme les premiers moteurs des troubles de la contrée. Une fermentation générale se manifesta ; et le général Balland, qui commandait dans Verone, ne se croyant pas en sûreté au milieu d'une populace ameutée, se renferma, avec le peu de troupes et les Français qu'il avait avec lui, dans le fort Saint-Félix et les deux autres châteaux qui défendent la place ; mais, soit oubli, soit impossibilité de faire cette opération, les hôpitaux, remplis de blessés et de malades, ne furent point évacués.

Le moment parut favorable au sénat de Venise pour mettre à exécution ses projets de vengeance. Bonaparte était enfoncé dans la Carinthie ; le général Laudon, chassant devant lui tous les postes français, s'avançait sur le Bas-Adige : toutes les mesures étaient déjà prises ; tous les magistrats et autres agens du gouvernement avaient reçu leurs instructions, avec les précautions et le secret que l'on met à une conspiration. Le tocsin donna le signal d'une insurrection générale dans les provinces de terre-ferme : il sonna le même jour à Vicence et à Padoue ; et ce ne fut qu'avec la plus grande peine que les Français parvinrent à échapper au massacre dans ces deux villes. Ils furent moins heureux à Verone. Le lundi de Pâ-

ques, après vêpres, tous les soldats isolés furent poignardés, les malades et les blessés égorgés dans les hôpitaux. La ville se remplit bientôt d'une multitude de paysans fanatiques, conduits par des prêtres et des moines, et qui s'avancèrent simultanément contre les trois forts ou châteaux, dans lesquels le général Balland et trois mille Français s'étaient renfermés. 1797 — an v. Italie.

Instruit de l'issue de la conspiration, le sénat de Venise ordonna aussitôt au général Fioravanti de marcher avec le corps d'Esclavons qu'il commandait, pour seconder les insurgés; et, dans le même temps, l'avant-garde du général Laudon s'avançait par les revers du Monte-Baldo à quelque distance de Verone. La garnison du fort de la Chiusa capitula faute de vivres : les insurgés, dans le délire que leur donna le succès qu'ils venaient d'obtenir, massacrèrent ces soldats français de la manière la plus barbare.

Cependant le général Lahoz, après l'expédition de Salo, était redescendu vers Lonato. Informé des événemens de Verone et des autres villes de la terre-ferme, il marcha vers le Bas-Adige. D'un autre côté, l'armistice conclu entre Bonaparte et l'archiduc fut notifié au général Laudon; et celui-ci, en se retirant sur Rivalta, le 18 avril, avec tous ses Tyroliens, abandonna les insurgés et les Esclavons à leurs propres forces.

Le siége des trois forts de Verone n'en fut pas moins continué. Le sénat avait envoyé au général Fioravanti des renforts d'hommes, d'artillerie et de munitions, et les insurgés n'ignoraient point que le corps du général Lahoz était trop faible pour rien entreprendre contre eux. Ce général s'était en effet arrêté à Somma-Campagna, où il avait pris position pour attendre le général Kilmaine, qui accourait en toute hâte avec environ cinq mille hommes tirés des garnisons de

1797 — an v. Italie.

la Lombardie et du Mantouan. La jonction des deux corps eut lieu le 21 avril.

Le général Fioravanti, informé de la marche de Kilmaine, voulut prévenir l'attaque des Français en ordonnant pour le 22 une sortie générale. Kilmaine avait eu précisement la même intention que son adversaire; de sorte que les deux partis se rencontrèrent, à six heures du matin, à la Croce-Bianca. Les Français se jetèrent avec impétuosité sur leurs ennemis, et les culbutèrent au premier choc. Le général Fioravanti essaya de rallier les Esclavons dans une grande ferme, dans l'espérance de s'y maintenir; mais un obus ayant mis le feu aux caissons vénitiens, l'explosion chassa de la ferme tous ceux qui s'y trouvaient réunis; une grande partie fut ensevelie sous les décombres du bâtiment, le reste se dispersa dans la campagne; un bien petit nombre rentra dans Verone.

En s'avançant à la rencontre des Vénitiens, Kilmaine avait ordonné au général Lahoz de marcher sur Pescantina, occupé par les insurgés, à l'effet d'y passer l'Adige pour tourner Verone. Les insurgés se défendirent avec vigueur; mais l'artillerie française ayant mis le feu au village, celui-ci fut abandonné. La colonne gallo-lombarde vint couronner les hauteurs qui dominent le fort de Saint-Félix, et le général Lahoz put communiquer avec le général Balland. Ainsi, dans la soirée du 22, Verone fut investi sur les deux rives de l'Adige.

Le général Fioravanti avait été si effrayé de sa défaite, qu'au lieu de se retirer sur Venise par la route de Vicence, qui restait encore libre, il préféra s'en remettre à la générosité des vainqueurs. Il vint, avec les trois mille Esclavons qu'il commandait, déposer les armes à Croce-Bianca, et se rendre prisonnier de guerre. Le même jour, 23 avril, les Français prirent possession de Verone.

Le général Victor, dont la division était cantonnée, comme on l'a vu, dans une partie de la nouvelle république cispadane et dans la marche d'Ancône, avait, à la première nouvelle des troubles que nous venons de décrire, rassemblé toutes les troupes disponibles pour marcher sur le principal théâtre de l'insurrection. Il vint se réunir au général Kilmaine, à Verone; et leurs forces réunies présentèrent un total d'à-peu-près quinze mille hommes. Les rassemblemens furent promptement dissipés, et le calme se rétablit. Le général Victor se porta ensuite sur Vicence; et, le 28 avril, ses troupes étaient devant Trévise et Padoue. Le général Kilmaine répartit ses troupes dans le pays soumis. La terreur que le sénat de Venise avait répandue sur la terre-ferme régnait alors dans la capitale de cette république; et ces nobles insensés, qui s'étaient flattés un moment d'accabler les Français, attendaient maintenant, dans une stupeur silencieuse, l'issue des événemens atroces qui venaient de se passer. 1797 — an V. Italie.

Bonaparte, occupé des préliminaires de paix qui se négociaient à Leoben, avait dû suspendre les effets de la vengeance éclatante que provoquait la conduite du gouvernement vénitien. Toutefois le doge avait reçu, dès le 9 avril, une lettre du général français, par laquelle celui-ci demandait satisfaction des attentats commis envers les Français. Le sénat avait fait une réponse évasive, qui décida de la destruction de la république vénitienne.

Les articles du traité préliminaire de Leoben étaient à peine signés, que déjà des colonnes de l'armée française marchaient dans la direction de Venise, précédées par un manifeste où Bonaparte exposait les griefs de la France contre cet état. L'armée se trouva réunie dans les provinces de terre-ferme vers la fin d'avril. La division Masséna occupa Padoue; le corps de Joubert s'établit à Vicence et à Bassano; le géné-

1797—an v. Italie.

ral Serrurier était à Sacile, Augereau à Verone, et la division Victor rétrograda sur l'Adige et prit position le long de cette rivière.

Ce rassemblement de l'armée française dans un moment où la paix venait d'être conclue avec l'Autriche, inspira les plus vives alarmes au sénat. Impuissans pour se défendre, ces nobles altiers eurent recours aux négociations, et implorèrent la clémence d'un enuemi irrité. Une conférence eut lieu le 3 mai, dans les lagunes de Marghera, entre Bonaparte et une députation de sénateurs; et le résultat fut une suspension d'armes, en attendant la conclusion d'un traité de paix que les patriciens Mocenigo, Giustiniani et Dona, furent chargés de négocier au nom de la régence.

Bonaparte mettait à la conclusion de la paix la condition préalable que les trois inquisiteurs d'état et dix des membres les plus influens du sénat, regardés comme les instigateurs de l'insurrection, seraient livrés au gouvernement français. Mais le sénat ne croyant pas devoir abandonner ainsi lâchement des hommes dont il avait sanctionné les opérations, chercha à traîner les négociations en longueur, afin de donner aux individus désignés le temps de s'échapper.

Cependant l'Autriche voyait tranquillement, et même avec une joie secrète, ce qui se passait dans les états de Venise. Il paraît qu'un des articles secrets des préliminaires qui n'ont jamais eu une entière publication, promettait déjà à l'empereur des dédommagemens de ce côté, pour la cession de la Belgique et l'abandon de la Lombardie. Bientôt aussi le gouvernement vénitien, autrefois si prudent, si mesuré dans ses déterminations, allait apprendre à ses dépens à quoi l'avait exposé son alliance secrète ou sa perfide connivence avec l'une des trois puissances qui, deux ans auparavant, avaient anéanti et s'étaient partagé le malheureux royaume de Pologne.

Une fermentation générale et extraordinaire agitait tous

les esprits, et les signes précurseurs d'un grand bouleversement politique avaient déjà précédé, comme on l'a vu, le retour de Bonaparte dans la terre-ferme. Des cris de liberté et la manifestation de la haine la plus forte contre le despotisme vénitien étaient prononcés par tous les habitans des classes intermédiaires entre les patriciens et la populace; ils désiraient la destruction d'un gouvernement qui les avait tenus eux et leurs ancêtres dans la plus humiliante oppression. L'insurrection s'était propagée jusque sur la flotte, où les mécontens parlaient d'arborer le pavillon tricolore. Le sénat avait à craindre de voir les vaisseaux livrés aux Français : l'olygarchie était expirante.

1797 — an v. Italie.

Le 11 mai, le grand conseil se démit de ses fonctions et remit l'autorité entre les mains de trente sénateurs, qui déclarèrent solennellement dans leur première assemblée que l'ancienne forme démocratique serait rétablie comme elle existait avant la révolution de 1209. Cette détermination tardive, qui, deux mois plus tôt, aurait sauvé l'état, était désormais impuissante pour empêcher sa destruction. Cependant Bonaparte, qui ne se voyait peut-être pas sans répugnance l'instrument de la dissolution de cette antique république, semblait disposé à protéger les opérations de son nouveau gouvernement, lorsque le délire de quelques patriciens vint précipiter la catastrophe dont Venise était menacée, et affaiblir le reste de pitié que le général français avait pour elle. Le lendemain de l'installation du nouveau comité de gouvernement, un rassemblement d'Esclavons et de matelots soudoyés portant devant eux l'étendard de saint Marc, parcourut les rues, entraînant tout sur son passage, et mit au pillage les maisons des trente sénateurs membres du gouvernement. Venise, n'ayant point de force armée capable de rétablir l'ordre en dissipant ces mutins, fut exposée pendant seize heures à toutes les horreurs d'une guerre civile, et se vit sur

1797—an v. Italie.

le point d'être ensevelie, par la fureur des séditieux, sous les ruines de son gouvernement. Toutefois les insurgés, dans leurs plus grands excès, respectèrent les droits des nations, et l'hôtel du ministre de France fut épargné.

Dans cette extrémité, il ne restait d'autre parti à prendre que d'appeler les troupes françaises. Aussi les négocians, les principaux artisans, et les membres même de l'ancien gouvernement, jugèrent-ils à propos de hâter la fin de cette crise terrible, en invitant les Français à accélérer leur arrivée. Ceux-ci débarquèrent le 16 sur la place Saint-Marc, au nombre de deux à trois mille hommes, prirent possession du fort Saint-Marc, de l'Arsenal, du pont de Rialto. La terreur succéda bientôt au premier mouvement de fureur parmi la populace, qui se vit abandonnée par ceux qui l'avaient excitée à ce soulèvement.

Une municipalité choisie au nom du peuple fut installée par le commandant des troupes françaises. Elle prit des mesures pour faire restituer, autant qu'il était possible, une partie de ce qui avait été pillé dans la journée du 12. Afin de calmer l'esprit public, elle publia une proclamation, dans laquelle elle parlait avec modération, et même en termes honorables, de l'ancien gouvernement; elle s'engageait à maintenir la Banque, l'Hôtel des monnaies et les autres établissemens publics; elle reconnaissait la dette publique, et promettait de l'acquitter. On pouvait donc augurer que le nouvel ordre de choses serait maintenu. Toutefois Bonaparte, qui savait mieux que personne combien l'espoir des patriotes vénitiens était chimérique, eut la pudeur de ne pas l'affermir par sa présence, et s'abstint d'entrer dans Venise.

Traité de Campo-Formio [1]. — Quelque besoin que l'Autriche et la France eussent de la paix, on avait cependant à

[1] Le traité de Campo-Formio trouve si naturellement sa place ici, que nous n'avons pas cru devoir le porter plus loin, à sa date, 17 octobre 1797.

traiter des intérêts si considérables, qu'il fallut six mois pour mettre d'accord les plénipotentiaires des deux puissances contractantes. Enfin la signature du traité définitif eut lieu au château de Campo-Formio le 17 octobre. Sa publication apprit à l'Europe le sort de la république de Venise, destinée à dédommager l'Autriche de la perte de la Belgique et de la Lombardie. 1797—an V. Italie.

Voici le texte de ce traité :

« S. M. l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, voulant consolider la paix dont les bases ont été posées par les préliminaires signés au château d'Eckenwald, près de Leoben en Styrie, le 18 avril 1797, ou 20 germinal an III de la république française, une et indivisible, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'empereur et roi, le sieur D. Martins Mastrili, noble patricien napolitain, marquis de Gallo, chevalier de l'ordre de Saint-Janvier, gentilhomme de la chambre de S. M. le roi des Deux-Siciles, et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Vienne; le sieur Louis de Cobentzel, comte du Saint-Empire romain, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Etienne, chambellan, conseiller-d'état intime actuel de S. M. I. et R. A., et son ambassadeur extraordinaire près S. M. l'empereur de toutes les Russies; le sieur Maximilien, comte de Meerfeldt, chevalier de l'ordre teutonique et de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan et général-major de cavalerie dans les armées de sadite majesté l'empereur et roi; et le sieur Ignace, baron de Degelmann, ministre plénipotentiaire de sadite majesté près la république helvétique;

Et la république française, Bonaparte, général en chef de l'armée française en Italie, lesquels, après l'échange de leurs pleins-pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans:

Art. 1er. Il y aura à l'avenir et pour toujours une paix so-

1797—an v. Italie. lide et invariable entre sa majesté l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, ses héritiers et successeurs, et la république française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs États une parfaite intelligence, sans permettre dorénavant que, de part ni d'autre, on commette aucune sorte d'hostilités par terre ou par mer, pour quelque cause ou quelque prétexte que ce puisse être, et on évitera soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement établie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

2. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tout séquestre mis sur les biens, droits et revenus des particuliers résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissemens publics qui y sont situés; elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers et établissemens publics, et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles.

Le présent article est déclaré commun à la république cisalpine.

3. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce pour elle et ses successeurs, en faveur de la république française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces de la Belgique connues sous le nom de Pays-Bas autrichiens. La république française possédera ce pays à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

4. Toutes les dettes hypothéquées avant la guerre sur le sol des pays énoncés dans les articles précédens, et dont

les contrats seront revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la république française; les plénipotentiaires de S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, en remettront l'état le plus tôt possible aux plénipotentiaires de la réblique française, et avant l'échange des ratifications, afin que, lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionnels au présent article et les signer. 1797—an v. Italie.

5. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la république française possède en toute souveraineté les îles ci-devant vénitiennes du Levant, savoir : Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo, et autres îles en dépendant, ainsi que Butrinto, Arla, Vonizza, et en général tous les établissemens ci-devant vénitiens et albanais, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

6. La république française consent à ce que S. M. l'empereur et roi possède en toute souveraineté et propriété les pays ci-dessous désignés, savoir : l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les états héréditaires de S. M. l'empereur et roi, la mer Adriatique; et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de Gardala, traversera le lac de Garda jusqu'à Lazice; de-là une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo, offrant un avantage égal aux deux parties, laquelle sera désignée par des officiers du génie nommés de part et d'autre avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite l'Adige à San-Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du canal Bianco, y compris la partie de Porto-Legnago qui se trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du canal Bianco, la rive gauche du Tartaro, la rive

1797 — an v. Italie.

gauche du canal dit la Polisella, jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du grand Pô jusqu'à la mer.

7. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayans-cause, en faveur de la république cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits, que sadite majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui font maintenant partie de la république cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens et propriétés qui en dépendent.

8. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, reconnaît la république cisalpine comme puissance indépendante.

Cette république comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Bressan, le Crémasque, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des états ci-devant vénitiens à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'article 6 pour la frontière des états de S. M. l'empereur en Italie, le Modenais, la principauté de Massa et Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

9. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé à tous les habitans et propriétaires quelconques, main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre S. M. I. et R. et la république française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens et personnes. Ceux qui à l'avenir voudront cesser d'habiter lesdits pays, seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité définitif; ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens, meubles, immeubles, ou en disposer à leur volonté.

10. Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent

traité porteront à ceux auxquels ils demeureront les dettes hypothéquées sur leur sol. 1797—an V. Italie.

11. La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limites entre les possessions de sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et celles de la république cisalpine, sera libre, sans que ni l'une ni l'autre puissance puissent y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre, ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnago.

12. Toutes rentes ou aliénations faites, tous engagemens contractés, soit par les villes, ou par les gouvernemens ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant vénitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

13. Les titres domaniaux et archives des différens pays cédés ou échangés par le présent traité seront remis, dans l'espace de trois mois à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité, leur seront fidèlement remis.

Les papiers militaires et registres pris, dans la guerre actuelle, aux états-majors des armées respectives, seront pareillement rendus.

14. Les deux parties contractantes, également animées du désir d'écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement établie entre elles, s'engagent de la manière la plus solennelle à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs États respectifs.

15. Il sera conclu incessamment un traité de commerce, établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à sa

1797—an v. Italie. majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême et à la république française, des avantages égaux à ceux dont jouissent, dans tous les États respectifs, les nations les plus favorisées.

En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

16. Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes et françaises ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques, ou actions civiles, militaires et commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

17. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, ne pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports pendant le cours de la présente guerre plus de six bâtimens armés en guerre, appartenans à chacune des puissances belligérantes.

18. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'oblige à céder au duc de Modène en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgaw, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénois.

19. Les biens fonciers et personnels non-aliénés de LL. AA. RR. l'archiduc Charles et l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la république française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de S. A. R. l'archiduc Ferdinand dans le territoire de la république cisalpine.

20. Il sera tenu à Rastadt un congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'empire germanique et de ceux de la république française, pour la pacification entre ces deux

puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité, ou plus tôt, s'il est possible. 1797 — an V. Italie.

21. Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, et les otages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auraient pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

22. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les États respectifs des puissances contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

23. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française conserveront entre elles le même cérémonial, quant au rang et autres étiquettes, que ce qui a été constamment observé avant la guerre.

Sadite majesté et la république cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquette que celui qui était d'usage entre sadite majesté et la république de Venise.

24. Le présent traité de paix est déclaré commun à la république batave.

25. Le présent traité sera ratifié par sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, dans l'espace de trente jours, à dater d'aujourd'hui, ou plus tôt, si faire se peut, et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt. »

Quatorze articles secrets non moins importans que ce traité lui-même, spécifiaient les limites de la France et les concessions qui devaient en résulter. L'empereur promettait de ne point soutenir l'empire germanique, si la diète se refusait aux cessions de territoire sur la rive gauche du Rhin. La libre navigation du Rhin et de la Meuse était assurée. La France consentait à ce que l'Autriche acquît le pays de Salzbourg, et reçût de la Bavière l'Innwirtel et la ville de Wasterbourg sur l'Inn. L'Autriche cédait le Frickthal, pour être réuni à

1797 — an v. Italie.

la Suisse. La France consentait à rendre les états prussiens entre la Meuse et le Rhin. Des indemnités étaient promises en Allemagne aux princes qui perdaient leurs possessions sur la rive gauche de ce fleuve.

Ainsi finit d'une manière glorieuse la première guerre de la révolution, guerre mémorable, qui, après avoir été fomentée par la haine et la jalousie de l'Angleterre pour la ruine et le partage de la France, eut pour cette dernière puissance des résultats plus avantageux que toutes celles qu'on avait tentées pendant la longue durée de la monarchie. Ainsi s'était dissoute, à quelques lieues de Vienne, cette première et terrible coalition des puissances principales de l'Europe contre un état naissant, déchiré à l'intérieur par les factions les plus destructives, et qui semblait ne plus avoir aucun moyen de salut. L'Europe apprenait ce que peut un peuple quand il est animé par l'amour de la liberté et de son indépendance; elle faisait cette terrible expérience à ses dépens, et se trouvait cruellement punie d'avoir voulu s'immiscer dans les querelles civiles des Français. Cependant le directoire, ou plutôt Bonaparte, qui déjà jetait les fondemens de cette influence qui devait devenir si considérable, avait montré une modération bien remarquable dans tout le cours de cette guerre européenne.

Le premier traité de paix définitive conclu par la république fut aussi celui qui respira le plus l'amour de la justice et le sentiment des convenances. L'acquisition de la Belgique par la France, et l'établissement des républiques italiennes, n'étaient qu'une compensation naturelle des acquisitions faites par les autres puissances en Pologne, et de la perte de Saint-Domingue. L'Autriche était amplement dédommagée du sacrifice qu'elle faisait, par les états de Venise et par la Gallicie. La Prusse et l'Espagne n'avaient qu'à se louer de la générosité française. Enfin, un nouvel équilibre s'établissait en Europe,

et les puissances continentales se trouvaient dans un état relatif qui ne différait point de celui de 1789. L'Angleterre seule frémissait dans son île de l'accroissement de la France : déjà elle méditait des moyens de vengeance ; déjà elle disposait ses trésors pour rompre une paix qui blessait son orgueil et ses intérêts, et qui ne fut en effet qu'une trêve, bientôt suivie d'une explosion non moins terrible que la première. 1797—an v. Italie.

Mouvement révolutionnaire du 18 fructidor (4 septembre), etc. [1] — Lorsque nous nous déterminâmes à insérer dans le quatrième volume de cet ouvrage, spécialement consacré au récit des événemens militaires, le précis de l'insurrection du 13 vendémiaire an IV (4 octobre 1795), nous avions pour motif celui de retracer un fait lié nécessairement au plan que nous avons adopté ; plan qui embrasse à la fois l'histoire de nos guerres avec l'étranger, et celle des troubles civils dans lesquels sont intervenues les troupes nationales. Août-septem. (Fructidor) France.

Le mouvement révolutionnaire connu sous la dénomination de journée du 18 fructidor, opéré par le directoire exécutif, nous paraissait d'abord devoir être écarté de notre cadre ; mais en considérant la part indirecte que deux des armées de la république ont eue dans cet événement extraordinaire, et le rôle qu'y jouent plusieurs généraux illustres, nous avons pensé qu'il ne serait point hors de propos de conduire une seconde fois les lecteurs sur le théâtre de nos dissensions civiles, pour leur faire voir des gouvernans plus ambitieux encore que dévoués à la cause de la république, déguisant assez mal leurs intérêts personnels sous le manteau du patriotisme, et se servant du fanatisme de la liberté, excité chez les soldats citoyens par la gloire nationale, comme d'un

[1] Journaux du temps, — Histoire de France, — Précis historique de Lacretelle, — Essais historiques de P....., — Révolution du 18 fructidor, — Notes et Documens manuscrits, etc.

1797—an V France.

vaste bouclier contre les traits lancés dans l'ombre par des factions opposées d'intérêts, mais réunies alors pour le renversement d'un ordre de choses qui n'offrait aux Français ni sûreté, ni garantie pour un meilleur avenir.

Les armées françaises attendaient dans le repos d'un armistice acheté par de si grands et de si nobles travaux la signature du traité de paix avec l'Autriche, cette généreuse arrière-garde de la coalition, qui consentait enfin à déposer les armes et à reconnaître la république. Toutefois les triomphes des défenseurs de la patrie, exaltant l'orgueil national, n'avaient point fait obtenir en France un assentiment général au gouvernement républicain; et ce qui augmentait peut-être chez les partisans les plus éclairés d'une sage liberté le désir d'une forme de gouvernement plus appropriée à l'étendue du territoire français, aux mœurs et aux inclinations de ses habitans, c'était le spectacle des dissensions qui agitaient le directoire et les deux conseils. La source de ces dissensions était dans la constitution elle-même. Le renouvellement annuel de l'un des directeurs, et du tiers des membres de chaque conseil (des anciens et des cinq-cents), était une voie ouverte aux factions pour opérer chaque année un changement dans l'esprit du gouvernement, et continuer ainsi l'état de révolution, dont la majeure partie du peuple voulait enfin sortir après sept ans d'épreuves pénibles.

Les élections du mois de germinal démontrèrent pleinement l'inconvénient que nous venons de signaler. La guerre s'alluma dans le corps législatif renouvelé. La nomination de Barthélemi au directoire, en remplacement de Letourneur, membre sortant, loin de rétablir l'harmonie entre les cinq gouvernans, fut au contraire le motif d'une opposition plus prononcée entre eux. Barras, Rewbell et Laréveillère-Lepaux, unis d'intérêts et d'opinions, firent intervenir les armées dans leur querelle. Les généraux Bonaparte et Hoche, gagnés par

les communications insidieuses de ces directeurs, qui leur représentaient la France courbant déjà la tête sous le joug monarchique, par l'effet des menées d'une faction royale, rassemblèrent leurs soldats, et provoquèrent dans chaque division de leur armée des adresses au gouvernement, pour l'engager à sauver la république, menacée par des conspirateurs. 1797 — an V. France.

La fête du 14 juillet, célébrée à Milan, fournit à Bonaparte l'occasion de seconder les vues des directeurs dont il avait embrassé la cause. Une revue générale avait été ordonnée pour cette époque, et l'on devait distribuer aux corps d'infanterie de l'armée de nouveaux drapeaux, sur lesquels étaient inscrits les faits héroïques particuliers à chaque demi-brigade. En remettant ces enseignes aux légions victorieuses, Bonaparte dit aux députations chargées de les recevoir : « Que vos drapeaux soient toujours sur le chemin de la liberté et de la victoire. » Un caporal de la neuvième demi-brigade, s'élançant hors des rangs, s'écria : « Général, tu as sauvé la France. Glorieux d'appartenir à cette invincible armée, tes enfans te feront un rempart de leurs corps ; sauve la république : que les cent mille soldats qui composent l'armée d'Italie se serrent pour défendre la liberté ! » Des acclamations universelles confirmèrent le vœu de l'orateur, qui rentra dans les rangs avec les signes de la plus vive émotion.

Dans le banquet d'officiers-généraux et supérieurs qui suivit la revue, des santés furent portées dans le même sens : nous rappelerons les plus remarquables.

Le général Lannes : « A la destruction du club de Clichy [1]. Les infâmes ! ils veulent encore des révolutions : que le sang

[1] On appelait ainsi la réunion des membres des deux conseils opposés à la majorité du directoire, et qui se rassemblaient dans une maison du village de Clichy, près Paris.

1797—an v. France. des patriotes, qu'ils veulent assassiner, retombe sur leurs têtes! » Le général Rey : « A l'union des soldats de la république; que les ennemis de la patrie périssent, et, s'il le faut, que nos soldats reconquièrent la liberté! »

Des adresses furent ensuite rédigées par chacune des divisions de l'armée : elles furent envoyées, par le général Berthier, aux soldats de l'intérieur, aux administrations départementales et au directoire.

On remarquait cette phrase dans l'adresse de la division Masséna, alors commandée par le général Brune : « La route de Paris offre-t-elle plus d'obstacles que celle de Vienne? Non : elle nous sera ouverte par les républicains fidèles à la liberté; réunis, nous la défendrons, et nous aurons vécu. » La division Augereau s'exprimait ainsi, en s'adressant aux clichiens : « Tremblez! de l'Adige au Rhin et à la Seine il n'y a qu'un pas; tremblez! vos iniquités sont comptées, et le prix en est au bout de nos baïonnettes. » Les expressions de la division Bernadotte sont plus modérées, les signataires y semblent douter de la conspiration; mais si elle est réelle, ils offrent leurs bras au directoire. La division Serrurier proteste de sa fidélité à la constitution de l'an III. Les divisions Joubert, Delmas, Baraguey-d'Hilliers, parlent dans le même sens. On lit cette phrase dans l'adresse de la division Victor : « Plus d'indulgence, plus de demi-mesures; la république ou la mort. » Toutes ces adresses étaient revêtues des signatures des généraux, officiers et soldats.

Cependant les troupes du Rhin se trouvant plus rapprochées du siége du gouvernement français que celles de l'armée d'Italie, les directeurs, sous le prétexte de pourvoir à la sûreté d'une partie des côtes de l'Océan, donnèrent l'ordre au général Hoche, qui était dans le secret de l'opération, de faire marcher dans l'intérieur de la France un corps de huit à dix mille hommes, qui prit sa direction vers la capitale, et

dépassa la limite fixée par la constitution pour les troupes dont le mouvement n'était point autorisé par un décret. Cette transgression d'une mesure constitutionnelle excita une grande rumeur dans les deux conseils. La commission dite des inspecteurs de la salle, dont était membre le général Pichegru, nommé récemment au conseil des Cinq-Cents, fit un rapport sur cet événement, et le général Hoche y fut fortement inculpé. Celui-ci démentit l'assertion de la commission, qui portait à vingt-sept mille hommes les troupes ainsi mises en mouvement, et déclara qu'elles étaient dirigées sur Brest, par Chartres et Alençon, au nombre seulement de neuf à dix mille hommes, effectif de deux divisions d'infanterie et de cavalerie, et de trois compagnies d'artillerie légère.

1797--an v. France.

Dans une fête qui eut lieu à Wetzlar pour solenniser l'événement du 10 août 1792, l'armée de Sambre-et-Meuse parut partager les sentimens de celle d'Italie sur la situation présente de la république, et des adresses furent votées dans le même esprit que celles que nous venons de rapporter. Toutefois, il fut facile de remarquer que l'impulsion donnée par le général Hoche et quelques généraux de son opinion, n'avait point produit sur la majeure partie de cette armée le même effet que celui qu'avait obtenu Bonaparte sur l'armée d'Italie.

Lorsque les trois directeurs nommés plus haut crurent avoir réuni tous les moyens nécessaires à la réussite de leur projet, ils le mirent à exécution. Nous devons cependant signaler quelques-uns des motifs qui sembleraient justifier en quelque sorte les craintes conçues par ces directeurs sur la destinée de la république, sans légitimer d'ailleurs leur conduite illégale.

Les révélations d'un émigré, nommé Duverne de Presle, arrêté et traduit devant une commission militaire, et le portefeuille d'un autre émigré (le comte d'Antraigues), saisi à

1797—an v. France.

Venise, et transmis au gouvernement français par le général Berthier, avaient indiqué le plan d'une contre-révolution royale, qui avait des agens jusque dans le corps-législatif. Des généraux, croyant mieux servir leur patrie au sénat qu'aux armées, avaient, dans les dernières élections, sollicité les suffrages du peuple. Réunis aux législateurs déjà connus par leur opposition au système représentatif, ils ourdissaient la trame où se devaient enlacer des hommes d'honneur, incapables de trahir sciemment leurs devoirs, leurs sermens, et surtout la patrie. Le club de Clichy présentait aussi l'étonnant assemblage que nous avons déjà eu l'occasion de faire observer à d'autres époques : des amis sincères d'une sage liberté, des hommes vendus ou séduits, de vieux révolutionnaires, des hommes nouveaux, marchant ensemble vers un même but, le rétablissement du gouvernement monarchique.

Toutefois, rien n'était encore arrêté entre les prétendus conspirateurs : l'aspect même des dangers dont ils étaient menacés, et que dévoilaient assez les préparatifs faits par les directeurs, n'avait pas encore pu les déterminer à opposer des efforts communs aux entreprises de leurs ennemis : « On n'oserait nous frapper », disaient ces hommes confians, qu'on venait de représenter aux soldats de la république comme des tigres altérés de sang. On a cependant rapporté que les généraux Pichegru et Willot donnèrent aux députés leurs collègues des conseils qui ne furent point écoutés ; qu'ils se firent fort de prévenir le coup qu'allait porter le directoire, avec une poignée de soldats du corps-législatif qui leur étaient dévoués, en frappant les trois directeurs au sein même de leurs conciliabules nocturnes. Mais la commission des inspecteurs de la salle se chargea, dit-on, de veiller à la sûreté du corps-législatif sans recourir à des moyens aussi extrêmes.

Cette commission était assemblée, et discutait paisible-

ment les mesures à prendre pour repousser les hostilités du directoire, lorsque, le 18 fructidor, à la pointe du jour, le canon d'alarme retentit tout à coup dans les quartiers de la capitale : c'est le signal donné aux troupes qu'on a fait secrètement approcher aux environs, de prendre les armes et d'entrer dans Paris. Elles entourent bientôt les deux palais des conseils, où les membres ne sont point encore réunis. C'est en vain que le chef de brigade Ramel[1] veut retenir les soldats de la garde législative qu'il commande, et les engager à défendre la représentation nationale ; il n'est point écouté : lui-même se voit arracher les marques distinctives de son grade par le général Augereau, nommé par le directoire commandant des troupes de la division de Paris. Les soldats de la garde se mêlent à ceux de la ligne. Une partie des membres de la commission d'inspection est arrêtée, les autres parviennent à s'échapper. Pichegru rend son épée, et est conduit dans la prison du Temple.

1797—an V. France.

Cependant le peuple, répandu dans les rues pour vaquer aux travaux accoutumés, apprend d'une manière confuse les événemens qui viennent de se passer : on en attend l'issue dans le silence de la terreur, aucun mouvement ne se manifeste pour ou contre. « Il n'y a plus de courage, dit l'historien Lacretelle, que pour offrir des asiles aux proscrits. On lit des affiches où la trahison de Pichegru est dévoilée. On pouvait être encore incrédule, mais qui eût osé le paraître ? »

Les membres des deux conseils quittent leurs domiciles pour venir prendre séance dans le local accoutumé ; ils sont repoussés par les baïonnettes des soldats qui investissent le palais législatif. Quelques-uns sont arrêtés par des agens apostés exprès ; d'autres se réunissent chez le président des anciens, Lafond-Ladebat, pour y protester contre la vio-

[1] Assassiné dans une émeute à Toulouse, en 1815. Il était alors maréchal-de-camp.

1797—an v. France.

lence exercée par le directoire, et qui les poursuit encore jusque dans cet asile.

Sur ces entrefaites le directoire a réuni dans les salles de l'Odéon et de l'École de médecine la minorité des deux conseils; et celle-ci, dans une séance de six heures, se hâte de proscrire ceux que désigne la vengeance directoriale. Les listes sont dressées. Outre les deux directeurs Carnot et Barthélemi, et cinquante-deux membres des deux conseils, un certain nombre de magistrats, de généraux et de citoyens recommandables, trente-deux rédacteurs de feuilles publiques, sont arrêtés et condamnés pour la plupart à la déportation, par une loi dont le directoire, au mépris de la constitution, prend l'initiative. La prison du Temple regorge de détenus, et parmi eux on compte le directeur Barthélemi, arrêté dans son appartement: Carnot avait réussi à s'échapper du sien, malgré la surveillance exercée par ses collègues eux-mêmes pendant la nuit du 17 au 18. « On voit, dit l'historien que nous avons déjà cité, dans la liste des proscrits les noms de six ou sept députés presque tous du nouveau tiers, que leur conduite ultérieure accuse non moins que les déclarations que le directoire avait recueillies contre eux; la vengeance même ne leur servirait point d'excuse : leurs compagnons de malheur leur avaient appris, par leur exemple, qu'on ne se venge point contre sa patrie. »

La loi dont nous venons de parler renfermait, outre les proscriptions, plusieurs autres articles non moins remarquables. Les élections faites, en germinal, dans quarante-huit départemens étaient cassées : tous les individus inscrits sur la liste des émigrés, et ceux mêmes qui avaient obtenu une radiation provisoire, étaient bannis du territoire de la république : on leur donnait quinze jours de délai pour sortir de France. Tous ceux trouvés après ce terme devaient être livrés à une commission militaire et fusillés. Le directoire était investi

du pouvoir de déporter, par des arrêtés individuels motivés, les prêtres qui troubleraient la tranquillité publique. Ceux des membres de la famille des Bourbons qui se trouvaient encore en France en étaient renvoyés. 1797--an V. France.

Enfin, cette loi extraordinaire et à jamais célèbre dans l'histoire des gouvernemens républicains, contenait encore un grand nombre de dispositions, dont le but était de substituer un gouvernement révolutionnaire au régime constitutionnel, qui n'était cependant pas aboli : « Etat de choses sombre et confus qu'on appela une demi-terreur [1]. »

Tout ce que le directoire avait publié jusqu'alors pour inculper le général Pichegru n'avait fait qu'éveiller les soupçons, sans donner des preuves directes de sa défection du parti républicain. Il était réservé à un des anciens lieutenans du conquérant de la Hollande, au général Moreau, dont tous les honnêtes citoyens se plaisaient à louer les vertus privées, les qualités estimables, autant que les talens militaires, de produire contre l'ex-général en chef de l'armée du Rhin le témoignage le moins suspect, le moins récusable. Alors il ne fut plus possible de douter de la trahison de Pichegru. Mais cette conduite de Moreau envers son camarade et son ancien ami lui attira le blâme de tous les partis. Ceux des proscrits qui se trouvaient étrangers aux intrigues cachées du général qui partageait leur sort, ne virent dans la lettre que nous allons transcrire plus bas, qu'une transaction honteuse passée entre Moreau et le directoire vainqueur, aux dépens de la gloire du général et des sentimens les plus naturels à l'honnête homme. Les partisans mêmes des principes les plus austères de la morale politique, en examinant la révélation craintive ou de bonne foi faite par Moreau, ne se dissimulèrent point qu'elle devenait peut-être trop tardive dans les

[1] Lacretelle.

1797 — an v. France. intérêts de la patrie, et déloyale dans ceux de l'honneur et d'une ancienne amitié.

Quoi qu'il en soit, voici la lettre publiée par le directoire, quelques jours après le 18 fructidor :

An quartier-général de Strasbourg, le 19 fructidor de l'an v.

Le général en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle au citoyen Barthélemi, membre du directoire exécutif.

« Citoyen Directeur,

« Vous vous rappelez sans doute qu'à mon dernier voyage à Bâle je vous instruisis qu'au passage du Rhin nous avions pris un fourgon au général Klinglin, contenant deux ou trois cents lettres de sa correspondance, celles de Wittersbach en faisaient partie; mais c'étaient les moins importantes. Beaucoup de ces lettres sont en chiffres, mais nous en avons la clef; l'on s'occupe à tout déchiffrer, ce qui sera très-long.

« Personne n'y porte son vrai nom, de sorte que beaucoup de Français qui correspondent avec Klinglin, Condé, Wickam, d'Enghien et autres, sont difficiles à découvrir. Cependant nous avons de telles indications, que plusieurs sont déjà connus.

« J'étais décidé à ne donner aucune publicité à cette correspondance, puisque, la paix étant présumable, il n'y avait plus de danger pour la république, d'autant plus que tout cela ne ferait preuve que contre peu de monde, puisque personne n'est nommé.

« Mais voyant à la tête des partis qui font actuellement tant de mal à notre pays, et jouissant, dans une place éminente, de la plus grande confiance, un homme très-compromis dans cette correspondance, et destiné à jouer un grand rôle dans le rappel du *prétendant*, qu'elle avait pour but, j'ai cru devoir vous en instruire, pour que vous ne soyez pas dupe de son feint républicanisme; que vous puissiez faire

éclairer ses démarches, et vous opposer aux coups funestes qu'il peut porter à notre pays, puisque la guerre civile ne peut qu'être le but de ses projets. 1797—an V. France.

« Je vous avoue, citoyen directeur, qu'il m'en coûte infiniment de vous instruire d'une telle trahison, d'autant plus que celui que je vous fais connaître a été mon ami, et le serait sûrement encore s'il ne m'était connu : je veux parler du représentant du peuple Pichegru ; il a été assez prudent pour ne rien écrire ; il ne communiquait que verbalement avec ceux qui étaient chargés de la correspondance, qui faisaient part de ses projets et recevaient ses réponses. Il est désigné sous plusieurs noms, et entre autres sous celui de *Baptiste*. Un chef de brigade, nommé Badouville, lui était attaché et désigné sous le nom de *Coco* : il était un des courriers dont il se servait, ainsi que les autres correspondans; vous devez l'avoir vu assez fréquemment à Bâle.

« Le grand mouvement devait s'opérer au commencement de la campagne de l'an IV : on comptait sur des revers à mon arrivée à l'armée, qui, mécontente d'être battue, devait redemander son ancien chef, qui alors aurait agi d'après les instructions qu'il aurait reçues.

« Il a dû recevoir neuf cents louis pour le voyage qu'il fit à Paris à l'époque de sa démission : de là vient son refus de l'ambassade de Suède. Je soupçonne la famille Lajolais d'être dans cette intrigue.

« Il n'y a que la grande confiance que j'ai en votre patriotisme et en votre sagesse, qui m'a déterminé à vous donner cet avis. *Les preuves en sont plus claires que le jour ;* mais je doute qu'elles puissent être judiciaires.

« Je vous prie, citoyen directeur, de vouloir bien m'éclairer de vos avis sur une affaire aussi épineuse; vous me connaissez assez pour croire combien a dû me coûter cette confidence : il n'a pas fallu moins que le danger que court mon

1797—an v. France.

pays pour vous la faire. Ce secret est entre cinq personnes, les généraux Desaix, Reignier, un de mes aides-de-camp, et un officier chargé de la partie secrète de l'armée, qui suit continuellement les renseignemens que donnent les lettres qu'on déchiffre.

« Recevez l'assurance d'une estime distinguée et de mon inviolable attachement. *Signé* Moreau. »

Nous n'ajouterons rien à ce que nous avons déjà dit sur cette lettre remarquable, dont l'auteur ne tira d'autre récompense que son remplacement dans la commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, et nous n'entrerons pas dans de plus grands détails sur des événemens politiques qui n'ont qu'un rapport indirect avec notre plan; mais nous devons faire remarquer que l'abus de pouvoir commis en cette circonstance par le directoire fut l'origine de la révolution du 18 brumaire, dont nous parlerons plus tard. La violation des principes constitutionnels qu'on a établis et qui sont consentis par la majorité du peuple, devient le principe des réactions; elle amène les vengeances; elle rallie les débris des factions vaincues; elle instruit les faibles à l'intrigue, à la dissimulation, à la perfidie; sous le masque du repentir, ceux-ci rampent autour des gouvernans, les cernent, les flattent, leur conseillent des abus nouveaux, aliènent leurs partisans dévoués, les isolent, et les renversent enfin. C'est ainsi que la révolution du 18 fructidor devint fatale au directoire lui-même. Les auteurs de cette crise [1] se sont prévalus auprès de

[1] Nous allons présenter ici, sans toutefois en garantir l'exacte ressemblance, le portrait du plus influent des trois directeurs, tracé par un observateur contemporain :

« Avide de pouvoir, agité des desseins les plus contraires, incapable d'aucune application, accessible à tout conseil funeste, n'ayant d'esprit que ce qu'il en faut pour satisfaire ses passions, d'autre talent que celui de mettre en œuvre les passions d'autrui, et trop accablé par la conscience de sa nullité pour

la nation de ce qu'elle avait été opérée sans répandre de sang; mais n'était-il pas dans leur intérêt de détourner des vaincus le glaive qui pouvait, par les mêmes moyens, les frapper eux-mêmes un peu plus tard? Nous le répétons, ce ne fut point exclusivement dans l'intérêt de la république qu'agirent les directeurs : l'esprit de domination, la rivalité, l'ambition, la crainte des suites de récriminations fondées, eurent la plus grande part dans un mouvement qui pouvait être exécuté par d'autres moyens et pour d'autres résultats. L'armée nationale, éclairée sur les démarches qu'on lui avait fait faire, fut préparée dès-lors à voir renverser bientôt, sans y mettre opposition, un gouvernement qui donnait ainsi le funeste exemple de la violation des lois constitutionnelles. 1797—an v. France.

Mort du général Hoche; pompe funèbre en l'honneur de ce général. Présentation du général Bonaparte au directoire, etc.[1].—Avant de terminer le récit de l'année 1797, nous consignerons ici deux événemens qui doivent entrer aussi dans nos fastes militaires : nous voulons parler de la mort de l'un des premiers généraux de la France républicaine, et de la réception faite au vainqueur de l'Italie par le directoire, en séance solennelle. 1797—an vi. 10 décembre. (20 frimaire.) France.

Le destin ne permit point au guerrier libérateur de Landau, au pacificateur de la Vendée, de mourir du trépas des braves sur le champ de bataille. Doué d'un tempérament robuste et ardent, quoique d'une sensibilité de nerfs extraordinaire, le général Hoche n'éprouvait que des sensations vives et brûlantes; la moindre affection morale l'agitait au-delà

s'élever au courage d'une noble ambition, B..... se plaçait avec ostentation à la tête des républicains, et livrait à des intrigans obscurs tout l'or de la république. »

(*Essais historiques et critiques sur la révolution française*, par P.....)

[1] Journaux du temps, — Histoire de France, — Vie de Hoche, — Histoire de Bonaparte, — Notes et Documens communiqués, etc.

1797-an VI. France. de toute expression. La révolution française n'avait pas peu contribué à donner un plus grand développement à ces dispositions physiques. Jeté sur un grand théâtre, Hoche employa toutes ses facultés pour remplir dignement le rôle qu'il était destiné à jouer; il les usa à force de travail. Les contrariétés qu'il éprouva lors de son emprisonnement sous Robespierre, les fatigues qu'il se donna dans les départemens insurgés pour les pacifier, le mauvais succès de l'expédition d'Irlande, les dangers qu'il courut sur mer en cette dernière occasion, enfin les derniers événemens du 18 fructidor, auxquels son fanatisme pour la liberté, encore plus que son ambition ou son dévouement à la cause des directeurs triomphans, lui fit prendre une part si active : toutes ces causes réunies épuisèrent ses forces, et ranimèrent, avec des symptômes effrayans, une maladie de poitrine, dont il avait déjà éprouvé des atteintes à Brest, et qu'il avait négligée. Tous les secours de l'art ne purent le sauver, et il mourut au quartier-général de Wetzlar, le 18 septembre 1797 (2e jour complémentaire an V).

Sur la motion du député Malibran, et sur le rapport de Jean Debry, organe de la commission nommée à cet effet, le conseil des Cinq-Cents vota une pompe funèbre à la mémoire du général Hoche. Cette résolution, adoptée par le conseil des Anciens, fut mise à exécution par le directoire le premier octobre 1797 (10 vendémiaire an VI).

Voici quelques détails sur la cérémonie triste et imposante qui eut lieu en cette occasion, et qui fut digne du héros, objet des regrets de la patrie :

Les membres du gouvernement sortirent à pied du palais de l'École militaire, précédés des autorités constituées, accompagnés des ministres et du corps diplomatique, et suivis de la famille du général mort.

Au milieu de ce cortége, et devant le directoire, quatre

vétérans portaient le buste de Hoche, orné de la couronne de l'immortalité. Les généraux Augereau, Bernadotte, Hédouville et Tilly l'environnaient. 1797 - an VI. France.

On se rendit à l'autel de la patrie, devant lequel s'élevait une pyramide à quatre faces.

Sur l'un des côtés, on lisait : *Lignes de Weissembourg.*

Sur l'autre : *Débloquement de Landau.*

Sur le troisième : *Affaire de Quiberon; pacification de la Vendée.*

Sur le quatrième. *Passage du Rhin; bataille de Neuwied.*

L'enceinte de l'autel était fermée par des trophées et des colonnes funéraires, également chargées d'inscriptions, et ornées de drapeaux décorés de crèpes et de rubans noirs.

La première colonne portait : Il vécut assez pour la gloire, et trop peu pour la patrie.

La seconde : Il fut humain dans la guerre, et clément dans la victoire.

La troisième : Son nom seul épouvanta le despote d'Irlande, et les conspirateurs français.

La quatrième : Les distances, les fleuves, l'Océan : rien n'arrêtait son audace.

La cinquième : Il allait être le Bonaparte du Rhin.

La sixième : Weissembourg, Landau, Quiberon parleront de sa gloire, et la Vendée de ses vertus.

Le président du directoire prononça un discours à la louange du héros. Un chœur de quarante jeunes filles, élèves du conservatoire de musique, vêtues de blanc, les cheveux ornés de bandelettes, et portant des écharpes de crêpe, s'avança près du mausolée, et chanta la strophe suivante de l'hymne composé par Chénier, musique de Cherubini :

Du haut de la voûte éternelle,
Jeune héros, reçois nos pleurs;

1797 - an VI.
France.

Que notre douleur solennelle
T'offre des hymnes et des fleurs !
Ah ! sur ton urne sépulcrale,
Gravons ta gloire et nos regrets,
Et que la palme triomphale
S'élève au sein de tes cyprès !

Ces jeunes filles vinrent ensuite, deux à deux, déposer des branches de laurier près de l'effigie de Hoche.

Le député Daunou, chargé par l'Institut national, dont il était membre, de prononcer l'éloge funèbre du mort, s'acquitta de cette mission honorable avec l'éloquence qui convenait au sujet. Il retraça dans son discours les principaux faits de la vie militaire de Hoche.

« Laissons, dit l'orateur à l'occasion de la guerre vendéenne, laissons le récit des combats, ne rappelons point des triomphes obtenus sur des Français par leurs frères. Assez de gloire, dans cette expédition, resterait au général Hoche quand on ne lui tiendrait compte que des actes de fermeté, d'humanité et de sagesse dont il a rempli cette intéressante époque de sa vie publique. Son nom, ailleurs admiré, ne sera que béni dans ces contrées jusqu'à lui si malheureuses. On y chérira sa mémoire comme celle d'un père, de qui l'on a reçu des instructions, des pardons et des bienfaits. Dans ces champs désolés où, durant cinq ans, les crimes succédaient aux crimes, et les désastres aux désastres, il a fait renaître les moissons, l'industrie et l'espérance. . . . . »

Un groupe de vieillards et un chœur de guerriers chantèrent les trois autres strophes de l'hymne de Chénier.

La pompe se termina par diverses évolutions exécutées par les troupes de la garnison, qui défilèrent ensuite en grande parade devant le mausolée.

Le vénérable père de Hoche assistait à cette touchante cérémonie; suivant, au milieu des magistrats de la république,

l'image de son fils, il rappelait le vieux Phérécide accompagnant, au milieu des chefs de l'armée des alliés, les restes de son fils Hippias, mort pour la patrie au champ d'honneur. Comme le vieillard grec, le vieillard français était accablé de tristesse; comme lui, il marchait les yeux baignés de larmes, et ne prononçait d'autres mots que ceux-ci : « Mon fils! ô mon cher fils! je ne te verrai plus! » La douleur de l'un ne fut pas moins éloquente que celle de l'autre; tous deux durent exciter une égale compassion; tous deux inspirèrent le même recueillement, le même respect. 1797 - an VI. France.

Le corps du général Hoche fut déposé à côté de celui de Marceau, dans la redoute de Petersberg, près de Coblentz. Ainsi la tombe ne separa point deux guerriers unis pendant leur vie par les liens d'une étroite amitié.

Bonaparte, après la signature du traité de Campo-Formio, avait donné ses derniers soins à l'organisation de la nouvelle république cisalpine, et s'était rendu ensuite, par la Suisse, à Rastadt, pour y préparer, par sa présence victorieuse, l'heureuse issue des négociations qu'allaient entamer les plénipotentiaires français Treilhard et Bonnier, nommés au congrès rassemblé dans cette ville.

Cependant la reconnaissance nationale appelait à Paris le héros pacificateur, et se disposait à lui rendre l'hommage public dû à ses glorieux travaux. Bonaparte arriva dans la capitale le 5 décembre 1797 (15 frimaire an VI), et le 10 du même mois fut fixé pour l'époque de sa présentation solennelle au directoire.

« Tout ce qu'il y avait d'opprimés en France, dit l'historien Lacretelle, avait hâté son retour; depuis long-temps chacun portait dans son ame quelque pressentiment des destinées du conquérant de l'Italie. Ceux qui n'avaient encore éprouvé que des rigueurs de la république voyaient en lui un libérateur; tous brûlaient de saluer celui qui avait porté

1797 - an VI. France. si haut la gloire de la nation..... Le peuple jouissait d'avance du plaisir de dire à cinq magistrats sans renommée et sans popularité : Voila un grand homme. »

On avait disposé la cour du palais du directoire pour être le théâtre de la cérémonie. Au milieu s'élevait un autel de la patrie, surmonté des statues de la Liberté, de l'Égalité et de la Paix, et décoré de plusieurs trophées formés avec les nombreux drapeaux conquis par l'armée d'Italie. A chaque côté de l'amphithéâtre destiné aux autorités était placé un faisceau des drapeaux des différentes armées de la république.

Bonaparte paraît, accompagné des ministres des relations extérieures et de la guerre, et suivi de ses aides-de-camp. Des acclamations unanimes partent de toutes les bouches et élèvent aux cieux les noms de *libérateur de l'Italie*, et de pacificateur du continent. Parvenu au pied de l'autel de la patrie, le général est présenté au directoire par le ministre des relations extérieures, Talleyrand-Périgord, qui prononce un discours dont nous croyons devoir extraire les passages suivans :

« .... Je veux bien taire en ce jour tout ce qui fera l'honneur de l'histoire et l'admiration de la postérité; je veux même ajouter, pour satisfaire aux vœux impatiens du général, que cette gloire, qui jette sur la France entière un si grand éclat, appartient à la révolution. Sans elle, en effet, le génie du vainqueur de l'Italie eût langui dans de vulgaires honneurs. Elle appartient au gouvernement qui, né comme lui de cette grande mutation qui a signalé la fin du dix-huitième siècle, a su deviner Bonaparte et le fortifier de toute sa confiance; elle appartient à ces valeureux soldats, dont la liberté a fait d'invincibles héros; elle appartient enfin à tous les Français dignes de ce nom : car c'était aussi, n'en doutons point, pour conquérir leur amour et leur vertueuse estime, qu'il se sentait pressé de vaincre; et ces cris de joie des vrais patriotes,

à la nouvelle d'une victoire, reportés vers Bonaparte, devenaient là les garans d'une victoire nouvelle. Ainsi tous les Français ont vaincu en Bonaparte; ainsi sa gloire est la propriéte de tous; ainsi il n'est aucun républicain qui ne puisse en revendiquer sa part. 1797-an VI. France.

« Il est bien vrai qu'il faudra lui laisser ce coup d'œil qui dérobait tout au hasard, et cette prévoyance qui le rendait maître de l'avenir, et ces soudaines inspirations qui déconcertaient, par des ressources inespérées, les plus savantes combinaisons de l'ennemi, et cet art de ranimer en un instant les courages ébranlés, sans que lui perdît rien de son sang-froid; et ces traits d'une audace sublime qui nous faisaient encore frémir pour ses jours long-temps après qu'il avait vaincu; et cet héroïsme si nouveau, qui, plus d'une fois, lui a fait mettre un frein à la victoire, alors qu'elle lui promettait ses plus belles palmes triomphales. Tout cela sans doute était à lui; mais cela encore était l'ouvrage de cet amour insatiable de la patrie et de l'humanité; et c'est là un fonds toujours ouvert, que les belles actions, loin de l'épuiser, remplissent chaque jour davantage, et d'où chacun pourra toujours tirer des trésors de vertu, de grandeur véritable et de magnanimité.....

« Ah! loin de redouter ce qu'on voudrait appeler son ambition (de Bonaparte), je sens qu'il nous faudra, peut-être, le solliciter un jour pour l'arracher aux douceurs de sa studieuse retraite. La France entière sera libre; peut-être lui ne le sera jamais : telle est sa destinée. Dans ce moment un nouvel ennemi l'appelle; il est célèbre par sa haine profonde pour les Français, et par son insolente tyrannie envers tous les peuples de la terre. Que par le génie de Bonaparte il expie promptement l'une et l'autre, et qu'enfin une paix digne de toute la gloire de la république soit imposée à ces tyrans des mers; qu'elle venge la France, et qu'elle rassure le monde.... »

1797-an VI. France. Ce discours de Talleyrand ne faisait qu'augmenter encore l'impatience que toute l'assemblée avait d'entendre le héros de l'Italie; sa contenance simple et modeste contrastait avec sa haute renommée. Il se fait un profond silence; et le négociateur guerrier, remettant au président du directoire la ratification donnée par l'empereur d'Autriche au traité de paix de Campo-Formio, s'exprime en ces termes :

« Citoyens directeurs,

« Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre.

« Pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre.

« La constitution de l'an III et vous, avez triomphé de tous ces obstacles.

« La religion, la féodalité et le royalisme, ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe; mais de la paix que vous venez de conclure date l'ère des gouvernemens représentatifs.

« Vous êtes parvenus à organiser la grande nation, dont le vaste territoire n'est circonscrit, que parce que la nature en a posé elle-même les limites.

« Vous avez fait plus.

« Les deux plus belles parties de l'Europe, jadis si célèbres par les arts, les sciences et les grands hommes dont elles furent le berceau, voient avec les plus grandes espérances le génie de la liberté sortir des tombeaux de leurs ancêtres.

« Ce sont deux piédestaux sur lesquels les destinées vont placer deux grandes nations.

« J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à Campo-Formio, et ratifié par S. M. l'empereur.

« La paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la république.

« Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. » 1797 — an VI. France.

Le président du directoire, Barras, s'étendit plus particulièrement, dans sa réponse, sur la journée du 18 fructidor, sujet délicat que Bonaparte n'avait point voulu aborder, et ne célébra les exploits de l'armée d'Italie « qu'avec ce faste de mots mal assortis qui caractérisait l'éloquence du temps. »

Le ministre de la guerre présenta ensuite au directoire le général Joubert et le chef de brigade Andréossi, chargés par Bonaparte, à son départ de l'armée d'Italie, de venir rapporter au directoire exécutif le drapeau que les deux conseils avaient décerné à cette brave armée, et sur lequel étaient les inscriptions qui rappelaient ses principaux exploits.

Sur une des faces de ce drapeau on lisait :

A L'ARMÉE D'ITALIE, LA PATRIE RECONNAISSANTE.

Sur l'autre côté étaient inscrits les noms des combats livrés et des villes prises par cette armée. On y remarquait entre autres les inscriptions suivantes :

« Cent cinquante mille prisonniers. — Cent soixante-dix drapeaux. — Cinq cent cinquante pièces de siége. — Six cents pièces de campagne. — Cinq équipages de pont. — Neuf vaisseaux de 64 canons, douze frégates de 32, douze corvettes, dix-huit galères. — Armistice avec le roi de Sardaigne. — Convention avec Gênes. — Armistice avec le duc de Modène, le roi de Naples, le pape. — Préliminaires de Leoben, etc.

« Donné la liberté aux peuples de Bologne, Ferrare, Modène, Massa-Carrara, de la Romagne, de la Lombardie, etc.; aux peuples du département de Corcyre, de la mer Égée et d'Ithaque.

« Envoyé à Paris les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, du

1797-an VI. France. Guerchin, du Titien, de Paul Veronèse, Corrège, Albane, des Carraches, Raphaël, Léonard de Vinci, etc., etc. »

L'aspect de cette auguste enseigne redoublait encore, s'il était possible, l'enthousiasme des spectateurs.

En présentant les deux guerriers, le ministre dit :

« Citoyens directeurs,

« La reconnaissance nationale décerna un drapeau à l'armée d'Italie, comme un monument de sa gloire et de son courage; ce drapeau est devenu le gage de nouveaux triomphes, ou plutôt de prodiges, qui, par leur nombre et leur éclat, ont surpassé tous les faits mémorables transmis par les fastes de l'histoire.

« Mais cette invincible armée n'a plus d'ennemis à combattre en Italie . . . .; elle y a fait disparaître, elle y a dévoré cinq armées ennemies, et la paix seule a pu mettre un terme à ses exploits. Elle va donc quitter le nom de cette contrée, qui ne peut plus être le théâtre de sa valeur; mais, en se séparant du drapeau sous lequel elle a combattu avec tant de gloire, elle veut le déposer entre les mains des magistrats suprêmes de la république.

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . « C'est sur cette île, énorgueillie par quelques succès qui nous retracent le souvenir de longues injures, que vous appelez nos armes victorieuses. De toutes parts les cohortes républicaines attendent le signal pour cette nouvelle carrière de gloire : elles brûlent d'aller punir ce tyran des mers et de venger le sang français. . . . . Ce dernier triomphe, en assurant le repos à l'Europe, couronnera les glorieuses destinées de la république. »

Le modeste général Joubert ayant pris la parole après le ministre, amena d'une manière fort heureuse, dans son dis-

cours, l'éloge de la conduite de l'armée avant l'époque des succès éclatans que les orateurs précédens avaient spécialement célébrés. 1797-an VI. France.

« Qu'on la suive, dit-il, depuis le passage du Var, cette étonnante armée, on la verra se soutenir avec une poignée d'hommes, dans sa conquête de Nice, contre les efforts réunis et multipliés des Austro-Sardes, et leur arracher, à Gilette, l'espoir d'envahir le territoire français; reconquérir Toulon sur toutes les forces de la coalition, que les trahisons y avaient introduites. On la verra, la même année, s'emparer des Alpes; et, après avoir été assaillie de toutes parts par les maladies, menacer enfin à son tour les dominateurs de l'Italie.

« Quelle que fût sa faiblesse, quels que fussent le nombre et la hardiesse de ses adversaires, elle ne fit jamais un pas rétrograde. Devins, avec trente mille Hongrois de troupes choisies, en fit l'épreuve dans la rivière de Gênes; dix mille Français l'arrêtèrent dans les lignes de Borghetto, sauvèrent encore une fois les départemens méridionaux; et la bataille de Loano vint compléter sa défaite.

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . »

Le chef de brigade Andréossi continua en ces termes :

« L'artillerie aurait-elle osé s'attendre à des distinctions particulières dans une armée où tous les corps ont rivalisé d'émulation? Soldat obscur de l'armée d'Italie, je ne dois l'avantage flatteur d'être réuni au général Joubert pour la présentation de l'oriflamme, qu'à l'estime et à la bienveillance du général Bonaparte pour un corps qui s'honorerait de l'avoir produit, si les hommes de génie pouvaient appartenir à d'autres qu'à eux-mêmes.

1797-an VI. France.

« Il était encore capitaine dans cette arme, lorsqu'il arracha Toulon aux Anglais. Il méditait de grandes choses lorsque, l'année d'après, l'expédition de Saorgio, dirigée par ses soins, et l'occupation du pays de Gênes, préparaient dès-lors cette campagne immortelle qui a jeté les fondemens de la régénération de l'Italie, donné la paix au continent, affermi l'empire français, et étendu ses limites.

. . . . . .

. . . . . .»

Le président, dans sa réponse, paya à l'armée d'Italie et à ses deux députés un juste tribut d'éloges.

..... « Braves soldats, dit-il en s'adressant à l'armée, ce drapeau n'est pas seulement le monument de vos triomphes passés, il est encore l'oracle de vos succès futurs..... Vous nous avez accoutumés à croire aux prodiges des temps héroïques, vous réaliserez de même les merveilles des temps fabuleux. . . . . .

. . . . . .

« Et vous, brave général (Joubert), déposez au sein de la patrie ce drapeau qui a embrasé tous nos cœurs; tous les républicains y puiseront le souvenir de vos exploits; ils vous verront à Cossaria vous précipiter sur l'ennemi à la tête des carabiniers d'infanterie légère, et préparer par votre intrépidité les fameuses victoires de Castiglione et de Rivoli; ils vous verront à Roveredo culbuter l'Autrichien, briser les barrières qui fermaient à l'armée française les avenues de Trente, et forcer les défilés du Tyrol; ils vous suivront aux combats de Lavis et de Clausen; ils assisteront à votre entrée triomphante dans les villes de Botzen et de Brixen; ils compteront ces prisonniers, ces canons, ces drapeaux pris dans les gorges d'Inspruck; et, frappés de tant de services rendus

à la patrie, ils reconnaîtront, à la mission dont vous vous acquittez, que vos frères d'armes, compagnons de vos travaux, vous en devaient cette honorable récompense. 1797-an VI. France.

. . . . . .

. . . . . .

« Et vous, modeste Andreossi, en vain vous cherchez à vous dérober à votre gloire : les services importans que vous avez rendus à l'armée d'Italie vous signalent à la patrie reconnaissante, comme l'ornement de deux corps qui jouissent en Europe d'une réputation si distinguée. L'histoire, en racontant à la postérité les hauts faits de l'armée d'Italie, ne manquera pas de lui dire que vous avez été constamment chargé de la partie la plus difficile et la plus essentielle sur ce théâtre de la guerre, celle de la direction des ponts; elle lui dira que c'est à votre génie et à votre intrépidité que sont dues ces marches si savantes et si rapides qui étonnèrent tant de fois l'ennemi, et assurèrent les brillans succès inscrits sur ce drapeau. »

Les spectateurs saluèrent, à son départ, le général Bonaparte par les mêmes acclamations qui l'avaient accueilli à son arrivée au palais directorial, et le drapeau fut suspendu solennellement à la voûte de la salle des séances du gouvernement.

Il ne fallait rien moins que toutes ces cérémonies imposantes, ces hommages réitérés à la gloire nationale, et la direction que le gouvernement voulait imprimer à l'opinion publique vers une guerre contre l'Angleterre, pour détourner les esprits des considérations fâcheuses qu'amenait l'état des choses en France, à l'époque dont nous venons d'esquisser quelques événemens. Celui du 18 fructidor surtout, avait trop attaqué le système représentatif, pour que tous les amis sincères de la patrie ne fussent point alarmés sur son sort futur. Toutefois,

1797-an VI. France. placée entre les mesures arbitraires du directoire, et le bouleversement qu'eût entraîné le triomphe des anarchistes, la majorité des bons citoyens crut devoir, par son silence, prêter un appui négatif au gouvernement constitué; et, dans cette situation critique, bien que l'on vît la constitution, attaquée dans ses bases fondamentales, menacer ruine de toutes parts, la lassitude était telle, qu'on ne se sentait pas la force d'en essayer une nouvelle.

FIN DU LIVRE PREMIER ET DE LA PREMIÈRE COALITION.

LIVRE SECOND.

SECONDE COALITION.

(La première coalition des puissances européennes armées contre la France se trouva entièrement dissoute par le traité de Campo-Formio, puisqu'à cette époque l'Angleterre seule continuait la guerre avec la république. — Quoique la seconde coalition n'ait réellement été formée qu'en l'année 1799, par l'alliance de l'Angleterre avec l'Autriche et la Russie pour renouveler la guerre continentale, nous avons cru pouvoir ouvrir le second livre de nos fastes militaires par l'année 1798, avec d'autant plus de raison, que le roi de Naples, à l'instigation de l'Angleterre et de l'Autriche, prit l'initiative des hostilités, au mois de novembre de cette même année).

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1798.

Insurrection du pays de Vaud contre les cantons de Berne et de Fribourg; entrée des troupes françaises en Suisse. — Troubles à Rome; assassinat du général Duphot; l'ambassadeur J. Bonaparte quitte cette ville. Insurrection du peuple romain contre le pape. Le général Berthier entre dans Rome. Abolition du gouvernement pontifical, et création d'une nouvelle république romaine, etc. — Présentation au directoire des drapeaux des armées du Nord et de Rhin-et-Moselle, par les généraux Macdonald et Dubesme. — Suite des opérations des troupes françaises en Suisse; combat de Newenck; occupation des villes de Soleure, Fribourg, Berne, etc. — Relation des principaux événemens maritimes arrivés dans les six premiers mois de 1798. — Précis des événemens militaires arrivés dans les colonies françaises pendant la même époque.

Le traité de Campo-Formio semblait devoir assurer la 1798 - an VI.
paix aux peuples de l'Europe : l'Angleterre seule continuait encore les hostilités contre la France. Cependant le cabinet de Saint-James, dirigé sans doute par les mêmes motifs qui l'avaient engagé à feindre des dispositions pacifiques, et à ou-

1798-an VI. VIII, en 1796, une négociation avec le directoire (négociation qui fut rompue le 19 décembre de cette même année, ainsi que nous l'avons rapporté[1]). Le cabinet de Saint-James, disons-nous, avait renoué les conférences de Lille à l'époque du 18 fructidor. Lord Malmesbury se trouvait dans cette ville avec les plénipotentiaires français Pleville Lepeley, Tourneur (de la Manche) et Maret. Cette journée, dont les événemens trompèrent tous les calculs de la politique anglaise, fit prendre une toute autre tournure aux affaires qui se traitaient à Lille, et que l'agent anglais avait jusqu'à ce moment fait traîner en longueur. Le directoire rappela les négociateurs que nous venons de nommer; et les remplaça par Treilhard et Bonnier. Pressé par ceux-ci dans ses derniers retranchemens diplomatiques, lord Malmesbury, quoiqu'avec *des pleins-pouvoirs* fastueusement annoncés, se trouva sans instructions précises : l'ordre d'aller les réclamer de son gouvernement lui fut intimé le 16 septembre. Toutefois, le directoire voulant donner une preuve de la sincérité de son désir de la paix, fit rester ses plénipotentiaires au lieu des conférences, pour y attendre le retour du noble lord.

Le 1er octobre (10 vendémiaire an VI), Treilhard et Bonnier adressèrent la note suivante au plénipotentiaire britannique, à Londres :

« Les ministres plénipotentiaires de la république française, chargés de traiter de la paix avec l'Angleterre, ont l'honneur de faire savoir à lord Malmesbury, qu'ayant adressé copie de sa dernière note du 23 septembre 1797 à leur gouvernement, le directoire exécutif leur a prescrit de déclarer, en son nom, qu'il n'a pas cessé de vouloir la paix; qu'il a donné une preuve non équivoque du sentiment qui l'anime, lorsqu'il a ordonné aux ministres plénipotentiaires de la république de réclamer une explication cathégorique sur les pouvoirs

[1] *Voyez* tome VII, page 272.

donnés par le gouvernement anglais à son plénipotentiaire; 1798-an VI.
que cette démarche n'avait et ne pouvait avoir d'autre objet que d'amener enfin la négociation à une issue prompte et heureuse;

« Que l'ordre donné aux ministres plénipotentiaires de la république de rester à Lille après le départ du lord Malmesbury est une nouvelle preuve que le directoire avait désiré et prévu son retour avec des pouvoirs qui ne seraient pas illusoires, et dont la limitation ne serait plus un prétexte pour retarder la conclusion de la paix;

» Que telles sont toujours les intentions et les espérances du directoire exécutif, qui enjoint aux ministres plénipotentiaires de la république de ne quitter Lille qu'au moment où l'absence prolongée du négociateur ne laissera plus de doute sur l'intention de S. M. britannique de rompre toute négociation;

» Qu'en conséquence, le 25 vendémiaire courant (16 octobre) est le terme fixé pour le rappel des ministres plénipotentiaires de la république, dans le cas où, à cette époque, le ministre plénipotentiaire de S. M. britannique ne serait pas rendu à Lille.

» Le directoire exécutif éprouvera un vif regret qu'un rapprochement déjà entamé deux fois n'ait pu être consommé; mais sa conscience et l'Europe entière lui rendront ce témoignage, que le gouvernement anglais seul aura fait peser le fléau de la guerre sur les deux nations.

» Les ministres plénipotentiaires de la république prient le ministre de S. M. britannique d'agréer, etc.

« *Signé* TREILHARD, BONNIER. »

Lord Malmesbury ayant répondu d'une manière évasive à cette note, les ministres français quittèrent Lille, et tout espoir d'accommodement s'évanouit.

1798-an VI. Le 26 octobre (5 brumaire), le directoire arrêta la formation d'une armée d'Angleterre, et en confia le commandement à Bonaparte. L'arrêté du directoire était accompagné d'une proclamation adressée au peuple français, pour lui annoncer la conclusion du traité de Campo-Formio, et dans laquelle se trouve ce passage :

« Il ne nous reste plus qu'à punir de sa perfidie le cabinet de Londres, qui aveugle encore des cours au point d'en faire des esclaves de sa tyrannie maritime, et trompe les Anglais eux-mêmes en leur extorquant les moyens de prolonger sur l'Océan les calamités de la guerre, l'effusion du sang humain, la destruction du commerce, et toutes les horreurs qu'il marchande et qu'il paye, mais qui doivent bientôt retomber sur lui seul. C'est à Londres que l'on fabrique les malheurs de l'Europe, c'est là qu'il faut les terminer. »

Ainsi donc c'était hors du continent que l'on devait s'attendre à voir, dans le cours de l'année 1798, la guerre exercer ses ravages, et le sang couler de nouveau pour des intérêts oppposés. Toutefois, quelques contrées voisines du cratère de la révolution vont éprouver aussi les secousses de ses dernières éruptions ; la lave ne respectera point les institutions les mieux garanties, et les soldats français seront appelés à combattre encore pour le soutien d'une cause devenue la leur, celle de la liberté, invoquée par d'autres peuples.

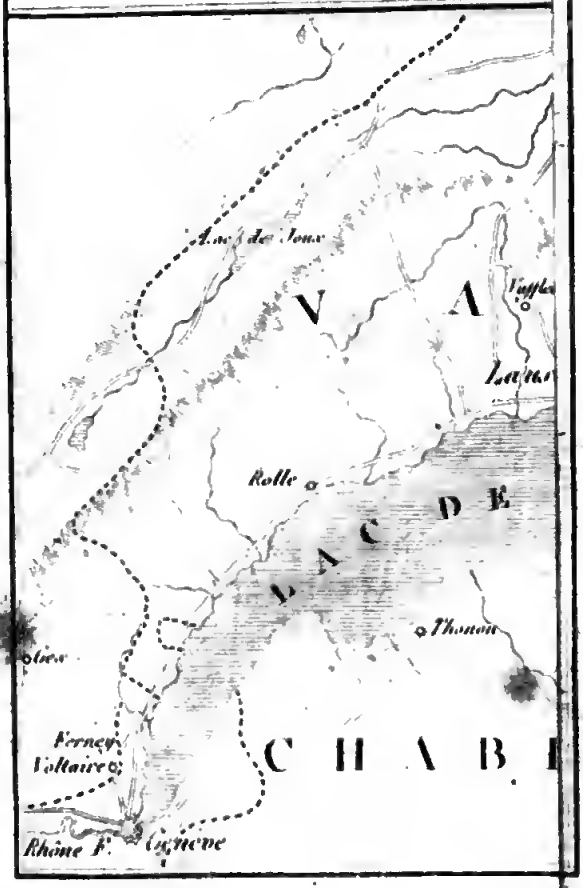
Narrateurs des faits militaires, nous nous permettons de faire parfois quelques excursions dans le domaine de la politique, lorsqu'elles peuvent nous conduire plus positivement vers le but que nous nous sommes proposé ; mais ici nous n'entreprendrons point de remonter jusqu'à la véritable source des événemens que nous allons retracer, et nous nous bornerons à les exposer avec assez de clarté et d'impartialité pour que nos lecteurs puissent être à même de les juger convenablement.

Biblioteca Nazionale
FONDO PALATINO
Napoli

Digitized by Google

CARTE
D'UNE PARTIE
de la
SUISSE

Lieues communes.
5



Insurrection du pays de Vaud contre les cantons de Berne et de Fribourg; entrée des troupes françaises en Suisse [1]. — La république fédérative des Suisses, unie à la monarchie française par des liens qui subsistèrent pendant plus de deux siècles, les avait remplacés, depuis l'abolition de ce dernier gouvernement, par une neutralité scrupuleusement observée au milieu des chances qu'avait subies le nouvel ordre de choses en France. Elle s'était réservé le seul droit d'asile envers les proscrits, droit vénérable et sacré qu'elle avait su défendre contre les insinuations tyranniques de Robespierre et contre les menaces indirectes du directoire. Le massacre des soldats suisses dans la journée du 10 août 1792 n'avait excité de récrimination que dans le seul canton de Berne; mais cet événement désastreux n'avait pas été assez influent pour faire sortir ce peuple généreux de l'état de paix intérieur auquel il appliquait toute sa politique, depuis qu'il avait secoué le joug de l'Autriche.

1798 - an VI. 28 janvier. (9 pluviose.) Suisse.

Cependant, ce même canton dont nous venons de parler, Berne, était soumis à un gouvernement qui ne permettait pas à tous les citoyens de prendre une égale part à l'administration publique. Des olygarques décorés du titre de magnifiques seigneurs, tenaient dans une espèce d'asservissement, sur le sol de la liberté, des villes populeuses et florissantes; et les habitans de ces villes n'étaient désignés que par la dénomination de sujets, mot humiliant pour des hommes qui pouvaient se considérer comme républicains. La révolution opérée en France fit concevoir à ces prétendus sujets l'espérance de recouvrer des droits imprescriptibles. Tout le pays de Vaud, c'est la dénomination du territoire soumis alors à l'autorité des cantons de Berne et de Fribourg, enhardi dans sa démarche par la

[1] Journaux du temps, — Histoire de France, — Lacretelle, — Relation de la guerre de Suisse, — Mémoires et Notes manuscrits communiqués, etc.

1798-an VI. Suisse. destruction du gouvernement vénitien, et peut-être excité sous main par des agens du directoire, qui avait à se venger de la conduite tenue par les magnifiques seigneurs à l'égard des proscrits du 18 fructidor [1]; le pays de Vaud, disons-nous, demanda à former un canton séparé, et menaça de recourir à l'intervention du gouvernement français. Les motifs allégués par les Vaudois en faveur de leur demande n'étaient point, au surplus, sans fondemens légitimes.

Le pays de Vaud, précédemment démembré de la France, appartenait, avant l'année 1530, au duché de Savoie, et formait, sous le gouvernement des ducs, une province séparée, régie par des États de concert avec un bailli ducal, dont les attributions étaient circonscrites par des lois constitutionnelles.

En 1530, le pays de Vaud fut détaché de la Savoie et passa sous la domination des patriciens des cantons de Berne et de Fribourg, qui abolirent les priviléges de leurs *nouveaux sujets*.

En 1564, le duc de Savoie ayant solennellement renoncé à ses prétentions sur ce pays, stipula néanmoins la réserve de sa constitution; et l'année suivante (1565), le roi de France, Charles IX, se constitua garant de ce traité, et par conséquent des droits politiques du pays de Vaud.

A différentes époques, les Vaudois avaient réclamé contre la violation de ces clauses, mais toujours la force avait imposé silence aux réclamans. Ceux qui montrèrent plus de courage ou de persévérance que les autres furent proscrits, et de ce nombre fut le brave général Laharpe, dont le nom figure si honorablement dans nos annales : adopté par la république française, il devint un de ses intrépides défenseurs, et scella

[1] Plusieurs des exilés avaient trouvé un asile hospitalier dans le canton de Berne.

de son sang, dans les plaines de l'Italie, l'attachement qu'il avait voué à sa nouvelle patrie. 1798-an VI Suisse.

Le 28 décembre 1797 (8 nivose an VI), le directoire français prit un arrêté qui chargea le ministre de la république près les cantons helvétiques de déclarer aux gouvernemens de Berne et de Fribourg que les membres de ces gouvernemens répondraient personnellement de la sûreté individuelle et des propriétés des habitans du pays de Vaud qui se seraient adressés et pourraient s'adresser encore à la république française pour obtenir, par sa médiation, *en exécution des anciens traités*, d'être maintenus ou réintégrés dans leurs droits.

Si les droits des peuples, consacrés par des actes solennels, ne peuvent être regardés comme chimériques, il est évident que l'intervention du gouvernement français dans le procès entre les Vaudois et les cantons de Berne et de Fribourg, n'était point arbitraire; et ce que nous venons d'exposer nous a paru suffisant pour repousser l'insinuation de certains écrivains qui ont cherché à prêter au directoire le motif de s'emparer d'un trésor de quinze millions de livres tournois, que possédait la ville de Berne.

Cependant les sénats de Berne et de Fribourg faisaient des préparatifs pour étouffer l'insurrection qui s'organisait contre eux. Le colonel de Weiss fut chargé de rassembler un corps de troupes, et établit, à cet effet, son quartier-général dans la ville d'Yverdon. D'un autre côté, le directoire avait fait avancer une division de l'armée d'Italie vers les frontières de la Suisse; et le général Menard, qui la commandait, fit signifier au colonel bernois que, s'il ne licenciait pas sur-le-champ les troupes déjà réunies, et s'il ne faisait pas cesser les levées d'hommes qui n'avaient pour but que de comprimer l'émission des vœux du peuple, leur continuation serait regardée comme une hostilité; et qu'à moins d'une réponse catégorique et satisfaisante, les Français entreraient dans le

1798-an VI. Suisse. pays de Vaud pour en éloigner la guerre civile, que des ennemis de l'humanité tenteraient d'y fomenter.

Le général Menard chargea son aide-de-camp, le capitaine Autier, de porter cette déclaration au colonel de Weiss, en le faisant accompagner par deux hussards, que les habitans de Moudon crurent devoir, à son passage dans cette ville déjà en insurrection contre Berne, renforcer par deux dragons vaudois.

Au village de Thierens, distant de deux lieues d'Yverdon, le capitaine Autier, qui était en voiture, fut attaqué par un poste de troupes bernoises, sans doute provoqué par quelques propos des dragons vaudois. Les deux hussards français furent tués dans cette rixe, l'un des dragons vaudois blessé, et son cheval tué sous lui; l'aide-de-camp parvint à s'échapper avec beaucoup de difficulté.

De retour à Moudon, cet officier trouva toute la milice sur pied et en armes : avertie de ce qui venait de se passer, elle se disposait à marcher à son secours, et à incendier le village théâtre de l'attentat commis. Le capitaine Autier employa tous ses efforts pour arrêter cette vengeance. La milice de Moudon et celle de Lausanne se bornèrent à chasser les troupes bernoises du village de Thierens.

Le général Menard, informé qu'on n'avait point crié sur l'escorte de son aide-de-camp, et qu'on n'était point venu la reconnaître, vit dans l'acte des soldats de Berne l'intention du sénat de cette ville de commencer les hostilités, et se crut, en conséquence, obligé de mettre sa division en mouvement pour venger l'insulte faite à la république française. Le 28 janvier, la soixante-quinzième demi-brigade, dirigée par le général Rampon, traversa le lac de Genève et vint s'établir à Lausanne, où le quartier-général français se rendit également.

Voici l'extrait de deux proclamations que le général Menard

publia, à son entrée sur le territoire vaudois, aux troupes de sa division et aux Vaudois : 1798-an VI. Suisse.

« Braves soldats,

« La liberté, dont vous êtes les apôtres et les défenseurs, vous appelle dans le pays de Vaud..... Vous vous pénétrerez du sentiment de dignité qui convient à notre mission. La république française veut que le peuple vaudois, qui a secoué le joug de ses oppresseurs, soit libre ; le directoire m'a ordonné de le protéger et de le défendre. Vous entrez donc chez un peuple d'amis, de frères : vous respecterez leurs personnes et leurs propriétés ; leurs mœurs, leur religion, leurs usages vous seront sacrés..... »

Le général entre ensuite dans quelques détails sur l'attentat commis envers son aide-de-camp Autier, et finit par recommander aux officiers de tenir la main à ce que la discipline ne souffre aucune atteinte.

Au peuple vaudois.

« L'armée française ne s'était approchée de vos frontières que pour empêcher, par le seul effet de sa présence, les ennemis de la liberté de comprimer le noble élan qui vous élevait vers elle. Telle était la volonté suprême du directoire exécutif.....Mais un attentat inoui vient d'être commis envers l'armée française..... Dans le sein même de la paix, les satellites de l'olygarchie n'ont pas su respecter les lois de la guerre..... La grande nation ne transige jamais avec le crime ; ses auteurs ne peuvent donc échapper à notre juste vengeance.

« Peuple vaudois, vous avez ressenti notre injure : votre pays est entre nous et les coupables ; je viens attendre parmi vous les ordres du directoire exécutif, pour les poursuivre et les punir. Vos vœux nous appelaient à protéger vos droits, recevez-nous comme vos libérateurs..... Soyons mutuelle-

1798-an VI. Suisse. ment pleins de confiance dans les sentimens qui nous unissent. Votre haine pour la tyrannie est à nos yeux le plus sûr garant de votre loyauté : le gage de la nôtre est dans la liberté de l'Italie. »

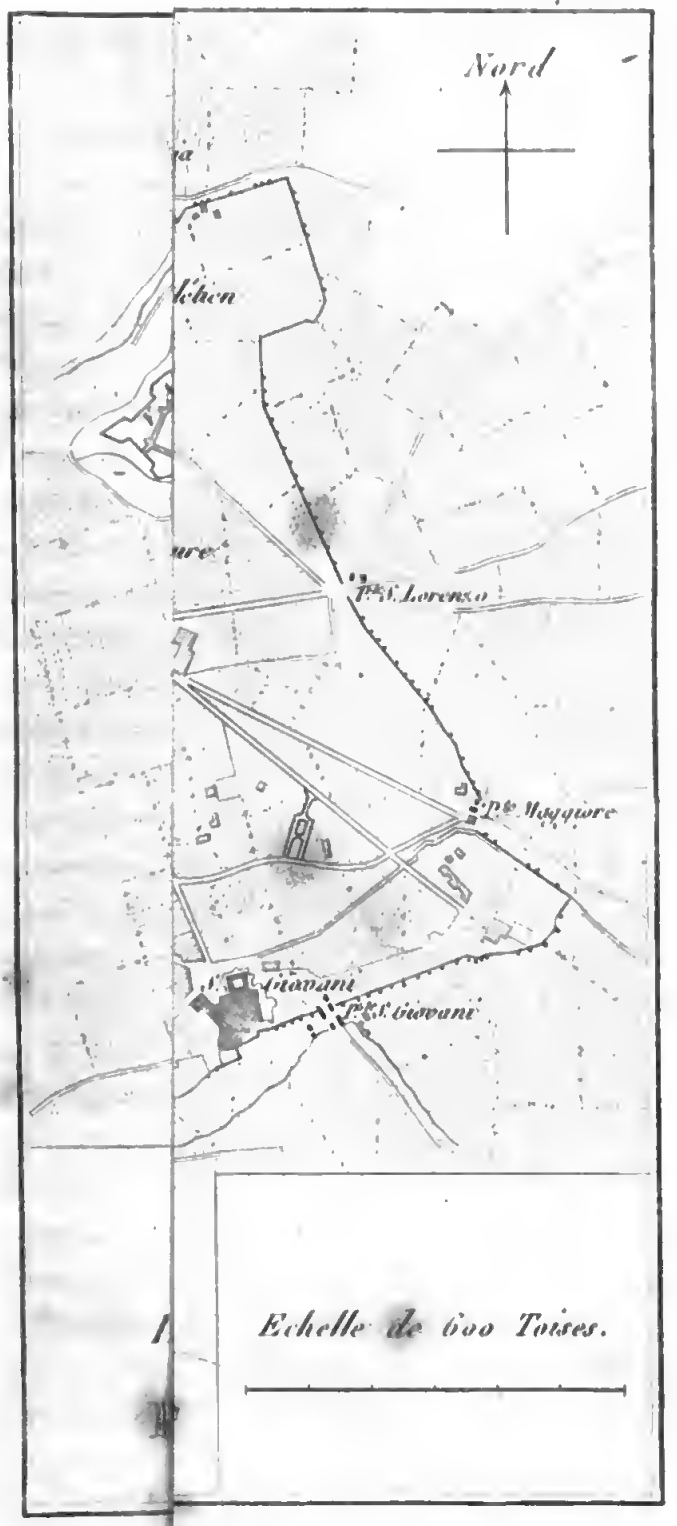
Nous avons omis de dire que déjà tout le pays de Vaud avait déclaré son indépendance, à l'approche des troupes françaises vers la frontière suisse; que la cocarde verte (celle de Guillaume Tell) avait remplacé la cocarde bernoise; que des arbres de la liberté avaient été plantés dans les villes, bourgs et villages, et que le peuple entier s'était constitué en république lémanique [1]. Toutefois, le général Menard, après être entré sur le territoire vaudois, ne voulut point pousser l'avantage qu'il avait sur les troupes des cantons de Berne et de Fribourg, retirées précipitamment à son arrivée; et, craignant de commencer une guerre déplorable, il ne dépassa point les limites de la nouvelle république.

Avant de continuer le récit de cette invasion de la Suisse par les troupes françaises, nous allons parler des événemens survenus en Italie vers la même époque, événemens qui placèrent le directoire dans la nécessité de châtier un gouvernement que sa faiblesse entraînait toujours à la violation des traités consentis et de la foi jurée.

Février-mars. (vent.-germ.) Italie. *Troubles à Rome; assassinat du général Duphot; l'ambassadeur J. Bonaparte quitte cette ville. Insurrection du peuple romain contre le pape. Le général Berthier entre dans Rome. Abolition du gouvernement pontifical, et création d'une nouvelle république romaine, etc.* [2]. — Nous

[1] *Léman* est le nom du lac plus communément connu sous le nom de *lac de Genève*, et sur lequel est située une partie du pays de Vaud.

[2] Journaux du temps, — Relation diverses des campagnes de Bonaparte en Italie, — Siéges et batailles, — Jubé et Servan, — Desjardins, — Jomini, — Lacretelle, — Histoire de France, — de Pommereuil, — Histoires, relations et campagnes de l'armée d'Italie, — Mémoires et Relations manuscrites, etc.


Nord
P.te S. Lorenzo
P.te Maggiore
S. Giovanni
P.te S. Giovanni
Echelle de 600 Toises.

avons fait remarquer, dans les volumes précédens, que la conduite modérée du général en chef de l'armée d'Italie envers le souverain de Rome avait été d'abord en opposition avec les intentions secrètes du directoire français ; mais, revenu à des principes de politique plus sains, et mieux instruit de ses véritables intérêts en Italie, ce gouvernement avait fini par donner son assentiment à la conduite que Bonaparte crut devoir tenir avec le pape. Il avait sanctionné le traité conclu à Tolentino, et, pour prouver à l'Europe que son désir était d'en observer fidèlement les clauses, il avait nommé à l'ambassade de Rome le frère du général négociateur, Joseph Bonaparte, dont le caractère modéré semblait convenir à cette mission.

1798-an VI. Italie.

L'harmonie la plus parfaite parut, dans les premiers momens, régner entre l'envoyé de la république et le souverain pontife. Cependant, parmi les membres du sacré collége auxquels Pie VI accordait une confiance plus particulière, il se trouvait quelques cardinaux dont la haine pour la France s'était déjà signalée. Ceux-ci renouvelèrent bientôt leurs intrigues. Il ne leur fut pas difficile de persuader au pape que son caractère de chef du monde chrétien était compromis, et que la reine de Naples, soutenue par les Anglais, pourrait aider le Saint-Siége à secouer le joug odieux imposé par un général que le directoire appelait à combattre sur un autre point avec des chances hasardeuses.

En effet, Acton commençait à lever le masque. Moins pusillanime depuis que Bonaparte avait quitté son armée victorieuse, et qu'une partie de cette dernière était déjà rentrée sur le territoire français, cet étranger, ministre du royaume de Naples, cherchait à éluder les conditions du traité de paix que le roi son maître avait été forcé de conclure avec la république. Déjà, au mépris de l'un des articles de ce même traité, Naples recevait dans ses ports les vaisseaux de la

1798 – an VI. Italie.

Grande-Bretagne, et rendait ainsi aux Anglais leur prépondérance dans la navigation de la Méditerranée. Indépendamment de cette infraction, le gouvernement napolitain faisait encore sourdement des préparatifs de guerre, et avait donné une communication confidentielle de ses projets aux ministres de S. S., en faisant les promesses les plus magnifiques si le souverain pontife consentait lui-même à fouler aux pieds le traité de Tolentino.

Les insinuations des perfides conseillers de Pie VI parurent ranimer dans l'esprit affaibli de ce souverain le premier éloignement qu'il avait montré pour vivre en paix avec la France, depuis le commencement de la révolution de ce pays. Il cessa tout-à-coup de donner à Joseph Bonaparte les témoignages de confiance dont il l'avait honoré jusqu'alors. Ce changement de conduite de la part du saint père se manifesta par son hésitation à reconnaître la république cisalpine, dernièrement constituée. Bientôt, et à mesure que les nouvelles qu'il recevait de Naples semblaient l'affermir dans sa résolution, on vit plus à découvert les dispositions intérieures de son âme, et l'intention de rompre avec le gouvernement français. La nomination du général autrichien Provera au commandement en chef des troupes papales, ne laissa plus de doute sur les projets de la cour de Rome, indépendamment de plusieurs autres actes qui confirmaient les soupçons à cet égard, sans paraître créer, au surplus, les moyens d'exécution.

Joseph Bonaparte s'était bien aperçu de toutes ces menées; mais, fidèle à son caractère de conciliateur, il avait feint, jusqu'alors, d'être pris pour dupe, et s'était tenu sur la réserve. L'arrivée du général Provera à Rome força le ministre français à rompre enfin le silence. Il s'adressa directement au souverain pontife, en lui demandant une explication franche et positive de ses procédés, et l'obligea une qua-

trième fois de s'humilier devant la république. Le renvoi du général Provera fut la condition qu'exigea Joseph Bonaparte pour ne point appeler sur ce qui s'était passé à Rome l'attention trop sévère du gouvernement français. 1798-an VI. Italie.

La confiance paraissait rétablie entre les deux puissances; toutefois la conduite irrésolue du souverain de Rome avait indisposé une grande partie de ses sujets. Ces préparatifs hostiles, renouvelés tant de fois en pure perte, avaient entraîné des dépenses énormes auxquelles on n'avait pu faire face que par une augmentation d'impôts. Le mécontentement du peuple lui avait inspiré des idées d'indépendance, auxquelles le spectacle de ce qui se passait autour de lui donnait encore une plus grande force. La formation de la république cisalpine, les cris de liberté qui s'élevaient sur plusieurs points de la domination papale, provoquaient une fermentation presque inévitable. D'un autre côté, ceux des habitans de Rome qui étaient intéressés au maintien de l'ancien ordre de choses, ne dissimulaient point leur haine contre les hommes qu'ils regardaient comme les oppresseurs de la puissance spirituelle, et appelaient de leurs vœux une rupture décidée avec la France. Cette dissidence d'opinion donnait lieu à une foule d'intrigues qui tendaient toutes à exaspérer la classe inférieure du peuple et à en faire un instrument de révolution. Témoin passif de tout ce qui se passait autour de lui, l'ambassadeur français cherchait en vain à concilier les esprits pour le maintien de la tranquillité dans la capitale de l'état ecclésiastique : une catastrophe terrible, à laquelle il était loin de s'attendre, vint le contraindre à renoncer au rôle de pacificateur, et à quitter une ville où le sang français venait d'être répandu encore une fois, au mépris du droit le plus sacré.

Le 26 décembre 1797, quelques individus se présentèrent chez Joseph Bonaparte pour l'avertir qu'une révolution de-

1798-an VI. Italie.

vait éclater dans la nuit, et qu'elle serait effectuée par un grand nombre de citoyens romains qui ne pouvaient plus supporter le joug du despotisme papal. L'ambassadeur leur fit observer que le caractère dont il était revêtu ne lui permettait pas d'accueillir une semblable communication, et leur donna l'assurance que le directoire ne verrait point favorablement un complot dirigé contre un souverain allié de la république. Il ajouta qu'il rendrait compte, comme ambassadeur, à son gouvernement de ce qui se passait, et qu'en sa qualité d'homme, par l'intérêt même qu'il portait aux Romains, il les engageait à se désister de toute entreprise insurrectionnelle. Les conjurés quittèrent le palais de l'ambassade fort mécontens de la réception du ministre français, auquel ils promirent, toutefois, d'abandonner leur projet pour le moment.

Le lendemain au soir, le chevalier Azzara, ambassadeur d'Espagne, qui exerçait à Rome une grande influence, et qui avait constamment donné des preuves sincères d'amitié à Joseph Bonaparte, vint trouver ce dernier, et lui dit qu'il venait d'apprendre, chez le cardinal secrétaire-d'état, qu'un mouvement insurrectionnel se préparait, mais qu'il n'inspirait que fort peu d'inquiétude au gouvernement romain. Diverses autres informations convainquirent bientôt l'ambassadeur français que deux trames s'ourdissaient dans le même temps et pourraient éclater ensemble : l'une, contre les Français, sourdement autorisée par quelques ministres du pape ; et l'autre, ayant pour but le renversement de ce gouvernement, pour établir la république.

Il paraît que les chefs de la première conspiration, bien plus sûrs de leur propres moyens, avaient connaissance de la seconde. Cherchant à persuader au pontife que son intérêt était de se déclarer contre les Français, ils résolurent de diriger leur mouvement de manière à ce que les excès commis

par leurs agens pussent être attribués aux partisans du système républicain. Dans ce dernier cas, ils parvenaient à exciter davantage la fureur de la populace, et mettaient le pape dans l'impossibilité de se réconcilier avec le gouvernement français. Le 27 décembre, un rassemblement eut lieu à la Villa Médicis; la plupart des hommes qui le composaient avaient la cocarde tricolore. Mais ce mouvement n'était qu'un essai pour connaître les dispositions du peuple : il suffit de quelques soldats du pape pour le dissiper; toutefois, quelques séditieux firent résistance et tuèrent même deux dragons. On trouva sur le terrain un sac rempli de cocardes françaises.

1798-an VI. Italie.

Instruit de cette particularité, Joseph Bonaparte se transporta chez le secrétaire-d'état, pour lui dire que le gouvernement français était étranger à tous ces mouvemens, et que lui, ambassadeur, loin de s'opposer à ce qu'on arrêtât tous ceux qui avaient pris la cocarde nationale, venait faire la demande qu'on s'assurât de tous les individus qui ne seraient pas compris dans la liste des Français ou des Romains attachés à la légation. Ces derniers étaient à peine au nombre de huit. Il prévint également le cardinal secrétaire que six hommes s'étant réfugiés dans la juridiction française, ils seraient livrés aux sbirres, s'il demeurait prouvé qu'ils fissent partie des révoltés.

Cependant un nouveau rassemblement se forma devant le palais de France, peu de temps après le retour de l'ambassadeur, qui avait quitté le secrétaire-d'état paraissant dans une sécurité parfaite. Ces hommes attroupés faisaient entendre les cris de *vive la république! vive le peuple romain!* Un d'eux demanda à parler à Joseph Bonaparte : c'était un artiste qu'il connaissait, et qui lui avait été recommandé à Paris par le ministre des relations extérieures. Cet homme se présenta comme un frénétique, en disant avec véhémence : « Nous sommes libres, nous demandons l'appui de la France. » On

1798—an VI. Italie.

lui enjoignit, ainsi qu'à tous ceux qui l'accompagnaient, de sortir sur-le-champ de la juridiction de France, en les menaçant de les repousser par la force, s'ils s'obstinaient à rester ainsi devant le palais. Mais déjà l'attroupement était devenu considérable; et parmi les plus animés on reconnaissait plusieurs individus connus pour être attachés à la police du gouvernement. Ils étaient les premiers à vociférer : « *Vive la république ! vive le peuple romain !* » Cette remarque éclaira l'ambassadeur sur le véritable but du mouvement opéré. Il résolut de se conduire de manière à ne donner aucun prétexte de récrimination de la part du pape ou de ses ministres, et se prépara à déployer toute la dignité du caractère de représentant d'une grande nation.

Quelques officiers français qui se trouvaient avec Joseph Bonaparte lui demandèrent l'autorisation de dissiper l'attroupement. Cette proposition n'attestait que leur dévouement trop généreux.

Le ministre français se revêtit de son costume officiel et sortit du palais pour haranguer lui-même les séditieux et leur ordonner de se retirer. Au moment où, suivi des officiers et des gens de l'ambassade, il paraissait à la porte du palais, une violente décharge de mousqueterie se fit entendre : c'était un piquet de cavalerie qui, étant entré dans la juridiction française sans en prévenir l'ambassadeur, l'avait traversée au galop, et faisait feu par les trois portiques du palais à la fois. La foule s'était alors précipitée dans les cours et sur les escaliers. Joseph Bonaparte rencontra sur son passage des blessés, des fuyards intimidés et des frénétiques audacieux, des gens gagés pour exciter et dénoncer les mouvemens. Une compagnie d'infanterie avait suivi de près la cavalerie papale. A l'aspect de l'ambassadeur, elle s'arrêta dans sa marche vers le palais. Le capitaine refusa de paraître à la demande de Joseph, et resta caché dans les rangs. Cependant les soldats

reculèrent quelques pas ; quelques-uns des séditieux, enhardis par cette retraite, s'avançaient déjà contre la troupe. Le ministre leur défendit de sortir de la juridiction jusqu'à nouvel ordre. En même temps, pour se faire mieux obéir, il tire son épée, ainsi que le général Duphot, l'adjudant-général Sherlock, et deux autres officiers, afin de contenir ceux qui seraient tentés de transgresser l'ordre de rester tranquilles. Tandis que les séditieux se trouvaient ainsi contenus de ce côté, les soldats, qui n'avaient rétrogradé que de quelques pas, firent une décharge générale. Quelques balles perdues allèrent tuer les hommes des derniers rangs, aucune n'atteignit l'ambassadeur et ceux qui l'accompagnaient. La compagnie papale recula encore pour charger ses armes une seconde fois. Joseph profita de ce moment, et donnant au jeune Beauharnais[1], aide-de-camp de son frère, et à l'adjoint Arrighi[2], l'ordre de retenir les séditieux, qui faisaient mine de se précipiter de nouveau sur les soldats du pape, il s'avança lui-même vers ces derniers, accompagné du général Duphot et de l'adjudant-général Sherlock, pour engager la troupe à cesser son feu. Le brave Duphot, accoutumé aux dangers, s'élance jusque sur les baïonnettes, et veut empêcher les uns de charger et les autres de tirer. Les soldats l'entraînent, par un mouvement difficile à concevoir, jusque vers une porte de Rome que l'on nomme *Septiminiana*. Là, Joseph et Sherlock, qui l'avaient suivi, voient tomber l'infortuné général sous un coup de fusil reçu au milieu de la poitrine. Il se relève néanmoins, cherche à se soutenir avec son épée, et fait quelques pas pour rejoindre l'ambassadeur, qui l'appelle ; mais un second coup le renverse, et, dans un instant, plus de cinquante fusils sont dirigés sur son corps inanimé.... Tous les coups vont se diriger désormais sur Joseph Bonaparte et

1798-an VI. Italie.

[1] Aujourd'hui duc de Leuchtenberg, etc., gendre du roi de Bavière.

[2] Aujourd'hui duc de Padoue, etc.

1798-an VI. Italie. son compagnon; mais ce dernier (l'adjudant-général Sherlock) entraîne le ministre de France par un chemin détourné qui conduit aux jardins du palais, et tous deux parviennent ainsi à se soustraire aux coups des assassins de Duphot, et à ceux d'une autre compagnie d'infanterie qui arrivait et faisait feu sur un autre point. Beauharnais et Arrighi, pressés par ces nouveaux ennemis, se réunissent à Joseph et à Sherlock.

Dans cette situation critique, le ministre et les officiers qui sont avec lui, pensent que les furieux peuvent insulter madame Joseph Bonaparte et sa sœur, qui devait, le lendemain même, unir son sort à celui du général qui venait de périr si misérablement. Secourir ces dames était à ce moment le soin le plus urgent. Il fallut que l'ambassadeur rentrât dans son palais par les jardins, car les cours étaient encombrées par cette foule de brigands qui, sous prétexte de réclamer la liberté, avaient commencé cette horrible journée. Une vingtaine d'entre eux et quelques citoyens étaient étendus morts sur ce champ de carnage; les marches du palais étaient teintes de sang; les cris des mourans et des blessés remplissaient le palais d'une horrible épouvante : cependant on parvint à fermer les trois portes de la façade de la rue.

Le plus grand désordre régnait dans l'intérieur au moment où l'ambassadeur y pénétra. Son épouse et sa sœur y étaient en proie au plus violent désespoir. Cette scène de désolation était encore rendue plus effrayante par l'idée que la mère de ces deux dames et leur jeune frère[1] étaient absens, et pouvaient être égorgés par les forcenés qui assiégeaient les dehors du palais. La fusillade continuait à se faire entendre dans la rue, et les balles venaient briser les croisées de l'édifice. D'un autre côté, tous les appartemens étaient remplis par des gens dont les intentions étaient plus que suspectes, et qu'on ne pouvait

[1] Marius Clary, aujourd'hui maréchal-de-camp.

pas parvenir à mettre dehors. Toutes ces circonstances rendaient la position de Joseph Bonaparte et des siens aussi cruelle qu'il est difficile de la décrire. 1798 - an VI. Italie.

Cependant on pensa à organiser quelques moyens de défense. Parmi les domestiques de l'ambassadeur, trois étaient absens et deux autres étaient grièvement blessés : des armes furent distribuées à ceux qui restaient. Tandis que l'ambassadeur calculait en lui-même les moyens de sortir de cette crise épouvantable, un sentiment d'orgueil national dictait aux officiers français le projet d'aller enlever le corps du général Duphot, resté au pouvoir de ses assassins. Réunis à quelques serviteurs, ils réussirent dans leur entreprise, en prenant des chemins détournés, pour éviter la fusillade, que les soldats du pape continuaient sans relâche. Ils trouvèrent le cadavre entièrement nu, criblé de balles et de coups de baïonnette, et couvert de pierres. Un nommé Amedeo, capitaine des assassins qui avaient porté les premiers coups au malheureux Duphot, s'était emparé de l'épée et du ceinturon de ce général ; un prêtre, qu'on a su depuis être le curé d'une paroisse voisine, s'était approprié sa montre ; d'autres assassins s'étaient partagé le reste des dépouilles.

Le corps fut transporté dans le palais de France. A sa vue, l'ambassadeur, saisi d'horreur et d'indignation, prit sur-le-champ la résolution d'abandonner une ville perfide, où la trahison aiguisait sans cesse ses poignards pour frapper les Français, et où tous étaient menacés d'éprouver le sort de Basseville et de Duphot. On ne pouvait plus douter de la part que le gouvernement romain avait prise aux événemens qui venaient d'avoir lieu, puisque, depuis six heures que durait l'insurrection, aucune nouvelle n'était parvenue du Vatican, aucun secours n'avait été envoyé pour préserver le ministre de France et sa suite de la fureur des assassins. Cependant, avant de demander ses passeports, Joseph écrivit au cardinal

1798-an VI. Italie. secrétaire-d'état, Doria Pamphili, pour l'informer des attentats commis envers la nation française, et l'inviter à se rendre lui-même au palais de l'ambassade. « Le palais de France est cerné, violé, disait le ministre français; il est instant que vous ou le gouvernement, ou quelque autre personne qui ait sa confiance, se rende ici. Je ne doute pas que vous ne vous y transportiez vous-même. Vous n'avez à traverser que vos troupes de ligne et civiques. » Un domestique fut chargé de porter cette lettre. Pour s'acquitter de cette commission hasardeuse, il lui fallut affronter les coups de fusil et les insultes d'une soldatesque effrénée qui entourait toujours le palais. Enfin, vers les huit heures du soir, une voiture s'arrête devant la porte de l'ambassadeur. Celui-ci pense que le secrétaire-d'état se rend à son invitation, ou bien le gouverneur de Rome, ou quelque autre magistrat. Vain espoir; sa missive demeurait sans réponse : c'est le ministre d'un prince allié de la république française, l'envoyé du grand-duc de Toscane, en un mot le chevalier Angiolini, ami particulier de Joseph, qui se présente. Il avait traversé les patrouilles nombreuses qui circulaient dans la ville, et les détachemens de ligne et de la garde civique qui entouraient le palais. Sa voiture avait été arrêtée par des forcenés, qui lui avaient demandé ironiquement *s'il aimait les coups de fusil et les dangers*. Il avait répondu avec courage « que, dans Rome, il ne pouvait exister de péril dans la juridiction de l'ambassadeur de France. » Ce reproche généreux, dans ce moment, était une critique amère et vraie de la conduite du gouvernement romain envers les officiers d'une nation à laquelle ce même gouvernement devait encore le reste de son existence politique.

Le chevalier Azara, ministre d'Espagne, suivit de près le ministre de Toscane. Cet envoyé, justement honoré de la confiance de son souverain, et dont la conduite loyale et dé-

licate avait mérité l'estime et l'affection de tous les Français, s'était fait un devoir de mépriser également tous les dangers pour se rendre auprès de l'ambassadeur de France, son collègue et son ami. Les deux ministres étrangers ne pouvaient pas concevoir le motif du silence obstiné que gardait le ministère papal. Joseph écrivit, à onze heures du soir, une seconde lettre au cardinal Doria, pour lui demander un passeport et des chevaux de poste, à l'effet de quitter sans délai la ville de Rome. Aucune réponse satisfaisante n'ayant été faite à cette lettre, le ministre français en écrivit une troisième, encore plus ferme, dans laquelle il menaçait le gouvernement pontifical de toute la vengeance de la république française. Cette dernière missive décida le cardinal Doria. Les passeports nécessaires et un ordre pour obtenir des chevaux de poste, furent envoyés avec une réponse, dans laquelle le secrétaire-d'état s'étudiait, après douze heures d'un silence absolu, à excuser les événemens de la journée, et cherchait à empêcher le départ du ministre français; mais celui-ci fut inflexible; et après avoir recommandé les Français qui restaient à Rome aux chevaliers Azara et Angiolini, il partit à six heures du matin, le 29 décembre, pour la Toscane, et se rendit à Florence, chez le ministre français Cacault.

1798 - an VI. Italie.

Joseph Bonaparte s'empressa d'adresser, de la capitale de la Toscane, au gouvernement français, le rapport circonstancié de tout ce qui venait de se passer à Rome. « Je croirais, disait-il en terminant cette pièce officielle, faire injure à des républicains, si j'insistais sur la vengeance que le directoire doit tirer de ce gouvernement impie, qui, assassin de Basseville, l'est devenu, de volonté, du premier ambassadeur français qu'on a daigné lui envoyer, et de fait d'un général distingué par sa valeur dans une armée où chaque soldat était un héros. .... Ce gouvernement ne se dément pas : astucieux et téméraire pour commettre le crime, lâche et rampant lorsqu'il est

1798-an VI. Italie. commis, il est aux genoux du ministre Azara pour qu'il se rende à Florence auprès de moi, et me ramène avec lui à Rome. »

Les chefs de toutes ces odieuses machinations n'avaient point pensé que les choses iraient si loin, et que les Français tiendraient une conduite aussi prudente dans des circonstances si critiques. Ils avaient espéré, au contraire, que, fiers d'être les maîtres en Italie, ces mêmes Français auraient repoussé la force par la force, et se seraient portés à quelques excès qui eussent excusé la conduite du gouvernement romain, et les eût rendus odieux à la multitude. Mais l'assassinat du général Duphot mit dans le plus grand embarras les cardinaux et les prélats qui avaient été les moteurs du mouvement insurrectionnel [1]. Ils ne surent point trouver la route qu'il fallait suivre désormais. Les hésitations du cardinal secrétaire-d'état, Doria Pamphili, pouvaient faire croire qu'il n'était point étranger aux intrigues ourdies. Quant au souverain pontife, il est très-probable que tous les attentats commis pendant cette fatale journée du 28 décembre 1797, le furent sans sa participation. Attaqué d'une maladie dangereuse, que son grand âge pouvait rendre à chaque instant mortelle, il était renfermé dans son palais, et ne voyait, pour ainsi dire, personne.

Quoi qu'il en soit, les ministres de S. S. n'eurent pas plutôt appris le départ de l'ambassadeur français, qu'ils redoutèrent les suites des événemens qui venaient d'avoir lieu : chose ordinaire aux gouvernemens faibles et irrésolus. Après s'être conduits de manière à provoquer le courroux de la république, ces agens se virent dans l'obligation de recourir aux moyens qui pouvaient arrêter sa vengeance. On vient de voir que le cardinal Doria avait sollicité la médiation du chevalier Azara,

[1] On désigna, dans le temps, les cardinaux Braschi, neveu du pape, Albani, Busca; les prélats Barberi, Sparziani, Galeppi, Consalvi, etc., etc.

pour offrir à J. Bonaparte toutes les réparations que celui-ci pourrait désirer, et l'engager à revenir à Rome. Le ministre espagnol s'était refusé à remplir cette commission déplacée, et n'avait point dissimulé au secrétaire-d'état que tous les membres du corps diplomatique n'avaient pas été moins indignés de tous les excès commis, que l'ambassadeur de France lui-même. Toutes les légations des puissances alliées de la France s'étaient empressées, en effet, de témoigner à Joseph toute la part qu'elles prenaient à ce qui lui était arrivé.

1798-an VI. Italie.

Le cardinal Doria, voyant que ses démarches auprès du chevalier Azara étaient inutiles, s'adressa directement au ministre français, et écrivit au marquis Massimi, envoyé du pape à Paris, pour lui tracer la marche qu'il devait tenir à l'effet d'excuser le gouvernemeut romain auprès du directoire. Le pape lui-même se détermina à envoyer à Paris un légat *à latere*, chargé d'offrir de sa part toutes les réparations qu'on pourrait exiger; mais toutes ces mesures furent sans résultat. La haine contre le pontife romain s'était réveillée dans l'ame des directeurs, et ceux-ci pensaient déjà à rétablir dans Rome ce gouvernement républicain qui lui avait donné autrefois l'empire du monde. La guerre fut résolue contre le pape; et les envoyés de ce souverain ne reçurent que des réponses évasives, bien plus propres à leur inspirer des craintes qu'à ranimer leurs espérances.

Les dépêches de ces envoyés répandirent l'alarme au Vatican et dans Rome entière. Pie VI, épouvanté des dangers qui menaçaient la chaire de saint Pierre, ordonna des processions extraordinaires, usitées seulement dans les temps de grande calamité, et dans lesquelles on offrait à la piété des fidèles une image du sauveur du monde, apportée, disait-on, sur la terre par des anges; mais ces moyens étaient impuissans pour conjurer la tempête qui menaçait le saint-siége. Malgré tous les soins que la police papale mettait à dissimuler la situation

1798-an VI. Italie.

tique du gouvernement, tous ceux qui, par leurs vœux, appelaient un nouvel ordre de choses, avaient l'espoir qu'ils seraient exaucés, au mépris de l'invocation adressée à la divinité.

Dans ces circonstances extrêmes, le sacré collége osa se flatter que la cour de Naples tiendrait, à la fin, toutes les promesses qu'elle avait faites au souverain pontife dans le temps qu'elle l'excitait sous main à secouer le joug des Français. On s'adressa au ministère napolitain pour obtenir des secours devenus plus urgens que jamais; mais ce gouvernement n'avait point achevé les préparatifs de la levée de boucliers qu'il méditait, et les agens du pape ne reçurent d'autre réponse qu'une invitation d'apaiser ou d'amuser le directoire français par des négociations, jusqu'à ce que l'armée napolitaine fût en mesure d'agir hostilement. Déçus dans leur dernier espoir, les ministres de S. S. et tous leurs partisans crurent devoir se soumettre au joug impérieux de la nécessité. Cependant leur terreur était telle, que plusieurs s'enfuirent de Rome et se réfugièrent dans diverses villes de l'Italie. Le cardinal Braschi ne se croyant point en sûreté auprès du pape, son oncle, l'abandonna et vint chercher un asile à Naples.

Cette disposition des esprits chez les soutiens du pouvoir pontifical, se trouvait, au surplus, justifiée par tout ce qui se passait autour d'eux. Les espérances du parti opposé s'étaient accrues en raison de l'inutilité des tentatives faites par le ministère romain auprès du directoire. Le bruit de la marche prochaine des troupes françaises sur Rome commençant à se répandre, rendait plus audacieux tous les hommes qui désiraient devenir républicains, à l'exemple des Lombards et des autres peuples détachés de la domination papale.

La cité de Rome se trouvait ainsi partagée entre les angoisses du désespoir chez les uns, et les anxiétés de l'espérance chez les autres, lorsqu'on reçut, le 29 janvier 1798, la nouvelle que le général Alexandre Berthier, commandant

les troupes restées en Italie après le départ de Bonaparte, avait reçu l'ordre de marcher sur Rome, et s'avançait déjà vers Ancône. Bientôt on apprit que l'avant-garde française était arrivée à Macerata, et que deux cents hommes qui avaient voulu faire résistance à Lorette avaient été faits prisonniers. Ce commencement d'hostilités ne put laisser aucun doute sur les véritables intentions du gouvernement français, et chacun attendit, selon sa crainte ou son espoir, l'issue d'une guerre inévitable. 1798-an VI. Italie.

Le directoire avait, en effet, intimé au général Berthier l'ordre de venger l'assassinat du général Duphot, et l'insulte faite à l'ambassadeur de la république. Ses instructions portaient : qu'il entrerait sur le territoire papal, qu'il occuperait militairement la ville de Rome, et qu'il se servirait de toute son influence pour engager les habitans à se constituer en république. Berthier, qui se trouvait à Milan lorsqu'il reçut les dépêches du directoire, rassembla aussitôt toutes les forces françaises dont il put disposer, y réunit les levées faites par le gouvernement cisalpin, et les mit en mouvement pour exécuter la volonté directoriale. Nous avons dit que le 29 janvier l'avant-garde de cette armée était déjà à Macerata. Le 10 janvier, toutes les troupes furent réunies sous les murs de Rome, et l'avant-garde prit possession du château Saint-Ange, que les troupes du pape n'osèrent point tenter de défendre. Toutefois, le général Berthier ne poussa pas plus loin, défendit à ses troupes l'entrée de la ville, et attendit hors des murs le résultat des efforts que les habitans allaient faire pour secouer le joug pontifical. Il avait fait prévenir, sous main, les principaux meneurs qu'ils pouvaient compter sur la protection des armes françaises.

La consternation était à peu près générale dans Rome. A l'approche des Français, un grand nombre de ceux qui tenaient encore aux préjugés religieux et à l'ancienne forme de

1798-an VI. Italie. gouvernement, avaient pris la fuite, ainsi que tous les hommes qui avaient à redouter les effets de la vengeance française: on ne voyait plus circuler dans la ville que les partisans du système républicain et les dernières classes de la population. Quelques cardinaux et prélats, en petit nombre, étaient restés auprès du souverain pontife, qui, toujours confiant dans le respect que les Français avaient montré jusqu'alors pour son caractère et pour sa personne, espérait encore pouvoir se tirer de sa situation désespérée par de nouveaux sacrifices.

Cependant les futurs républicains avaient envoyé une députation auprès du général français, pour l'inviter avec instance à faire son entrée dans la ville et à protéger, par sa présence, le mouvement qui allait s'opérer. Berthier répondit aux députés : qu'il verrait avec plaisir les Romains se ressouvenir de leur antique renommée, et faire des efforts généreux pour reconquérir la liberté; mais que voulant prouver à l'Europe qu ils étaient entièrement libres dans leur détermination, il ne ferait son entrée dans Rome que lorsque la révolution projetée serait achevée. Cette réponse du fidèle compagnon de Bonaparte exalta davantage les esprits, et tout fut bientôt préparé pour l'insurrection que les Français attendaient depuis plusieurs jours.

Le 15 février, jour anniversaire de la vingt-troisième année du pontificat de Pie VI, un rassemblement assez considérable d'habitans de Rome eut lieu dans le Campo-Vaccino, l'ancien *Forum Romanum :* le pape recevait à ce moment les félicitations de ceux qui étaient restés fidèles à sa fortune. Son palais est investi tout à coup, et le pontife est tiré de sa sécurité par les cris de *vive la république ! à bas le pape !* que les insurgés font entendre sous ses croisées. Cependant un reste de respect pour l'âge et la dignité du saint père empêcha ceux-ci de pénétrer dans l'intérieur du palais. Ils l'eussent pu facilement, car rien n'était disposé pour s'op-

poser à l'invasion. Pie VI, effrayé, se met en prières, et invoque la protection du ciel. Toutefois cette portion des conjurés va rejoindre ceux que réunissait le *Campo-Vaccino*. Les chefs de l'insurrection avaient rédigé d'avance un acte qui constatait la reprise du droit de souveraineté par le peuple. Il y était dit, en substance, « que le peuple romain, opprimé depuis très-long-temps par un gouvernement de prêtres, vrai monstre politique, avait tenté plusieurs fois en vain d'en secouer le joug insupportable; qu'une magie secrète de superstition, d'intérêt et de force armée, combinés contre ses efforts, avait rendu jusqu'à présent ses tentatives inutiles; mais qu'enfin ce gouvernement venait de s'écrouler de lui-même par ses alternatives de bassesse et d'orgueil; que le peuple romain, craignant de lui voir succéder ou l'horrible anarchie, ou une pire tyrannie, avait rassemblé tout son courage et recueilli toutes ses forces pour se soustraire aux résultats de cette dissolution; qu'il s'était, en conséquence, décidé à revendiquer ses droits de souveraineté; qu'enfin ce peuple réuni déclarait, avec un seul esprit et d'une seule voix, à Dieu même et à l'univers, 1798-an VI. Italie.

« Que le peuple romain n'avait eu aucune part aux attentats affreux, et aux assassinats par lesquels son gouvernement avait si gravement offensé la nation française et la république invincible; attentats que le peuple détestait et abhorrait, et dont les auteurs étaient voués à l'infamie;

« Qu'en supprimant et abolissant les autorités politiques, économiques et civiles de ce gouvernement sacerdotal, le peuple se constituait lui-même en souverain libre et indépendant; qu'il reprenait les pouvoirs législatif et exécutif; qu'il les exercerait par ses représentans suivant les droits de l'homme, qui sont imprescriptibles, et d'après les principes qui fondent la justice, la vérité, la liberté, l'égalité, etc.; enfin l'acte du peuple souverain (*atto del popolo sovrano*)

1798-an VI. Italie. contenait l'institution de sept consuls, de préfets, d'édiles et autres magistrats. »

Ainsi les successeurs des fiers Romains semblaient vouloir rappeler le souvenir de leurs illustres prédécesseurs en recréant ces magistratures et ces formes antimonarchiques qui avaient produit les héros de l'ancienne Rome ; mais cette république avait été fondée sur les bonnes mœurs, et Rome moderne était une des villes de l'Europe où la dissolution exerçait le plus son empire. Il était donc impossible qu'une république créée par des hommes corrompus eût une longue existence : aussi ces Romains de la fin du XVIIIe siècle furent-ils encore moins heureux dans leurs efforts pour devenir libres, que ne le furent ceux qui tentèrent la même entreprise dans le XIVe, sous la direction du tribun Nicolas Rienzi.

Les fondateurs de la nouvelle république s'empressèrent d'envoyer au général Berthier huit d'entre eux pour l'informer que Rome venait enfin de s'affranchir, et n'attendait plus que sa présence pour cimenter sa liberté. Berthier, préparé à cet événement, se décida à faire de suite son entrée solennelle dans la ville des Césars et des successeurs de saint Pierre. Il se mit en marche, accompagné d'un nombreux état-major, d'un détachement pris dans chacun des corps de cavalerie et des grenadiers de l'armée. Après avoir traversé la ville au milieu d'une foule immense que la curiosité du spectacle attirait encore plus que l'amour de la liberté, le général français monta au Capitole (*Campi doglio*), et salua, au nom du peuple français, la nouvelle république romaine. Après avoir déclaré que cette république, reconnue libre et indépendante par la France, se composerait de tout le territoire resté au pape par le traité de Tolentino, Berthier fit le tour de la place du Capitole, aux cris mille fois répétés de *vive la liberté! vive la république française! la république*

romaine, les généraux Bonaparte et Berthier, l'invincible armée française!!! etc.; et, s'étant arrêté au milieu de cette immense population qui se pressait sur ses pas, il réclama le silence, et prononça un discours dont nous extrairons ce passage : 1798-an VI. Italie.

« Mânes de Caton, de Pompée, de Brutus, de Cicéron, d'Hortensius, recevez l'hommage des hommes libres dans ce Capitole où vous avez tant de fois défendu les droits du peuple, et illustré la république romaine. Ces enfans des Gaulois, l'olivier de la paix à la main, viennent dans ce lieu auguste y rétablir les autels de la liberté dressés par le premier des Brutus. Et vous, peuple romain, qui venez de reprendre vos droits légitimes, rappelez-vous quel sang coule dans vos veines; jetez les yeux sur les monumens de gloire qui vous environnent; reprenez les vertus de vos pères, montrez-vous dignes de leur antique grandeur, et prouvez à l'Europe qu'il est encore parmi vous des âmes qui n'ont point dégénéré de celles de vos ancêtres..... »

Le lendemain de cette journée, on rendit, dans les églises de Rome, des actions de grâces à l'Être-Suprême : quatorze cardinaux, qui avaient signé l'acte d'affranchissement, et une renonciation solennelle à tous leurs droits politiques, chantèrent le *Te Deum* dans la superbe basilique de Saint-Pierre : ces cardinaux n'avaient pris aucune part à l'attentat du 28 décembre, et le désir de finir leurs jours dans Rome les avait engagés à une démarche qui annonçait plus d'égoïsme que de courage.

Tandis qu'un peuple, amateur de nouveautés, faisait retentir la cité des acclamations de sa prétendue reconnaissance envers les Français, enfermé dans son palais et presque abandonné de la plupart des grands de l'Église et de la noblesse romaine, Pie VI ignorait encore les résultats du mouvement insurrectionnel, dont il avait entendu les premières approches.

1798 - an VI. Italie.

Prosterné aux pieds du rédempteur des hommes, il appelait, comme nous l'avons dit, la protection divine sur sa tête vénérable, qu'il croyait menacée : ses serviteurs étaient restés muets, et aucun d'eux n'avait eu la force de lui dire que son règne n'était plus de ce monde, comme celui de son divin maître. Il fallut que le général français Cervoni pénétrât jusqu'à S. S., et l'avertît que le peuple venait d'abolir le gouvernement papal, et de reprendre l'exercice de sa souveraineté. Le respectable vieillard, levant les cieux au ciel, et offrant ce sacrifice, peu coûteux pour lui, au maître de toutes choses, reçut la nouvelle de sa déchéance temporelle avec encore plus de sérénité d'âme et de calme, qu'on n'en pouvait attendre de son grand âge et de ses nombreuses infirmités. Résigné aux décrets impénétrables de la Providence, il demanda au général Berthier, et obtint de lui, la permission de se retirer en Toscane. Le 20 février, Pie VI quitta le palais d'où ses prédécesseurs, armés de la foudre spirituelle, avaient jadis fait trembler sur leur trône les rois les plus puissans de l'Europe, et fut chercher un asile dans une cellule obscure de la chartreuse de Pise.

La révolution opérée à Rome s'étendit promptement dans toutes les autres villes des États du pape : elles s'empressèrent d'envoyer leur adhésion aux changemens qui venaient d'avoir lieu, et de demander qu'on les fît participer au nouvel ordre de choses ; mais, en détruisant ainsi son ancien gouvernement, le peuple romain déclara que son intention était de conserver la religion catholique, apostolique et romaine qu'il continuait à vénérer et à observer, et de laisser intactes la dignité et l'autorité spirituelle du chef de l'Église.

Après le départ du pape, les scellés furent apposés au Vatican et sur tous les papiers de la cour de Rome. Le général Berthier publia deux arrêtés : le premier portait l'abolition du droit d'asile dans les églises et dans les juridictions

civiles et criminelles des ambassadeurs; le second ordonnait à tous les émigrés de quitter Rome et le territoire de la république romaine dans les vingt-quatre heures de la publication de l'arrêté. (Le cardinal Maury était spécialement désigné dans cette mesure.) La saisie et vente de tous leurs biens au profit de la république étaient ordonnées. Quant aux prêtres français, exilés ou déportés, ils pouvaient rester provisoirement dans les lieux où ils se trouvaient, jusqu'à ce qu'il fût pris à leur égard des mesures particulières. 1798-an VI. Italie.

Une cérémonie funèbre eut lieu le 23 février, en l'honneur du général Duphot, si lâchement assassiné. Un catafalque fut élevé sur la place Saint-Pierre, à côté de l'obélisque. Des détachemens des troupes de toute arme occupèrent la place, et le peuple fut distribué sous les colonnes et aux fenêtres du Vatican; ce qui donnait à cette vaste enceinte l'aspect des cirques de l'ancienne Rome. Plusieurs discours furent prononcés par les généraux français à la louange de leur infortuné compagnon d'armes; et la cérémonie finit par l'oraison funèbre du défunt, que prononça le citoyen romain Faustino Gagliaffi. Le cortége quitta ensuite la place Saint-Pierre et se remit en marche vers le Capitole. Un grenadier, un carabinier (d'infanterie légère), un chasseur et un dragon, portaient religieusement l'urne funéraire, et une musique guerrière exécutait des morceaux analogues à la pompe funèbre. Arrivés à la place où Duphot avait été assassiné, chaque peloton fit successivement une décharge, comme pour purifier cette place, théâtre d'un sanglant outrage envers la nation française. Une colonne sans ornement y avait été placée, avec une inscription qui retraçait le crime et la réparation. De là le cortége se rendit à la place du Capitole, où l'urne cinéraire fut déposée sur le sommet d'une colonne antique.

Toutefois le directoire français ne prit point des mesures

1798 - an VI. Italie. propres à gagner l'affection des Romains. Les plus riches familles se virent pillées par des concussionnaires que ne purent réprimer deux hommes aussi recommandables par leurs vertus privées que par leurs talens, et faits l'un et l'autre pour honorer la mission qui leur était confiée, le législateur Daunou et le savant Monge. Des mouvemens insurrectionnels, provoqués par la conduite de cette foule de vampires qui déshonoraient les triomphes de l'armée d'Italie, se manifestèrent tant dans Rome, que dans les campagnes qui avoisinent cette capitale.

Le général Berthier ayant été appelé aux fonctions de chef d'état-major-général de l'armée d'Angleterre, dont la formation semblait dès-lors se préparer avec une grande activité, fut remplacé dans le commandement de l'armée de Rome par le général Masséna. Berthier quitta Rome dans les derniers jours de février, en remettant à son successeur les instructions nécessaires pour terminer la révolution qui venait de s'opérer.

Masséna était sans contredit l'un des plus braves et des plus habiles généraux qui aient illustré le nom français en Italie; mais il ne possédait pas au même degré les talens et les qualités nécessaires pour concilier les esprits dans des momens difficiles, et pour empêcher les désordres qui résultent d'un état de choses violent. Ardent, impétueux, il manquait de cette douceur et de cette flexibilité de caractère qui sont nécessaires, dans les temps de révolution, aux hommes qui sont appelés à y jouer le rôle de modérateur. On lui reprochait aussi un grand amour pour les richesses; et ce défaut, dans les circonstances où il allait se trouver placé, était bien propre à faire perdre aux Français les avantages politiques qu'ils pouvaient retirer de l'établissement d'une république à Rome. Cependant, qui eût osé soupçonner que l'*enfant gâté de la victoire* pût devenir l'occasion ou le prétexte

de la première sédition militaire que l'on rencontre dans les fastes de l'armée française pendant la guerre de la révolution? 1798-an VI. Italie.

Dans les premiers jours de son arrivée à Rome, Masséna parut s'occuper avec zèle du soin d'affermir la nouvelle république sur les bases fondées par son prédécesseur. Les commissaires du directoire français que nous avons déjà nommés, et un troisième appelé Florent, étaient destinés à aider le général en chef dans cette œuvre politique. Ils s'entendirent avec lui pour mettre en exercice les magistrats que le peuple s'était choisis.

Parmi les Français qui se trouvaient alors à Rome, il y avait un grand nombre d'individus qui, dès l'origine de la guerre, n'étaient venus en Italie que dans l'espoir d'y faire fortune en pillant à la suite des armées. Par l'obligation où l'on avait été de donner beaucoup d'emplois à des Français dans l'administration des pays qui se trouvaient sous l'influence française, les employés supérieurs n'avaient point apporté dans leurs choix le scrupule nécessaire; et une foule de gens sans mœurs, sans délicatesse, furent investis de fonctions qui les mettaient à même de se livrer à tous les excès du pillage. Déjà plusieurs de ces concussionnaires odieux venaient d'obtenir à Rome des emplois de cette nature, et bientôt on les vit organiser sans pudeur des espèces de bureaux de vols et de dévastations. Sous le prétexte de mettre à exécution un arrêté du général Berthier qui ordonnait la vente de tous les biens, meubles et immeubles des émigrés, ces misérables se portèrent dans les plus riches maisons de Rome, et s'emparèrent audacieusement de l'or, de l'argent, des bijoux, et de tous les objets précieux qu'ils trouvèrent. Vainement un grand nombre de Romains qui n'étaient point portés sur les listes d'émigration réclamèrent-ils contre ces déprédations scandaleuses, ils ne furent point écoutés; et la plupart des somptueux palais de Rome furent en peu de temps dépouillés

1798-an VI. Italie.

de toutes leurs richesses et des chefs-d'œuvre des arts qui en faisaient l'ornement. Si ces êtres avides se fussent contentés d'enlever l'or et l'argent, le peuple romain eût peut-être vu avec indifférence cette violation des droits de la propriété; mais ce fut dans Rome un deuil général lorsqu'on vit cette dilapidation des objets d'arts par des hommes qui semblaient rappeler le temps des Huns, des Goths et des Vandales.

Toutefois, l'armée française donna dans cette circonstance une nouvelle preuve de cette vérité consacrée depuis par tant de témoignages respectables : *que l'honneur national était resté intact sous les drapeaux de la France républicaine*. A l'aspect des dévastations commises par des hommes qui osaient se dire Français, un cri d'indignation s'éleva dans tous les rangs : ces dignes guerriers rougirent d'entendre les plaintes formées de toutes parts par les Romains mis ainsi au pillage. Les officiers se rendirent les interprètes de leurs braves soldats; et le corps entier crut devoir s'adresser au général Masséna, pour le prier d'interposer son autorité à l'effet de faire cesser des excès qui pouvaient imprimer à l'honneur français une tache indélébile. Par les causes que nous avons déduites plus haut et qui tenaient au caractère particulier du général en chef, cette adresse, présentée au nom de l'orgueil national humilié, ne fut point accueillie avec les égards qu'elle méritait, et les officiers en conservèrent un ressentiment dont Masséna ne tarda point à éprouver le funeste résultat.

Mécontente de son général en chef, qui semblait laisser, avec trop de condescendance, des misérables flétrir les lauriers cueillis à Arcole et à Rivoli, l'armée française se trouvait d'ailleurs dans un état de dénuement qui ne contribuait pas médiocrement à augmenter l'irritation que lui causait le spectacle du brigandage. Tandis que les voleurs protégés partageaient les dépouilles romaines, les soldats français, privés de leur solde depuis cinq mois, manquaient des choses les

plus nécessaires à la vie, et excitaient la compassion des Romains eux-mêmes, étonnés de leur modération et de leur discipline au milieu des exactions de tout genre. Le luxe excessif des employés civils et les étranges prodigalités de certains personnages de l'état-major, contrastaient d'une manière révoltante avec la situation où se trouvaient les soldats et les officiers. 1798-an VI. Italie.

Aucune occasion ne pouvait donc être plus favorable aux ennemis de la république pour exciter les Romains à l'insurrection et fomenter l'esprit de sédition chez les troupes françaises. L'armée se trouvait en opposition directe avec son général, et partageait les sentimens des Romains sur la conduite des concussionnaires. Il était naturel de supposer que, dans le cas d'un mouvement insurrectionnel, les soldats se prêteraient avec répugnance aux mesures de répression qui seraient employées. Les partisans du gouvernement pontifical combinèrent, en conséquence, un double complot, dont l'un avait pour but la révolte des soldats français contre leur général, et l'autre celui de faire insurger le peuple contre les nouveaux magistrats qu'il s'était donnés, ou plutôt qu'on lui avait imposés. A cet effet, des agens adroits se répandirent parmi les soldats français, échauffèrent leur mécontentement en exagérant leur misère, et en les excitant à se faire justice eux-mêmes et à punir l'insatiable avidité de ceux qui déshonoraient la grande nation par leur conduite. Le 27 février, tous les officiers et sous-officiers des corps composant l'armée de Rome se réunirent dans l'église du Panthéon; ils y rédigèrent une adresse dans laquelle ils exposèrent au directoire les griefs qui les forçaient à s'assembler ainsi illégalement. Masséna s'efforça vainement de les ramener dans le chemin de la discipline et de l'obéissance. Un adjudant-général vint, en son nom, sommer l'assemblée de se dissoudre à l'instant. Les officiers s'y refusèrent, en disant qu'ils préféraient la mort à la honte dont on voulait couvrir

1798-an VI. Italie.

l'armée et la patrie. Une députation fut nommée pour porter à Masséna copie de l'adresse qui venait d'être rédigée, et lui représenter que le but de cette réunion des officiers et sous-officiers était de convaincre le peuple romain que l'armée n'était point coupable du pillage dont celui-ci était la victime.

Masséna s'emporta avec violence à la vue de la députation, refusa de prendre l'adresse qui lui était présentée, et jura de punir l'insubordination et l'insolence de ceux qui en étaient les auteurs. Cependant les choses en demeurèrent là le 27; et plusieurs des membres de l'assemblée s'étant presentés le soir chez le général en chef, il les reçut comme à l'ordinaire, sans donner aucun signe de mécontentement ou de ressentiment. Mais le lendemain, l'assemblée s'étant formée de nouveau, Masséna fit battre la générale. A ce signal de danger, tous les officiers et sous-officiers s'empressèrent de se rendre à leurs postes respectifs. Le général en chef venait de prendre un arrêté portant qu'il ne resterait pas plus de trois mille hommes de garnison dans Rome. Une telle mesure était peut-être imprudente dans un moment où l'on n'ignorait pas les menées des ennemis de l'ordre de choses actuel pour insurger la populace et la porter à de nouveaux excès contre les Français. Cette dernière considération servit de prétexte aux officiers pour refuser d'obéir à l'ordre du général en chef; ils s'obstinèrent à vouloir rester dans Rome; et l'événement ne tarda pas à prouver que leur désobéissance avait un motif raisonnable. Voyant son autorité méconnue, et craignant les suites funestes que pouvait entraîner la prolongation de cette lutte, Masséna se démit du commandement en chef, qu'il confia provisoirement au général Dallemagne, sortit de Rome avec quelque précipitation, et quitta l'Italie pour se rendre à Paris.

La peuple de Rome, instruit que l'armée française devait quitter la ville, à l'exception de trois mille hommes, crut le

moment favorable pour secouer le joug. Dans l'instant même où l'effervescence des esprits ôtait aux soldats une partie de leurs forces, en relâchant les liens si nécessaires de la discipline, le quartier populeux de Trastevere (faubourg de Rome) se levait en masse, s'armait et semblait disposé à renouveler les vêpres siciliennes. Conduits par un prêtre qui portait une bannière sur laquelle était empreinte l'image de la Vierge, les insurgés s'avancèrent dans les rues de Rome, ramassant sur leur passage tous ceux qui avaient quelque intérêt à se joindre à eux, se jetèrent sur tous les soldats français qui se trouvaient isolés, les massacrèrent, s'emparèrent de plusieurs postes, et se portèrent vers le château Saint-Ange après avoir égorgé la garde de l'église de Saint-Pierre. Dans cette circonstance critique, les soldats français allaient peut-être devenir tous les victimes de leur indiscipline, lorsque le général Dallemagne, ayant réuni quelques braves, se précipita à la rencontre des révoltés, et forma un point d'appui où vinrent se réunir tous les Français qui n'étaient point encore cernés. Déjà la garde civique romaine était, fort heureusement, organisée. Une partie de ce corps, rassemblé au premier bruit de l'insurrection, vint fondre tout à coup sur les derrières de la colonne insurgée, tandis que les Français l'attaquaient de front. La populace trasteverine fut bientôt mise en fuite. Au bout de quelques heures, la tranquillité se rétablit dans la ville, et le général Dallemagne retrouva des soldats obéissans dans ces mêmes hommes que Masséna avait laissés rebelles.

1798 - an VI. Italie.

Tandis que ces troubles se manifestaient dans Rome, le même mouvement s'opérait dans d'autres parties du territoire romain. Des rassemblemens formés à Castel-Gandolfo, Rocca di Papa, Velletri, s'étaient avancés vers Rome pour seconder les efforts des rebelles de l'intérieur. Le général Murat marcha sur ces rassemblemens, les attaqua à l'improviste, les

1798-an VI. Italie. tailla en pièces, et enleva des otages dans les villes, bourgs ou villages qui avaient pris part à la sédition. Les principaux moteurs furent arrêtés, et parmi eux on trouva quelques prélats et un grand nombre d'ecclésiastiques.

Partageant l'opinion de l'armée au sujet des déprédations commises à Rome, le général Dallemagne fit publier et afficher une proclamation au peuple romain, dans laquelle il signalait l'indignation des militaires français contre les voleurs et les misérables qui avaient été la cause ou le prétexte du mécontentement général. Il invitait tous les habitans à lui communiquer leurs griefs, promettant de leur faire rendre une prompte justice, et de punir avec sévérité tous ceux qui lui seraient désignés comme auteurs ou provocateurs des exactions. Le général s'occupa en même temps de rechercher tous les auteurs ou moteurs de l'insurrection trasteverine. Plusieurs personnages importans furent arrêtés, entre autres six cardinaux, parmi lesquels se trouvait l'aucien secrétaire-d'état, Doria Pamphili. Le désarmement complet des habitans du quartier Trastevere fut ordonné; de nombreux corps-de-garde, avec du canon, furent établis dans ce quartier et dans plusieurs autres. Vingt-quatre rebelles, pris les armes à la main, furent fusillés sur la place Saint-Pierre; un chef de bataillon, nommé Charrier, attaché à l'état-major du général Cervoni, et désigné par la voix publique comme l'un des principaux concussionnaires, traduit devant une commission militaire, fut jugé coupable, condamné à mort et fusillé le même jour. Un grand nombre d'autres prévenus de vols et de pillage furent livrés à la justice civile, et condamnés selon la gravité de leurs délits.

Le général Gouvion-Saint-Cyr remplaça peu de temps après le général Dallemagne, et les Romains n'eurent qu'à se féliciter des mesures sages et conciliatrices de ce nouveau chef de l'armée française. La tranquillité de la ville de Rome

ne fut plus troublée que lorsque le génie des coalitions, un moment terrassé par les victoires de l'armée d'Italie, releva tout à coup sa tête, et ralluma dans les cœurs le feu de la discorde et le désir de la vengeance. 1798-an VI. Italie.

Présentation au directoire des drapeaux des armées du Nord et de Rhin-et-Moselle, par les généraux Macdonald et Duhesme [1]. En décernant à l'armée d'Italie un drapeau qui retraçait ses victoires et ses belles actions, le corps législatif avait rendu le même hommage aux armées du Nord et de Rhin-et-Moselle. La paix rendue au continent ne permettait plus aux troupes de la république de garder ces oriflammes, si propres à les conduire à de nouveaux triomphes, et le dépôt devait en être fait entre les mains du gouvernement, pour être placés dans le lieu de ses séances, comme un témoignage perpétuel de la gratitude de la nation envers ses intrépides défenseurs, et comme un gage donné par ces derniers de leur dévouement à la patrie. Nous avons rendu compte de la remise effectuée du drapeau de l'armée d'Italie par le général Joubert et le chef de brigade Andréossi; les généraux Macdonald et Duhesme furent chargés de la même mission par les armées du Nord et de Rhin et Moselle. 28 février. (10 ventose.) France.

Le 28 février 1798 (10 ventose), le ministre de la guerre présenta les deux généraux que nous venons de nommer, au directoire exécutif.

Nous allons extraire des discours prononcés à cette occasion, quelques passages destinés à servir de matériaux historiques :

« Citoyens directeurs, dit le ministre de la guerre, les armées du Nord et de Rhin et Moselle, après avoir fourni leur carrière de gloire et terminé leurs travaux guerriers dans les

[1] Journaux du temps, — Histoire de France, — Lacretelle, — Mémoires et Documens manuscrits, etc.

1798 - an VI. France.

contrées dont elles empruntaient les noms, viennent, dans ce jour, remettre leurs drapeaux sur l'autel de la patrie.

« Les généraux de division Macdonald et Duhesme, que j'ai l'honneur de présenter au directoire, célèbres tous deux par plusieurs actions d'éclat, sont chargés de ce précieux dépôt; ils viennent, au nom de leurs frères d'armes, déposer entre les mains du gouvernement ces enseignes victorieuses qu'ils reçurent de la reconnaissance nationale.

« Ces braves armées ont sauvé la patrie et terrassé ses ennemis. . . . . .
Assez souvent cette enceinte a retenti de leurs triomphes; les trophées de leurs victoires sont sous nos yeux, et attestent la gloire immortelle dont elles se sont couvertes; mais, pour l'apprécier avec justesse, il faut se reporter aux époques de leurs premiers succès. Que de dangers environnaient alors le berceau de la république! Là, des armées nombreuses, avides de sang et de pillage, après avoir franchi les barrières qui couvraient nos places, forçaient nos lignes, et, comme un torrent dévastateur, inondaient nos campagnes.

« Au nord, quatre forteresses importantes étaient tombées entre leurs mains. . . . . Qui n'eût alors regardé comme un espoir présomptueux le résultat brillant qu'ont eu depuis les travaux de nos guerriers? C'était peu d'avoir chassé du sol de la liberté ces hordes étrangères. . . . . Ils ont conquis une vaste portion de leur territoire et agrandi le domaine de la liberté aux dépens de celui du despotisme: les uns, bravant les fleuves et les mers, les glaces et l'âpreté des saisons, le fer et le feu des ennemis, sont allés, à travers tous ces obstacles, affranchir du joug d'un pouvoir usurpé un peuple jadis libre, et qui s'était imprudemment donné des chaînes; les autres, se précipitant au milieu d'une pluie de feu, franchissent un fleuve rapide, et marquent chacun de leurs pas par des victoires; ils chassent l'ennemi devant eux, et portent l'épou-

vante sur les bords du Danube; leurs cris de victoire ont retenti jusqu'aux portes de Vienne. 1797 - an VI. France.

« Heureuse France, qui enfantas des armées capables de pareils exploits ! c'est à leur courage indomptable que tu dois l'admiration et le respect des autres nations. . . . . »

Après ce discours, le général Macdonald parla en ces termes :

« Le directoire exécutif vient d'assurer la liberté à une partie du monde, en donnant la paix à l'Europe continentale. Le seul tyran des mers lui reste à dompter; mais les premiers magistrats de la république ont crié vengeance contre le gouvernement anglais : ce cri a retenti dans toute la France. Les vainqueurs de l'Italie sont descendus des Alpes; ceux de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle quittent les rives soumises de ces fleuves; le commerce a ouvert ses trésors; la marine déploie ses pavillons; et bientôt la grande nation saisira son ennemi dans l'atelier même de ses perfidies.

« Déjà toutes les armées de la république ont quitté les noms des pays qu'elles ont vaincus. . . . . Bientôt elles ne formeront plus que l'armée d'Angleterre, qui, composée de héros républicains, n'attend plus que votre signal pour franchir les mers et soumettre l'insolente Albion.

« Choisi pour vous remettre le drapeau que la patrie reconnaissante avait confié à l'armée du Nord (enseigne respectable, qui a toujours suivi le chemin de l'honneur et de la victoire), ce n'est point à moi à caractériser ses succès; je dois me borner à dire que, placée, après ses conquêtes, sur un sol étranger que vous rendîtes libre, elle y a constamment donné l'exemple de la discipline et du bon ordre; qu'elle est restée inviolablement attachée à la constitution de l'an III et au gouvernement, et qu'elle a partagé l'opinion de la nation entière sur la mémorable journée du 18 fructidor.

« Le cri de guerre contre l'Angleterre a aussi allumé son

1798 an VI. France. indignation; elle s'est rappelé les champs d'Hondtschoote, les plaines de la Flandre, les glaces de la Hollande, où elle extermina, il y a quatre ans, les cohortes anglaises, prêtes à se précipiter du Texel; elle vous demande, citoyens directeurs, la faveur de partager la gloire de l'expédition que votre sagesse prépare; pour seconder vos efforts, et vous mettre à même d'accélérer la vengeance nationale, elle a ouvert une souscription patriotique et volontaire, dont le produit s'élève à trente-un mille et quelques cents livres. Veuillez bien en accepter l'hommage, ainsi que l'état des souscripteurs, comme de leur dévouement sans bornes..... »

Le général Duhesme prit ensuite la parole :

« Les drapeaux que je vous présente sont ceux de l'armée de Rhin-et-Moselle ; ce sont les signes glorieux d'une armée toujours grande par son courage, forte par sa persévérance, souvent victorieuse, quelquefois dans les revers, mais jamais vaincue ; malheureuse devant les murs de Mayence, elle arrêta la poursuite d'un ennemi enflé d'un succès passager, et prouva ainsi que ce revers ne venait pas d'elle-même, mais des factions qui, dans l'absence du gouvernement, balançaient le vaisseau de l'État parmi les écueils. . . . . .

. . . . . .

. . . En vain le Rhin nous opposait des barrières antiques et insurmontables ; en vain dans sa colère il grossissait en murmurant ses ondes impuissantes, le génie des Français le dompta.

« Tout ce que le métier de la guerre peut exiger de prévoyance et de finesse, de persévérance et d'activité, de prudence et d'audace, fut calculé, entrepris et exécuté dans cette étonnante expédition.

« Kehl emporté d'assaut, Renchen, Rastadt, Freyburg, sont les fruits et le théâtre de nos victoires ; les hauteurs fortifiées du Kniebis, la vallée de la Kintzig, les gorges de la

Forêt Noire, n'offrent à l'ennemi que de vaines barrières ; et ces étendards, vainqueurs du Rhin, dominent aussi les rives du Necker et du Danube. Les champs de Neresheim furent le théâtre d'une bataille longue et sanglante, où le courage français, déployant les ressources du sang-froid, se soutint, et lassa l'opiniâtreté allemande : l'ennemi, repoussé, se couvrit en vain du Lech torrentueux. Trois mille prisonniers, vingt canons, plusieurs drapeaux furent les trophées d'une nouvelle victoire. . . . . .

1798 - an VI. France.

Vous avez vu l'armée de Rhin-et-Moselle vaincre partout où elle faisait face, et se retirer avec le calme imposant de la fierté et de la force, en ramenant plus de prisonniers et de canons enlevés qu'une armée de conquêtes. . . . .

« Le printemps nous offrit la revanche des cessions de Kehl et d'Huningue ; un nouveau passage du Rhin, encore plus audacieux que le premier, digne enfin de terminer une telle carrière, nous conquit les avantages d'une campagne : l'annonce de la paix vint arrêter nos succès et consoler l'univers. Votre sagesse, votre fermeté l'ont donnée aux vœux des Français. . . . .

« Je remets, citoyens directeurs, ces drapeaux entre vos mains ; ils seront, dans votre palais, le souvenir précieux d'une armée qui marcha toujours dans le chemin de la gloire et des vertus civiques. »

Le président du directoire, Merlin, répondit en ces termes :

« La république française, féconde dès sa naissance, enfanta quatorze armées. En les envoyant aux combats, elle leur avait montré la route de la gloire et le prix réservé à leur courage. Ses espérances ont été remplies ; et, depuis longtemps, elle contemple avec orgueil les fruits de leurs victoires dans les monumens de sa puissance.

« Déjà plus d'une armée a parcouru son illustre carrière ; les guerriers du Nord et du Rhin, fiers de n'avoir plus d'en-

1798-an VI. France. nemis à combattre, rapportent aujourd'hui les drapeaux que leur a confiés l'honneur national; ils les présentent à la patrie, enrichis d'immortels souvenirs et consacrés par d'honorables trophées.

« Ce jour, où ils viennent, en quelque sorte, rendre grâces au génie de la victoire, ce jour est vraiment celui du triomphe que la reconnaissance publique leur décerne. Mais, si cette idée nous rappelle les usages d'un peuple à jamais célèbre, combien le spectacle que vous offrez paraîtra, dans sa simplicité même, et plus touchant et plus auguste !..... Loin de nous ces triomphes où de superbes vainqueurs traînaient à leurs chars des nations conquises, étalaient avec ostentation leurs dépouilles, et ne savaient qu'insulter au malheur. C'est pour l'humanité que la république française a vaincu. Les trophées de ses guerriers sont les images de sa liberté reconquise. . . . . .
Les monumens dont ils s'honorent, c'est la paix, c'est la prospérité des peuples, rétablis dans leurs droits éternels. . . . . .

« Le directoire reçoit, avec la plus douce émotion, les signes révérés qui furent entre vos mains les gages de la victoire, et qui doivent révéler vos exploits à nos neveux. Mais, en les plaçant dans le sanctuaire où repose déjà le drapeau de l'armée d'Italie, braves guerriers, il entend vos généreux murmures, et les cris de votre juste indignation contre le dernier ennemi qui reste à la république, contre cet ennemi que Dunkerque, Hondtschoote, Utrecht et Amsterdam ont déjà vu fuir devant vous. La vengeance se prépare sur les bords de l'Océan; accourez, vainqueurs de Fleurus et de Kehl, les vainqueurs de Lodi et d'Arcole vous attendent. . . . . .

« Braves guerriers, chargés auprès du directoire exécutif d'une mission qu'il aime à vous voir remplir, reportez à vos

frères d'armes l'expression de sa confiance, et le vœu de la république entière. Vous vous êtes distingués parmi ceux qui les ont si souvent dirigés dans le chemin de l'honneur et de la victoire : ce sera pour vous une satisfaction bien douce de les entretenir des sentimens d'estime, d'admiration et de reconnaissance qu'ils nous inspirent, et qu'ils trouveront toujours dans le cœur des Français dignes de l'être. . . . . »

1798-an VI. France.

Suite des opérations des troupes françaises en Suisse ; combat de Neuenek ; occupation des villes de Soleure, Fribourg, Berne, etc., etc.[1] — Les autres cantons de la Suisse ne tardèrent pas à ressentir les effets de la commotion qui s'était déjà manifestée dans celui de Berne. Sommés d'accourir au secours de l'état le plus puissant de la ligue helvétique, ils délibéraient ; et leurs discussions, beaucoup trop prolongées dans la circonstance critique où se trouvait la fédération, entraînaient chacun d'eux vers une situation non moins alarmante que celle où se trouvaient Berne et Fribourg. Cependant Soleure, en raison des formes aristocratiques de son gouvernement, se détermina à les défendre, à l'exemple des deux cantons que nous venons de nommer. Les sénats de Bâle, de Zurich et de Lucerne, plus sages, consentirent à des concessions envers leurs sujets. Les sept autres cantons, dont le gouvernement était démocratique, avaient fait des démarches auprès du conseil de Berne en faveur des Vaudois ; mais ils avaient oublié qu'ils comptaient eux-mêmes quelques sujets sur leur petit territoire, et ceux-ci firent des réclamations auxquelles il fallut satisfaire.

30 avril. (11 floréal.) Suisse.

Cet état de choses ne semblait pas promettre un grand appui à la cause du sénat de Berne ; toutefois, lorsque les

[1] Journaux du temps, — Histoire de France, — Précis historique de Lacretelle, — Relation de la guerre de Suisse, — Mémoires manuscrits, — Notes et Documens communiqués, etc.

1798-an VI. Suisse. treize cantons eurent à délibérer sur la nécessité de repousser les Français, tous s'y résolurent, à l'exception de celui de Bâle. C'etait le pacte fédératif qui était attaqué, et peut-être convenait-il à l'intérêt général des Suisses, dans cette circonstance éminemment critique, de déférer la dictature à un seul canton, et même à un seul magistrat. Un mauvais génie les détourna de cette mesure prudente, et le canton de Berne se trouva seul chargé du poids d'une guerre évidemment disproportionnée à ses moyens de combattre un ennemi redoutable.

Nous avons dit que le général Menard, attendant de nouvelles instructions du directoire exécutif, n'avait point dépassé les limites du pays de Vaud, constitué en république *lémanique*. Le gouvernement français crut devoir bientôt renforcer les troupes qu'il avait en Suisse. Il remplaça le général Menard, qu'il envoya commander en Italie, par le général Brune, et fit avancer des bords du Rhin, par le département du Mont-Terrible, une seconde division française, sous les ordres du général Schawembourg, laquelle devait opérer sa jonction avec celle que commandait Brune.

Le général Schawembourg était parvenu dans la vallée d'Erguel, située sur les frontières des cantons de Berne et de Soleure, lorsqu'il reçut du colonel Gross, chef de l'état-major de l'armée bernoise, et commandant du château de Nidau, une lettre par laquelle cet officier le prévenait qu'il allait commencer les hostilités le soir même, premier mars.

Ce même jour, le général Brune, dont le quartier-général était à Payerne [1], adressa aux habitans du canton de Berne et aux autres parties de la confédération helvétique deux proclamations, dans lesquelles il exposait les griefs du gouver-

[1] Petite ville du pays de Vaud, sur la rivière de Broye, à dix lieues de Lausanne.

nement français contre les olygarques qui voulaient les entraîner dans une guerre sacrilége, puisque ces patriciens voulaient la faire dans leur intérêt personnel, et non dans celui de la liberté de tous ; liberté que la république française était, au surplus, bien loin de vouloir attaquer, puisqu'elle prenait le parti des opprimés. 1798-an VI. Suisse.

Le général Brune avait fait toutes ses dispositions de concert avec le général Schawembourg. Celui-ci s'avança sur la ville de Soleure, qui ouvrit ses portes le 2 mars au matin, sur une première sommatiou. Ce même jour, l'avant-garde des troupes de Brune occupa les environs de Fribourg, chef-lieu du canton de ce nom. La ville fut sommée, et les magistrats répondirent qu'ils étaient disposés à se rendre, mais qu'il était besoin de quelques heures pour que l'évacuation de la part des Bernois et des paysans pût s'opérer sans désordre. Le général Pigeon, qui commandait l'avant-garde française, accorda deux heures ; mais il paraît que le délai demandé par le sénat de Fribourg n'était qu'un prétexte pour réunir des moyens plus puissans de résistance. Une demi-heure après le retour du parlementaire le tocsin se fit entendre dans plusieurs villages, et l'on vit entrer dans la ville, par une porte opposée aux points d'attaque, une multitude de paysans qui venaient en renforcer la garnison. Une nouvelle sommation fut envoyée. Quelques magistrats et bourgeois vinrent annoncer au général français qu'ils étaient dominés par les paysans, et qu'il n'existait plus de liberté pour les autorités dans leurs délibérations Les soldats étaient impatiens d'en venir aux mains avec les bandes de paysans qu'ils avaient vues accourir au secours des Fribourgeois, et demandaient à grands cris de prendre la ville d'assaut. Irrité de la mauvaise foi des magistrats, qui n'avaient réellement cherché qu'à gagner ainsi du temps, le général Pigeon fit tirer quelques obusiers sur la ville, et pratiquer quelques brèches

1798-an VI. Suisse.

légères dans la muraille, à coups de canon. Dix à douze soldats intrépides, conduits par un sergent de la dix-huitième demi-brigade de ligne, nommé Barbe, escaladent les remparts et se précipitent dans Fribourg, au moment où d'autres y pénétraient par une porte que le canon avait à moitié brisée.

Quinze cents Bernois et environ cinq mille paysans qui défendaient la ville, se retirèrent précipitamment avec les canons et les fusils qu'ils prirent dans l'arsenal. Les Français se mirent à leur poursuite, reprirent la plupart des canons, et ramassèrent quantité de fusils sur les routes et dans les champs. Toutefois les soldats usèrent modérément de leur succès : aucun excès ne fut commis, et la discipline fut observée avec presque autant d'exactitude que si la ville se fût rendue par capitulation. Cette première affaire coûta aux Suisses près de quatre cents hommes tués et un grand nombre de blessés. Les prisonniers furent tous renvoyés chez eux.

Le général Brune avait dirigé le général Rampon, avec une colonne, sur Morat, que les Bernois évacuèrent le 2 mars au soir[1]. Le 4, Rampon marcha vers le village de Gümenen,

[1] Deux bataillons de cette colonne, composés d'habitans des départemens de la Côte-d'Or et de l'Yonne, détruisirent le monument ossuaire que les Suisses avaient élevé comme trophée de la victoire remportée par eux, en cet endroit, sur Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne, en 1476. Ces soldats républicains se regardèrent, dans cette occasion, comme les descendans des Bourguignons vaincus, et voulurent, par l'effet d'un ressentiment national, venger l'affront qui pesait encore sur eux.

Ceci nous amène à faire le récit d'une anecdote assez peu connue, mais dont la véracité nous a été garantie :

Dans le voyage que Bonaparte fit en Suisse, vers la fin de 1797, après la conclusion du traité de Campo-Formio, sa voiture cassa près du village d'Avenches. Cet accident lui fit naître le désir de visiter l'ossuaire de Morat, dont il n'était qu'à quelque distance. Un officier suisse, qui l'accompagnait, lui donna plusieurs détails militaires sur la bataille de Morat, et lui expliqua comment les Suisses, descendant des montagnes voisines, étaient venus, à la faveur d'un

défilé important que l'ennemi avait hérissé de batteries, et que les Français firent mine de vouloir attaquer. Pendant ce temps, une autre colonne se montrait vers Laupen, tandis que le général Pigeon, qui se dirigeait sur Berne, tentait, au village de Neuenek, le passage de la rivière de Seuse. 1798-an VI. Suisse.

Le 5, à quatre heures du matin, le passage fut forcé, et le camp ennemi emporté après une action très-vive, qui dura près de cinq heures, et dans laquelle les Suisses se défendirent avec une très-grande résolution. Les demi-brigades françaises, dix-huitième de ligne et deuxième légère, combattirent avec leur courage accoutumé. L'ennemi laissa plus de huit cents morts sur le champ de bataille; on lui prit trois mille hommes, sept drapeaux, et vingt pièces de canon.

Du côté des Francais, la perte fut également considérable. L'intrépide Barbe, que le général Brune avait fait officier, le 2 mars, sur le champ de bataille, fut tué dans ce dernier combat; il s'était présenté le premier sur le pont de Neuenek, et avait été emporté par un boulet. Plusieurs autres braves furent blessés et méritèrent une mention particulière du général en chef; de ce nombre furent le chef de brigade Fugière, le chef de bataillon Dumoulin[1], les capitaines Largier et Cheslat, et le sergent Tioche.

La défaite essuyée à Neuenek laissait Berne à découvert; et l'ennemi, pour défendre cette ville, se vit dans la nécessité de retirer une partie des forces qu'il avait à Gümenen. Le général Rampon profita de cette circonstance pour occuper

bois, tourner l'armée des Bourguignons, et l'avaient mise en déroute. « Quelle était la force de cette armée bourguignone? demanda Bonaparte. — Soixante mille hommes, répondit l'officier. — Soixante mille hommes! ils auraient dû couvrir ces montagnes..... Les Français d'aujourd'hui combattent mieux que cela. — Les Bourguignons de ce temps-là n'étaient pas des Français, dit une des personnes de la suite du vainqueur de l'Italie. »

[1] Aujourd'hui maréchal-de-camp.

1798-an VI Suisse.

le pont de ce village, situé sur la rivière de Saane ou Sarine, qui se jette à quelques milles de là dans l'Aar. Il s'empara des premières batteries; les autres furent bientôt abandonnées, à la nouvelle de l'occupation de Berne par la division de Schawembourg.

Ce général, après s'être emparé de Soleure, avait porté, le 4 mars, son avant-garde à Schahiren, la seizième d'infanterie de ligne en intermédiaire au village de Betterkinden, et son corps de bataille à Lohn, sur la route de Soleure à Berne.

Le 5, les troupes se mirent en marche à la pointe du jour. L'avant-garde rencontra l'ennemi dans le bois qui se trouve en arrière de Schahiren. Il s'engagea aussitôt une fusillade assez forte entre la quatorzième légère et les troupes bernoises, qui avaient du canon; mais l'artillerie française s'étant avancée pour soutenir l'infanterie légère, l'ennemi se retira après une courte résistance, et prit position sur les hauteurs en avant de Fraubrunnen. Il en fut débusqué, et alla se former derrière Artenen, où il tint encore. Repoussé de ce poste, il fit sa retraite en bon ordre, et vint se placer entre des rochers et un grand bois de sapins qui couronnent les hauteurs d'Altmerkingen. La route de Soleure à Berne forme en cet endroit un défilé facile à défendre.

Les Bernois, dans cette position, avaient à leur droite le bois de sapins et des marais presque impraticables; la grande route était obstruée par des abattis nombreux, derrière lesquels les Suisses s'étaient embusqués et d'où ils faisaient un feu meurtrier. Le général Schawembourg fit avancer la quatorzième légère et la quatre-vingt-neuvième de ligne pour emporter ces retranchemens formidables.

Le chef de brigade Ruby commandait ces troupes : il fit grimper les rochers par trois compagnies d'un bataillon de la quatre-vingt-neuvième, tandis qu'un bataillon de la quatorzième et un demi-bataillon de la quatre-vingt-neuvième

passaient par les marais pour tourner la gauche de l'ennemi. Dans le même temps, l'artillerie légère canonnait les abattis de la grande route. Ces différens mouvemens s'exécutèrent avec un ensemble tel, que l'ennemi, attaqué de front et par ses flancs, ne put résister. Sa perte fut considérable; la déroute devint complète, et il abandonna toute son artillerie. Cependant, le général qui commandait les Suisses parvint à les rallier encore sur les hauteurs en avant de la ville de Berne, et il s'engagea un cinquième combat. Les hussards des septième et huitième régiment chargèrent avec impétuosité sur les pièces de canon que l'ennemi avait mises en batterie sur ce point; mais en ce moment même la ville de Berne envoyait des députés pour capituler. Il était temps; car les dispositions prises par le général Schawembourg étaient telles, que toutes les troupes bernoises eussent mis bas les armes : l'avant-garde française, qui leur coupait déjà la retraite, serait entrée dans Berne avant même qu'on eût eu le temps d'en fermer les portes.

1798-an VI. Suisse.

Berne obtint la même capitulation que Soleure, et les troupes françaises y entrèrent à une heure de l'après-midi. Dans la nuit du 5 au 6, l'avant-garde des troupes du général Brune se joignit au corps de Schawembourg, et Brune lui-même arriva à Berne dans la matinée, et prit le commandement de toute l'armée.

Les chefs de brigade Ruby et Suchet furent chargés de porter au directoire vingt-cinq drapeaux pris sur les Suisses à Fribourg, Neuenek, Gumenen, et dans la marche du général Schawembourg de Bienne à Berne. La présentation solennelle de ces drapeaux eut lieu à Paris le 18 mars [1].

[1] On trouva dans l'arsenal de Soleure plusieurs drapeaux qui, aux batailles de Morat et de Nanci, avaient été enlevés aux Français, commandés par Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne. Ils furent également envoyés par le général Brune au directoire exécutif.

1798-an VI. Suisse.

Il convient de dire que, dans les différentes actions dont nous venons de rendre compte, les Suisses se battirent avec un courage digne de leur antique réputation, mais qu'ils ne purent résister à la tactique et à la bravoure réunies des soldats de l'Italie et du Rhin. Les vieillards, les adolescens, les femmes même du canton de Berne, avaient pris les armes pour soutenir la cause d'un gouvernement auquel ils croyaient devoir la paix dont la Suisse avait joui depuis plus de deux cents ans.

La défaite des troupes de l'olygarchie, l'occupation de Fribourg, de Berne et de son territoire, paraissaient devoir remplir suffisamment les engagemens que le gouvernement français avait pris envers les Vandois rendus à la liberté qu'ils réclamaient. Toutefois, le directoire ne s'arrêta point à ce terme; il méditait depuis long-temps le projet de placer la Suisse au niveau de la révolution française, et de substituer au pacte fédératif des treize cantons une constitution à peu près semblable à celle qu'on invoquait et que l'on sappait en même temps dans ses bases en France [1].

Mais ce système pouvait-il convenir à un pays dont sept cantons sur treize avaient une forme de gouvernement purement démocratique? La liberté de convention, pour ainsi dire, qu'assurent les formes d'un gouvernement représentatif, ne pouvait pas convenir à des hommes qui jouissaient déjà d'une liberté réelle. Les cantons de Schweiz, d'Uri, d'Appenzell, de Glaris, de Zug et d'Unterwald, refusèrent d'accepter un bienfait illusoire, lorsqu'au contraire les cantons aristocratiques crurent devoir admettre une forme de gouvernement

[1] Les constitutions à la française étaient alors en vogue. « On en offrait, dit l'historien Lacretelle, ou plutôt on en imposait à tous les peuples voisins de la grande république Le directoire français trouvait un grand plaisir à voir son image se réfléchir dans une suite de directoires batave, cisalpin, ligurien; il fallut y ajouter un directoire helvétique. »

qui se rapprochait de leurs principes constitutionnels. Il devenait bien difficile de persuader à de vieux républicains que c'était dans les intérêts de la liberté qu'on voulait limiter celle qu'ils avaient reçue de leurs ancêtres. Ils firent à ce sujet des représentations sages, franches et élevées, que leur inspirèrent l'amour de leur vieille indépendance et des mœurs pures.

1798-an VI. Suisse.

Le gouvernement français ne fit aucun accueil à ces représentations, et assigna un terme de quinze jours pour accepter la constitution qu'il proposait par l'entremise de son envoyé Mengaud. Les cantons démocratiques s'y refusèrent, et l'amour de la liberté, confondu avec celui de la religion catholique, qui est la leur, les porta à combattre pour repousser le joug qu'on voulait leur imposer. Ils commencèrent les hostilités en s'emparant de la ville de Lucerne, qui avait accepté la constitution.

Le général Schawembourg avait succédé dans le commandement des troupes françaises en Helvétie au général Brune, appelé à celui de l'armée stationnaire dans la nouvelle république cisalpine. Il fit marcher plusieurs colonnes contre les insurgés, qui avaient formé le projet de surprendre la ville d'Arau, lieu des séances des autorités constituées de la république helvétique.

Les troupes françaises occupèrent la ville de Zurich ; mais un détachement de cinq cents hommes, infanterie et cavalerie, trouva quelque résistance au village de Mellingen, situé sur la rivière de Reuss. Un corps de deux mille insurgés occupait ce point et fit mine de vouloir le défendre. Un escadron du huitième régiment de hussards chargea ces paysans et leur tua à peu près deux cents hommes. On trouva parmi les morts un curé qui avait porté le drapeau de la troupe.

Le 29 avril, le général Jordy s'empara du couvent de Muri, sur la route de Zug, y prit vingt canons que les insur-

1798-an VI. Suisse.

gés y avaient laissés. Le même jour, après avoir passé la Reuss près du village de Sins, il entra à Zug au moment où le grand-conseil délibérait encore sur l'acceptation de la constitution. Il y fit mettre bas les armes à trois mille paysans qu'il renvoya chez eux : douze canons, douze drapeaux et six mille fusils furent le prix de ce succès.

Le 30, les insurgés de Schweiz et d'Unterwald furent chassés de Lucerne. Différens autres engagemens eurent lieu ce jour-là et le suivant, et toujours à l'avantage des troupes françaises, à Rapperswyl, Feldbach, et Richtenswyl : l'ennemi perdit plus de trois cents hommes à cette dernière affaire.

Nous croyons devoir insérer dans ce paragraphe tout ce qu'il nous reste à dire des opérations des troupes françaises en Suisse dans le cours de l'année 1798.

Les troubles continuèrent dans certains cantons jusqu'au mois de septembre, époque à laquelle ils prirent de nouveau un caractère sérieux. Le corps législatif helvétique venait de décréter la prestation d'un serment civique par tous les cantons. Plusieurs villes et bourgs des cantons de Zurich, de Lucerne, de Zug, celui de Schweiz, une partie de celui d'Unterwald, se soulevèrent contre cette mesure. Le canton de Schweiz eut à soutenir le principal effort des troupes françaises, dont le directoire helvétique avait réclamé l'appui. La petite armée de Schweiz était commandée par le général Aloys-Reding, qui fit preuve d'intrépidité et de connaissances militaires.

Les principaux engagemens eurent lieu au défilé de Kusnach, où Guillaume Tell, rencontrant jadis le tyran Gesler, le perça de sa flèche, et dans la plaine de Morgarten, où s'était donnée une des batailles les plus mémorables gagnées sur les Autrichiens par les Suisses. Ceux-ci s'y battirent cette fois avec autant de dévouement et d'intrépidité que

leurs ancêtres; mais ils durent céder au courage et à la discipline des Français, qui ne purent refuser leur admiration à ces adversaires malheureux. 1798-an VI. Suisse.

Après avoir perdu successivement tous les postes qu'ils cherchaient à défendre, les insurgés reçurent du général Schawembourg l'offre d'une capitulation qui ménageait leur fierté patriotique. Réunis dans la ville de Schweiz pour délibérer sur cette proposition, peu s'en fallut que l'enthousiasme de quelques chefs ne fît prendre le parti de mourir les armes à la main. Le premier qui fut appelé à émettre son opinion ne prononça que ces paroles : « Mourons de la mort glorieuse de nos ancêtres. » Cependant un prêtre ramena l'assemblée à des idées plus pacifiques : le projet de capitulation fut accepté, et les autres cantons suivirent l'exemple de celui de Schweiz.

Des insurrections avaient eu également lieu, en avril et mai, dans le Valais et le pays des Grisons. Celle du Valais eut une issue plus désastreuse que les autres. L'agent français Mangourit, menacé dans la ville de Sion, fut obligé de l'abandonner. Le général Lorge, qui commandait les troupes françaises dans cette partie, marcha avec une colonne composée d'infanterie et de cavalerie sur les insurgés. Après avoir chassé ces derniers des positions qu'ils occupaient derrière la Morge, torrent profond et impétueux, le général français les poursuivit jusqu'à Sion, où ils se renfermèrent et arborèrent le drapeau blanc. Un peloton de hussards du huitième régiment s'étant avancé vers une des portes, il partit des créneaux une décharge à mitraille et une fusillade qui tuèrent un officier et plusieurs des hussards. Le général Lorge ne fut plus le maître de contenir les troupes : la ville fut escaladée; on fit un horrible massacre des insurgés et des habitans, qui se défendirent dans les maisons. Sept à huit cents Valaisans furent tués; il y en eut autant de blessés et de pris.

1798-an VI. Suisse. Sept drapeaux et huit canons restèrent au pouvoir des Français; la ville fut livrée au pillage pendant six heures. Le chef de bataillon Montferrat, de la seizième légère, avait poursuivi un parti ennemi vers la source de la Morge, à travers des rochers inaccessibles, où il fut exposé non-seulement aux coups de feu des Valaisans, mais encore aux quartiers de rocher que ceux-ci faisaient rouler sur sa troupe : presque tout le bataillon fut blessé; mais, malgré ces obstacles, l'ennemi fut enfoncé et poussé jusqu'au-delà de Leuth. Les Français perdirent beaucoup de monde dans ces deux affaires, et eurent un grand nombre de blessés.

La paix, qui fut enfin rétablie dans les différentes parties de la Suisse, ne sauva point ce malheureux pays des concussions et des vexations de toute nature qu'y exercèrent la plupart des agens du gouvernement français[1]. Le directoire helvétique était trop faible pour faire éviter ces maux à ses administrés. Le système fédératif conserva de nombreux partisans. Nous dirons plus tard comment, et par qui il fut rétabli.

France. *RELATION des principaux événemens maritimes jusque vers le milieu de 1798. Beaux faits d'armes de quelques corsaires; enlèvement d'un vaisseau anglais de la compagnie des Indes, par huit prisonniers de guerre français; brillante conduite d'une poignée de marins français lors de l'attaque de Ténériffe par Nelson; suite des opérations de l'escadre de Sercey; capture totale d'un corps d'Anglais débarqué près d'Ostende, etc., etc.*[2] — Dans les

[1] L'un de ces agens portait un nom qui dut paraître d'un malheureux augure aux Suisses, quand ils l'entendirent prononcer pour la première fois. Il s'appelait *Rapinat*, et était beau-frère de l'un des cinq membres du directoire français. Les chroniques du temps veulent qu'il ait justifié, par sa conduite, cette dénomination singulière.

[2] Journaux du temps, français et étrangers, — Relations manuscrites, —

premiers jours de janvier 1797, on vit, ainsi que nous l'avons dit[1], rentrer épars et délabrés les vaisseaux et frégates de l'expédition d'Irlande. Hoche, arrivé à Paris, trouva tout le monde découragé par le fâcheux succès d'une entreprise qui promettait les plus importans résultats. Le ministre de la marine lui-même affectait de le paraître, dans le dessein d'inspirer aux Anglais une sécurité qui pût leur devenir funeste; et le directoire entrait dans ces vues. Cependant, à peine Truguet a-t-il serré dans ses bras son ami trahi par les vents et la fortune, que celui-ci lui déclare qu'il brûle de prendre sa revanche, et qu'il est prêt à se dévouer à de nouveaux dangers, dès que l'armée navale sera réparée. Animés tous deux du courage que l'adversité commande, et bravant les sourdes clameurs des ennemis de la république et de la gloire nationale, c'est au milieu du découragement général, du dénuement presque absolu d'argent et de munitions, qu'un plan beaucoup plus vaste encore que celui qui vient d'échouer est concerté entre eux et arrêté par le gouvernement. 1798 - an VI. France.

En attendant que l'armée navale de Brest fût de nouveau en état de mettre en mer, Hoche partit, comme on l'a vu, pour prendre le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse. Truguet, pendant ce temps, poussait les réparations de la flotte avec son activité accoutumée. Mais c'est alors qu'il avait plus que jamais besoin d'un secours pécuniaire de la part des Bataves. Nous allons expliquer par quelle habileté il était déjà parvenu à se procurer des secours aussi opportuns.

Frappés, dès le début de son administration, des talens supérieurs du ministre de la marine française, du mouvement

Annual-Register, — Naval-Chronicle, — Life of Nelson, — Documens historiques, — Vie de Hoche, — Journaux nautiques, — Mémoires et Notes manuscrits communiqués, etc.

[1] Volume VII, page 287.

1798-an VI. France.

extraordinaire qui régnait dans les ports de la république; et de la grandeur des expéditions qui s'y préparaient, les hommes qui se trouvaient à la tête des affaires en Hollande sentirent quel avantage il pouvait résulter pour leur pays de prendre une part active dans les opérations maritimes de la France. Deux commissaires furent, en conséquence, envoyés d'Amsterdam à Paris auprès du ministre de la marine. L'un d'eux, le brave amiral Dewinter, que le gouvernement de la république batave avait placé à la tête de sa marine, concerta en même temps, avec Truguet, les mouvemens de la flotte sous ses ordres, soit qu'il s'agît de tenter de fausses attaques ou d'opérer des débarquemens réels sur divers points des côtes de la Grande-Bretagne.

En développant devant les commissaires bataves une partie de ses plans, Truguet insinua adroitement que l'escadre formidable qu'il allait envoyer dans l'Inde, au secours de Tipoo, pourrait, chemin faisant, reprendre sur les Anglais le cap de Bonne-Espérance, et même Trinquemale. Les Hollandais embrassèrent cet espoir. Truguet leur fit envisager le succès de ses entreprises comme certain, s'il pouvait une fois mettre ses escadres en mer. Une chose seule pouvait y apporter quelque obstacle : c'était le manque de numéraire (les mandats venaient de remplacer les assignats). Les Bataves, plus riches que les Français en espèces, offrirent d'en avancer pour subvenir en partie aux frais de nos expéditions. L'offre de ces généreux alliés fut acceptée, et ils fournirent au ministre de la marine quelques sommes, dont une partie, paternellement distribuée, tarit bien des larmes dans nos ports.

Quoi qu'il soit advenu ensuite, Truguet n'avait pas fait alors une vaine promesse; il était à même de remplir ses engagemens. En effet, l'escadre confiée à l'amiral Villaret, composée de huit ou dix vaisseaux de ligne, de plusieurs frégates et de quelques transports, pourvue de vivres pour six mois,

et de rechanges pour neuf, ne devait pas aller jeter dans l'Inde les seules troupes noires qu'eussent organisées les agens aux îles de France et de la Réunion; elle aurait porté de trois mille cinq cents à quatre mille hommes de troupes d'élite de l'armée française; et c'est avec ces troupes, qui étaient destinées à former le cadre et la tête de l'armée auxiliaire fournie à Tipoo, qu'on eût pu tenter, et sans doute opérer, la reprise du Cap et de Ceylan. Le malheur voulut qu'on fût obligé d'associer l'escadre de Villaret à l'expédition d'Irlande, dont elle était, dans le principe, tout-à fait distincte. Toutefois, cette réunion n'avait pour objet que de mettre Hoche en état de combattre la flotte anglaise, si elle se présentait sur la route ou près des côtes d'Irlande. Une fois le débarquement effectué, ou même dès que parvenu à la vue du cap Clear, ont eût été assuré que l'ennemi ne se trouvait point en force dans ces parages, Villaret eût pris la route de l'Inde, emportant la satisfaction d'avoir coopéré, par sa présence, au succès d'une grande et décisive opération contre l'Angleterre. Cette double destination de son escadre ne lui fut donnée qu'au défaut de celles attendues de Cadix et de Toulon. S'il eût été possible de faire rallier plus tôt, c'est-à-dire à la fin de l'été, ces deux escadres de Richery et de Villeneuve à l'armée de Brest, Villaret eût pu partir sur-le-champ, et, probablement, les deux expéditions de l'Inde et de l'Irlande eussent réussi.

1798-an VI. France.

Les événemens qui ramenèrent à Brest l'armée navale en fort mauvais état, forcèrent à ajourner l'expédition, qui eût peut-être fait recouvrer à la Hollande ses deux possessions lointaines les plus importantes sous le rapport militaire, et même sans lesquelles la communication avec Batavia et ses autres colonies de la mer des Indes devenait presque impossible à maintenir. Cependant, comme le projet n'était pas abandonné, le ministre de la marine pouvait encore avoir

1798-an VI. France. recours aux Hollandais. Aussi, en même temps que Hoche s'occupait à réorganiser l'armée dont le commandement venait de lui être déféré, de son quartier-général de Cologne il négociait avec les chefs de la république batave pour en obtenir de nouvelles sommes destinées à faciliter des armemens maritimes, dont ils pouvaient espérer de grands avantages pour leur patrie.

Truguet, qui s'était acquis une grande influence dans les conseils des deux puissances alliées de la France, avait lieu d'attendre du dévouement des Espagnols à la cause commune des secours d'argent pareils à ceux qu'il devait au patriotisme et à la loyauté des Hollandais. Mais les Espagnols, qui, ainsi que nous le ferons voir bientôt, se laissaient bloquer ou battre par des forces infiniment inférieures aux leurs, ne pouvaient ni recevoir l'or et les riches productions de leurs possessions d'outre-mer, ni même correspondre avec elles, et par conséquent n'avaient que peu de ressources à offrir aux Français. Nous aurons aussi plus d'une occasion de faire remarquer que l'Espagne ne mit peut-être pas autant de bonne foi que la Hollande dans son alliance avec la république française.

D'après l'état dans lequel se trouvait l'armée navale française de l'Océan, on ne devait pas s'attendre à la voir aux prises avec l'ennemi durant les premiers mois de 1797. Celle de Toulon était maîtresse de la Méditerranée, les Anglais n'ayant plus dans cette mer que quelques frégates, chargées, sous le commandement de Nelson, d'escorter les convois expédiés de Porto-Ferrajo, que l'Angleterre faisait démanteler peu à peu avant de l'évacuer. L'arène des combats de mer semblait donc fermée à la France pour quelque temps ; aussi ses alliés seuls fournirent cette année l'occasion de nouveaux triomphes aux amiraux de la Grande-Bretagne. Les Espagnols furent les premiers battus, dans un combat où leurs vaisseaux étaient de beaucoup supérieurs en nombre à ceux

de l'ennemi. Mais avant de dire deux mots de cet événement, qui eut des conséquences fâcheuses pour la nouvelle coalition maritime, il est à propos de rapporter un fait d'armes antérieur dont la gloire appartient à la France. 1798-an VI. France.

Dans un ouvrage destiné à retracer les belles actions des soldats et marins français, les traits de bravoure et d'audace des corsaires doivent naturellement trouver leur place. Nous avons déjà raconté les premiers exploits de Surcouf dans les mers de l'Inde; il est juste d'en faire autant à l'égard des capitaines qui se sont signalés en course dans des parages moins éloignés. Outre les grands corsaires armés par les ports de Bayonne, Bordeaux et Nantes, qui faisaient d'assez longues croisières, une multitude de petits lougres et de péniches sortaient des ports de la Manche et de la mer du Nord, principalement de Dieppe, Boulogne, Calais et Dunkerque. Durant les longues nuits d'hiver, ils coupaient à la côte d'Angleterre, s'emparaient des bâtimens qu'ils trouvaient navigant le long de cette côte, et regagnaient avec le jour celle de France, où ils conduisaient leurs prises, favorisés par les ténèbres, qui les dérobaient aux nombreux croiseurs anglais. Ce genre de guerre, extrêmement préjudiciable à l'ennemi, n'exigeait d'ordinaire que de la ruse et une connaissance parfaite du gisement des côtes, des vents et des marées. Néanmoins, lorsque les navires qu'ils supposaient richement chargés étaient armés, ou bien lorsqu'ils ne pouvaient espérer se soustraire à un bâtiment de guerre ennemi qu'en le combattant, les capitaines et les matelots qui montaient ces frêles embarcations faisaient souvent des prodiges de valeur. En voici un exemple : Manche.

Le corsaire *l'Unité*, de six canons de 4, commandé par le capitaine Carry, de Boulogne, et armé à la fin de l'année 1796, avait déjà fait plusieurs prises à l'ennemi, lorsque, dans les premiers jours de janvier 1797, il fut obligé de combattre un

1798 - an VI. Manche.

bâtiment ennemi, qui, marchant mieux que lui, l'empêchait de trouver son salut dans la fuite. C'était *le Swan*, cutter de la douane anglaise, armé de quatorze canons et doublé en cuivre. Dès que le capitaine Carry s'était aperçu que le cutter le poursuivait, il avait abandonné un sloop marchand qu'il venait de capturer et qu'il emmenait à la remorque, pour prendre chasse toutes voiles dehors ; mais voyant que *le Swan* le gagnait considérablement, il se décida à revirer pour lui livrer combat, espérant, par quelque coup de canon heureux, le dégréer et le mettre hors d'état de poursuivre *l'Unité*. Le combat fut opiniâtre, et dura huit heures presque bord à bord. Loin d'avoir pu désemparer le cutter, le corsaire français avait été tellement maltraité par l'artillerie de celui-ci, que tout espoir de se dérober à sa poursuite était perdu. Dans cette extrémité, le capitaine Carry, comptant sur la bravoure des hommes de son équipage, résolut de tenter un effort audacieux : « Mes amis, leur crie-t-il, pas de milieu, il faut aborder le cutter ou aller *au ponton!*—Abordons, abordons, répondent les matelots, d'une voix unanime. » D'un coup de barre le capitaine Carry porte son corsaire sur le bâtiment ennemi ; les Français s'élancent à bord, en hommes décidés à vaincre ou à périr. Le capitaine anglais tombe mort sous leurs coups, cinq ou six de ses gens sont sabrés, les autres demandent quartier à genoux, et le cutter est aux républicains. Après ce brillant exploit, le capitaine Carry répare à la hâte le gréement des deux navires, et fait route pour le Hâvre, où il entre triomphant avec sa prise. Le directoire, voulant récompenser le brave Carry, lui décerna une hache d'armes d'honneur [1].

Côtes d'Espagne.

Nous allons maintenant raconter brièvement la défaite de

[1] Le capitaine Carry, légionnaire de droit, occupait, lors de l'armement de la flottille à Boulogne, la place de capitaine de port, avec le rang de lieutenant de vaisseau.

l'armée navale espagnole. Cette armée, forte de vingt-sept vaisseaux de ligne, dont sept à trois ponts, de dix frégates et une corvette, sous les ordres de don Joseph de Cordova, était sortie de Carthagène, dans les premiers jours de février, pour se rendre à Cadix. Le 5, l'amiral avait appris d'un capitaine américain que l'escadre anglaise croisait sous le cap Saint-Vincent, et n'était forte que de neuf vaissaux. Ce rapport était exact, car sir John Jervis n'avait pas encore reçu le renfort de cinq vaisseaux de ligne qui venait de lui être expédié d'Angleterre sous le commandement de l'amiral Parker, et l'un de ses dix vaisseaux, *le Culloden*, avait été détaché momentanément. L'amiral espagnol voulant profiter de la circonstance favorable qui se présentait, et comptant prendre ou détruire facilement les neuf vaisseaux anglais, se porta vers le cap Saint-Vincent, au lieu d'entrer à Cadix comme il en avait d'abord le projet. Nelson, qui, sur la frégate *la Minerve*, venait de faire entrer à Gibraltar un convoi parti de l'île d'Elbe, eut connaissance de la flotte espagnole, et fut dans la plus grande diligence donner avis de son arrivée à sir John Jervis. Cet amiral se prépara au combat, et comme le ralliement avait eu lieu, il se trouvait avoir quinze vaisseaux, dont six à trois ponts. Le 14 au matin, les deux armées se trouvèrent en présence; mais l'amiral espagnol, trop confiant dans la supériorité de ses forces, avait laissé ses vaisseaux naviguer sans ordre fixe et trop épars, tandis que sir John Jervis s'avançait avec les siens en ligne bien serrée. Avant que l'armée espagnole ait pu se former de manière à ce que ses vaisseaux puissent s'entre-soutenir, neuf de ceux-ci sont coupés du reste par les Anglais, qui réunissent toutes leurs forces contre eux, les écrasent et en prennent quatre. Nelson, qui avait quitté sa frégate pour monter un vaisseau, comme chef de division, prit à lui seul deux de ces quatre vaisseaux espagnols : il aborda l'un avec son propre vaisseau, et l'autre

1798 - an VI. Côtes d'Espagne.

1798-an VI. Côtes d'Espagne.

avec celui qu'il venait d'enlever l'épée à la main. Les Espagnols, quoiqu'avec dix-huit vaisseaux, qui avaient peu ou point souffert, ne jugèrent pas à propos de se porter sur les ennemis, qui s'étaient ralliés autour de leurs prises. S'il faut en croire les rapports anglais, don Joseph de Cordova ayant consulté à ce sujet les capitaines de la flotte, deux seuls, ceux du *Pelayo* et du *Conquistador*, furent d'avis de combattre. L'armée battue rentra à Cadix.

Côtes de France.

Cette défaite produisit le plus mauvais effet sur l'esprit public en Espagne, et les personnes opposées à l'alliance avec la France en tirèrent avantage pour la représenter comme très-impolitique. Toutefois, le gouvernement se montra décidé à persévérer dans le système qu'il avait adopté. Le commandement de l'armée navale fut ôté à don Joseph de Cordova, et confié à l'amiral Massaredo. Nous verrons par la suite les effets de ce changement. En France, la nouvelle de la déconfiture de l'armée espagnole fit peu de sensation, excepté sur les membres du gouvernement. En Angleterre, elle fut accueillie avec des transports de joie excessifs. Sir John Jervis reçut pour récompense les titres de lord et de comte de Saint-Vincent; et Nelson, qui venait d'être promu au grade de contre-amiral peu de jours avant qu'on connût la victoire à Londres, fut décoré de l'ordre du Bain.

La perte de la bataille de Saint-Vincent ne fut pas le seul échec qu'éprouva l'Espagne au début de la guerre; les Anglais lui enlevaient presque en même temps l'île de la Trinité. Ils y prirent un vaisseau de ligne et une frégate; les Espagnols avaient brûlé eux-mêmes trois autres vaisseaux. Peu de temps après, une attaque eut lieu sur Porto-Rico, mais elle ne fut pas couronnée de succès: les troupes britanniques y furent repoussées avec perte. On assure qu'un corps de Français venu d'une île voisine contribua puissamment à ce résultat; mais nous n'avons pas de détails sur cet exploit des

soldats républicains, dont nous savons seulement que le chef se nommait Pâris. 1798-an VI.

Côtes de France.

La plus grand difficulté que présentait le rééquipement de l'armée navale française de l'Océan, était de faire arriver à Brest, par mer, les munitions et les subsistances nécessaires. Nous avons fait remarquer[1] qu'il était toujours possible de sortir de ce port, mais il n'est pas aussi facile d'y entrer; et, à l'époque dont nous parlons, les ennemis redoublèrent de surveillance pour intercepter tous les bâtimens chargés d'approvisionner ce premier arsenal maritime de la république. Le directoire ordonna qu'il fût formé une escadre légère chargée de tenir les croiseurs anglais à une telle distance au large, que les convois de vivres et de munitions pussent pénétrer facilement à Brest. On en confia le commandement au chef de division Ganteaume, et on la forma du vaisseau *le Mont-Blanc*, de 74, du *Brave*, vaisseau rasé, des frégates *la Romaine* et *l'Immortalité*, de 40, *la Précieuse* et *la Coquille*, de 36, de la corvette *la Levrette*, et de trois lougres. Ganteaume remplit parfaitement la mission dont on l'avait chargé; il eut divers engagemens avec les escadres légères ennemies, commandées par sir John Borlasse Waren et sir Edward Pellew, sut écarter ces escadres de la côte et favoriser l'entrée des convois: services plus utiles que brillans, et qui toutefois lui valurent des éloges de la part du directoire, qui en avait apprécié le mérite.

Tandis que la France s'apprêtait à déployer toutes ses forces navales, celles de l'Angleterre semblaient se désorganiser. Une insurrection furieuse avait éclaté presque en même temps sur toutes ses escadres.

Dès les mois de février et de mars, une fermentation sourde régnait parmi les équipages; enfin, au mois d'avril, l'explo-

[1] Volume VII, page 281.

1798-an VI. Côtes de France.

sion eut lieu à peu près simultanément à Portsmouth et à Plymouth. Lord Bridport se préparait à prendre la mer avec la flotte de la Manche; les matelots refusèrent, à bord de tous les vaisseaux, de lever l'ancre, et ils déclarèrent qu'ils ne quitteraient le port que lorsqu'on aurait fait droit à leurs demandes : une augmentation de paie était l'une des principales.

Le gouvernement britannique fut très-alarmé. Le conseil de l'amirauté quitta Londres pour venir s'établir à Portsmouth. On fit des concessions aux matelots, et l'ordre se rétablit. A peine la sédition parut-elle apaisée sur un point, qu'elle se manifesta d'une manière bien plus alarmante sur un autre. Le port de Sheerness courut les plus grands dangers. Toute la flotte stationnée près de cette ville, au Nore, s'insurgea à la fois; des vaisseaux même de la flotte de l'amiral Duncan, qui croisait devant le Texel, pour surveiller celle des Hollandais, vinrent se rallier à la flotte révoltée.

Les rebelles menacèrent de bombarder Sheerness, et placèrent leurs vaisseaux de manière à bloquer l'entrée de la Tamise et intercepter la communication entre Londres et la mer, espérant par-là amener promptement le gouvernement à obtempérer à leurs demandes. Déjà ils avaient arrêté plusieurs bâtimens chargés de vivres pour la capitale. L'amirauté, qui s'était transportée à Sheerness, avait échoué dans ses tentatives pour faire rentrer les marins dans le devoir. Tout paraissait désespéré, et Londres était en proie à la plus vive inquiétude, lorsque la division se mit parmi les insurgés, et les vaisseaux firent successivement leur soumission. Le chef de l'insurrection, et quelques-uns de ses complices furent pendus. Nous rapportons ces événemens, à cause de l'influence qu'ils eussent pu avoir dans les affaires politiques, et aussi pour faire remarquer qu'il ne paraît pas que le directoire ait cherché à alimenter cette insurrection et à la faire tourner au profit de la France. Soit par incurie, soit que la

fierté républicaine dédaignât d'employer la corruption pour auxiliaire dans une guerre soutenue pour consolider son établissement, soit enfin par maladresse ou par loyauté, le gouvernement français demeura tranquille spectateur de ces troubles. 1798 - an VI. Côtes de France.

Durant l'époque embrassée par cet article, les corsaires français se signalèrent à l'envi. Parmi ceux qui ont causé le plus de dommages au commerce britannique, on doit citer le capitaine Vandezande, qui non-seulement fit beaucoup de prises sur l'ennemi, mais encore, dans diverses rencontres, combattit avec la plus grande valeur. Ce brave marin, montant *le Prodige*, petit bâtiment armé de quatorze canons de 4 et de quatre-vingts hommes d'équipage, partit de la rade de Dunkerque pour aller en croisière, le 21 juin. Le 28, à midi, étant par les 54° de latitude nord, il découvrit un convoi de neuf bâtimens. Aussitôt il se dirige sur eux; mais ces navires, au lieu de se couvrir de voiles et de se disperser à l'approche du corsaire, mettent en panne et se forment en ligne de bataille pour l'attendre. Ils étaient en effet tous armés, et présentaient un total de quarante canons de 4 et de 6, outre des caronnades de 18; ils avaient un commandant en chef, un second commandant, et se faisaient des signaux comme une escadre de bâtimens de guerre. Mer du Nord.

A une heure et demie, *le Prodige* les joignit, et ayant mis en travers au vent de leur ligne, le combat commença; il dura plus de six heures, pendant lesquelles le capitaine Vandezande tira sur les navires ennemis cinq cent soixante coups de canon. Ceux-ci firent également un feu terrible. Le corsaire reçut quatre boulets de 6 à fleur d'eau; il eut sa vergue de misaine rompue, tous ses haubans coupés, ses voiles criblées et toutes ses manœuvres hachées. Néanmoins, à huit heures du soir, deux de ses adversaires avaient amené leur pavillon.

La nuit suivante fut employée de part et d'autre à se ré-

1798-an VI. Mer du Nord. parer, et le capitaine Vandezande amarina ses deux prises. Le calme empêcha les bâtimens de s'éloigner beaucoup. Le lendemain, vers huit heures, une légère brise s'éleva. *Le Prodige* en profita, et mit toutes ses voiles dehors pour chasser les sept bâtimens ennemis restans ; mais le vent ayant cessé de nouveau, il fut obligé de border ses avirons, et ne parvint à les atteindre qu'à deux heures. Alors il s'engagea un second combat plus terrible encore que le premier. On était à la portée du pistolet. Le corsaire fut bientôt enveloppé par les sept navires anglais; dans cette position, le feu de l'ennemi lui causa de grandes avaries : il fut de nouveau presque entièrement désemparé ; la plupart de ses affûts furent brisés ; il faisait eau de toutes parts. Cependant, par son intrépidité et la hardiesse de ses manœuvres, Vandezande contraignit encore trois de ses ennemis à baisser pavillon ; de ce nombre, était le bâtiment commandant, grand navire à trois mâts. Les deux autres étaient un beau vaisseau à trois mâts et un superbe brick tout neuf.

Les cinq navires pris de la sorte par *le Prodige*, de même que ceux qui réussirent à s'échapper, appartenaient à des armateurs de Londres, et revenaient de Memel, chargés de chanvre, de toiles, de fer, de bois de construction et de pelleteries; ils étaient assurés pour des sommes très-considérables. Tous eussent été pris et amarinés, si *le Prodige* avait eu assez de moude; mais, après en avoir fourni à ses cinq prises, il ne lui restait à bord que vingt-huit hommes, mousses et blessés compris. Vandezande convoya ses prises jusqu'à la vue du Texel, et fit ensuite route pour Dunkerque, où il rentra le 2 juillet, et mit à terre soixante-quatre prisonniers.

L'équipage du *Prodige* montra la plus grande valeur dans les deux combats. Durant le second, un boulet ennemi atteignit un sergent de troupes, et le fit tomber sur Vandezande.

Ce brave militaire mourut en héros. Baigné dans des flots de son sang, il excitait encore l'ardeur de ses camarades. Sentant sa mort certaine, il refusa d'être pansé : « Songez, disait-il, à ceux de nos frères blessés qui peuvent en revenir ; conservez-les à la république. » 1798 - an VI. Mer du Nord.

Le ministre de la marine ayant rendu compte au directoire de la conduite du capitaine et de l'équipage du *Prodige*, il en reçut l'ordre d'écrire à Vandezande pour lui témoigner sa satisfaction.

C'est dans le mois de juillet qu'eut lieu l'attaque de Santa-Cruz, dans l'île de Ténériffe, par des forces anglaises sous les ordres de Nelson, qui, à la honte d'être vaincu, joignit la perte d'un bras. Les détails de cet événement militaire appartiennent de droit à l'ouvrage que nous écrivons, parce que la défaite des Anglais et le salut de la ville espagnole furent dus à la bravoure distinguée d'une poignée de Français. Océan atlant.

Le bruit ayant couru que le vice-roi du Mexique venait d'arriver à Ténériffe avec plusieurs galions, Nelson avait projeté un plan d'attaque de cette île, et l'avait soumis à lord Saint-Vincent. Il demandait qu'on lui donnât une petite escadre de vaisseaux et de frégates, et quelques transports suffisans pour porter la garnison de l'île d'Elbe, qu'il avait peu de temps auparavant ramenée à Gibraltar, et qui montait à environ trois mille six cents hommes.

La nouvelle de l'arrivée du vice-roi du Mexique se trouva fausse ; mais on sut positivement qu'un vaisseau de la compagnie des Philippines très-richement chargé, et expédié de Manille pour l'Espagne, était entré à Santa-Cruz. Il n'en fallut pas davantage pour déterminer l'amiral Saint-Vincent à tenter l'expédition projetée par Nelson : toutefois elle ne fut pas disposée sur une aussi grande échelle. On donna à Nelson quatre vaisseaux de ligne, trois frégates et un cutter, lui laissant le choix des bâtimens et des officiers qui devaient les

1798-an VI. Océan atlant. monter, mais on ne lui fournit aucun bâtiment de transport, parce qu'il fut décidé qu'il n'emmènerait point de troupes, les matelots et les soldats de marine de l'escadre étant jugés suffisans pour remplir le but de l'expédition.

D'après les ordres qu'il avait reçus, Nelson devait, avec les canots de son escadre, opérer une descente de nuit entre le fort situé au nord-est de la baie de Santa-Cruz et la ville, se rendre maître de ce fort, et ensuite envoyer sommer le gouverneur de l'île. En conséquence, à minuit, le jour même de son arrivée à vue de Ténériffe, il ordonna à ses trois frégates, sur lesquelles on avait réuni les forces destinées à être débarquées, de se porter vers le point fixé pour le débarquement. Le vent et le courant contrarièrent ces bâtimens, et, à la pointe du jour, ils étaient encore éloignés d'un mille au moins du lieu où l'on devait descendre. Tout espoir de surprendre le fort fut perdu, et Nelson décida qu'on tenterait alors de s'emparer des hauteurs qui commandaient ce fort.

Les frégates jetèrent leurs hommes à terre pendant que Nelson, avec les vaisseaux, menaçait le fort, pour en occuper la garnison. Les Anglais réussirent à débarquer; mais ils trouvèrent les hauteurs occupées, et ils furent si vigoureusement accueillis, qu'ils n'eurent d'autre ressource que de regagner leurs canots en toute hâte[1]. Cette première tentative eut lieu le 22. Nelson, à qui la prudence devait conseiller de se retirer, regarda ce parti comme honteux : son entêtement fut funeste à son pays et à lui-même. Il conçut le dessein téméraire de débarquer directement sous la ville, et de conduire l'attaque en personne, malgré la défense expresse qui lui en avait été faite. Le 24, à six heures du soir,

[1] On ne saurait douter que les Français n'aient participé glorieusement à défendre les forts et batteries attaqués par Nelson, puisqu'un de ces forts conserve encore le nom de *fort français* (*Voyez* la Relation du naufrage de *la Méduse*, page 19, première édition).

il signala que tous les canots fussent tenus prêts pour la descente. 1798-an VI. Océan atlant.

Nelson sentait bien toute la témérité de son entreprise, puisqu'il passa une partie de la soirée à mettre ordre à ses affaires, et qu'il brûla toutes les lettres de sa femme.

A onze heures, le cutter *le Fox* et toutes les embarcations de l'escadre, partagées en six divisions, commandées par les capitaines des vaisseaux et frégates, et portant mille hommes environ, se dirigèrent en bon ordre et en silence vers la ville; Nelson, accompagné de deux capitaines de vaisseau dans leurs canots, s'avançait à la tête de la flottille. Son intention était de débarquer sur le mole même, et de là, de se porter rapidement vers la grande place, où, toutes ses forces une fois réunies, il eût agi suivant les circonstances.

Les Anglais ne furent aperçus qu'à une heure et demie du matin, et lorsqu'ils n'étaient plus qu'à une petite demi-portée de canon de terre. Nelson alors leur fit pousser un *huzza* général, ordonnant aux canots de se séparer et de ramer de toutes leurs forces pour gagner la terre. Mais les Espagnols étaient sur leurs gardes; le tocsin répondit au *huzza* des Anglais, et quarante pièces de canon vomirent la mitraille sur les assaillans, en même temps qu'une grêle de coups de fusil pleuvait sur eux. Une grande partie des embarcations anglaises manquèrent le mole et échouèrent en pleine côte, où la mer brisait avec violence : toutes furent mises en pièces, et la presque totalité des marins et soldats noyée.

Cependant une douzaine de canots avaient atteint le mole, et les hommes qu'ils portaient parvinrent à l'escalader; mais la mitraille de la citadelle et le feu de mousqueterie venant des maisons les plus proches les empêchèrent de faire un pas en avant, et tous à peu près furent tués ou blessés. C'est en voulant quitter son canot pour se porter sur le mole, que Nelson reçut un coup de feu qui lui fracassa le bras droit.

1798-an VI. Océan atlant. Ce ne fut qu'avec la plus grande peine que l'on parvint à remettre à flot son canot, qui était échoué au pied du mole, et à le ramener à bord de son vaisseau, après avoir baudé du mieux possible sa plaie, et lié fortement son bras au-dessus du coude, pour prévenir une hémorragie qui pouvait lui donner la mort. Comme le canot de l'amiral quittait le mole, des cris perçans partis du *Fox* annoncèrent que ce bâtiment avait reçu un boulet au-dessous de la flottaison et qu'il coulait à fond.

Une partie de la flottille anglaise qui avait manqué le mole parvint néanmoins à effectuer le débarquement ; mais à peine les hommes étaient-ils à terre, que la mer remplit et brisa les embarcations. Ainsi privé de moyens d'opérer sa retraite, et presque sans munitions, la plus grande partie de la poudre ayant été mouillée en débarquant, ce petit corps chercha à gagner la place, espérant y trouver l'amiral avec le reste des forces. Vain espoir! Le commandant, au point du jour, se trouva avec trois ou quatre cents hommes seulement ; il ne pouvait avancer d'aucun côté ; toutes les rues étaient garnies de pièces d'artillerie, pour la plupart servies par des marins français : tout effort eût été inutile, et il ne restait aux Anglais d'autre parti à prendre que de mettre bas les armes. Cependant ils osèrent proposer une capitulation, menaçant de mettre le feu à la ville, si elle n'était acceptée sur-le-champ ; et, ce qu'il y eut de plus inouï que cette rodomontade britannique, ce fut la conduite, que nous ne chercherons pas à expliquer, du gouverneur espagnol, qui se laissa dicter des conditions par une poignée d'ennemis, qu'il eût pu écraser en dix minutes. Voici ce qui fut convenu :

Les Anglais demandèrent la liberté de se rembarquer avec armes et bagages sur leurs propres canots, s'il y en avait de sauvés, ou sur des bateaux que les Espagnols seraient tenus de leur fournir. De leur côté, ils promettaient que l'es-

cadre n'entreprendrait plus rien contre Ténériffe ni aucune autre des Canaries. 1798-an VI. Océan atlant.

Tous les prisonniers devaient être rendus de part et d'autre.

Le passage suivant du journal de Nelson nous tiendra lieu de réflexion sur cette étrange transaction : « Il est juste que je fasse mention de la conduite noble et généreuse du gouverneur espagnol. Dès que la capitulation fut signée, il donna ordre de recevoir tous nos blessés dans ses hôpitaux ; il fit délivrer à nos gens les meilleures provisions qu'on put se procurer, et publia que nos vaisseaux pourraient envoyer acheter à terre tout ce dont ils auraient besoin pendant le temps qu'ils resteraient dans les environs de l'île. » Nelson écrivit à ce gouverneur pour le remercier, et ils se firent réciproquement des présens. L'amiral anglais offrit même au général espagnol de se charger de ses dépêches pour son gouvernement.

Lorsque tout se passait avec cet excès de courtoisie entre les Anglais et les Espagnols, les Français, qui par des prodiges de valeur avaient puissamment contribué à la défaite des ennemis, étaient outrés de rage. Ils regrettaient d'avoir, au prix de leur sang, acheté la victoire pour un chef qui ne la mettait pas mieux à profit. Leur nombre ne s'élevait guère, à ce qu'on croit, au-dessus de cent cinquante, presque tous marins, provenant en grande partie de l'équipage de la corvette *la Mutine*. Parmi eux se fit remarquer l'ex-conventionnel Drouet, sous le nom de Martinay, et se disant secrétaire d'un envoyé extraordinaire de Hollande à Batavia.

Qui le croirait ? Nelson, qui, par un entêtement et un orgueil inexcusables, tente une seconde attaque moins praticable que la première, et après que celle-ci a échoué, qui se rend coupable de désobéissance en la conduisant en personne ; Nelson, de retour dans sa patrie, est caressé, complimenté,

1798-an VI. Océan atlant. et reçoit une pension de mille livres sterling! Étrange vicissitude dans la conduite d'une nation! Les événemens, au reste, ont prouvé que l'Angleterre avait eu raison de ne pas faire éprouver à Nelson, désobéissant et vaincu, le sort de Bing, que, peut-être, il avait plus mérité que lui.

L'été de 1797 vit éclore un des plus beaux traits de l'audace et de l'intrépidité qui caractérisent les marins français. La corvette *la Bonne-Citoyenne* faisait partie de la division expédiée de Rochefort, le 4 mars 1796, pour se rendre aux Indes-Orientales, sous les ordres du contre-amiral Sercey [1]. A la hauteur du cap Finistère, la division reçut, vers le milieu de la nuit, un coup de vent qui brisa le petit mât de hune de la corvette et son grand mât de perroquet. Ainsi démâtée, et séparée de la division, *la Bonne-Citoyenne* fut rencontrée par des forces ennemies supérieures, prise, et envoyée à Portsmouth. L'équipage fut retenu prisonnier dans ce port.

Sélis et Thierry, le premier, chef de timonnerie, et le second, pilote-côtier de la corvette, furent envoyés à Petersfield, où, pendant sept mois, on les traita avec beaucoup de rigueur. Résolus enfin de sortir de cette position, et ne consultant que leur désir de revoir la France, ils allèrent, pendant la nuit, sur les côtes de Portsmouth, pour y enlever une barque quelconque qui pût les porter sur le sol de la république; mais ils furent arrêtés par les fencibles de la côte, et conduits comme déserteurs dans les prisons de Portsmouth. Bientôt on les enleva de ces prisons avec six autres Français, et on les transporta, sans aucune forme de jugement, au dépôt des prisonniers condamnés à la déportation, et destinés pour Botany-Bay.

Là, ils restèrent trois semaines, pendant lesquelles la pers-

[1] *Voyez* tome VII, page 240.

pective du sort qui les attendait leur fit tenter tous les moyens de s'y soustraire. Ils s'échappèrent une seconde fois avec leurs six nouveaux camarades d'infortune, et allèrent sur les côtes de Douvres, toujours dans l'intention de gagner les rivages français; mais une seconde fois ils furent saisis par les fencibles, qui les conduisirent sur un vieux bâtiment, lieu de rassemblement des prisonniers destinés pour Botany-Bay, et où, pendant huit mois, ils essuyèrent, avec la rigueur de la saison, une disette affreuse et les traitemens les plus odieux.

1798-an VI. Océan atlant.

Enfin, le 28 mars 1797, ils furent embarqués sur un vaisseau de la compagnie des Indes. Ce bâtiment, nommé *Lady-Shore*, de cinq cents tonneaux, et armé de vingt-deux canons, était chargé de cent dix-neuf prisonniers pour Botany-Bay; il avait vingt-six hommes d'équipage, et une garnison de cinquante-huit soldats tous bien armés. Ces braves Français n'avaient d'autre moyen de recouvrer leur liberté qu'en se rendant maîtres du bâtiment. Ils conçurent ce hardi dessein; mais réduits au nombre de huit, sans armes, sans espoir de secours, tout semblait devoir le faire avorter.

Cependant ils le confient à trois Allemands et à un Espagnol, dignes compagnons de leur courage, et destinés comme eux à être transportés à Botany-Bay. Leurs forces ainsi augmentées, ils tinrent conseil, formèrent leur plan d'attaque, convinrent du moment, distribuèrent à chacun ses fonctions, et promirent tous d'être fidèles à leur serment, et de mourir à leur poste.

Le moment de cette audacieuse exécution fut fixé à deux heures du matin, le premier août. Le navire se trouvait alors par les 19 degrés de latitude sud, et les 36 degrés longitude ouest. Ils se rendent furtivement, et un par un, dans le paneau de la force armée, saisissent les armes des soldats endormis, et attendent en silence le signal convenu, qui était le

1798-an VI. Océan allant. cri de *vive la république!* A ce cri, tous s'élancent avec la rapidité de l'éclair, un sur le panneau où couchaient les femmes; deux aux côtés du panneau des soldats, avec ordre de tuer quiconque se présenterait pour sortir; deux autres sur les passavants, pour faire feu sur tous soldats ou matelots qui se trouveraient sur le pont et qui refuseraient de se rendre; deux se portent au panneau de derrière, où couchaient les officiers; deux se rendent chez le capitaine et le somment, *au nom de la république*, de rendre son bâtiment et de se rendre lui-même; deux tiennent en arrêt l'officier de quart avec deux autres officiers de service, et les forcent de garder le plus profond silence; enfin, le douzième force une caisse de munitions, en distribue à tous les postes, et veille à ce que ses frères d'armes ne soient pas pris entre deux feux.

L'officier de quart les voyant armés et courant à la fois sur tous les points du bâtiment, saisit ses pistolets et blesse mortellement l'un des assaillans; mais lui-même est tué sur-le-champ. Le capitaine, ne voyant que deux hommes armés devant lui, veut faire résistance; à l'instant il reçoit trois coups de baïonnette, et crie, en tombant du pont dans l'entrepont : *Rendez le bâtiment aux Français!* Effrayés des menaces qui lui sont faites, le commandant de la troupe répète aussi : *Rendez le vaisseau aux Français!*

Cependant les soldats prennent leurs armes et veulent s'élancer hors de leur panneau; mais un Français s'empara d'une barrique de salaisons, et la lança dans le panneau sur un caporal, qui jeta un si grand cri, que tous les soldats, effrayés et ignorant le nombre d'insurgés qui combattaient sur le pont, s'écrièrent qu'ils se rendaient prisonniers.

Maîtres alors de tous les postes, et assurés du bâtiment, les Français répètent en signe de victoire le cri de *vive la république!* Mais dans la crainte d'une *contre-révolution* [1], ils

[1] C'est l'expression employée par Sélis et Thierry dans leur journal de navi-

fermèrent tous les panneaux et désarmèrent ensuite officiers, soldats, matelots; enfin ils nommèrent Sélis, capitaine, et Thierry, lieutenant de la prise. 1798-an VI. Océan atlant.

Les deux nouveaux officiers rendirent à l'instant des lois, dont voici les articles les plus remarquables :

« Tout homme de la force armée qui entretiendra des relations criminelles avec les prisonniers, et qui sera convaincu de complot contre la sûreté du navire, sera pendu.

« Tout homme qui parlerait de se rendre, en cas de rencontre d'un bâtiment, sera puni de mort.

« Tout défenseur de la prise qui se prendra de boisson pendant son service, sera déclaré indigne de servir et responsable de son cas.

« Tout prisonnier à qui il sera trouvé des armes sera puni de mort.

« Tout prisonnier qui tiendra des propos contre la république et ses alliés, sera puni de cinquante coups de corde.

« Tout prisonnier qui sera convaincu de tenter une révolte sera puni de mort. »

Ces lois, signées Sélis, capitaine, Thierry, lieutenant, et Maillot, secrétaire, furent traduites en langue anglaise, lues, publiées et affichées, pour que personne ne pût en ignorer, et les chefs des prisonniers furent contraints de signer le certificat de prise dans les forme et teneur établies par les lois de la guerre.

Cependant les vainqueurs craignaient, avec raison, qu'un aussi grand nombre de prisonniers ne devînt trop difficile à contenir avec si peu de moyens; ils saisirent donc l'occasion d'en débarquer vingt-neuf, presque tous chefs ou soldats, sur les côtes du Brésil; ils leur donnèrent, tant en vivres

gation, dont l'extrait, adressé par eux à l'ambassadeur français en Espagne, a été publié à Paris par le ministre des relations extérieures.

1798-an VI. Océan atlant. qu'en instrumens de marine, tout ce qui leur était nécessaire pour se nourrir et se diriger; mais ils exigèrent d'eux, par écrit, le serment de ne point servir pendant un an contre la république et ses alliés. Toutefois, comme ils ne se trouvaient pas en assez grand nombre pour faire la manœuvre du bâtiment, ils proposèrent aux matelots anglais de continuer leur service, avec promesse de récompense. Ceux-ci acceptèrent, et le bâtiment fit voile pour Monte-Video, dans la rivière de la Plata, où ils arrivèrent le 31 août. Ils jetèrent l'ancre, hissèrent le pavillon tricolor, et saluèrent le vaisseau commandant de la rade de onze coups de canon, et la place de quinze.

Sélis et Thierry comptaient vendre leur prise à Monte-Video, et chercher ensuite les moyens de repasser en France avec leurs compagnons; mais quoique l'Espagne fût l'alliée de la république française, le gouverneur de la ville contesta la validité de leur capture et les traita avec une certaine rigueur. Ils protestèrent contre cette conduite vis à vis du vice-roi de la province, auquel ils écrivirent avec toute l'énergie d'hommes capables d'un trait d'audace semblable à celui par lequel ils venaient de se signaler; et, sans attendre sa réponse, ils surent, à l'insu du gouverneur de Monte-Video, faire parvenir à l'ambassadeur français à Madrid, Truguet, toutes les pièces qui constataient leurs droits sur le navire *Lady-Shore*. L'ambassadeur ayant réclamé auprès du prince de la Paix, des ordres furent expédiés, en vertu desquels les Français devaient rester maîtres de disposer à leur gré du bâtiment et de la cargaison; les Allemands et l'Espagnol qui les avaient si bien secondés, être traités comme eux; et les prisonniers qu'ils avaient faits, considérés comme appartenant à la république, ne pouvant être échangés que par elle et suivant le mode ordinaire de ses échanges.

France. Les causes qui amenèrent l'espèce de révolution du 18 fructi-

dor exercèrent une fatale influence sur les affaires maritimes de la France, et paralysèrent les efforts du ministre de la marine, au moment où il se trouvait de nouveau prêt à frapper le grand coup que, peu de temps auparavant, des circonstances malheureuses l'avaient empêché de porter à l'Angleterre. Le mois de juin n'était pas écoulé, cependant, que la flotte de Brest, complétement réparée, comptait dix-neuf vaisseaux de ligne armés en guerre, outre plusieurs autres armés en flûte pour le transport des troupes de débarquement. Hoche s'était rendu en Hollande, où il avait inspecté la flotte de l'amiral Dewinter, ainsi que les troupes destinées à la monter et commandées par le général Daendels. Il avait en même temps obtenu des chefs de la république batave des fonds suffisans pour assurer le paiement de la solde aux troupes qu'il comptait associer aux périls et à la gloire de sa nouvelle campagne maritime, et pour lui permettre, en outre, d'offrir à Truguet une assez forte somme pour les équipages des vaisseaux. Tout enfin était disposé de la part de la marine, et elle n'attendait plus que l'armée expéditionnaire et le signal du départ.

1798 - an VI. France.

C'est lorsque les choses étaient dans cet état, que deux divisions d'élite de l'armée de Sambre-et-Meuse partirent des bords du Rhin pour se rendre à Brest. Bien que les directeurs comptassent, ainsi qu'il a été dit plus haut [1], sur ces troupes pour l'exécution du mouvement révolutionnaire qu'ils avaient projeté, elles n'en étaient pas moins réellement destinées à faire partie de l'expédition d'Irlande, qui allait être reprise, et couronnée, sans doute, de plus de succès que l'année précédente. Ici ce ne sont plus les élémens qui s'arment pour l'Angleterre, c'est l'imprudence, la trahison et l'esprit de faction qui vont la sauver.

La majorité du corps législatif, en guerre ouverte avec

[1] Page 168 de ce volume.

1798-an VI. France. le directoire, s'élevant avec violence contre la marche des troupes, force le ministre de la marine à divulguer le secret de ses opérations, obtient ensuite des membres du gouvernement, déjà divisés entre eux, la suspension de ces immenses préparatifs qui remplissaient Londres même d'épouvante, et déconcerte ainsi les projets les mieux combinés pour l'abaissement de l'Angleterre et la prospérité de la république.

Non contens de ce succès, les conseils demandent et obtiennent, le 16 juillet (28 messidor an V), la destitution du ministre de la marine, à qui ils ne peuvent trouver d'autres crimes que d'avoir maintenu la liberté générale dans les colonies françaises, de les avoir défendues et cultivées à la fois par les mains des noirs arrachés à l'esclavage; d'avoir alimenté l'esprit d'indépendance en Irlande, rempli d'alarmes le gouvernement anglais, et menacé en même temps la métropole et ses possessions dans les deux Indes. On ordonna aussitôt le désarmement total de l'armée navale de Brest et de toutes les flottilles, on licencia les équipages, et l'on fut enfin jusqu'à mettre à l'encan les frégates de la république, les livrant ainsi à la cupidité des agioteurs de Paris.

La journée du 18 fructidor, en donnant aux directeurs la victoire sur le corps législatif, ne répara pourtant pas le dommage que venait d'éprouver la marine. Il n'eût peut-être fallu au directoire, pour lui rendre son attitude formidable, que rappeler le ministre dont le renvoi lui avait été arraché, pour ainsi dire, avec violence. Il ne le fit pas. Pléville-le-Peley, qui avait succédé à Truguet, garda le portefeuille.

Nommé une première fois au ministère de la marine, Pleville avait eu la modestie de le refuser [1]. Appelé de nouveau à ce poste, il n'y déploya pas des talens bien transcendans. Il fut juste, humain, bienfaisant même; mais, plus occupé en

[1] Recueil des lois de la marine, tome VI, page 142.

apparence des individus que de la chose publique, il ne se montra nullement homme d'état. Le désarmement qu'il fit brusquement, et pour ainsi dire à coups de sabre, avait pour objet d'économiser quelques fonds qu'il destinait à acquitter les dettes du gouvernement envers les marins. Qu'en résulta-t-il? un accroissement de dépenses. En effet, trois mois à peine après avoir désarmé, il reçut du directoire l'ordre d'un réarmement général. Il fallut racheter aux particuliers les bâtimens qui leur avaient été vendus, les indemniser des frais qu'ils prétendirent avoir faits pour leur entretien, faire des levées de marins, etc. Une suite de fausses mesures de ce genre signalèrent ce ministère, qui, heureusement, n'eut guère plus de huit mois de durée.

1798-an VI. France.

La désorganisation des escadres et flottilles de la France n'eut pas de fâcheuses conséquences pour elle seule : ses deux alliées s'en ressentirent, et plus particulièrement la Hollande. Les Bataves, n'étant plus dirigés par le ministre français qui avait conçu les plans suivant lesquels les trois puissances coalisées contre l'Angleterre devaient agir, demeurèrent abandonnés aux impulsions contraires des divers partis qui les agitaient. La faction dominante obligea l'amiral Dewinter à débarquer ses troupes et à sortir du Texel, sans autre but que de joindre la flotte anglaise et de lui livrer bataille; elle espérait affermir sa domination par le prestige de gloire dont l'environnerait un succès naval. Cet espoir fut déçu. L'amiral Duncan attendait près des côtes la flotte hollandaise. Un combat sanglant eut lieu le 11 octobre. Après avoir fait des prodiges de valeur et s'être couvert d'une gloire toute personnelle, le brave Dewinter, qui, dit-on, ne fut pas également bien secondé par tous ses capitaines, tomba au pouvoir des Anglais. Cette journée coûta à la Hollande neuf vaisseaux de ligne et plusieurs frégates. Quant aux Espagnols, après notre impolitique et absurde désarmement, ils furent encore

Mer du Nord.

1798-an VI. Mer du Nord. plus étroitement bloqués dans leurs ports, et privés de toute communication avec leurs colonies.

Mer adriatiq. L'armée navale de Toulon échappa aux funestes effets du désarmement, parce qu'une partie de cette armée avait été envoyée en mer sous le ministère de Truguet. Six vaisseaux et quelques frégates, commandés par le contre-amiral Brueys [1], étaient alors dans l'Adriatique, occupés à diverses missions dont le général en chef Bonaparte avait chargé cet amiral. La principale fut le transport des troupes et des autorités civiles et militaires françaises dans les îles vénitiennes de Corfou, Zante, Céphalonie, etc., et l'avitaillement de ces îles, désignées depuis lors sous le nom d'îles ioniennes.

Quoique le traité de Campo-Formio, qui assura à la France la possession de ces îles, n'ait été signé que le 17 octobre, Bonaparte n'attendit pas cet instant pour les faire occuper par des troupes de la république; il forma, pour cet effet, une division à laquelle il donna le nom de division du Levant. Il la composa des deuxième et troisième bataillons de la soixante-dix-neuvième demi-brigade de ligne, de la troisième demi-brigade de ligne cisalpine, des compagnies d'artillerie des quatorzième et soixante-dix-neuvième demi brigades, de la septième compagnie d'artillerie sédentaire, d'une escouade du quatrième régiment d'artillerie à pied, et d'une escouade du sixième bataillon de sapeurs.

Ces troupes furent mises sous les ordres des généraux Gentili et Collaud la Salcette. Un adjudant-général, des officiers supérieurs de l'artillerie et du génie, un agent maritime, et un certain nombre d'employés des différentes administrations de terre et de mer, s'embarquèrent en même temps qu'elles à Malamoco, sur des bâtimens de transport qui en partirent le 13 juin (25 prairial an V), sous l'escorte de quelques fré-

[1] Tué au combat d'Aboukir, où il commandait en chef la flotte française.

gates commandées par le capitaine Bourdé. Le général Gentili était accompagné de commissaires vénitiens chargés de la remise des îles, et il apportait avec lui six cent mille francs, destiués à payer les troupes vénitiennes et toutes les dettes de l'ancien gouvernement. Le convoi arriva à Corfou le 28 juin. La prise de possession eut lieu sans difficultés. C'est vers ce temps que Brueys, parti de Toulon avec six vaisseaux et plusieurs frégates, entra dans l'Adriatique. 1798-an VI. Mer adriatiq.

Lorsque le traité de Campo-Formio eut stipulé la réunion à la France des îles ioniennes, Bonaparte envoya, pour en porter la nouvelle, son beau-fils Eugène Beauharnais, alors âgé de seize ans, et attaché à sa personne comme aide-de-camp. Le jeune officier fut reçu de la manière la plus distinguée par les Grecs. Peu de temps après, des renforts, consistant en trois bataillons de ligne, trois compagnies d'artillerie et une compagnie de sapeurs, furent expédiés à Corfou avec le général Chabot, désigné pour remplacer Gentili, qui, pour raison de santé, avait demandé un successeur.

Dans ses différentes courses dans l'Adriatique, Brueys avait quelquefois relâché sur la rade de Raguse. Conformément aux instructions de Bonaparte, il avait témoigné au gouvernement de cette république l'intérêt que le directoire déclarait prendre à son indépendance, et le désir qu'il manifestait de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour la maintenir. Les habitans de Raguse l'avaient accueilli de la manière la plus amicale. Brueys eut aussi des relations avec Ali, pacha de Ianina; il en obtint des vivres pour son escadre, et reçut aussi de lui de riches présens.

Bonaparte, satisfait de la manière distinguée dont Brueys exécutait ses ordres, conçut pour lui une grande estime. Avant de partir pour Paris, il fit présent à cet amiral de la meilleure lunette d'Italie, sur laquelle était gravée l'inscription suivante: *Donnée par le général Bonaparte au contre-*

1798-an VI. Mer adriatiq. *amiral Brueys, de la part du directoire exécutif.* Le directoire, à coup sûr, n'était pour rien dans ce cadeau; mais Bonaparte ne prenait pas tant de précaution avec ce gouvernement. Il agissait d'abord, puis le directoire, informé de ce qu'il avait fait, prenait des arrêtés confirmatifs des mesures du général en chef. Nous en offrons ici un exemple bien frappant.

Brueys avait trouvé à Corfou six vaisseaux de ligne et six frégates faisant partie de l'escadre vénitienne; il y avait également en construction à Venise trois vaisseaux et deux frégates. En s'emparant de tous ces bâtimens, dévolus à la France dans le partage fait avec l'Autriche des dépouilles de la république de Venise, Bonaparte changea leurs anciens noms, pour leur donner ceux des généraux tués dans la guerre d'Italie, et ceux des principales batailles de cette guerre, ordonnant en outre qu'il fût célébré tous les ans une fête à bord de chacun de ces bâtimens, le jour de la mort du général ou le jour que fut donnée la bataille dont il tirait son nom. Instruit de ces dispositions, le directoire écrivit au ministre de la marine, qu'il eût à lui présenter un projet d'arrêté pour confirmer les nouvelles dénominations données aux bâtimens de la flotte vénitienne, et les autres mesures accessoires prises par Bonaparte.

Manche. Nous avons fait mention plus haut de l'arrivée de Bonaparte à Paris, et de la brillante réception qui lui fut faite. Nommé par le directoire pour commander *l'armée* dite *d'Angleterre*, on espérait que le jeune vainqueur d'Italie saurait ressusciter la marine. Tous les cœurs s'ouvrirent à cette espérance; tous les hommes qui brûlaient de participer à cette régénération de la marine française se groupèrent autour de Bonaparte. Truguet fut de ce nombre; il proposa au général en chef de renoncer à un repos honorable et bien nécessaire après tant de fatigues et de dégoûts, pour reprendre l'exé-

cution, tant contrariée jusqu'alors, de ses plans. Mais déjà Bonaparte causait de l'ombrage aux directeurs : quant à Truguet, ils lui supposèrent du ressentiment de leur conduite à son égard : l'ex-ministre fut obligé de partir pour son ambassade à Madrid, et le génie qui menaçait Londres fut bientôt après envoyé à Memphis. 1798-an VI. Manche.

Le désarmement et le réarmement successif des forces navales de la république, pendant la dernière moitié de l'année 1797, ne laissèrent les moyens de tenter aucune opération maritime, de livrer aucun combat important durant cette période, et nous n'aurons à signaler, comme au commencement de l'année, que des exploits de corsaires. Vers la fin de décembre, ceux de Boulogne donnèrent une nouvelle preuve d'intrépidité. Deux bâtimens de ce port, *l'Espiègle*, de dix canons de 4, et *le Rusé*, de huit canons du même calibre, commandés par les capitaines Duchesne et Fourmentin, pénétrèrent, dans la nuit du 20 au 21, au milieu d'un convoi qui filait le long de la côte d'Angleterre, sous l'escorte d'une frégate et de plusieurs autres bâtimens de guerre. Le capitaine de *l'Espiègle* s'approche d'un navire écarté qu'il croit marchand, et veut s'en emparer ; mais bientôt il reconnaît son erreur, et voit que c'est un brick-canonnier, portant des canons de 18 et des caronades de 32. Il n'y avait plus moyen de fuir sous le feu de ce formidable adversaire, et il fallait se rendre ou l'enlever à l'abordage. C'est à ce dernier parti que Duchesne et son brave équipage s'arrêtent, encouragés par la manœuvre du *Rusé*, qu'ils voient se porter à leur secours. Renonçant presque à se servir de leurs petits canons, les marins français font sur le brick ennemi un feu de mousqueterie bien nourri, en même temps qu'ils cherchent à l'accoster bord à bord. Après plusieurs tentatives infructueuses, *l'Espiègle* parvint à jeter quatorze hommes de son équipage à bord du navire anglais. A leur tête était le nommé Tack, de Dun-

1798-an VI. Manche. kerque, capitaine en second du corsaire; un coup de sabre qu'il avait reçu dans le flanc n'avait fait que redoubler la furie avec laquelle il chargeait l'équipage ennemi, lorsqu'une balle l'atteignit au cou et le mit hors de combat. Malgré cet accident, les marins français se rendirent bientôt maîtres du brick, dont l'équipage, quoique fort de plus de soixante hommes, cessa de se défendre lorsqu'il eut vu tomber plusieurs des siens, entre autres le capitaine, qui, ainsi que son second, fut très-grièvement blessé. Le lendemain, les deux corsaires rentrèrent à Boulogne avec leur prise, et furent reçus au bruit des fanfares et des acclamations de tous les habitans. Le ministre de la marine écrivit, peu de temps après, aux capitaines Duchesne et Fourmentin une lettre flatteuse. C'est de cette manière que le directoire avait coutume d'exprimer sa satisfaction aux militaires de tout grade et de toutes armes qui se distinguaient par quelque action d'éclat.

L'année 1798 s'ouvrit par de grandes démonstrations de la part du gouvernement français, et par des préparatifs dans tous les ports de la république pour l'invasion de l'Angleterre. On ne parlait dans toutes les réunions publiques ou particulières que de la descente et des moyens de la faire réussir. C'est alors qu'on vit éclore les projets les plus absurdes, que, pour comble de ridicule, l'autorité semblait accueillir avec faveur et que les journalistes s'empressaient de consigner avec éloge dans leurs feuilles. Un artiste, nommé Thilorier, offrit de construire un camp portatif, et une montgolfière assez vaste pour le transporter en Angleterre avec l'armée destinée à faire la conquête de ce pays; il s'engageait à prouver que son projet était facilement exécutable et infiniment moins dispendieux que l'armement maritime nécessaire pour remplir le même objet. Le moins plaisant de tous les journaux, le Moniteur, se hâta de donner de la publicité à l'offre de Thilorier.

Quelle que fût la folie de nos faiseurs de projets, les Anglais n'étaient pas sans inquiétude : les précautions extraordinaires qu'ils prenaient pour n'être pas surpris; les mesures ordonnées par le gouvernement pour arrêter, de toutes les manières possibles, les progrès d'un corps de troupes ennemies qui chercherait à pénétrer dans l'intérieur du pays, prouvent assez qu'ils regardaient la descente comme praticable, malgré l'immense supériorité de leurs forces navales. 1798 - an VI. Manche.

Il était ordonné aux habitans des comtés voisins de la côte de déserter, à l'approche des Français, les villes, bourgs et villages qui ne seraient pas susceptibles d'une défense régulière. Ils devaient préalablement évacuer dans l'intérieur les bestiaux, voitures, subsistances et fourrages, ainsi que leurs effets les plus précieux; brûler tout ce qui ne pouvait être évacué; briser les moulins et détruire les fours; couper les routes et les ponts; enfin se former en corps de volontaires et de pionniers, soit pour renforcer l'armée régulière, soit pour exécuter les travaux nécessaires pour hâter la marche des troupes ou les retrancher [1]. Le gouvernement s'engageait à indemniser les particuliers des pertes qu'ils auraient faites par suite de l'exécution de ces mesures, exceptant formellement ceux qui seraient reconnus n'avoir pas employé tous les moyens possibles pour évacuer ou détruire leurs effets et provisions, et les avoir de la sorte laissés tomber entre les mains de l'ennemi. De toutes parts, il se formait des associations patriotiques, des souscriptions s'ouvraient pour fournir aux frais que nécessitaient l'armement et l'équipement d'une partie nombreuse de la population. Tous les théâtres, toutes les

[1] Les Anglais n'eurent pas l'occasion de mettre en pratique ces moyens de défense, qui consistent à dévaster son pays par ses propres mains; mais ils les firent adopter par la suite aux Portugais, et, plus tard, aux Russes. Les armées françaises, arrêtées par ces moyens désespérés au milieu de leurs succès, en ont éprouvé l'efficacité.

1798-an VI. Manche.

places publiques, les promenades et les tavernes retentissaient du cri : *Britons, to arms!* (Bretons, aux armes!) et les belles de Londres et des autres grandes villes du royaume avaient adopté le casque pour coiffure. Au milieu de ce mouvement extraordinaire, imprimé à toutes les classes de la société, les hommes de la classe aisée voulurent se charger seuls de la défense du sol sacré de leur patrie, sans souffrir que cette noble tâche fût partagée par ceux qui, dépourvus de propriétés, semblaient avoir moins d'intérêt à repousser une agression étrangère. Contraste frappant! en France, ce furent les hommes des classes inférieures qui se signalèrent par des prodiges de valeur et de patriotisme, pendant que les riches demeuraient paisibles spectateurs de leurs généreux efforts. En Angleterre, au contraire, à l'époque dont nous parlons, nul ne pouvait faire partie d'un corps de volontaires et avoir le droit de prendre les armes, s'il n'était chef de maison, ou s'il n'avait deux chefs de maison pour répondans.

Tandis qu'au nord de la Manche on se préparait à mettre en usage les ressources immenses qu'on trouve toujours chez un peuple libre et jaloux de conserver son indépendance, tout ce qui se passait de l'autre côté du canal n'était qu'un vain simulacre. Les démonstrations du directoire n'avaient pour but, comme il est facile de s'en convaincre aujourd'hui, que de détourner l'attention de l'Europe des préparatifs de l'expédition d'Egypte, arrêtée depuis un certain temps. Quoi qu'il en soit, tout fut mis en œuvre pour donner le change aux ennemis, et on déploya la plus grande activité dans les armemens maritimes sur les côtes de Picardie, de Normandie et de Bretagne. Le général Desaix, chargé par intérim du commandement de l'armée d'Angleterre, avait établi son quartier-général à Rennes, d'où il se porta à Brest pour inspecter les armemens; d'autres généraux et des troupes étaient répartis sur différens points des côtes de la Manche :

tout annonçait de ce côté des projets réels d'attaque, et non une diversion. 1798-an VI. Mauxhe.

Une commission fut créée pour rechercher et organiser tous les moyens de transport dont on pourrait disposer, en mettant en réquisition même les bateaux pêcheurs des plus petites dimensions. Elle fut composée du général Andréossi, avec le titre de directeur-général, de l'ingénieur constructeur Forfait[1], avec celui d'ordonnateur, et du contre-amiral Lacrosse, nommé inspecteur-général des côtes, depuis Cherbourg jusqu'à Anvers. Une somme de huit millions, prise sur les fonds du ministère de la marine, fut mise à la disposition de cette commission; elle ne devait compte de ses opérations et de l'emploi de cette somme qu'au général en chef Bonaparte. L'inspecteur-général s'adjoignit, pour le seconder sur toutes les côtes de la Manche, les chefs de division de la marine Ganteaume, Décrès[2], Casa Bianca[3], et Dumanoir.

Pour que les dépenses que l'on faisait dans les ports de Normandie ne fussent pas tout à fait en pure perte, ou plutôt afin de fixer l'attention de l'ennemi vers les ports de la Manche, le gouvernement français ordonna qu'on tenterait une attaque sur les îles Saint-Marcouf, dont la possession donnait aux Anglais la plus grande facilité pour intercepter la communication par mer entre le Hâvre et Cherbourg. Ce fut dans le premier de ces ports qu'on prépara l'expédition.

Un Anversois nommé Muskein avait apporté de Suède les plans des bateaux plats que cette puissance avait fait construire sous la direction du célèbre Chapman. Le directoire ordonna d'en construire de semblables dans divers ports, et

[1] Il fut ministre de la marine sous le gouvernement consulaire.

[2] Aujourd'hui duc et grand-cordon de la Légion-d'Honneur. Il a conservé le portefeuille de la marine depuis 1801 jusqu'en 1814, c'est-à-dire, depuis le consulat à vie de Bonaparte, jusqu'à son exil à l'île d'Elbe.

[3] Tué au combat d'Aboukir, où il commandait le vaisseau-amiral *l'Orient*.

1798-an VI Manche.

Muskein, chargé de diriger cette opération, fut fait capitaine de vaisseau [1]. Bientôt, trente-trois bateaux de ce genre furent mis à l'eau dans le port du Hâvre. Le capitaine Muskein reçut ordre d'en prendre le commandement, et de les employer à l'attaque des îles Saint-Marcouf. Le général Point commandait les troupes de l'expédition, qui se composaient de la quatrième demi-brigade de ligne, sous les ordres du chef de brigade Frère, des treizième et dix-neuvième compagnies du sixième régiment d'artillerie à pied, et de la quatrième compagnie du sixième bataillon de sapeurs. Le contre-amiral Lacrosse était particulièrement chargé de surveiller l'armement de cette flottille et d'en fixer le départ.

Muskein sortit du Hâvre avec ses bateaux, dans la nuit du 7 au 8 avril. Arrivé dans la baie de Caen, il y trouva deux frégates ennemies qui manœuvrèrent de manière à lui couper la route, l'une pour sa destination, l'autre pour retourner au Hâvre. Il fit prendre position à sa flottille, le plus près possible de la côte, et il engagea le combat avec l'ennemi; il dura depuis six heures du soir, le 8, jusqu'à trois heures du matin le lendemain. Malgré le feu très-vif que firent les Anglais, les bateaux plats ne reçurent presque aucun dommage, leur peu d'élévation sur l'eau les dérobait aux coups de l'ennemi, qui, pour la plupart, passaient au-dessus d'eux; ils n'eurent qu'un très-petit nombre d'hommes hors de combat, et ce fut seulement dans leur mâture qu'ils éprouvèrent quelques avaries. Les frégates, au contraire, présentant, par leur volume, un point de mire plus avantageux aux canonniers français, furent atteintes par quantité de boulets dans le corps du bâtiment, la mâture et les voiles.

L'une d'elles ayant voulu serrer de trop près la côte, s'échoua sur un banc de sable; elle fut obligée, pour s'alléger, de

[1] Les bateaux qu'il construisit furent nommés par les marins *bateaux à la Muskein*.

jeter des canons et quantité d'objets à la mer. Les vents et la marée, et sans doute plus encore la présence de l'autre frégate, empêchèrent Muskein d'aller avec ses bateaux aborder celle-ci; secondée dans ses travaux par sa conserve, elle parvint à se remettre à flot et à gagner le large à l'aide d'une remorque. Au bruit du canon, un vaisseau de 74, mouillé près des îles Saint-Marcouf, avait mis sous voile; il vint à son tour attaquer la flottille; il tira sur elle quantité de coups de canon, qui lui furent rendus sans produire beaucoup d'effet de part ni d'autre, le vaisseau, à cause de son plus grand tirant d'eau, étant obligé de se tenir encore plus au large que les frégates. Muskein, voyant qu'il lui était impossible de continuer sa route, se décida à faire entrer ses bateaux à Sallenelle, petit port situé à l'embouchure de l'Orne, dont Caen n'est éloigné que de deux lieues. 1798-an VI. Manche.

Le contre-amiral Lacrosse, qui s'était porté à Cherbourg pour y faire armer une flottille pareille à celle du Hâvre, jugea que la relâche de Muskein à Sallenelle, loin d'apporter obstacle à la prise des îles Saint-Marcouf, pouvait, au contraire, la faciliter. En effet, le dessein formé de les attaquer n'était plus un mystère; et les Anglais, voyant les forces destinées à cette attaque entrées dans une rivière où l'on pouvait les tenir bloquées, devaient penser n'avoir plus besoin de se tenir autant sur leurs gardes. Dans cette hypothèse, Lacrosse s'adressa au général Kilmaine, nommé commandant en chef de l'armée d'Angleterre, en remplacement de Bonaparte, qui avait quitté Paris pour se rendre à Toulon, et obtint de ce général la réunion de quelques troupes à la Hougue, petit port situé à trois lieues des îles qu'on voulait reprendre. Il y fit en même temps passer de Cherbourg sept canonnières, cinq bateaux plats, et y rassembla trente ou quarante bateaux pêcheurs. Huit cents hommes s'embarquèrent sur ces bâtimens, et l'on attendait que le vent et la marée devinssent fa-

1798-an VI. Manche.

vorables pour tenter une attaque, sur laquelle les ennemis pouvaient ne pas compter. Le temps le plus avantageux était un calme plat, qui, en même temps qu'il eût permis à la flottille de se porter à la rame sur les îles, eût retenu immobiles les vaisseaux et frégates ennemis mouillés dans les environs et destinés à les protéger; il était à propos aussi que l'attaque se fît dans les *mortes-eaux*[1], afin que le courant, moins fort alors, ne nuisît pas aux mouvemens de la flottille.

Côtes de Bretagne.

Au moment où le directoire semblait sur le point d'obtenir un petit succès dans la Manche, la république perdait deux vaisseaux de ligne qui venaient d'être équipés au port de Lorient. L'un, *le Quatorze-Juillet*, fut détruit dans le port même par un incendie, auquel on soupçonna que la malveillance avait eu la plus grande part. La négligence du commandant des armes et du chef des mouvemens maritimes, qui abandonnèrent la garde de ce vaisseau, complètement armé et pourvu de ses vivres, à trois gardiens, ne pouvait, au reste, que favoriser une tentative de ce genre. L'autre, *l'Hercule*, fut pris par les Anglais le lendemain de sa sortie du port, d'où il avait appareillé pour se rendre à Brest. Nous ne pouvons donner les détails de ce combat, parce qu'ils ne sont pas bien connus, et que tous les marins s'accordent à dire que ce qui a été publié à ce sujet s'écarte trop de la vérité. Il suffit, au reste, de se rappeler que Barrère annonça, à la tribune, que les six vaisseaux que nous venions de perdre au combat du 13 prairial étaient à la poursuite de l'ennemi, pour juger combien l'historien doit se défier de la plupart des relations officielles.

Quoique le commandant de *l'Hercule* ait reçu en Angle-

[1] Marées qui ont lieu les deux ou trois jours qui précèdent et suivent les quartiers de la lune.

terre une lettre flatteuse du ministre Bruix, qu'il lui ait été décerné, à son retour, une arme d'honneur, et qu'un jury maritime, en l'acquittant, ait en quelque sorte légalisé la munificence du directoire, on convient généralement que l'affaire qui a eu pour résultat la prise de ce vaisseau, est une affaire malheureuse et qui ne peut rien ajouter à la gloire nationale. Un auteur que nous aimons à citer[1] s'exprime ainsi au sujet de la manière dont les punitions ou les récompenses étaient distribuées dans la marine, à cette époque : « Enfin, les ministres, indignés de la coupable indulgence des conseils de guerre, s'instituèrent eux-mêmes juges en première instance de la conduite des officiers dans les combats ; alors les préventions et l'emploi le plus arbitraire du pouvoir succédèrent aux lâches ménagemens : tel officier obtint de l'avancement, des honneurs, pour prix d'une belle action imaginaire ou qu'on lui attribuait à tort ; tel autre fut cassé, sans avoir trahi ses devoirs, sans avoir manqué de courage ni de talent. Les récompenses et les peines furent distribuées sur un simple rapport des bureaux du ministère, et l'on avait soin d'en écarter tout officier de vaisseau. Les conseils de guerre, qui prononçaient après le ministre, n'avaient garde de fronder son opinion. » La prise du vaisseau *l'Hercule* eut lieu le 21 avril, vers minuit ; il combattit à l'ancre et amena son pavillon pour *le Mars*, vaisseau anglais de sa force.

1798-an VI. Côtes de Bretagne.

Après trois semaines de blocus dans la rivière de Caen, Muskein parvint à tromper l'ennemi et à conduire sa flottille au port de la Hougue. Rien ne s'opposait plus à ce qu'on entreprît l'attaque projetée contre les îles Saint-Marcouf. Elle eut lieu le 7 mai. Le débarquement ne put s'effectuer, le feu de la flottille n'ayant obtenu aucune supériorité sur celui des îles ; les canonnières, qui faisaient sa plus grande force, je-

Manche.

[1] *Principes organiques de la marine militaire ;* par Pinière.

1798 - an VI. Manche.

tèrent l'ancre à une trop grande distance de terre pour protéger efficacement les bateaux plats, qui furent presque seuls exposés aux coups de l'ennemi. Un de ces bateaux, atteint de plusieurs boulets, coula à fond; mais on eut le temps de sauver son équipage. La perte des Français, en hommes, fut de quatre tués et une douzaine de blessés; celle des Anglais est inconnue. Après cette tentative infructueuse, la flottille se retira paisiblement à la Hougue.

L'amiral Bruix venait alors de remplacer Pléville au ministère de la marine[1]. Le nouveau ministre donna au contre-amiral Lacrosse l'ordre de prendre en personne le commandement de la flottille. Cet officier général disposa tout pour une seconde attaque des îles Saint-Marcouf; mais le gouvernement, jugeant mieux, sans doute, des obstacles qui rendaient douteux le succès d'une pareille entreprise, ou par des motifs politiques d'un ordre plus élevé, se décida bientôt après à y renoncer.

Le rivage des îles étant trop peu étendu pour ne pas être partout également fortifié et gardé, on ne pouvait tenter une surprise ni faire aucune fausse attaque. Il n'y avait pour réussir d'autre moyen que d'aller, malgré une grêle de boulets et de mitraille, débarquer sous les forts, et escalader audacieusement des remparts auxquels la flottille ne pouvait faire brèche, en quelques heures seulement que la marée lui permettait de demeurer loin du port qui lui servait d'asile. Quelle perte d'hommes n'eût-on pas éprouvée dans ce genre d'attaque? Eût-elle réussi, et mis les Français en possession des îles; les Anglais, maîtres de la mer, auraient tout employé pour venger bientôt leur affront, et les républicains n'eussent pas pu conserver une conquête achetée par des flots de

[1] « L'expédition d'Egypte fut préparée presqu'à l'insu et sans le concours de Pléville. Le ministère parut le quitter; il abdiqua le ministère. »

Principes organiques de la marine militaire.

sang. Ces considérations, bien faites pour déterminer à abandonner l'entreprise, auraient dû, à ce qu'il semble, frapper d'avance l'esprit de ceux qui l'avaient ordonnée. En y réfléchissant attentivement, on ne peut qu'acquérir une conviction plus entière que tous ces grands mouvemens dans les ports de la Manche étaient destinés à masquer ceux de Toulon et des autres ports du Midi, où se préparait l'expédition d'Égypte. 1798 – an VI. Manche.

Lacrosse, après avoir été bombardé par les Anglais à la Hougue, ramena sa flottille à Cherbourg. Là, elle fut partagée entre ce port et ceux de Granville et Saint-Malo, que les Anglais menaçaient. Il avait préalablement renvoyé Muskein au Hâvre, avec une forte division de bateaux destinés à former une ligne d'embossage devant cette ville.

A cette époque, presque tous les ports de la république sur la Manche et la mer du Nord étaient attaqués ou menacés. On eut des craintes à Dieppe et à Fécamp; les Anglais envoyèrent à diverses reprises des bombes et des boulets au Hâvre; enfin, le jour même que Lacrosse était bombardé à la Hougue, Ostende était attaqué par terre et par mer, et les armes républicaines y obtenaient un nouveau triomphe.

Côtes de Flandres.

Le gouvernement anglais, alarmé des dispositions qu'il voyait prendre en France pour se mettre en état de tenter la descente, résolut de faire tous ses efforts pour détruire les flottilles de la république, ou du moins en empêcher la réunion sur les points les plus favorables pour entreprendre l'invasion projetée. C'est dans cette vue qu'il fit bombarder les ports dont nous avons parlé. Ostende lui parut devoir être l'objet d'une tentative plus sérieuse. Les bâtimens de transport et autres destinés à faire partie de la grande expédition contre l'Angleterre, mis en réquisition ou construits à Anvers, Flessingue et autres ports voisins, se rendaient sans danger, par les canaux de l'intérieur, à Ostende, d'où il de-

1798-an VI. Côtes de Flandres.

venait facile de les faire arriver à Dunkerque. Un grand nombre de ces bâtimens se trouvaient déjà réunis à Ostende. L'attaque ordonnée par le ministère britannique eut donc un double but, celui de brûler d'abord les bâtimens rassemblés dans le port d'Ostende, et de faire sauter ensuite la belle écluse de Slyckens, qui joignait le canal de Bruges à la mer, et en retenait les eaux. Cet ouvrage était considéré comme un chef-d'œuvre, et avait coûté plusieurs millions.

Vers le milieu de mai, on rassembla aux Dunes, sous le commandement du capitaine Home Popham, une flottille de trente-cinq à quarante bâtimens, frégates, corvettes, bombardes et canonnières ; trois mille hommes environ de troupes d'élite y furent embarqués ; le major-général Coote les commandait, et était chargé en chef de la partie militaire de l'expedition ; des ingénieurs, des artilleurs, des mineurs et des artificiers l'accompagnèrent. Ces forces mirent à la voile le 18, dans l'après-midi.

Un sloop hollandais, arrêté pendant la nuit, apprit aux Anglais que les transports de Flessingue étaient sur le point de se rendre au Sas-de-Gand pour entrer dans les canaux. Cette circonstance décida les chefs de l'expédition à mettre la plus grande diligence à en atteindre le but. Le 19, à une heure du matin, la flottille ennemie jeta l'ancre au large d'Ostende. Le vent violent qui régnait alors et rendait la mer grosse à la côte, présentait des difficultés pour le débarquement, et, pour peu qu'il eût augmenté, le rembarquement devenait impossible. Un conseil fut tenu à ce sujet, et l'on penchait fortement à lever l'ancre et à tenir la mer jusqu'à ce que le temps devînt plus favorable. Sur ces entrefaites, un des canots envoyés en découverte amena un bâtiment qu'il avait enlevé sous les batteries. Les gens de l'équipage, interrogés séparément, s'accordèrent tous en un point, savoir le peu de troupes qu'il y avait en ce moment à Ostende, Bruges et

Nieuport. Ces rapports décidèrent le major-général Coote à ne pas différer plus long-temps l'attaque. Il invita le capitaine Popham à le mettre à terre. La difficulté du rembarquement à la côte ne lui parut plus mériter d'attention, puisqu'il semblait impossible, vu la faiblesse des républicains dans les environs, qu'il fût contraint à se rembarquer brusquement. Il regardait comme certain, d'ailleurs, qu'Ostende, presque sans garnison, et dont une partie des habitans n'aimait pas les Français, ouvrirait ses portes après quelques heures de bombardement, et qu'il pourrait rembarquer ses troupes dans le port même.

1798-an VI. Côtes de Flandres.

Le débarquement eut lieu sur-le-champ, en même temps que plusieurs bombardes et autres bâtimens prirent une position plus rapprochée de la ville. L'état de la mer ne permit pas de débarquer toutes les troupes : dix-neuf cents à deux mille hommes seulement, et six pièces de canon furent mis à terre; mais on jugea cette force plus que suffisante dans la circonstance. Tous ces mouvemens se firent sans être aperçus de la ville. Enfin, à quatre heures et demie, les batteries de terre commencèrent à tirer sur les bâtimens anglais. Ceux-ci, à leur tour, ouvrirent leur feu et lancèrent quantité de bombes et de boulets sur les maisons et sur les bâtimens amarrés dans le port. Ils mirent le feu en plusieurs endroits de la ville, et incendièrent quelques navires et bateaux. Cependant les batteries d'Ostende maltraitèrent tellement la première division de la flottille anglaise, qu'elle fut contrainte de se retirer, et qu'il fallut faire avancer d'autres bâtimens.

Pendant que les forces de mer occupaient de la sorte le petit nombre de soldats français enfermés dans la ville, le major-général Coote, sûr de n'être point inquiété, se portait à Slyckens. A six heures, il avait acquis la certitude qu'il pourrait faire sauter l'écluse; ses mineurs y travaillaient avec

1798 - an VI. Côtes de Flandres.

activité; mais le vent avait augmenté, la mer devenait de plus en plus grosse, et tout semblait annoncer l'impossibilité d'un rembarquement immédiat. Le général anglais sentit alors combien il devenait nécessaire pour lui de se rendre maître de la ville : il l'envoya sommer. Le brave Muscar, commandant de la place, qui avait à peine quatre cents hommes, répondit, au nom de la garnison assemblée pour entendre la lecture de la sommation, que les défenseurs d'Ostende avaient fait serment de s'ensevelir sous ses ruines. Le plus vif enthousiasme animait cette poignée de républicains. Les soldats malades et blessés forcèrent la garde de l'hôpital pour se porter au secours de leurs frères d'armes et partager leurs dangers.

A 10 heures l'explosion eut lieu, et l'écluse fut en partie détruite. Les troupes anglaises revinrent alors vers le bord de la mer pour se rembarquer; mais le mauvais temps rendait cette opération impraticable. Coote, jugeant peut-être aux efforts courageux de la garnison d'Ostende qu'elle était plus forte qu'on ne lui avait dit, n'osa pas tenter, par un coup de main audacieux, d'enlever la place. Il se décida à prendre dans les dunes une position avantageuse, et à y attendre que le vent et la mer s'apaisassent.

Cette circonstance permit aux républicains de rassembler des troupes et de les diriger vers Ostende. De tous côtés des colonnes se mirent en marche. Keller, commandant de Bruges, était, par sa position, celui qui devait joindre le plus tôt l'ennemi. Il se porta en avant avec les seuls grenadiers de la quarante-sixième demi-brigade; il ramassa, chemin faisant, les détachemens cantonnés dans les villages voisins, et bientôt sa colonne se trouva forte de trois cent cinquante à quatre cents hommes [1]. Avec des forces aussi insignifiantes, Keller se porta,

[1] Il était naturel que les Anglais dissent dans leurs rapports que le corps du général Coote avait eu à combattre des forces infiniment supérieures. Cepen-

le 20, à la rencontre des Anglais. Il partagea sa petite troupe en trois colonnes, pour attaquer l'ennemi de plusieurs côtés à la fois. Le combat s'engagea; il dura environ trois heures. Le colonel commandant l'artillerie anglaise fut tué, le général Coote grièvement blessé; deux cents autres ennemis, officiers et soldats, furent mis hors de combat, et le reste, au nombre de dix-sept à dix huit cents hommes, fut obligé de mettre bas les armes. On dirigea ces prisonniers sur Lille. 1798-an VI. Côtes de Flandres.

La disproportion énorme qui existait entre les forces anglaises et celles des Français, doit naturellement donner la certitude que ceux ci firent des prodiges de valeur. Ils se distinguèrent également par leur humanité envers les vaincus. On cite un beau trait de probité et de désintéressement de la part d'un militaire français. Un officier anglais qu'il fit prisonnier, lui remit en même temps que son épée un portefeuille contenant une somme très-considérable en billets de la banque de Londres; le Français rendit au prisonnier son portefeuille, lorsqu'il fut sur le point de partir pour Lille. L'Anglais reconnaissant offrit quelques billets au soldat républicain, qui les refusa en disant : « Si je vous eusse tué, à la bonne heure, tout m'aurait appartenu. »

Peu de jours après cette brillante affaire, un combat assez opiniâtre eut lieu dans la Manche entre deux corvettes françaises et une division ennemie. Le 29 mai, dans la nuit, les corvettes *la Confiante* et *le Vésuve* appareillèrent du Hâvre et se dirigèrent du côté de Cherbourg. Le motif de cette sortie n'est pas bien connu, et le contre-amiral Lacrosse, inspecteur-général des côtes, écrivit au commandant Labre- Manche.

dant il paraît constant que les troupes qui les ont défaits ne consistaient qu'en deux cent cinquante hommes de la quarante-sixième demi-brigade, cent de la quatre-vingt-quatorzième, et quelques militaires isolés; c'est-à-dire quatre cents hommes au plus.

1798 - an VI. Manche. tèche, chef des mouvemens au Hâvre, pour lui témoigner sa surprise de ce départ, qu'il n'avait point ordonné. Ce chef des mouvemens fut, peu de temps après, destitué de sa place par le directoire.

Quoi qu'il en soit, l'événement prouva que l'ordre donné pour cette sortie était au moins imprudent. *La Confiante* avait pour commandant le capitaine de frégate Pévrieux. Cet officier avait donné déjà les plus grandes preuves de son intrépidité dans la défense de la frégate *la Pomone*, au commencement de la guerre, et ensuite dans celle de *la Proserpine*. Pris sur ces deux bâtimens, après la plus vaillante résistance, deux fois les Anglais honorèrent dans sa personne le courage malheureux. *Le Vésuve* était commandé par le lieutenant de vaisseau Lécolier, officier moins avantageusement connu. Au point du jour, le 30, les corvettes eurent connaissance d'une division anglaise, dont une partie forçait de voiles pour les joindre, tandis que l'autre manœuvrait de manière à leur couper la retraite vers le Hâvre.

A cinq heures et demie, un vaisseau rasé, portant du 24 en batterie et des caronades de 64 sur ses gaillards, avait approché les bâtimens français à petite portée : le combat commença ; il dura cinq heures consécutives. *Le Vésuve*, à ce qu'on assure, n'y prit pas une part aussi active que *la Confiante*.

Cette corvette, engagée pendant plus d'une heure à portée de pistolet par le vaisseau ennemi, ripostait à son feu de la manière la plus vigoureuse. Plusieurs fois elle fut sommée à la voix de se rendre ; mais le brave Pévrieux ne répondait à ces sommations que par de nouvelles bordées et un feu roulant de mousqueterie. Enfin, voyant que d'aucun côté il ne pouvait échapper à la division ennemie qui l'entourait, il préféra jeter son bâtiment à la côte que de le rendre aux Anglais. Il l'échoua sur le sable sous Beuzeval, près de l'em-

bouchure de la Dive, et mit tout son équipage à terre. *Le Vésuve* était déjà échoué. Moins maltraité que *la Confiante*, il ne fut pas difficile de relever ce bâtiment et de le faire entrer dans la rivière. Quant à la corvette de Pévrieux, au moment où elle fut à la côte elle était dans un état pitoyable : plus de trois cents boulets avaient criblé les voiles, la mâture et le corps du bâtiment. 1797-an VI. Manche.

Malgré le désir qu'on avait de remettre *la Confiante* à flot, il n'y avait guère d'espoir d'y parvenir ; et les Français eurent peut-être tort de laisser aux Anglais l'honneur d'en brûler la carcasse.

Le Vésuve, entré dans la Dive, fut dégréé, pour qu'il offrît moins de prise à l'incendie, si les Anglais tentaient de le bombarder, et l'on s'occupa de faire à l'entrée de la rivière des batteries pour éloigner les bombardes, et empêcher également que l'ennemi ne vînt dans des canots mettre le feu à cette corvette.

Muskein, parti de la Hougue, comme on l'a vu plus haut, avait été forcé de relâcher à Sallenelle avec sa division. Ses bateaux étant hors d'atteinte, il en fit débarquer les canons, avec lesquels il établit des batteries sur la côte à Cabourg et dans d'autres endroits convenables. Les marins, et les deux cents hommes du bataillon de Boulogne qui montaient sa flottille, mirent autant de zèle dans la construction de ces batteries, que de courage et d'adresse à les servir quand elles furent construites.

Ces dispositions, prises sur la côte, sauvèrent la corvette. Plusieurs fois les Anglais vinrent la bombarder ; mais le feu des batteries les força toujours à gagner le large. Muskein et ses équipages se distinguèrent dans ces divers engagemens qui forcèrent l'ennemi à renoncer à ses desseins. Enfin, profitant d'une circonstance favorable, *le Vésuve* et les bateaux de Muskein parvinrent à rentrer au Hâvre.

1798 - an VI. Océan indien. Nous avons vu[1] la petite escadre de l'amiral Sercey se remettre en croisière, après avoir réparé le mieux possible, à l'île du Roi, les avaries qu'elle avait reçues dans le combat livré aux deux vaisseaux *l'Arrogant* et *le Victorieux*, le 9 septembre 1796.

Le contre-amiral se porta d'abord sur la côte de Golconde, et ensuite il reprit la route du sud, se dirigeant vers la côte orientale de Ceylan, où se trouve situé Trinquemale[2]. Arrivé dans ces parages vers la fin d'octobre, il eut connaissance de deux navires dont le pavillon fut reconnu de loin pour être celui de quelque prince indien : c'était le pavillon de Tippoo. L'escadre communiqua avec ces bâtimens. Sur l'un d'eux, se trouvait M. Vandergraaff, ex-directeur de la compagnie hollandaise des Indes, que l'amiral Sercey avait délivré des mains des Anglais quelques mois auparavant, en reprenant sur eux le bâtiment américain que ce respectable vieillard avait frêté pour se rendre à l'Ile-de-France[3].

Au lieu de demeurer dans la colonie française, en attendant une occasion pour repasser en Europe, comme il en avait d'abord eu le projet, M. Vandergraaff s'était déterminé à retourner à Batavia pour tâcher d'y ressaisir l'autorité. Il vanta beaucoup à l'amiral les ressources que la colonie hollandaise pouvait lui offrir, tant pour réparer ses frégates et leur fournir des rechanges, que pour approvisionner l'Ile-de-France en vivres, surtout si lui, Vandergraaff, se trouvait replacé au poste éminent qu'il avait long-temps occupé.

Le général Sercey tint conseil avec les capitaines de son escadre, et il fut décidé qu'on se rendrait à Batavia. Parvenue près des îles de la Sonde, l'escadre prit un brick anglais, allant de Bencoul à la Chine, et dans le chargement duquel

[1] Volume VII, page 256.

[2] A présent nommé Trinconomale.

[3] Volume VII, page 244.

se trouvait pour soixante mille piastres d'opium. Six jours après, l'escadre moujlla devant Batavia. 1798-an VI. Océan indien.

Malgré ses démonstrations extérieures d'amitié envers le commandant de l'escadre d'une république alliée, la régence mit beaucoup d'hésitation à fournir à l'amiral Sercey ce qui était nécessaire pour les réparations des frégates, et surtout à lui promettre des secours en vivres pour l'Ile-de-France. Cependant lorsque Vandergraaff fut arrivé sur son bâtiment, que l'escadre avait laissé en arrière, et que l'on sut que c'était lui qui avait engagé le général français à faire voile pour l'île de Java, la crainte que Sercey ne protégeât à force ouverte l'ex-directeur, rendit la régence plus traitable; elle promit tout à l'escadre, et l'effet suivit les promesses.

Vandergraaff, instruit des mauvaises dispositions de la régence à son égard, vint chercher un asile à bord de la frégate *la Vertu*, dont le capitaine l'avait naguère traité avec des égards qui font honneur au caractère des marins français. Il fut cependant obligé de quitter bientôt ce bâtiment. La régence défendit absolument que l'ex-directeur mît le pied à terre, sous quelque prétexte que ce fût, et elle le consigna à bord d'un navire destiné à le déporter en Europe.

La régence, débarrassée des craintes qu'elle avait eues de voir l'escadre française appuyer les prétentions de Vandergraaff, eût sans doute persisté dans ses bonnes dispositions envers l'amiral Sercey; mais une circonstance imprévue vint lui rendre son hésitation première. On apprit la reddition aux Anglais de l'escadre du contre-amiral Lucas [1], et cette

[1] Le contre-amiral Lucas, parti de Hollande au printemps de 1796, avec une escadre de trois vaisseaux de ligne, trois frégates et quelques transports portant deux mille hommes de troupes et des munitions de guerre de toute espèce, relâcha dans la baie de Saldagna, près du cap de Bonne-Espérance. Bloqué, peu de jours après, par onze vaisseaux ennemis aux ordres de l'amiral Elphinstone, en même temps que le gouverneur anglais du Cap prenait à terre

1798 - an VI. Océan indien. nouvelle refroidit tout-à-coup le zèle du gouvernement de Batavia. Cependant l'amiral français insista pour qu'on remplît les promesses qui lui avaient été faites, et il conclut avec la régence un traité par lequel elle s'engageait à fournir à l'Ile-de-France du riz et des agrès et apparaux pour une valeur de trois cent mille rixdales (environ seize cent mille francs). Nous ignorons si les clauses de ce traité ont été scrupuleusement exécutées.

Pendant que l'amiral négociait ainsi avec les Hollandais, les réparations de ses frégates se poussaient avec activité. Elles en avaient, en général, grand besoin, mais surtout *la Vertu*, qui avait le plus long-temps été exposée au feu des vaisseaux ennemis, dans le combat du 9 septembre [1]. Pro-

des dispositions pour bombarder son escadre, Lucas se vit obligé de capituler. Cet événement eut lieu le 16 août. On assure qu'à l'approche de l'escadre anglaise, les matelots hollandais s'insurgèrent, et arborèrent la cocarde orange, en criant : *Oranje boven!* (vive Orange!)

Tout porte à croire que l'escadre de Lucas était destinée pour Batavia. Ses forces, trop peu considérables pour réduire le cap de Bonne-Espérance, l'étaient peut-être assez pour attaquer Trinquemale ; mais on doit se rappeler que, suivant le plan concerté entre Truguet et les Hollandais, c'était une escadre française qui devait tenter de reprendre aux Anglais ces deux importantes possessions.

[1] Ce que nous avons rapporté, dans le tome septième, de la part brillante que prit à ce combat la frégate *la Vertu*, renfermait implicitement l'éloge de son capitaine, et a dû suffire pour mettre nos lecteurs à même d'apprécier la conduite de ce brave marin ; mais nous avons un autre devoir à remplir à son égard : c'est d'empêcher que la conformité de nom avec un autre officier de marine dont nous aurons à parler plus tard, ne cause de méprise.

L'officier qui a commandé *la Vertu* s'appelle *Jean-Marthe-Adrien* L'HERMITTE. Il était sous-lieutenant de vaisseau, en 1787, à vingt-un ans. Peu de temps après la guerre déclarée, en 1793, il eut, comme lieutenant de vaisseau, le commandement de *la Tamise*, la première frégate enlevée aux Anglais. Il fit quantité de prises avec ce bâtiment. Au combat du 13 prairial, *la Tamise* étant la frégate de l'amiral Villaret, L'hermitte se tint presque tout le temps à portée de voix de *la Montagne*, pour recevoir de cette manière les ordres de

fitant de l'occasion favorable qui se présentait, l'escadre prit en vivres, munitions et rechanges tout ce qu'elle put loger. 1798 - an VI. Océan indien.

Après avoir passé environ deux mois à Batavia, l'amiral Sercey mit à la voile pour retourner à l'Ile-de-France, en débouquant par le détroit de Bali. Dans ces parages, le 28 janvier 1797, l'escadre eut connaissance de six gros bâtimens. *La Cybèle*, qui était alors éloignée des autres frégates et plus près qu'elles des bâtimens étrangers, rallia l'amiral, en lui faisant le signal dont l'expression est : *L'ennemi est supérieur aux forces françaises*. Ce n'étaient cependant que des vaisseaux de la compagnie des Indes ; et la manœuvre de ces navires n'était pas propre à justifier l'opinion du capitaine de *la Cybèle* sur leur force, puisqu'ils ne cherchèrent nullement à s'approcher des frégates françaises, même après que *la Forte* eut démâté de son grand mât de hune, accident qui ralentit la marche de toute l'escadre. Mais le capitaine Trêhouarts assura si positivement avoir reconnu deux vaisseaux de ligne et quatre frégates, que l'amiral Sercey continua sa route sans penser à chasser l'ennemi [1]. Il rentra à l'Ile-de-France dans les derniers jours de février.

L'escadre se renforça de la frégate *la Preneuse* et de la corvette à trois mâts, *la Brûle-Gueule*. Ces bâtimens, arrivés antérieurement à l'Ile-de-France, s'en trouvaient absens et occupés à une croisière dans le canal de Mozambique, lorsque l'amiral Sercey arriva d'Europe.

Pendant l'année 1797, les frégates firent quelques croi-

l'amiral, qu'il fut rendu de même à plusieurs vaisseaux au milieu du feu. C'est au retour de l'armée à Brest, qu'il passa au commandement de *la Seine*, et fit, dans les mers du Nord, la croisière dont nous avons dit un mot (tome VII, page 240).

[1] Nous verrons plusieurs fois les bâtimens de guerre français détachés dans les mers de l'Inde, manquer, par de semblables méprises, la capture des plus riches convois.

1798 - an VI. Océan indien.

sières qui ne présentèrent rien de remarquable. A la fin de l'été de cette année, l'amiral repartit pour Batavia. L'assemblée coloniale ayant conçu quelque crainte que les soldats venus avec les agens ne proclamassent la liberté générale, avait sollicité et obtenu facilement du général Malartic que tous ces militaires fussent embarqués sur les frégates et deportés à Java, sous prétexte de secourir une colonie appartenant à une république alliée de la France. Le second voyage de l'amiral Sercey aux îles de la Sonde eut pour objet l'accomplissement de cette mesure rigoureuse, par laquelle les colons sacrifiaient une grande partie de leurs moyens de défense contre l'ennemi, à la ferme volonté d'empêcher de tout leur pouvoir l'affranchissement des esclaves.

Peu de mois après que l'assemblée coloniale se fut inhumainement débarrassée de près d'un millier de soldats, qu'elle envoyait sans nécessité dans le pays le plus malsain du globe, il se présenta une occasion où ils eussent pu être employés d'une manière plus utile pour la France.

Le 19 janvier 1798, deux envoyés de Tippoo arrivèrent à l'Ile-de-France pour y réclamer des secours, que leur maître attendait pour attaquer les Anglais de concert avec *Zemaun Schah*, prince des *Afghauns*, et quantité d'autres princes indiens, unis secrètement avec lui, et qui avaient juré de périr ou de délivrer leur pays du joug britannique. Ces envoyés étaient accompagnés d'un Français nommé Ripaud, chargé de les assister dans les négociations, et d'un autre nommé Debay, qui leur servait d'interprète.

Tippoo savait bien que la France avait le projet de lui faire passer des secours assez puissans pour le mettre en état de faire la guerre aux Anglais; mais il ignorait jusqu'à quel point ce projet avait pu être mis à exécution; c'est ce qui fit que Ripaud l'induisit facilement en erreur. Ripaud, capitaine d'un corsaire français, avait été forcé, par le mauvais temps,

de relâcher à Mangalore, vers la fin de 1796 : il y fut arrêté, envoyé à Seringapatnam, et jeté dans une prison. Interrogé ensuite par Tippoo sur la volonté et les moyens de la France pour le seconder dans la guerre qu'il voulait entreprendre, Ripaud, pour obtenir sa liberté, exagéra les ressources de la république, et assura le sultan non-seulement qu'il pouvait compter de la part de la France sur une puissante coopération, mais que déjà des forces imposantes étaient prêtes à l'Ile-de-France, et n'attendaient que ses ordres. Ces faux rapports déterminèrent la démarche de Tippoo, et causèrent sa perte.

1798-an VI. Océan indien.

Le sultan avait d'abord eu le dessein d'envoyer directement en Europe, sur un de ses bâtimens, quelques personnages distingués, avec des lettres écrites de sa propre main pour les chefs de la république française; mais, sur l'assurance réitérée par Ripaud que déjà des forces considérables étaient rassemblées à l'Ile-de-France, il se borna à réclamer ces secours et à prier les chefs de la colonie de faire passer eux-mêmes ses lettres au directoire. Déjà Tippoo avait permis à quelques Français établis au camp de Lally d'y arborer le pavillon de la république, et même il l'avait fait saluer de trois mille coups de canon [1].

Les ambassadeurs du sultan, pour ne pas donner l'éveil aux Anglais et compromettre leur maître, avaient demandé à demeurer *incognito* dans l'île; mais, par une imprudence qu'on a peine à concevoir, le gouverneur Malartic et l'assemblée coloniale voulurent les recevoir avec la plus grande pompe, malgré tous les efforts que firent ceux-ci pour les en détourner.

[1] Le procès-verbal de cette inauguration est consigné dans le journal des séances d'un club qui s'était formé à Seringapatnam sous les auspices de Ripaud. Ce singulier journal, dans lequel le sultan est appelé *le citoyen Tippoo*, a été trouvé par les Anglais dans le palais de Seringapatnam, lors de la prise de cette ville.

1798-an VI. Océan indien. Voici quels étaient, en substance, les arrangemens que Tippoo désirait conclure avec la France. Il devait mettre en campagne trente mille cavaliers et quarante mille hommes d'infanterie, avec cent pièces d'artillerie, canons et mortiers attelés et approvisionnés, à l'arrivée des forces de la république.

Il s'engageait à fournir aux troupes françaises les vivres, la solde, les transports et les munitions. La France, de son côté, devait envoyer dans l'Inde autant de soldats européens qu'elle le pourrait, avec vingt mille hommes de couleur sachant manier les armes et commandés par de bons officiers. Les généraux français devaient concerter avec Tippoo toutes les opérations militaires.

Tous les territoires, villes, forts, comptoirs, vaisseaux et trésors pris sur l'ennemi commun devaient être partagés en deux parts égales entre le sultan et la république.

Les deux alliés devaient s'engager à ne point traiter séparément de la paix.

Tippoo demandait surtout que, si le directoire acceptait ses propositions, on lui dépêchât sur-le-champ un aviso pour l'en informer, afin qu'il pût lever une armée et se mettre en mesure de joindre les forces françaises à Mirjaun, dans le voisinage de Goa.

Les deux envoyés du prince indien ne furent pas peu surpris quand on leur dit que l'Ile-de-France ne pouvait leur fournir aucun corps de troupes, mais que s'ils fussent venus quatre ou cinq mois plus tôt, ils auraient pu emmener les mille hommes qu'on avait déportés alors à Batavia. Cependant le gouverneur leur déclara qu'il allait faire partir pour France, le plus tôt possible, deux frégates avec une personne de confiance chargée de porter au directoire des lettres de sa part, et celles qu'il avait reçues de Tippoo. Les deux frégates choisies pour cette mission furent *la Vertu*, dont le commande-

ment venait de passer au capitaine Magon [1], et *la Régénérée*; le premier aide-de-camp du gouverneur fut chargé de ses paquets. 1798-an VI. Océan indien.

Les frégates partirent le 23 janvier. Leur mission exigeait la plus grande diligence. Cependant, par une maladresse inouïe, on prit la mesure la plus propre à prolonger la durée de leur voyage. Peu de temps auparavant, deux vaisseaux de la compagnie des Philippines, chargés de soie, d'indigo, d'épices et autres marchandises précieuses, pour une valeur de quatre millions de piastres (plus de vingt millions de francs), se rendant de Manille en Espagne, avaient relâché au port Nord-Ouest. L'Ile-de-France, qui employait tous les moyens pour se procurer de l'argent, promit aux Espagnols, moyennant soixante mille piastres, deux frégates pour escorter ces vaisseaux.

La Vertu et *la Régénérée* avaient été désignées pour ce service; et, en effet, les deux vaisseaux espagnols partirent avec elles. Il en résulta que les frégates, obligées de régler leur voilure sur ces bâtimens, extrêmement mauvais marcheurs, mirent plus de sept mois à se rendre en France. Lors même qu'elles n'eussent pas eu de paquets pour le gouvernement, la nécessité de naviguer de conserve avec ces *hourques* [2] les eût empêché de chasser et de prendre les navires ennemis qu'elles auraient rencontrés (et cela leur arriva plusieurs fois, notamment le 10 mai, où elles eurent connaissance de deux vaisseaux de la compagnie, escortés seulement par une petite frégate). Ainsi, sans compter le haut intérêt qu'il y avait à ce que les dépêches arrivassent promptement, la république perdit beaucoup, peut-être, au marché fait

[1] L'amiral Sercey, plein d'estime et d'attachement pour le capitaine L'hermitte, voulut le garder dans la colonie, et lui donna le commandement de *la Preneuse*.

[2] Nom d'une espèce de bâtimens employés dans le Nord. Les marins se servent de ce mot pour désigner un navire laid de forme et mauvais marcheur.

1798-an VI Océan indien. par les autorités de l'Ile-de-France; mais la colonie y gagna soixante mille piastres [1].

Les envoyés de Tippoo, voyant leur mission manquée, demandèrent à s'en retourner à Seringapatnam; mais le gouverneur Malartic leur déclara que son intention n'était pas qu'ils partissent les mains vides, et qu'il allait faire tout ce qui serait en son pouvoir pour envoyer au sultan un corps de volontaires levés dans les deux îles de France et de la Réunion. Ceux-ci représentèrent qu'ils n'étaient pas chargés d'enrôler des soldats pour leur maître; toutefois ils consentirent à emmener ceux que M. de Malartic aurait enrôlés.

Le gouverneur, au lieu de procéder à cette opération avec tout le mystère convenable, publia une proclamation qui acheva de compromettre Tippoo, et qui, lorsqu'elle fut connue dans l'Inde, fournit aux Anglais un motif plausible de reprendre les armes contre lui. Dans cette pièce, dont la publication fut le comble de l'imprudence, on trouve ce passage : *Il* (Tippoo) *n'attend que le moment où les Français viendront à son secours pour déclarer la guerre aux Anglais, qu'il désire ardemment expulser de l'Inde.*

En même temps que M. de Malartic s'occupait à recruter quelques hommes, il entreprit de négocier avec les envoyés du prince indien le traitement qui leur serait alloué. Ces agens firent observer qu'ils étaient sans pouvoirs à ce sujet, et qu'il paraissait convenable de s'en remettre à la loyauté et à la générosité bien connues du sultan. Le gouverneur ne fut point du tout satisfait de cette proposition, comme on peut le voir par la manière dont il termina la lettre qu'il adressa peu de jours après aux ambassadeurs. « Nous n'avons point été vous

[1] Un arrêté des consuls, rendu deux ans après, sur la demande de l'ambassadeur d'Espagne à Paris, ordonna le remboursement à cette puissance des soixante mille piastres, par le trésor de la république. Le même arrêté ordonnait au ministre de la marine de faire rendre compte aux administrateurs de l'Ile-de-France de l'emploi de cette somme.

chercher, écrivait-il; c'est vous qui êtes venus implorer notre secours, vous devez conséquemment vous soumettre aux conditions que je vous propose; elles sont justes et raisonnables. » Cependant il fut convenu d'envoyer deux personnes chargées de régler, à Seringapatnam même, le traitement des volontaires. On choisit MM. Dubuc, capitaine de vaisseau, et Chapuis, chef de brigade. 1798-an VI. Océan indien.

La proclamation de M. de Malartic ne fit pas merveille: cent volontaires seulement à l'Ile-de-France, et environ une cinquantaine à l'île de la Réunion, se présentèrent pour être enrôlés. Ce furent ces cent cinquante hommes de toutes conditions et de toutes couleurs qu'on envoya à un prince à qui la république avait dès long temps promis des secours, dans le moment où il comptait sur l'envoi d'une armée auxiliaire de vingt mille hommes au moins, et lorsqu'il en supposait une partie déjà réunie à l'Ile-de-France.

Le 8 mars, les ambassadeurs de Tippoo partirent avec les volontaires pour Mangalore, sur la frégate *la Preneuse*, et cette mission fournit au capitaine L'hermitte une nouvelle occasion de se signaler et de causer des dommages à l'ennemi. Après une courte relâche à l'île de la Réunion, pour y embarquer les volontaires de cette île et compléter les vivres de la frégate, cet officier se dirigea vers la côte de Malabar. Sa traversée, qui fut près de quarante jours, n'offrit rien de remarquable.

Le 18 avril, étant près de l'île Caroli, l'une des Laquedives, *la Preneuse* arrêta un bâtiment indien parti depuis trois jours de Cananore. Le patron de ce navire, qui fut relâché parce qu'il coulait bas d'eau, rendit compte que deux vaisseaux de la compagnie des Indes étaient, à Tellichery, occupés à charger du poivre. Le capitaine L'hermitte conçut le projet de s'emparer de ces bâtimens. Il vint, en conséquence, prendre connaissance de la côte de Malabar, le 20

1798-an VI. Océan indien. avril, près de Tellichery; mais il ne vit dans cette rade qu'un seul bâtiment, au lieu de deux qu'il devait y avoir, suivant le rapport qui lui avait été fait. La frégate passa le reste du jour et une partie du lendemain à croiser le long de la côte, sous pavillon anglais.

Une pirogue que l'on prit le matin du 21, confirma que le bâtiment mouillé sous Tellichery était un vaisseau de la compagnie qui chargeait du poivre, et ajouta qu'il portait vingt-six canons de 12 en batterie, et qu'il avait un fort équipage, dont cent cinquante Européens faisaient partie. A une heure de l'après-midi, on découvrit un grand navire à trois mâts, qui venait toutes voiles dehors chercher le mouillage de Tellichery. Le capitaine L'hermitte, après l'avoir reconnu pour vaisseau de la compagnie, diminua de voiles et manœuvra de manière à ce qu'il mouillât avant *la Preneuse*.

A deux heures et demie, un orage terrible se déclara, et à trois heures le tonnerre tomba sur la pomme du grand mât de *la Preneuse*. Il descendit tout le long de ce mât jusque dans la cale, où il mit le feu, remonta ensuite dans la batterie et sortit par un sabord. Un homme fut tué roide dans la batterie, quinze ou seize autres plus ou moins grièvement blessés. Le capitaine L'hermitte lui-même fut renversé, et s'imagina d'autant plus facilement être blessé, que les éclats de bois enlevés du grand mât par la foudre et qui volèrent en ce moment, lui firent croire que c'était le vaisseau qu'il avait près de lui qui lui envoyait sa bordée. Ce qu'on peut regarder comme très-extraordinaire, c'est que, dans cette circonstance où tout était disposé à bord pour le combat, aucun artifice, aucune gargousse n'ait pris feu, et qu'il ne soit pas parti un seul canon.

L'état du grand mât de *la Preneuse* obligea de serrer toutes les voiles qu'il portait, et le peu qu'il en resta dehors servit

le dessein qu'avait le capitaine L'hermitte de laisser arriver le vaisseau ennemi au mouillage avant lui. Un peu avant quatre heures, ce bâtiment vint jeter l'ancre à cent brasses de celui qui était déjà en rade depuis quelques jours. Le capitaine L'hermitte fit alors gouverner droit entre les deux, et il s'avança avec sa batterie armée des deux bords, résolu, aussitôt la première bordée lâchée, d'enlever un des deux vaisseaux à l'abordage.

1798 - an VI. Océan indien.

Arrivée au milieu des deux navires ennemis, *la Preneuse* arbora les couleurs françaises, et envoya une bordée à celui qui venait de mouiller. Ce vaisseau riposta de toute la sienne, coupa son câble et largua ses voiles, dans l'intention de se jeter à la côte. L'autre, par sa position, ne put envoyer à la frégate française que deux ou trois coups de canon et un grand nombre de coups de fusil; mais le capitaine L'hermitte ayant manœuvré pour l'aborder, en faisant sur lui un feu terrible de mousqueterie, son équipage évacua les gaillards. *La Preneuse*, canonnant toujours l'autre vaisseau, se trouvait présenter le travers à la poupe de celui-ci, lorsque le capitaine anglais, redoutant l'effet d'un bordée envoyée dans cette position, coupa avec son sabre la drisse du pavillon, demandant quartier à grands cris. On lui intima l'ordre de venir à bord de *la Preneuse* avec ses officiers, ce qu'il fit sur-le-champ.

Le second vaisseau ne se défendait que faiblement, cherchant à se jeter à la côte sous les batteries de Tellichery, qui tiraient des boulets et des bombes sur la frégate française. Il fut, malgré cela, bientôt joint et contraint d'amener son pavillon.

Ces vaisseaux appartenaient tous deux à la compagnie des Indes, et étaient du port de neuf cents tonneaux. Le premier s'appelait *le Woodcott*, et l'autre *le Raymond*. Leur capture donna à la république plus de six cents prisonniers,

1798-an VI Océan indien. dont la moitié Européens, parce que *le Raymond* avait, en outre de son équipage, une partie des soldats de deux bataillons des troupes de la compagnie avec leurs drapeaux, qui furent remis au capitaine français. On trouva à bord du *Woodcott* deux caisses de roupies.

Embarrassé de ses nombreux prisonniers, le capitaine L'hermitte conclut avec le colonel anglais commandant à Tellichery une convention, par laquelle les officiers, soldats et marins pris s'engagèrent à ne point servir contre la république jusqu'à parfait échange contre un pareil nombre de Français. La première chose dont il s'occupa ensuite fut d'équiper ses prises; cela fait, il les expédia pour l'Ile-de-France, où elles arrivèrent heureusement.

Ce coup de main du capitaine L'hermitte sous Tellichery ne retarda pas beaucoup sa mission: il arriva à Mangalore le 24 avril. Il débarqua sur-le-champ les ambassadeurs de Tippoo et les volontaires français, et, après avoir passé deux jours seulement dans cette rade, il en partit, et fut rejoindre, vers la mi-juin, à Java, l'amiral Sercey, qui venait d'y arriver sur *la Brûle-Gueule*, avec l'intention d'établir son quartier-général dans cette île.

Colon. franç. *Précis des événemens militaires arrivés dans les colonies depuis le commencement de* 1797 *jusque vers le milieu de* 1798[1]. — Les détails que nous venons de donner sur les opérations de l'escadre de l'amiral Sercey se trouvaient tellement liés aux événemens politiques et militaires qui, dans les îles de France et de la Réunion, ont marqué l'époque embrassée par ce volume, qu'il ne nous reste presque plus rien à dire sur ces deux colonies. Le gouverneur-général et les as-

[1] Journaux du temps, français et étrangers, — Coup d'œil sur les colonies, — Mémoires pour le général Laveaux et autres, — Grant's history Mauritius, — Edward's history of Santo-Domingo, — Mémoires communiqués, — Notes et Mémoires manuscrits, etc.

semblées coloniales, toujours en bonne intelligence, y persé- 1798-an VI.
véraient dans le système de conduite qu'ils avaient adopté ; Colon. franç.
et tous leurs actes, basés sur l'intérêt privé des colons, continuaient d'avoir pour but de se mettre, par tous les moyens possibles, en mesure d'empêcher l'exécution de l'article de la constitution de l'an III et des lois de la république sur la liberté générale.

Après avoir obtenu la déportation de tous les soldats venus avec les agens, les colons de l'Ile-de-France ne se crurent pas encore en sûreté, et il leur tardait de voir la colonie débarrassée entièrement des troupes européennes. Il ne restait alors dans l'île que les squelettes des cent septième et cent huitième régimens, dont la plupart des officiers et sous-officiers, mariés à des femmes du pays, se trouvaient unis d'intérêt avec les habitans. L'assemblée coloniale comptait ainsi, avec raison, sur les chefs ; mais les soldats ne lui inspiraient pas la même confiance. Soit que ceux-ci eussent en effet formé le projet de proclamer la liberté des esclaves, ou que l'assemblée eût seulement des craintes qu'ils le formassent par la suite, elle obtint, le 24 avril 1798, un ordre du gouverneur Malartic, pour que les compagnies de grenadiers des deux régimens s'embarquassent sur la frégate *la Seine*, prête à partir en croisière. On présume que ces deux compagnies devaient être débarquées à Batavia ou à Mangalore, pour y passer au service de Tippoo.

Voyant dans cet ordre un dessein formé par l'assemblée de se défaire d'eux comme de leurs camarades, qu'on avait envoyés périr dans une île, tombeau des Européens, les grenadiers se mutinèrent et refusèrent de s'embarquer. En vain leur assura-t-on qu'il n'était question que de faire une croisière, dans laquelle ils pourraient gagner de bonnes parts de prises, et nullement de les déporter : représentations, prières, tout fut

1798-an VI. Colon. franç. inutile. Le gouverneur résolut alors d'avoir recours à la force pour se faire obéir.

Les grenadiers ayant entraîné le reste des soldats de leurs corps dans la révolte, les deux régimens prirent les armes, se pourvurent de cartouches, et placèrent en batterie huit pièces de canon qui étaient dans la cour de leur caserne. Les officiers, presque tous attachés à la colonie par des liens de famille ou ceux de la propriété, loin de favoriser les soldats, firent les plus grands efforts pour les empêcher de se porter dans la ville, ce que toutefois quelques turbulens seuls avaient envie de faire, la majeure partie de la troupe, au contraire, voulant se borner à se tenir sur la défensive. La nuit se passa dans cet état.

La nouvelle de cette insurrection s'était sur-le-champ répandue dans l'île, et des ordres avaient été envoyés de toutes parts pour que tous les habitans en état de porter les armes se rendissent à la ville. Au point du jour, le 25, les tambours de la garde nationale battirent la générale, et chaque habitant courut à son poste, pensant que cette journée allait décider du destin de la colonie. Tout ayant été disposé pendant la nuit pour attaquer les soldats dans leur caserne, quatre pièces de canon et deux obusiers furent établis sur une hauteur qui dominait la cour où les deux régimens étaient en bataille. Douze pièces de campagne, traînées par de jeunes colons exercés à les servir, s'avancèrent de différens côtés à la tête de quatre colonnes de la garde nationale, et furent mises en batterie autour de la caserne; les mèches étaient allumées des deux côtés, et tout annonçait qu'un combat sanglant allait commencer.

En ce moment M. de Malartic se présente, suivi de quelques membres de l'assemblée coloniale; il somme les grenadiers d'obéir à l'ordre qu'il leur avait donné la veille, et

d'aller sur-le-champ s'embarquer à bord de *la Seine*, pour partir en croisière. Les grenadiers réitèrent leur refus. Les membres de l'assemblée qui avaient accompagné le général le supplient alors de changer cet ordre, et d'ordonner que les deux régimens tout entiers s'embarquent pour la France. Il cède à leurs désirs, et intime aux soldats ce nouvel ordre, en leur donnant jusqu'à midi pour faire leurs sacs. Ceux-ci, après avoir un peu hésité, acceptèrent cette proposition, et, le jour même, ils s'embarquèrent sur la frégate *la Seine*, et sur un grand navire marchand qui fut frété pour les transporter en Europe. La plupart des officiers abandonnèrent leurs drapeaux et demeurèrent dans l'île : c'étaient en grande partie des officiers de l'ancien régime, beaucoup moins partisans de la république qu'attachés à la colonie.

1798-an VI. Colon. franç.

La journée du 25 avril décida en effet du sort de l'Ile-de-France, gouvernée par elle-même, défendue par ses milices : à compter de ce jour, elle fut aussi indépendante en apparence de la métropole qu'elle l'était en réalité depuis 1792[1].

Nous allons maintenant parler des colonies françaises d'Amérique, et, poursuivant la marche que nous avons adoptée, nous commencerons par les îles du Vent.

Les mêmes causes qui, en 1796, mirent un terme aux succès que les armes républicaines avaient obtenus l'année précédente, continuant d'exercer leur influence en 1797 et 1798, l'histoire militaire de ces colonies n'offre aucun événement d'importance. Parmi les petites Antilles, la France ne possédait uniquement alors que la Guadeloupe et une partie de ses dé-

[1] Voici comment un auteur, que nous avons déjà cité, dépeint la situation de l'Ile-de-France après cette fameuse journée : « L'île ne renfermait plus dans son sein un seul individu qui ne fût intéressé à sa prospérité, et elle avait le bonheur d'être gouvernée par un général, qui, bien qu'exerçant l'autorité au nom de la république française, n'avait d'autre volonté que celle de l'assemblée coloniale. »

GRANT'S, *History of Mauritius.*

1798-an VI. Colon. franç. pendances. Privé des secours de la métropole, Victor Hugues se bornait à continuer la guerre de corsaires qu'il faisait aux Anglais, et il avait de bonnes raisons pour la pousser avec activité.

Dans ses expéditions maritimes, Hugues ménageait peu les neutres, et, dans les ports de la Guadeloupe, ils étaient exposés à des vexations. La conduite de cet agent amena de la mésintelligence entre la France et les Etats-Unis. Cette circonstance, et peut-être aussi les innombrables dénonciations dont il était l'objet, les actes arbitraires et les exactions dont on l'accusait sans cesse déterminèrent le directoire à lui retirer des pouvoirs, dont la durée ne devait être que de dix-huit mois, et qui avaient été prorogés beaucoup au-delà de ce terme. Nous reprendrons notre récit à l'arrivée de son successeur.

L'état de Saint-Domingue, ainsi que nous l'avons dit, semblait s'améliorer depuis la venue des agens du directoire. L'attachement des noirs pour Santhonax; les soins, le zèle et les efforts du général Desfourneaux, aidés de ceux de Toussaint Louverture, avaient produit ces heureux effets. La plupart des nègres étaient retournés aux ateliers, ceux qui étaient demeurés sous les armes avaient été soumis à une discipline plus exacte; les bandes errantes devenaient de jour en jour moins nombreuses, et les désordres qui avaient longtemps affligé l'île avaient presque entièrement cessé. Laveaux, nommé membre du conseil des anciens, partit au commencement de 1797, et laissa le commandement militaire de la colonie au général Desfourneaux. Celui-ci ne tarda pas à se signaler par des succès contre les Anglais, les émigrés et les noirs insurgés contre la république.

La bataille de Vallière fut le plus important. Par cette bataille et les avantages que les chefs sous ses ordres remportèrent pendant la courte campagne qui la précéda, le général

Desfourneaux eut l'honneur de terminer une guerre intestine qui durait depuis près de six ans. Le défaut de renseignemens nous empêche de donner les détails de la bataille de Vallière; elle n'est connue jusqu'à présent que par ses résultats. Desfourneaux, dans cette action mémorable, acheva de vaincre et de disperser les restes de l'armée du trop fameux chef noir Jean François, qui fut d'abord général au service de l'Espagne, et depuis, lors de la paix entre cette puissance et la république, s'était mis à la solde de l'Angleterre, et avait servi sous les ordres du comte de Rouvray. Les beaux quartiers de Vallière, Ouanaminte, Sainte-Suzanne, le Trou et la grande rivière passèrent sous les lois de la république. 1798-an VI. Colon. franç.

Après avoir opéré la soumission de cette partie importante du territoire de la partie du nord de Saint-Domingue à l'autorité de la métropole, le général Desfourneaux entreprit de chasser les Anglais des postes qu'ils occupaient encore dans l'intérieur, et parvint à les resserrer dans les places fortes qu'ils possédaient, espérant bientôt les y assiéger. Ainsi se passa l'année 1797.

C'est vers la fin de cette année que se termina la mission de Santhonax, et qu'il quitta un pays où il exerça deux fois une autorité dont les actes ont fourni matière aux accusations les plus graves et les plus réitérées. Dépeint cent fois comme un monstre féroce par des orateurs qui souvent contribuèrent à former l'opinion publique, Santhonax, quelle que soit la réputation qu'on lui ait faite, n'a pas été convaincu des crimes qu'on lui imputait, puisqu'il n'a jamais été légalement accusé. Nous, qui n'avons point la mission de le juger, et qui nous sommes récusés d'avance à cet égard[1], nous laisserons à la postérité le soin de prononcer un jugement que les contemporains ne portent presque jamais d'une manière im-

[1] *Voyez* la note de la page 316, tome V.

1798-an VI. Colon. franç. partiale. Nous dirons, comme un membre du conseil des cinq-cents [1] : « Quel est celui de nous qui oserait se prétendre assez éclairé pour porter un jugement définitif sur les événemens dont Saint-Domingue a été le théâtre, ainsi que sur les hommes qui y ont joué les principaux rôles? »

Santhonax, nommé membre du conseil des cinq-cents, aux élections de l'an V, par la colonie de Saint-Domingue, devait opter entre les fonctions d'agent du directoire et celles de représentant; il s'était décidé à accepter les dernières. Cette détermination trompa l'attente de ses collègues. L'opinion qui s'établit dans la colonie que le départ de Santhonax serait le signal de nouveaux déchiremens, pénétra dans le sein même de la commission. Quelques troubles ayant éclaté à cette époque sur la montagne du port de Paix, on prétendit que la nouvelle de ce prochain départ en était la cause, et que les noirs le regardaient comme le terme de leur liberté.

Dans cette circonstance, les collègues de Santhonax ne se sentant pas le courage de rester sans lui à Saint Domingue, déclarèrent qu'ils abandonneraient la colonie s'il s'en éloignait. Ils résolurent de lui conférer une sorte de dictature. Santhonax s'opposa fortement à cette résolution, et il déclara à la commission que les fonctions exécutives et celles de représentant du peuple étant incompatibles, il voulait renoncer aux premières, pour demeurer investi du caractère de député au corps législatif; mais que, cédant au vœu de ses collègues de le voir continuer avec eux les fonctions de commissaire du gouvernement pendant quelque temps encore, il ajournerait son départ. C'est par suite de cet arrangement qu'il n'arriva à Paris qu'au commencement de 1798.

On ignore si Santhonax avait le dessein de prolonger davantage son séjour à Saint-Domingue; mais il paraît qu'une

[1] Guillemardet.

conspiration avait été formée pour le déporter en France, et que la crainte qu'un jour on ne mît ce projet à exécution le détermina à hâter un peu son départ. Une chose prouvée par la lettre de Toussaint à Santhonax[1], c'est que le général noir secondait ceux qui voulaient expulser ce fonctionnaire. Ainsi, Toussaint se serait trouvé, probablement sans le savoir, l'agent des anciens propriétaires, car c'étaient eux qui, soutenus par les membres du nouveau tiers des deux conseils, faisaient mille efforts pour opérer à Saint-Domingue un mouvement qui y remît tout sur l'ancien pied. Toussaint, soit erreur, soit calcul, ne servait point alors les intérêts de sa caste, il ne pouvait cependant pas en ignorer les alarmes. En effet, depuis que les discours de Vaublanc et de quelques-uns de ses collègues étaient parvenus dans les colonies, les anciens esclaves croyaient déjà voir leurs maîtres irrités venir les remettre sous un joug dont ils voulaient être affranchis pour jamais. La nouvelle du 18 fructidor renversa certains projets à Saint-Domingue comme en France, et Toussaint crut devoir, par une seconde lettre, pallier ses premières démarches envers Santhonax. Ceux qui avaient donné plus ou moins secrètement les mains au projet de son expulsion, furent ceux qui lui témoignèrent les regrets les plus vifs de le voir partir.

1798-an VI. Colon. franç.

Malgré tout ce qui s'était passé, le départ de Santhonax parut volontaire. Admis au conseil des cinq-cents comme député de Saint-Domingue, il put enfin, dans la séance du

[1] Voici un passage de cette lettre : « Nommé député de la colonie au corps législatif, des circonstances impérieuses vous firent un devoir de rester quelque temps encore au milieu de nous : alors votre présence était nécessaire. Des troubles nous avaient agités ; il fallait les calmer. Aujourd'hui l'ordre, la paix, le zèle pour le rétablissement des cultures, nos succès sur nos ennemis extérieurs et leur impoissance vous permettent de vous rendre à vos fonctions (Moniteur du 19 pluviose an VI).

1796-an VI. Colon. franç. 16 pluviose an 6, prendre la parole qu'on avait eue tant de fois contre lui, et qu'on chercha même à lui refuser encore.

Libre de faire entendre une justification adressée principalement à l'opinion publique, mais qui ne changea guère cette opinion, il commença son discours en imitant Scipion : « C'est aujourd'hui, citoyens collègues, s'écria-t-il, l'anniversaire de la déclaration de la liberté générale des noirs [1]. » Nous ne le suivrons pas dans cette longue apologie d'une conduite, sur laquelle chacun prononce encore aujourd'hui selon ses opinions politiques ; nous extrairons seulement de son discours deux ou trois faits principaux qui, s'ils sont constatés, comme il l'assura, par des pièces authentiques, prouveraient que, sous sa seconde administration, la situation de Saint-Domingue s'était considérablement améliorée, et qu'il n'est pas absolument impossible de faire cultiver les colonies par des noirs libres [2].

Il annonça que, tant par les soins du général Laveaux et de l'ordonnateur Perroud, qui, les premiers, parvinrent à relever un grand nombre d'habitations dans la plaine du Cap et les montagnes des quartiers voisins, que par ceux qu'il avait pris lui-même après eux, il laissait dans la partie du nord de Saint-Domingue cent quatre-vingts sucreries en activité, et

[1] Le décret de la Convention à ce sujet, fut rendu le 16 pluviose an II.

[2] Il existe, sur ce dernier point, une autorité respectable, celle de M. Barbé-Marbois, dont Santhonax invoqua le témoignage. Dans son rapport au conseil des anciens, le 7 messidor an V, M. Barbé-Marbois s'exprima ainsi :

« Déjà il est reconnu que les affranchis, soit qu'ils se mettent aux gages de ceux dont ils ont été les esclaves, soit qu'ils deviennent copartageans dans les produits, ainsi que nos vignerons, peuvent travailler utilement pour le propriétaire et pour eux-mêmes ; et que, pour être maintenus, l'on n'a pas besoin de la sévérité des châtimens. Le son de la cloche se fait entendre à des heures fixes, et appelle, comme autrefois, les nègres aux travaux ; mais pour les animer, le bruit du fouet n'est pas nécessaire : *l'épreuve est faite, le succès n'est plus douteux.* »

donnant deux cent cinquante mille quintaux de sucre; que pour exporter ces produits deux cents navires neutres venaient annuellement au Cap; que les maisons louées dans cette ville pour le compte du gouvernement donnaient un revenu de six cent mille francs, etc., etc. 1798-an VI. Colon. franç.

L'accusation que Santhonax prit le plus de soin à repousser fut celle d'avoir eu l'intention de rendre la colonie de Saint-Domingue indépendante. Nous n'en parlons que parce que cette partie de son discours contient une espèce de prophétie sur Toussaint-Louverture, passage remarquable d'après le rôle qu'a joué plus tard ce chef noir, et auquel on le croyait alors peu propre [1]. « Certes, dit Santhonax, si quelqu'un pouvait être soupçonné de favoriser le système d'indépendance, ce serait sans doute celui dont la vie politique n'a été qu'une révolte continuelle contre la France, Toussaint-Louverture..... Il a trompé deux monarques [2]; fasse le ciel qu'il ne trahisse jamais la république! »

Le directoire nomma pour succéder à Santhonax le général Hédouville, l'un des compagnons de Hoche. Cette nomination faisant époque dans l'histoire de Saint-Domingue, nous partirons, dans notre prochain article sur cette colonie, de l'arrivée de ce nouvel agent au Cap-Français.

[1] Santhonax lui-même disait de Toussaint : « Fait pour être gouverné, son sort est d'être soumis à une impulsion étrangère. »

[2] Le roi d'Espagne et le roi d'Angleterre.

FIN DU HUITIÈME VOLUME.

ERRATUM.

Tome VII, page 227, lignes 7 et 8 : *au lieu de* l'escadre anglaise, aux ordres du vice-amiral Man, forte de deux vaisseaux et huit frégates, etc.; *lisez* huit vaisseaux et deux frégates.

Cette escadre, détachée à la poursuite des six vaisseaux et trois frégates de Richery, ne pouvait pas être forte de deux vaisseaux de ligne seulement et huit frégates. Quelque confians que fussent, d'ailleurs, les Anglais dans l'habileté de leurs amiraux, ils ne firent jamais poursuivre les escadres françaises par des forces aussi inférieures.

Le tome huitième des *Victoires* a été retardé par l'indisposition d'un de MM. les collaborateurs; on a commencé durant ce retard le tome neuvième, qui est déjà imprimé à plus de moitié au moment où le précédent est mis au jour.

Le tome huitième contient toute l'année 1797 et une partie de 1798.

Nous ne devons plus maintenant réclamer de nouveaux documens, il nous en est parvenu en si grand nombre, que nous n'avons plus que des remercîmens à faire à ceux qui nous les ont adressés, et nous sommes obligés de le faire ici collectivement.

Les personnes qui ont fait les campagnes décrites dans cet ouvrage s'apercevront facilement combien sont précieuses les sources où nous recueillons les faits; des maréchaux, des généraux, des administrateurs nous ont ouvert leurs portefeuilles, riches en faits que jusqu'à présent on n'avait pas cru devoir publier; il nous a été fait à cet effet des communications des plus importantes : on a bientôt vu le noble but de l'entreprise, étrangère à tous les partis, et qui ne doit être que le dépôt de tout ce qui a honoré les armées françaises.

Nous avons vu sans regret paraître dernièrement quelques spéculations qui semblent n'être que des fragmens du plan que nous avons conçu dans des temps où il y avait quelque courage à le mettre à exécution. Nous avons réuni dans cette conception tous les sentimens que nous inspiraient d'un côté le désir de faire rendre justice à tant de guerriers français, d'un autre le chagrin de les voir outrager par un esprit de parti peu réfléchi : tous les honnêtes gens ont applaudi à un projet qui avait pour but de louer tout ce qui était louable chez les Français, sous quelque bannière qu'ils eussent combattu, et de les réunir ainsi au milieu des applaudissemens unanimes accordés à leurs exploits : maintenant, sous des auspices plus favorables et plus faciles, on a multiplié, par l'impression et par le burin, ces souvenirs, qui désormais ne s'effaceront jamais. Cependant tous les ouvrages annoncés ne sont réellement, comme nous le disions plus haut, que des fragmens détachés et plus ou moins déguisés de notre grand ouvrage.

Le mot de *victoires* et *conquêtes* a eu une telle magie, qu'il se trouve en tête de toutes les productions qui nous imitent. Nous applaudirions nous-mêmes à toute cette fécondité, si ces écrits étaient conçus avec plus d'art et mieux dirigés; mais on conçoit que leurs spéculateurs n'ont pu y apporter ni le temps, ni les soins, ni les dépenses nécessaires à l'exécution d'un plan aussi vaste. Nous avons réuni à peu près tout ce qui a paru, depuis trente ans, d'ouvrages en rapport

avec le nôtre ; chaque jour nous acquérons des cartes, et, ce qui enrichit surtout notre ouvrage, c'est l'immense dépôt de documens manuscrits qui nous parviennent chaque jour. Les auteurs de ces imitations auraient dû attendre que notre entreprise fût achevée ; ils auraient du moins offert des compilations de faits vérifiés, et ne se seraient pas hâtés, comme ils le font, d'extraire des articles de journaux que la politique des temps a presque toujours rendus mensongers.

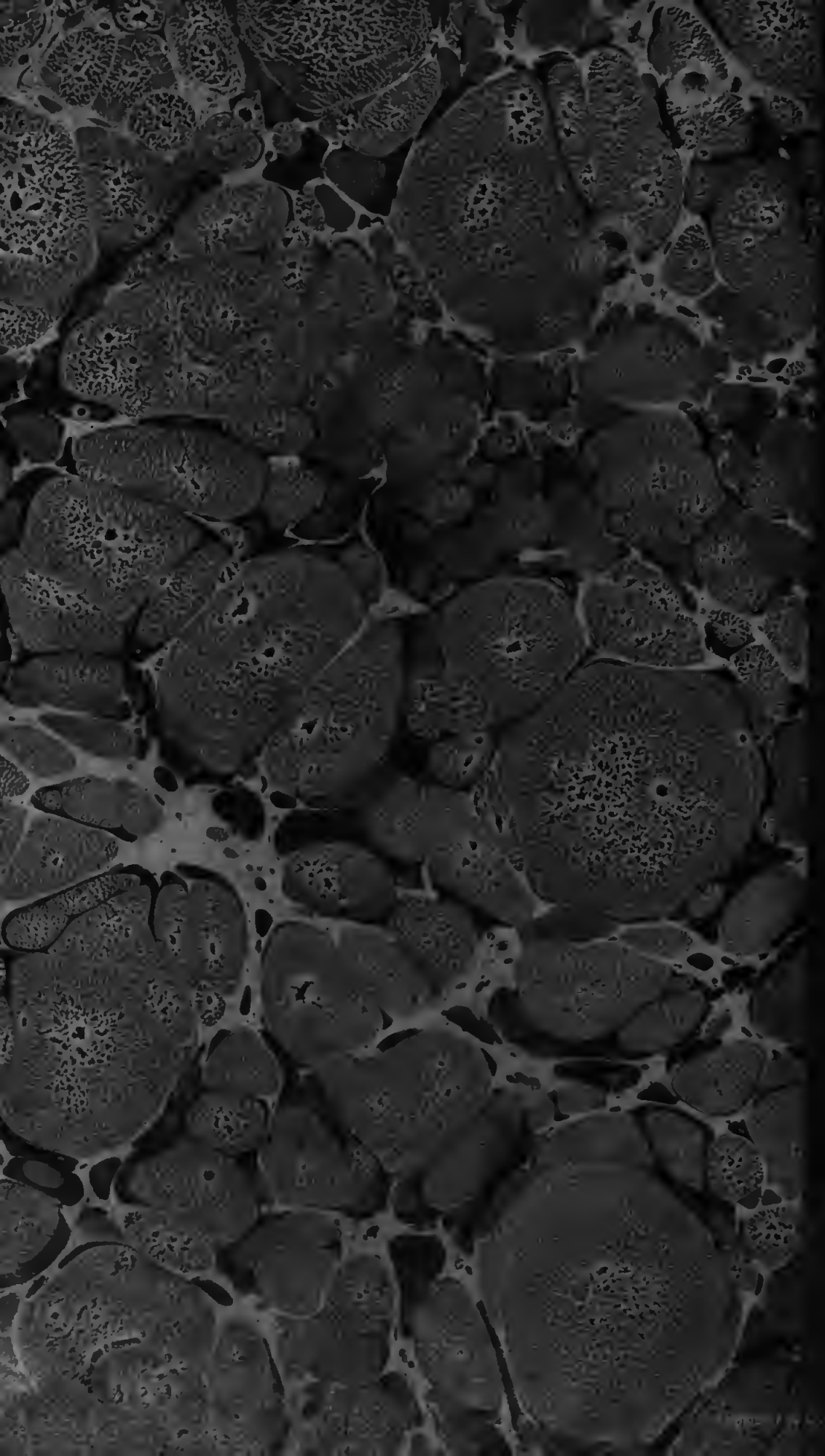
Nous fixerons l'attention de nos lecteurs particulièrement sur ce qui va etre écrit sur les campagnes d'Égypte et d'Italie : non-seulement elles seront décrites par des témoins oculaires, mais il sera facile de se convaincre que nous avons entre les mains des documens tels, qu'ils feront connaître la vérité toute entière, et que ces récits s'éloignent en beaucoup de points des ouvrages les plus estimés qui ont été publiés de nos jours sur toutes ces guerres.

C. L. F. PANCKOUCKE.

582803

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google